

Rapport sur les produits de base et le développement 2017

Marchés des produits de base,
croissance économique et développement



Rapport sur les produits de base et le développement 2017

**Marchés des produits de base,
croissance économique et développement**



Organisation
des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Copyright © 2017,
Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Tous droits réservés

Les constatations, interprétations et conclusions formulées dans le présent document n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de leurs fonctionnaires ou de leurs États Membres.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Les demandes d'autorisation de reproduire des extraits ou de faire des photocopies doivent être adressées au Copyright Clearance Center, sur le site copyright.com.

Toutes les autres demandes concernant les droits et autorisations, y compris les droits dérivés, sont à adresser à :

United Nations Publications, 300 East 42nd St.

New York, New York 10017, États-Unis d'Amérique

Email : publications@un.org

Site Web : un.org/publications

UNCTAD/SUC/2017/1

eISBN 978-92-1-060094-1

NOTES

L'utilisation du terme « dollar » (\$) fait référence au dollar des États-Unis.

Le terme « tonne » fait référence à la tonne métrique.

Les périodes indiquées par deux années séparées par un tiret (par exemple 1999-2000) sont les périodes allant du début de la première année mentionnée à la fin de la seconde.

Une période indiquée par deux années séparées par une barre oblique (par exemple 2000/01) désigne un exercice budgétaire ou une campagne agricole.

Sauf indication contraire, dans le texte ou les tableaux, la région « Afrique subsaharienne » englobe l'Afrique du Sud.

REMERCIEMENTS

Le *Rapport 2017 sur les produits de base et le développement* est une publication conjointe de la CNUCED et de la FAO. L'équipe de la CNUCED était dirigée par Samuel K. Gayi, Chef du Groupe spécial sur les produits de base, qui a pris sa retraite en juin 2017, et par Janvier D. Nkurunziza, Chef de la Section de la recherche et de l'analyse sur les produits de base. L'équipe du Groupe spécial sur les produits de base qui a contribué à l'élaboration du rapport était composée de : Taro Boel, Rodrigo Carcamo, Milasoa Chérel-Robson, Stefan Csordas, Mario Jales, Alexandra Laurent, Romain Perez et Kris Terauds.

L'équipe de la FAO était dirigée par Boubaker Ben-Belhassen, Directeur de la Division du commerce et des marchés, et par George Rapsomanikis, Économiste principal au sein de cette même Division. L'équipe de la FAO qui a contribué à l'élaboration du rapport était composée de : Katherine Baldwin, Friederike Greb, Emily Carroll et Clarissa Roncato Baldin.

La FAO et la CNUCED tiennent à remercier les chercheurs et experts extérieurs ci-après, qui ont contribué aux travaux en rédigeant des documents de fond et en fournissant des éléments techniques : Marijke Kuiper, Hans van Meijl, Lindsay Shutes, Andrej Tabeau et Monika Verma (Wageningen Economic Research), Eduardo Bianchi et Carolina Szpak (Instituto Universitario Escuela Argentina de Negocios), David Hallam (ancien Directeur de la Division du commerce et des marchés de la FAO), Gustavo Filipe Canle Ferreira (Ministère de l'agriculture des États-Unis, Service de la recherche économique), Jeffrey Vitale (Department of Agricultural Economics, Oklahoma State University), Juan Pablo Canle Ferreira (Canle, Gonçalves & Grilo LDA), Marcella Vigneri (Centre of Excellence for Development Impact and Learning, London School of Hygiene and Tropical Medicine), Khan Murshid et Mohammad Yunus (Bangladesh Institute of Development Studies), Pablo Antonio Garcia Fuentes (Midwestern State University) et Shashi Kolavalli (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). Des observations intéressantes ont été formulées et des contributions utiles ont été apportées par Adriana Herrera (Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation du Mexique) et Christopher Gilbert (SAIS Bologna Center, Johns Hopkins University).

La structure du rapport a été élaborée lors d'une réunion d'examen collégial qui s'est tenue les 30 juin et 1^{er} juillet 2016 et qui était organisée conjointement par la CNUCED et la FAO. Outre les membres du personnel du Groupe spécial sur les produits de base de la CNUCED, les experts extérieurs suivants ont participé à la réunion : Eduardo Bianchi, Christopher Gilbert, Gustavo Ferreira, Marijke Kuiper, George Rapsomanikis, Clarissa Roncato Baldin, Marcella Vigneri et Jeffrey Vitale. Patrick Osakwe a participé au nom de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED. Les discussions se sont appuyées sur des exposés concernant trois documents thématiques et 10 études de cas. Des observations écrites internes ont été reçues et examinées à l'occasion de la réunion d'examen collégial qui s'est tenue le 14 juillet 2017. Trois divisions de la CNUCED ont formulé des observations par l'intermédiaire de Bruno Casella (Division de l'investissement et des entreprises), de Pilar Fajarnes-Garces (Division de la technologie et de la logistique) et de Jörg Mayer (Division de la mondialisation et des stratégies de développement).

Danièle Boglio et Catherine Katongola-Lindelof ont assuré les services de secrétariat. La couverture a été conçue par Magali Studer, et le texte original en anglais a été édité par Praveen Bhalla.

ACRONYMES

CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CTCI	Classification type pour le commerce international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GM	Génétiquement modifié
IDH	Indice de développement humain
IED	Investissement étranger direct
IPC	Indice des prix à la consommation
kg	kilogramme
MEGC	Modèle d'équilibre général calculable
NOGICD	Loi nigériane sur le développement du contenu de l'industrie pétrolière et gazière
ODD	Objectif de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
R-D	Recherche-développement
RNB	Revenu national brut
TIC	Technologies de l'information et des communications

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	x
Dépendance à l'égard des produits de base et développement.....	x
Évolution des cours des produits de base : Simulation des tendances à long terme et des effets socioéconomiques.....	xi
Études de cas	xii
INTRODUCTION	xv
CHAPITRE I DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT	1
1. La dépendance à l'égard des produits de base et son importance pour le développement.....	2
2. Dépendance à l'égard des produits de base et développement humain : Que révèlent les données ?	4
2.1 Premier coup d'œil sur les données	4
2.2 Établir un lien de causalité entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement humain	7
3. Dépendance à l'égard des produits de base et développement : Voies de transmission	9
3.1 Termes de l'échange.....	10
3.2 Les défis en matière de politique budgétaire et monétaire	10
3.3 Impacts au niveau microéconomique.....	12
4. Conclusions.....	13
Annexe A.....	14
CHAPITRE II LE COMPORTEMENT DES PRIX DES PRODUITS DE BASE : SIMULATION DES TENDANCES À LONG TERME ET DES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES	15
1. Les prix des matières premières et la thèse de Prebisch-Singer	16
2. Une expérience de simulation : Évolution des prix et croissance économique	19
2.1 Évolution prévue des prix des produits de base jusqu'en 2030.....	20
2.2 Croissance du PIB, facteurs de production et dépenses des ménages	21
3. Conclusions.....	25
CHAPITRE III ÉTUDES DE CAS	27
1. L'industrie du soja en Argentine et au Brésil	29
Développement de l'industrie du soja en Argentine et au Brésil	30
Les prix du soja et la macroéconomie	31
Réduction de la pauvreté : Le cas de l'Argentine	33
Réduction de la pauvreté : Le cas du Brésil	33
Conclusions	34
2. Prix du coton, croissance et revenus agricoles au Burkina Faso	34
Évolution des prix du coton et réformes politiques	35
Prix du coton et croissance	36
Prix du coton et sécurité alimentaire	38
Conclusions	38

3. Enseignements tirés de la stratégie de diversification des exportations du Costa Rica.....	39
Politiques favorisant la diversification des exportations.....	40
Le secteur agricole, moteur de la diversification des exportations	41
Diversification des exportations et réduction de la pauvreté	42
Conclusions	43
4. Prix du cacao et revenus agricoles au Ghana.....	43
Les réformes politiques dans le secteur du cacao.....	44
Prix du cacao et croissance inclusive.....	46
Le rôle crucial de l'augmentation de la productivité.....	46
Conclusions	48
5. Production de sorgho au Mali	48
Le contexte agricole malien	48
Variations de prix et politiques tarifaires.....	49
Prix, croissance et pauvreté.....	50
Implications politiques.....	50
6. Cours du riz, croissance et réduction de la pauvreté au Bangladesh.....	51
Évolution et réforme du secteur rizicole	52
Le secteur rizicole, partie intégrante de l'économie	53
Production de riz et lutte contre la pauvreté.....	55
Conclusions	55
7. Exportations de diamants du Botswana et de Sierra Leone : Le rôle des institutions dans l'atténuation de l'impact de la dépendance des produits de base sur le développement humain	55
Contexte	55
Contribution des diamants à l'économie et à la création d'emplois	57
Gérer les revenus du diamant : Le rôle des institutions.....	57
Enseignements tirés et conclusions	59
8. Utilisation de la politique commerciale pour créer de la valeur ajoutée : Leçons tirées de l'interdiction des exportations de nickel décrétée par l'Indonésie	59
Premiers enseignements	62
9. Les exigences en matière de contenu local sont-elles un catalyseur du développement ? Le cas du pétrole au Nigéria.....	63
Introduction et contexte.....	63
Des progrès limités en matière de création de valeur ajoutée et de développement socioéconomique	64
Cadres institutionnels et réglementaires.....	67
Conclusions	67
10. Le chaînon manquant entre croissance économique et développement : Le cas de la Zambie, tributaire du cuivre.....	68
Des performances macroéconomiques solides	68
Des résultats décevants en matière de développement	70
Les chaînons manquants : Lacunes politiques et institutionnelles.....	71
Conclusions	73

CHAPITRE IV RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS POLITIQUES	75
1. Bâtir une économie résiliente.....	76
1.1 Assurer les recettes de l'État.....	76
1.2 La recherche d'une diversification des exportations en dehors des produits primaires.....	77
1.3 Politique budgétaire et dépenses anticycliques	77
1.4 Bonne gouvernance.....	78
2. Renforcer les liens entre le secteur des produits de base et le reste de l'économie pour promouvoir une croissance inclusive.....	78
2.1 Ajouter de la valeur par des liaisons en amont et en aval	78
2.2 Mécanismes de protection sociale	79
3. Promouvoir une croissance inclusive en renforçant les liens existants entre le secteur des produits de base et le reste de l'économie.....	80
3.1 Renforcer la productivité.....	80
3.2 Mettre en œuvre des politiques de prix transparentes	81
4. Conclusions.....	81
RÉFÉRENCES.....	82

ENCADRÉS

Encadré 1. Quand un pays est-il considéré comme dépendant des exportations de produits de base ?	2
Encadré 2. L'effondrement des prix des produits de base, les effets des termes de l'échange et les finances publiques dans les pays en développement tributaires des produits de base.....	11

TABLEAUX

Tableau 1. Pays ayant des taux de dépendance faibles et élevés à l'égard des produits de base, 1995-2014 (moyenne).....	5
Tableau A1. Résultats des estimations de données de panel dynamiques (GMM) avec l'IDH comme variable dépendante.....	14
Tableau 2. La production de cacao et la pauvreté, 1991/92-2012/13.....	46
Tableau 3. Taux de croissance annuelle du rendement des surfaces cultivées et du prix du riz, 1972/73-2008/09 (en pourcentage)	52
Tableau 4. Production et valeur à l'exportation des diamants industriels au Botswana et en Sierra Leone, 1999-2016.....	56
Tableau 5. Certains indicateurs socioéconomiques dans les pays en développement tributaires des exportations de cuivre, 2003-2011	71

FIGURES

Figure 1.	Indices des prix des produits de base, janvier 2000-février 2017 (2000 = 100)	3
Figure 2.	Coefficient de variation des indices mensuels des prix des produits de base, janvier 1960-décembre 2016	4
Figure 3.	Répartition des pays en fonction de leur dépendance à l'égard des exportations et des importations de produits de base, 1995-2014 (moyennes)	7
Figure 4.	Diagrammes de dispersion de l'IDH et des ratios de dépendance à l'exportation et à l'importation des produits de base	8
Figure 5.	Effets négatifs potentiels de la dépendance des produits de base à l'égard du développement : voies de transmission.....	9
Figure A1.	Résultats d'une régression quantile	14
Figure 6.	Indices de Grilli et Yang des prix des produits de base, 1900-2010.....	16
Figure 7.	Indices prévisionnels des prix mondiaux à la production par groupe de produits de base, 2030 (2010 = 100)	20
Figure 8.	PIB par habitant en 2010 et prévision de PIB par habitant en 2030 (dollars par personne)	22
Figure 9.	Prévisions de variations des prix des facteurs de production en 2030 (2010 = 100)	23
Figure 10.	Rapport entre les salaires des emplois agricoles non qualifiés et les prix des céréales, 2030 (2010 = 100)	23
Figure 11.	Dépenses réelles des ménages en 2030 (moyenne nationale, urbaine et rurale), 2010 = 100.....	24
Figure 12.	Exportations totales du complexe du soja en pourcentage des exportations totales de produits de base, 1993-2014 (en pourcentage).....	29
Figure 13.	Prix internationaux du soja, 1960-2014 (dollars par tonne)	31
Figure 14.	Croissance du PIB et termes de l'échange des marchandises en Argentine et au Brésil, 2000-2013	32
Figure 15.	Cours mondial du coton et PIB par habitant au Burkina Faso, 1961-2013	35
Figure 16.	Termes de l'échange du Burkina Faso et croissance du PIB par habitant, 1980-2012	37
Figure 17.	Taux de sous-alimentation et prix du coton, 1990-1992 à 2012-2014	38
Figure 18.	Prix et exportations du café, 1961-2013.....	39
Figure 19.	Part des produits primaires et des produits manufacturés dans les exportations totales du Costa Rica, 1965-2013 (en pourcentage)	41
Figure 20.	Pauvreté et inégalité au Costa Rica, 1986-2014	43
Figure 21.	Production cacaoyère du Ghana et cours mondiaux du cacao, 1948-2014	45
Figure 22.	Prix mondiaux du cacao et quote-part allouée aux producteurs, 1991/92-2014/15	45
Figure 23.	Production de cacao et prix à la production, 1990/91-2014/15	47
Figure 24.	Prix internationaux et nationaux du sorgho, taux nominal de protection, 2005-2010.....	50
Figure 25.	Indicateurs de sécurité alimentaire et prix du sorgho au Mali, 1987-2006	51
Figure 26.	Évolution des prix du riz au Bangladesh, en Inde et en Thaïlande, 1987-2014 (dollars par tonne)	53
Figure 27.	Prix du riz et inflation au Bangladesh, 1987-2014	54
Figure 28.	Croissance du PIB et exportations de diamants au Botswana, 1995-2015	57
Figure 29.	Croissance du PIB et exportations de diamants en Sierra Leone, 1995-2015	58
Figure 30.	Exportations indonésiennes de minerai de nickel par rapport au cours international du nickel, 2002-2013.....	60
Figure 31.	Composition des exportations du Nigéria, 1962-2014	65
Figure 32.	Incidence de la pauvreté dans les États nigériens, 2004-2010 (échelles d'équivalence pour les adultes).....	66
Figure 33.	Certains indicateurs économiques, Zambie, 2000-2015	69
Figure 34.	Pauvreté, sécurité alimentaire et indicateurs d'inégalité, Zambie, 2000-2015	70

APERÇU GÉNÉRAL

La majorité des pays en développement sont tributaires des produits de base. Les pays en développement qui dépendent des exportations de produits de base tirent le plus gros de leurs recettes d'exportation de produits primaires tels que les minéraux, les minerais, les métaux, les combustibles, les matières premières agricoles et les denrées alimentaires. Les pays dont le ratio des importations de produits de base sur les importations totales de marchandises est élevé sont, pour leur part, tributaires des importations de produits de base. Ces deux formes de dépendance à l'égard des produits de base peuvent avoir des effets préjudiciables et compromettre toutes les dimensions du développement durable. La plupart des pays en développement qui dépendent des exportations et/ou des importations de produits de base affichent un faible degré de développement humain.

La dépendance à l'égard des produits de base se répercute sur le développement humain à travers une multitude de canaux directs et indirects qui relient la situation sur les marchés mondiaux des produits de base à la situation économique et sociale et au développement humain des pays. Il est important de comprendre ces liens et la manière dont ils agissent sur les objectifs de développement à court, à moyen et à long terme si l'on veut éclairer l'élaboration des politiques. Le présent rapport sur les produits de base et le développement, préparé conjointement par la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a pour but de faciliter la compréhension des liens entre les marchés de produits de base et le développement, en mettant en lumière certains des relais par lesquels les cours de ces produits influent sur la situation économique des pays.

Pour informer les décideurs des effets à long terme des cours des produits de base sur les indicateurs socioéconomiques, un modèle de simulation a été utilisé afin de réaliser des projections de l'évolution de l'économie mondiale et des cours des produits de base à l'horizon 2030. Le rapport présente un certain nombre d'enseignements tirés des analyses effectuées et propose des mesures à prendre pour faire face à la dépendance à l'égard des produits de base et aux effets de cette dépendance sur le développement socioéconomique. Ces effets sont illustrés par plusieurs études de cas nationales relatives aux produits de base.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT

Les voies de transmission de la dépendance à l'égard des produits de base peuvent être classées

en trois catégories selon la nature de leur impact sur l'économie des pays. Premièrement, certains effets découlent des termes de l'échange. Deuxièmement, la dépendance à l'égard des produits de base pose des difficultés sur le plan des politiques budgétaires et monétaires. Troisièmement, l'évolution des marchés internationaux des produits de base peut peser sur les consommateurs et les producteurs au niveau micro.

Les termes de l'échange des pays en développement tributaires des produits de base sont étroitement liés aux cours de ces produits. Ainsi, une chute soudaine des cours provoque généralement une dégradation brutale des termes de l'échange, laquelle se traduit par un choc de production qui compromet les perspectives de croissance. Même s'il n'y a pas de choc important, l'instabilité des cours des produits de base nuit à la croissance des pays en développement tributaires de ces produits. Comme la croissance est indispensable à l'élimination de la pauvreté, il existe un lien entre les mouvements de prix sur les marchés mondiaux des produits de base et le développement humain. Autrement dit, ces mouvements de prix provoquent, par le truchement des termes de l'échange, tout un éventail d'effets directs et indirects à court et à long terme, de nature économique et non économique, sur le développement humain.

La dépendance à l'égard des produits de base peut également être une source de problèmes sur les plans budgétaire et monétaire. De fortes fluctuations des flux de capitaux, telles que celles induites par l'instabilité des cours des produits de base, perturbent l'économie et pèsent sur la balance des paiements. Dans les pays en développement tributaires des produits de base, les recettes de l'État sont également étroitement liées aux cours de ces produits. Si ces cours sont plus bas que prévus, l'équilibre budgétaire peut être compromis et la marge d'action des autorités réduite, provoquant une diminution des dépenses publiques consacrées aux infrastructures essentielles et aux programmes sociaux et, en fin de compte, entravant le développement économique national et les efforts déployés par les gouvernements pour faire reculer la pauvreté. Les pays en développement tributaires des produits de base font également face au risque que constitue l'inflation importée. Dans les pays importateurs nets de denrées alimentaires en particulier, la flambée des prix de ces denrées peut affaiblir les revenus réels et donc accroître la pauvreté, comme on a pu le voir dans différents pays pendant les crises financière et alimentaire mondiales de 2007 et de 2008. De plus, l'effondrement des cours des

produits de base peut compromettre la viabilité de l'endettement des pays en développement dont les finances publiques dépendent dans une large mesure des recettes d'exportation de ces produits. Enfin, les variations des cours peuvent également peser sur les taux de change des pays en développement tributaires des produits de base et avoir des répercussions négatives sur la croissance de la productivité à long terme, l'inflation et les réserves de change.

Les chocs sur les prix et l'instabilité des cours des produits de base ont des incidences directes sur les moyens de subsistance des ménages pauvres des pays en développement, que ces pays dépendent de l'exportation ou de l'importation des produits de base. Les chocs des prix des denrées alimentaires peuvent avoir des répercussions négatives graves sur les pays en développement qui sont dotés d'un grand secteur agricole et où l'alimentation constitue une part importante des dépenses de consommation, tant au niveau macroéconomique qu'au niveau des ménages. En particulier, les producteurs de produits de base tels que les agriculteurs, qui souvent exploitent de petites surfaces, rencontrent des difficultés considérables lorsque les prix chutent. Dans bien des cas, les restrictions d'accès au crédit et le manque d'épargne accentuent les difficultés financières des producteurs. Ainsi, une baisse des cours des produits de base peut directement augmenter la pauvreté ou indirectement nuire au développement humain en empêchant les pays d'engager des dépenses dans les domaines de la santé ou de l'éducation. Les variations des cours des produits de base peuvent également influencer sur le pouvoir d'achat des consommateurs. À cet égard, il convient d'établir une distinction entre les vendeurs nets de denrées alimentaires, qui tirent avantage de la hausse des prix des produits alimentaires, et les acheteurs nets de denrées alimentaires, qui voient leur pouvoir d'achat diminuer. Les prix des combustibles sont également liés à la pauvreté dans les pays en développement, étant donné que les combustibles sont utilisés pour produire un vaste éventail de marchandises et de services dont les prix augmentent selon la hausse des prix de ces intrants. Enfin, la hausse des prix des denrées alimentaires peut menacer la sécurité alimentaire des pays en développement dépendant des importations de produits de base. La malnutrition et la faim chronique peuvent avoir de graves incidences à long terme sur la santé et affaiblir le capital humain. La dépendance à l'égard des produits de base est donc associée à une multitude d'effets potentiels sur les entreprises et les ménages, qui peuvent influencer à court et à long terme sur le développement économique et le développement humain.

ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE : SIMULATION DES TENDANCES À LONG TERME ET DES EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES

L'envolée récente des cours des produits de base (2003-2011) a été une aubaine pour de nombreux pays en développement tributaires de ces produits qui ont vu grimper leurs recettes d'exportation et, de manière générale, leur taux de croissance économique. Lorsque l'envolée a pris fin, ces pays ont pu constater une nouvelle fois que, même si les produits de base affichent des cours élevés pendant quelques années, l'évolution à long terme de leurs termes de l'échange ne s'en trouve pas modifiée, comme l'affirme la thèse de Prebisch-Singer ; c'est-à-dire que leurs termes de l'échange ont tendance à se dégrader à long terme en raison du déclin séculaire des cours des produits de base par rapport aux prix des articles manufacturés.

Le Chapitre II du rapport présente les résultats d'un exercice de simulation fondé sur un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), qui montre les effets probables des variations des cours des produits de base sur le revenu par habitant dans différentes régions, sur les prix des facteurs de production (terre, main-d'œuvre non qualifiée, main-d'œuvre qualifiée et capital) et sur les dépenses des ménages d'ici à 2030. Il ressort de cet exercice que, dans l'ensemble, les prix de l'alimentation primaire demeureront pour l'essentiel les mêmes qu'en 2010 et que les cours des produits de base non alimentaires augmenteraient de 11 %. Avec une hausse de 50 %, c'est le pétrole brut qui affichera la hausse la plus forte, en raison, principalement, de la croissance démographique et économique. Globalement, la part des produits de base non alimentaires, des articles manufacturés et des services dans la consommation mondiale atteindrait 91 % en 2030, contre 87 % en 2010.

À l'échelle régionale, différentes trajectoires se dessinent. C'est ainsi qu'en Afrique, on estime que les prix des denrées alimentaires baisseront considérablement du fait de la croissance de la production due à l'expansion des surfaces cultivées et à leur utilisation plus intensive, tandis que les prix des aliments transformés augmenteront. En Asie du Sud, la forte croissance de la demande devrait faire augmenter les prix des denrées alimentaires en dépit des gains de productivité. On s'attend à ce que le scénario soit similaire en Asie de l'Est, principalement en raison de la pression exercée par la demande de la Chine. En Amérique du Nord, les prix des denrées alimentaires et des aliments transformés pourraient être tirés par la croissance économique et augmenter. Globalement, l'évolution des cours des produits de base aux niveaux régional et national est tirée par les fondamentaux du marché. Ainsi, dans les régions où la demande augmente

plus vite que la productivité, les projections prévoient généralement une hausse des prix. Les simulations montrent pourquoi il est important de comprendre les variations dans la répartition des ressources, entre les pays et au sein des pays, au moment d'évaluer l'impact des fluctuations des prix à long terme sur les résultats en matière de développement. En ce qui concerne la politique de développement, les résultats montrent que, outre la diversification économique pour s'affranchir de la dépendance à l'égard du secteur des produits de base, des investissements ciblés dans certains facteurs de production, notamment le capital humain, peuvent procurer des bienfaits substantiels pendant les quinze années à venir. La simulation enrichit les connaissances dont on dispose sur l'évolution attendue des cours des produits de base d'ici à 2030, en fournissant des informations qui pourraient être utiles à la planification et à l'évaluation des politiques et des mesures mises en place dans les pays en développement tributaires des produits de base pour réaliser les objectifs de développement durable.

ÉTUDES DE CAS

Le Chapitre III du rapport comporte une série d'études de cas axées sur les choix stratégiques faits par différents pays en développement tributaires des produits de base. Ces études montrent combien le secteur des produits de base et les politiques adoptées par ces pays ont (ou non) contribué à une croissance économique équitable et à la réduction de la pauvreté et des inégalités au cours des dernières décennies. Elles soulignent les différentes trajectoires de développement suivies par certains pays en développement tributaires des produits de base et montrent les types d'interventions que leurs gouvernements devraient mener pour que la dépendance à l'égard des produits de base se traduise par un développement économique et humain.

Le Costa Rica compte parmi les pays qui ont su transformer et diversifier leur économie en s'appuyant presque exclusivement sur l'exportation de produits primaires. Pendant les années 1950, le café et les bananes représentaient l'essentiel des recettes d'exportation de ce pays, et la majorité de la main-d'œuvre était employée dans l'agriculture. En conséquence, le Costa Rica a connu une série de problèmes découlant de l'instabilité des cours des produits de base, notamment une dette extérieure élevée due à une baisse inattendue des prix du café. Le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour stimuler la diversification de l'économie. Il a notamment pris des mesures d'incitation financière afin d'encourager les exportations de produits agricoles non traditionnels tels que les ananas, dont le Costa Rica est maintenant l'un des plus gros exportateurs au monde. La création de zones industrielles travaillant

pour l'exportation a attiré les flux d'investissements étrangers directs (IED) dans l'industrie manufacturière et les industries de haute technologie. La croissance du secteur des services, notamment la création d'un secteur touristique dynamique, a également contribué à la diversification de l'économie. Grâce à ces stratégies de diversification horizontale et verticale, le Costa Rica a pu réduire la pauvreté de manière considérable.

L'étude de cas portant sur le secteur du soja au Brésil et en Argentine montre comment les politiques déterminent la manière dont l'évolution des marchés mondiaux des produits de base se répercute sur l'économie nationale. Dans les deux pays, le secteur du soja a contribué à la réduction de la pauvreté lorsque les prix étaient élevés, en créant de la croissance, des recettes fiscales et des emplois. De plus, il a permis d'établir des relations en aval et en amont, et d'ouvrir la voie à des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services ; grâce à la mise en place de mécanismes de protection sociale, telle l'initiative *Bolsa Família* au Brésil, la croissance a pu profiter à un grand nombre de personnes. Pourtant, les deux pays ont suivi des approches différentes pour taxer et réglementer leur secteur du soja. En Argentine, l'application prolongée de taxes à l'exportation, les restrictions à l'exportation et un taux de change surévalué, conjugués à des coûts de production en hausse, ont rendu la culture du soja de moins en moins rentable et réduit l'incitation des producteurs de poursuivre leurs activités dans cette branche (même s'il convient de noter que le secteur s'est redressé après la révision de certaines mesures restrictives pour le commerce). Au Brésil, le secteur du soja, qui n'a pas adopté ces mêmes mesures restrictives, n'a pas été aussi touché qu'en Argentine. L'expérience de ces pays montre que les choix stratégiques sont un facteur déterminant pour la viabilité et la résilience d'un secteur de produits de base.

L'étude de cas consacrée au secteur du diamant du Botswana et de la Sierra Leone illustre également combien il est important d'adopter les bons cadres de politique générale pour favoriser le développement d'un secteur de produits de base. Si les diamants ont peu contribué au développement économique et humain de la Sierra Leone, ils ont permis au Botswana, qui était au départ un pays à faible revenu, de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur en l'espace de trente ans. Des politiques macroéconomiques et budgétaires favorables prévoyant notamment des dépenses anticycliques et la limitation du ratio dépenses publiques sur PIB, ont contribué à la prospérité de l'économie botswanaise. De plus, grâce aux mesures prises pour stimuler l'industrie du polissage et de la taille des diamants, le secteur a pu s'élever progressivement dans la chaîne de valeurs et se diversifier. En revanche, la Sierra Leone n'est pas encore parvenue à créer les institutions qui pourraient

lui permettre de suivre l'exemple du Botswana. Elle est encore très dépendante des recettes instables tirées de l'exportation de quelques produits non transformés. En comparant les expériences de ces deux pays, on peut voir combien la qualité et la solidité des institutions sont essentielles au développement des pays en développement tributaires des produits de base.

L'étude du secteur ghanéen du cacao donne des indications précieuses sur la manière dont un secteur de produits de base peut contribuer de manière sensible à la réduction de la pauvreté, et souligne l'importance des politiques et des réformes à cet égard. Avant les années 1980, le secteur du cacao était réglementé d'une manière très centralisée par un organisme géré par le Gouvernement qui était notamment chargé de fixer les prix payés aux producteurs. En conséquence, les décisions prises par les agriculteurs en matière d'investissement et de production n'avaient pas de lien avec l'évolution du marché mondial du cacao. Pendant les périodes où les prix étaient bas, l'économie et les finances publiques ont subi plusieurs chocs négatifs, et pendant les périodes où ils étaient élevés, le prix versé aux producteurs était relativement faible. Dans le cadre des réformes des années 1980, un lien très étroit a été établi entre les prix intérieurs et les prix internationaux et les producteurs ont pu toucher une part plus élevée des prix mondiaux et prendre leurs décisions sur la base des signaux du marché. Ainsi, le secteur du cacao a beaucoup contribué à la réduction de la pauvreté au Ghana et a créé des emplois et des perspectives de revenu pour 800 000 ménages, dont la plupart sont de petits exploitants.

Le secteur du coton du Burkina Faso est un excellent exemple de la manière dont on peut améliorer l'efficacité et la compétitivité d'un secteur de produits de base en engageant des réformes. Au milieu des années 1990, dans un premier train de réformes, le Gouvernement a renoncé à contrôler l'intégralité du secteur et a transféré une partie de ses droits de propriété au secteur privé et à l'Union nationale des producteurs de coton. Dans le cadre de la deuxième réforme, il a donné aux producteurs davantage de pouvoir en matière de négociation des prix à l'échelle nationale. Ces réformes ont permis aux producteurs de percevoir une part plus importante du prix international et les ont encouragés à investir ainsi qu'à développer et moderniser le système de production.

L'expérience du Bangladesh et de son secteur rizicole montre combien les politiques visant à moderniser et à renforcer un secteur de produits de base clef peuvent favoriser le développement économique et social. Étant donné que le riz est le premier aliment de base du pays et qu'il est principalement cultivé par des petits agriculteurs, le Gouvernement a fait de l'amélioration

de la productivité et de la qualité de la production une priorité. L'investissement dans les technologies et l'infrastructure et les réformes visant à améliorer la compétitivité du secteur ont contribué à stimuler l'emploi, le revenu des petits agriculteurs, la sécurité alimentaire et le développement rural. En outre, la hausse de la productivité du secteur du riz a aidé à contenir l'inflation et le niveau des salaires – un avantage comparatif qui a permis à l'économie de se diversifier au-delà de l'agriculture et qui a réduit la dépendance du Bangladesh à l'égard du secteur rizicole.

Le cas du sorgho au Mali montre combien il est important d'adopter une perspective large lors de la planification des interventions dans un secteur de produits de base. Le Gouvernement a subventionné l'importation de denrées alimentaires telles que le riz et le maïs afin de protéger les consommateurs des zones urbaines contre une augmentation des prix des produits alimentaires. Toutefois, la concurrence de produits bon marché importés a été défavorable au sorgho, l'un des produits essentiels de l'alimentation de la population rurale, perturbant le fonctionnement des mesures destinées à encourager les investissements dans le secteur et à le moderniser et creusant ainsi les écarts de revenu entre les populations rurales et les populations urbaines.

L'étude de cas relative à l'interdiction des exportations de nickel en Indonésie souligne les risques présentés par les interventions de politique commerciale qui visent à atteindre des objectifs de politique industrielle. En 2014, l'Indonésie a interdit l'exportation de minerai de nickel et de bauxite afin de stimuler les capacités de transformation locale et de ralentir l'extraction de ressources. (Depuis, elle est partiellement revenue sur cette interdiction.) Si cette politique a donné certains bons résultats en permettant la création de quelques fonderies de nickel, elle a fait considérablement baisser les recettes d'exportation et les recettes publiques. De plus, face à l'interdiction d'exporter, les importateurs de minerai de bauxite se sont détournés de l'Indonésie au profit d'autres producteurs disposés à les servir sur le marché international.

Une autre étude de cas porte sur les efforts déployés par le Nigéria pour accroître la part en contenu local de son secteur pétrolier et gazier. En 2010, le Nigéria a adopté une loi sur la part en contenu local selon laquelle une préférence devait être accordée aux exploitants nigériens indépendants s'agissant de l'octroi des permis d'exploitation de pétrole et de programmes de recrutement et de formation. Cette loi a entraîné une hausse des investissements dans l'exploitation nationale de gaz et de pétrole et une croissance considérable de la fourniture des services pétroliers par les autochtones. Néanmoins, pour ce qui est de la création d'emplois et des effets socioéconomiques globaux, ces mesures

n'ont pas pleinement tenu leurs promesses. L'étude de cas montre qu'un cadre macroéconomique, budgétaire et institutionnel solide garantirait probablement au Nigéria des progrès socioéconomiques plus importants qu'une intervention stratégique isolée.

L'étude de cas relative à la Zambie souligne combien la croissance équitable est importante pour le développement socioéconomique. Le secteur du cuivre, qui représentait en 2011 72,5 % des recettes d'exportation de marchandises de la Zambie, est le premier secteur économique du pays. Pendant l'envolée des cours des produits de base dans les années 2000, la hausse des recettes d'exportation a contribué à faire augmenter le taux de croissance du PIB et à améliorer les indicateurs macroéconomiques. Pourtant, pendant cette période, la réduction de la pauvreté et des inégalités n'a guère progressé. Le taux de pauvreté a grimpé de 49,4 % en 2002 à 64,4 % en 2010 malgré la forte croissance du PIB. De plus, les inégalités se sont creusées entre 2003 et 2011. L'expérience zambienne montre donc que la croissance est nécessaire mais pas suffisante à l'élimination de la pauvreté, qui passe par la mise en place de mécanismes visant à rendre la croissance équitable.

Le principal message contenu dans le présent rapport est le suivant : bien que les pays en développement tributaires des produits de base aient bénéficié de recettes d'exportation élevées pendant des périodes de hausses de prix relativement courtes, la dépendance à l'égard des produits de base a généralement eu des incidences

négligentes sur leur développement socioéconomique. À moins que ces pays ne transforment profondément leur structure, leur développement continuera très probablement à rencontrer des obstacles, étant donné que les cours des produits de base ne devraient augmenter que faiblement au cours des quinze prochaines années. Les pays en développement tributaires de ces produits auront donc probablement besoin d'agir davantage en amont pour stimuler leur transformation structurelle afin de réduire leur dépendance excessive. Les processus de transformation structurelle devront s'appuyer sur des politiques économiques, budgétaires, sectorielles et sociales de grande envergure, compatibles avec les objectifs de développement globaux, et ils devront tenir compte des circuits par lesquels l'instabilité des cours des produits de base pèse sur l'économie des pays. Pour coordonner ces politiques, les pays devront améliorer les systèmes de gouvernance sur lesquels s'appuie le processus de transformation. Les études de cas figurant dans le présent rapport montrent que pour que ce processus soit fructueux, les pays en développement tributaires des produits de base devront non seulement adopter des approches différentes, mais également disposer d'une marge d'action plus large pour chercher le modèle qui correspondra le mieux à leur situation et leur permettra de parvenir à un développement et à une croissance équitables. La transformation structurelle devrait au bout du compte aider ces pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à réaliser ses objectifs de développement durable.

INTRODUCTION

La hausse des prix des matières premières amorcée en 2003 et la période d'extrême volatilité des prix qui a suivi en 2008 ont cédé la place à une baisse des prix mondiaux. Il est aujourd'hui largement admis que les prix resteront à moyen terme à des niveaux relativement bas, car la croissance dans les économies émergentes a ralenti et, sur un plan général, l'offre de produits de base n'a pas encore entièrement intégré la demande plus faible qui en a découlé. Ces événements ont ravivé l'intérêt mondial pour la relation entre prix des produits de base et développement économique.

Dans la plupart des pays en développement, la performance économique est associée à l'évolution du secteur des produits de base. Les liens entre les marchés de ces produits, la croissance économique et le développement sont à la fois solides et complexes. Les prix des produits de base constituent de puissants stimulants économiques qui influent sur les décisions relatives à la production, à la consommation, à la génération de revenus, à l'investissement, au commerce et à l'emploi. Ils ont également une incidence sur l'utilisation des ressources naturelles, telles que les terres et l'eau, et leur répartition sectorielle.

La relation entre le secteur des produits de base et l'économie peut être directe, par exemple via le commerce. Les exportateurs de ces produits peuvent bénéficier de recettes d'exportation plus élevées, susceptibles d'être investies dans l'économie et de financer le développement. Néanmoins, la relation entre les exportations de produits de base et le développement n'est pas toujours évidente. La dépendance à l'égard des produits de base – une situation qui a fait l'objet de nombreuses études, où une grande partie des recettes d'exportation provient de quelques produits primaires – peut avoir des effets négatifs sur l'économie et entraver le développement. En effet, comme observé actuellement dans de nombreux pays en développement tributaires des exportations de ces produits, la croissance économique a été sérieusement ébranlée par la baisse récente des prix de ces produits. Le lien étroit entre les prix des produits de base et la performance économique rend ces pays vulnérables aux aléas des marchés internationaux. Dans les pays en développement tributaires de l'exportation de combustibles et de minéraux, mais aussi de produits agricoles comme le cacao et le café, les prix de ces produits de base peuvent influencer sur les variables macroéconomiques, notamment les taux de change, l'inflation et d'autres agrégats. Les hausses, tout comme les baisses, des prix des produits de base peuvent avoir des répercussions considérables

sur l'économie et, en fin de compte, affecter la croissance économique et le développement.

Les pays importateurs nets de produits alimentaires et/ou d'énergie pâtissent directement de la hausse des prix, qui érode les revenus réels et aggrave ainsi la pauvreté. Cette voie de transmission des variations des prix des produits de base est particulièrement importante pour les pays où les aliments et/ou l'énergie représentent une part importante du panier de consommation des ménages. Là encore, les prix des produits de base peuvent limiter la marge de manœuvre budgétaire et compromettre les efforts de développement des pays tributaires des importations.

Les prix des produits de base, par le biais de leur interaction avec les marchés des facteurs de production, ont des implications notables pour le commerce, mais aussi pour le revenu et sa répartition d'ensemble. À titre d'exemple, une augmentation des prix d'un produit agricole non alimentaire peut accentuer la concurrence au niveau de l'utilisation des terres et de l'affectation de la main-d'œuvre entre la production d'un aliment et celle d'un produit non alimentaire. Dans les pays où les régimes alimentaires nationaux sont fortement tributaires d'un ou de quelques aliments de base, produits et consommés à l'échelle nationale, les prix des denrées alimentaires de base peuvent avoir une forte incidence sur les salaires, les revenus, la pauvreté et la sécurité alimentaire, et affecter la progression vers le développement.

L'analyse de la relation complexe entre les marchés des produits de base, la croissance économique et le développement est au centre de cette édition 2017 du Rapport sur les produits de base et le développement. Produit conjointement par la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce rapport analyse l'incidence de l'évolution des marchés des produits de base sur la croissance économique et le développement, y compris dans les pays en développement tributaires des produits de base. Pour ce faire, il met en évidence les relais par lesquels les prix des produits de base affectent les indicateurs économiques et de développement, et analyse les secteurs des produits de base – énergie, minerais et agriculture – dans les pays en développement, leurs politiques en la matière et leur impact sur la croissance économique et le développement, la répartition des revenus, la pauvreté et la sécurité alimentaire.

Le rapport se veut également un outil d'éclairage des politiques publiques, en particulier dans les pays en développement. Combinant les expertises complémentaires de la CNUCED et de la FAO, il établit

des synergies entre le mandat de la CNUCED, qui est de traiter les problèmes commerciaux et de développement liés aux produits de base en accordant l'attention voulue à tous les secteurs concernés, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, des métaux et des minéraux, du pétrole et du gaz, et le mandat de la FAO, qui vise à éradiquer la faim dans le monde, à renforcer la productivité et la durabilité de l'agriculture et à promouvoir le développement rural.

Les prix des produits de base ont un impact fondamental sur le développement durable, et le contexte actuel de prix bas des produits de base coïncide avec le début de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les flambées soudaines de ces prix et leurs tendances à la baisse à long terme suscitent des inquiétudes quant à leur impact sur les différents groupes de population, la croissance et le développement partagés.

Le présent rapport s'inscrit dans le droit fil du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En effet, les politiques relatives aux produits de base sont directement associées à plusieurs ODD, dont : l'ODD 2 (assurer la sécurité alimentaire), l'ODD 7 (assurer la sécurité énergétique), l'ODD 9 (création de valeur ajoutée dans le secteur des produits de base), l'ODD 12 (établir des modes de consommation et de production durables), l'ODD 14 (conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable), et l'ODD 15 (préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité).

Ce rapport est articulé autour de trois grands volets : deux chapitres thématiques, une série d'études de cas axées sur certains pays et produits de base, et un chapitre final formulant des recommandations en matière de politiques. Dans l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le premier chapitre analyse l'interaction entre la dépendance à l'égard des produits de base, telle que définie ci-dessus, et le développement humain, mesuré par l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Nous partons du principe que la dépendance à l'égard des produits de base est susceptible d'entraver la transformation structurelle et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En effet, elle est souvent associée à des taux de croissance économique peu élevés, à une instabilité macroéconomique forte et un faible développement du secteur privé.

Quelques pays développés ont réussi à faire de leur secteur des produits de base un moteur du développement, mais la quasi-totalité des pays tributaires de ces produits sont en développement et pauvres. De ce fait, la question de la dépendance à l'égard des produits de base est abordée comme un problème lié essentiellement au développement. En fait, nous constaterons dans le premier chapitre que cette dépendance est associée au développement humain de façon négative, même si les autres facteurs ayant une incidence sur ce développement sont sous contrôle. C'est pourquoi le traitement de cette dépendance devrait s'inscrire dans le cadre de stratégies de développement plus larges visant à parvenir à la transformation structurelle. À ce titre, la réalisation des objectifs de développement durable suppose, entre autres, de relever les défis posés par la dépendance à l'égard des produits de base.

Le deuxième chapitre se penche sur le comportement des prix des produits de base et leur impact sur l'économie. La dégradation des termes de l'échange (c'est-à-dire la détérioration séculaire des prix des produits primaires par rapport à ceux des produits manufacturés) et la volatilité des prix des produits de base justifient de militer en faveur de politiques favorisant la diversification économique dans les pays en développement tributaires de produits de base. La récente hausse généralisée de leurs prix dans les années 2000 a contribué à stimuler la croissance économique dans nombre de pays exportateurs de ces produits, mais n'a pas modifié la tendance à long terme des termes de l'échange des pays en développement. Par ailleurs, la baisse considérable des prix des produits manufacturés importés par les pays en développement depuis les années 1990 ne semble pas non plus avoir altéré cette tendance.

Plus important, le Chapitre II va au-delà des questions traditionnelles de dépendance à l'égard des produits de base et de termes de l'échange et présente un exercice de simulation visant à montrer comment les tendances et l'évolution des prix des produits de base peuvent influencer sur le revenu par habitant, les prix des facteurs de production et les dépenses des ménages dans différentes régions jusqu'en 2030. Les résultats montrent que si les prix des denrées alimentaires n'évolueront probablement pas de manière substantielle, ceux des produits de base non alimentaires pourraient augmenter de près de 11 %. Le pétrole brut devrait enregistrer la plus forte hausse (environ 50 %). Cette simulation met en évidence les voies par lesquelles les prix des produits de base peuvent influencer sur l'économie et procède à une estimation de l'évolution et des écarts régionaux dans les prix des facteurs de production (soit les terres, la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée et le capital). En Afrique, par exemple, le prix des terres devrait augmenter

d'environ 120 % d'ici à 2030. La simulation montre également que les prix des matières premières de base suivent des trajectoires différentes en Afrique et en Asie en raison des différences dans les dotations en terres et en main-d'œuvre dans ces régions.

Ces résultats sont importants, car ils mettent en évidence les principaux domaines d'intérêt pour les décideurs, les investisseurs, les ménages et les particuliers. Concernant la politique de développement, le Chapitre II laisse entrevoir que la diversification de l'économie hors du secteur des produits de base n'est peut-être pas le seul impératif pour renforcer la résilience et promouvoir le développement. L'une des contributions majeures de ce rapport est de montrer que l'investissement dans des facteurs de production spécifiques, dont le capital humain, générera des retombées substantielles, en fonction des régions, car les avantages qui en découlent pour la main-d'œuvre qualifiée augmenteront au cours des quinze prochaines années. En retour, les pays en développement tributaires des produits de base auront davantage de facilité à réaliser les ODD d'ici à 2030.

Le Chapitre III illustre plus spécifiquement les relations évoquées aux Chapitres I et II, en se fondant sur des études de cas de plusieurs pays en développement tributaires des produits de base. Celle consacrée à l'Argentine et au Brésil montre comment les prix élevés du soja se sont traduits par une hausse des revenus qui a permis de mener des programmes de protection sociale visant à réduire la pauvreté. Les cas du coton au Burkina Faso et du cacao au Ghana montrent comment les changements intervenus dans la gestion de ces secteurs ont conduit à une hausse des prix à la production dans les deux pays, contribuant ainsi à l'amélioration du bien-être et à la réduction de la pauvreté. Les analyses

du sorgho au Mali et du riz au Bangladesh illustrent l'importance d'adopter des politiques visant à stimuler la production de denrées de base afin d'améliorer la sécurité alimentaire. L'étude de cas du Costa Rica est un exemple de politique de diversification réussie, tant dans le secteur des produits de base qu'en dehors. Le cas du Botswana, une économie tributaire d'un produit de base non agricole, souligne la nécessité de créer des institutions pour garantir une bonne gestion des bénéfices exceptionnels tirés des produits de base et assurer ainsi la durabilité de la croissance économique. L'étude de cas du nickel en Indonésie démontre les limites du recours à la seule politique commerciale pour stimuler la diversification économique. Et l'étude du secteur pétrolier nigérian met en lumière le succès limité des politiques nationales axées sur les contenus locaux comme catalyseurs du développement. Enfin, l'étude de cas de la Zambie montre comment la gestion des revenus exceptionnels tirés par le pays du boom du cuivre a permis d'assurer la croissance économique, mais pas de réduire la pauvreté. Elle rappelle que pour faire de la croissance inclusive une réalité, les politiques de répartition des revenus doivent être au cœur de la stratégie de gestion des produits de base et plus généralement de la politique de développement axée sur les produits de base.

Se fondant sur les chapitres précédents, le Chapitre IV tire un certain nombre d'enseignements et propose des options politiques susceptibles d'aider les pays à réduire les effets néfastes de la dépendance à l'égard des produits de base sur le développement socioéconomique. D'une manière plus globale, les politiques mises en avant au Chapitre IV suggèrent quelques solutions qui permettraient aux pays en développement de tirer un meilleur profit de leurs produits de base.

CHAPITRE I

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT



Ce chapitre met en lumière les canaux directs et indirects par lesquels la dépendance à l'égard des produits de base influe sur les résultats du développement. Il soutient que cette dépendance fait obstacle à la transformation structurelle et à l'atteinte des objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La réalisation de ces objectifs exige donc de relever les défis posés par cette dépendance.

Le chapitre est structuré en cinq sections. La section 1 définit la dépendance à l'égard des produits de base et souligne son importance pour le développement. La section 2 examine la relation entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement humain. Elle est suivie d'une analyse des voies de transmission macro et microéconomiques dans la section 3, la dernière section présentant des conclusions¹.

1. LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET SON IMPORTANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Un pays peut être tributaire des importations de produits de base, des exportations de ces produits ou des deux à la fois. Aux fins du présent rapport, nous considérons que les pays en développement sont tributaires des exportations de produits de base s'ils tirent plus de 60 % de leurs recettes d'exportation de marchandises des produits alimentaires, des matières premières agricoles, des minéraux, des minerais et des métaux et/ou des produits énergétiques (voir encadré 1). En réalité, les recettes d'exportation de ces pays proviennent essentiellement d'une gamme étroite de produits, une situation qui exacerbe encore les risques liés à la dépendance. À titre d'exemple, en 2014-2015, 86 % des recettes d'exportation de la Zambie étaient liés à des produits de base, le cuivre représentant à lui seul 80 % de ces recettes². Une telle concentration des exportations et des recettes fait peser des risques considérables en raison de la forte volatilité des prix de ces produits, mais aussi de l'éventualité d'une appréciation du taux de change réel ou encore de l'éviction de l'activité économique dans d'autres secteurs (un phénomène communément appelé « syndrome hollandais »), entre autres facteurs.

Les pays peuvent également être fortement tributaires de l'importation de biens fondamentaux, tels que les denrées alimentaires ou le carburant. Il est donc important de mesurer ce type de dépendance. Dans le présent rapport, un pays est considéré comme

Encadré 1. Quand un pays est-il considéré comme dépendant des exportations de produits de base ?

La plupart des pays dans le monde exportent un assortiment de divers biens, dont des articles manufacturés et des produits de base. Lorsque ces derniers occupent une place importante dans les exportations totales de marchandises, le pays peut être considéré comme tributaire des exportations de produits de base. Une étude économétrique de Nkurunziza *et al.* (2017) a cherché à établir, dans un pays donné, un lien entre l'indice de développement humain (IDH) et la dépendance à l'exportation des produits de base. En utilisant une régression quantile décrivant la relation entre l'IDH et la dépendance à l'exportation des produits de base (et d'autres paramètres), le coefficient de cette dépendance est le plus fort (plus élevé que la moyenne de -0,2, en valeur absolue) lorsque l'IDH est inférieur à 0,6. Ainsi, l'étude conclut que la relation entre dépendance à l'égard des exportations de produits de base et développement humain est la plus négative pour les pays dont la part des exportations de produits de base est supérieure à 0,6. Cette valeur constitue donc le seuil minimal pour la définition de cette dépendance.

dépendant des importations de produits de base lorsque la part de la valeur des importations de denrées alimentaires et de carburant dépasse 30 % du total des marchandises importées³. La dépendance à l'égard des importations de produits de base présente elle aussi des risques et a des conséquences potentiellement négatives, notamment pour les pays en développement. À titre d'exemple, l'augmentation spectaculaire des prix mondiaux des denrées alimentaires en 2007-2008 et l'adoption généralisée des interdictions d'exportations alimentaires ont engendré une instabilité politique et économique et provoqué des troubles sociaux dans des dizaines de pays en développement importateurs de ces produits.

L'introduction dans le présent rapport du concept de dépendance à l'égard des importations de produits de base est une nouveauté ; traditionnellement, l'analyse de cette dépendance était axée sur les exportations. L'étude de cas du sorgho au Mali, présentée au Chapitre III, est un exemple de l'effet des politiques d'importation des produits de base sur les variables socioéconomiques clefs telles que la sécurité alimentaire et le développement rural. La dépendance à l'égard des produits de base étant un terme établi dans la littérature, caractérisant la

¹ Il est à noter qu'un certain nombre d'enseignements tirés de cette discussion sont résumés au Chapitre IV du présent rapport.

² Sauf indication contraire, les données proviennent des statistiques de la CNUCED.

³ Cela correspond à la moyenne des pays en développement en 1995-2014.

dépendance à l'égard des exportations de ces produits, dans la suite de ce rapport, nous utiliserons l'expression « dépendance à l'égard des produits de base » comme synonyme de « dépendance à l'égard des exportations de produits de base » et emploierons explicitement « dépendance à l'égard des importations de produits de base » lorsqu'il sera question d'importations (par opposition aux exportations).

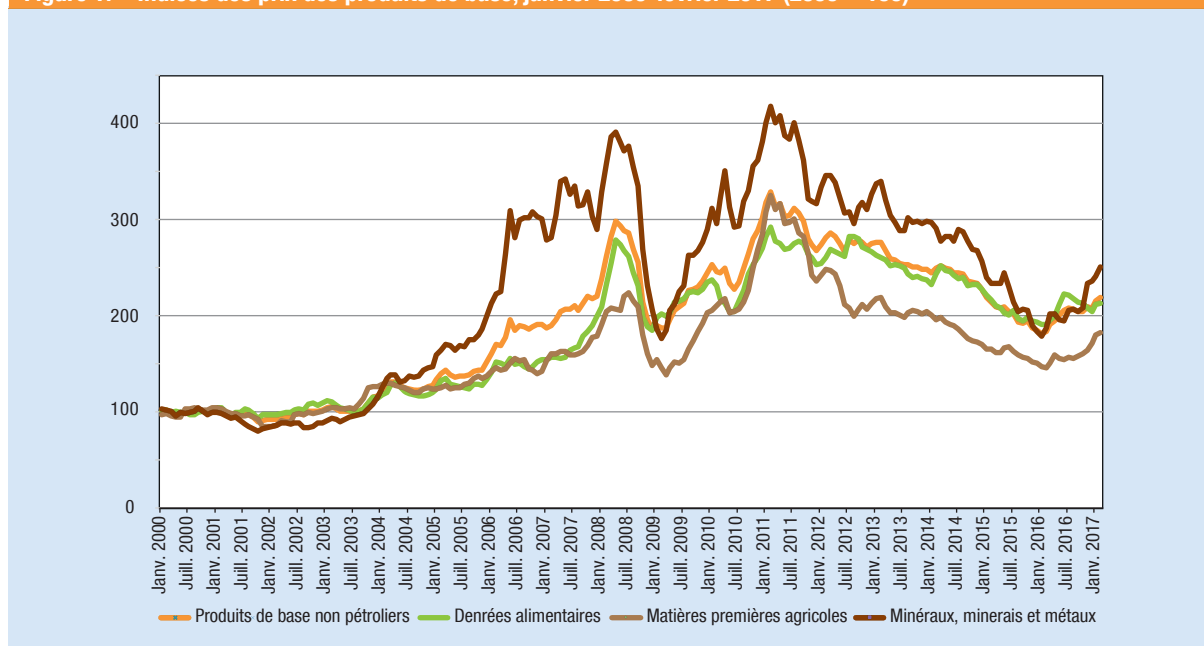
La pertinence des questions abordées dans ce chapitre est illustrée par la figure 1, qui met en lumière le niveau extrêmement élevé de volatilité des prix des matières premières. Par exemple, l'indice des prix des minéraux, des minerais et des métaux de la CNUCED a fluctué entre 80 points (octobre 2001) et 417,6 points (février 2012), soit un quintuplement en l'espace de dix ans. L'indice se situait à 251,1 points en février 2017.

L'examen des indices des prix des produits de base par groupe de produits fait apparaître divers degrés de volatilité, comme le montre la figure 2. En particulier, la volatilité des prix du pétrole brut, mesurée au moyen du coefficient de variation, est plus élevée que celle de tous les autres groupes de produits de base, qu'elle soit mesurée en termes nominaux ou réels (déflatée par l'indice de la valeur unitaire des produits manufacturés exportés par les pays développés). La volatilité nominale du groupe des minéraux, minerais et métaux (à l'exclusion des métaux précieux) est la deuxième plus élevée de tous les groupes de marchandises.

Les relais par lesquels les variations des prix des produits de base affectent les pays en développement tributaires de ces produits sont complexes, et une fluctuation des prix n'affecte pas uniformément tous les pays en développement tributaires. En particulier, les bénéfices inattendus des produits de base en période d'expansion sont largement compensés par les effets négatifs de la volatilité des prix et des périodes de bas prix, généralement plus longues que les périodes d'expansion. En outre, en période de prix alimentaires élevés, l'impact négatif sur les importateurs nets de denrées alimentaires peut être extrêmement grave, comme en témoignent les crises des prix alimentaires de 2007-2008 et 2010-2012. Par ailleurs, pour diverses raisons, la plupart des pays en développement tributaires des produits de base n'ont pas su profiter de leurs recettes exceptionnelles tirées de la flambée des prix de ces produits pour diversifier leurs économies et renforcer leur résilience face aux effets dévastateurs des futures fluctuations négatives des prix (voir, par exemple, UNCTAD, 2014).

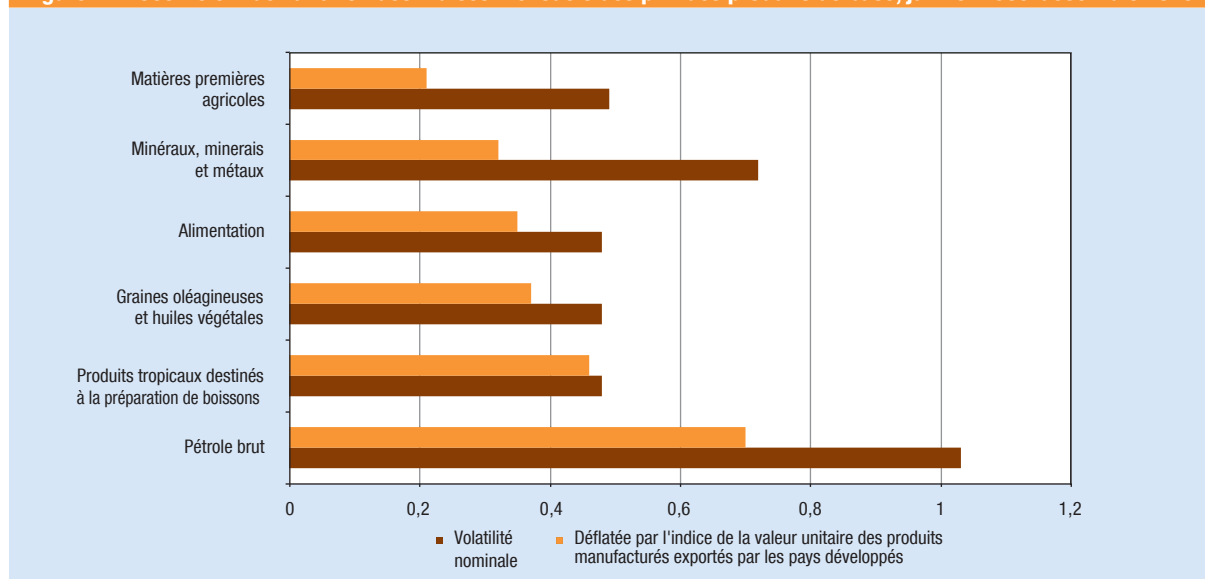
En termes de développement humain, les prix élevés des produits de base et la hausse des recettes d'exportation ne se traduisent pas automatiquement par des gains de développement dans les pays en développement tributaires des produits de base. Ainsi, la Zambie a connu un taux de croissance du PIB de 6,3 % en moyenne entre 2002 et 2010 grâce à la hausse des prix du cuivre, mais l'indice de la pauvreté est passé de 49,4 % à 64,4 % au cours de la même

Figure 1. Indices des prix des produits de base, janvier 2000-février 2017 (2000 = 100)



Source : D'après des données statistiques de la CNUCED.

Figure 2. Coefficient de variation des indices mensuels des prix des produits de base, janvier 1960-décembre 2016



Source : D'après des données statistiques de la CNUCED.

Notes : Les groupes de produits correspondent aux moyennes pondérées des différents produits de base individuels et sont proportionnels à la valeur (en dollars) des exportations des pays en développement de 1999 à 2001. Pour obtenir les indices de prix réels, les indices de prix nominaux ont été déflatés par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays développés (sect. 5 à 8 moins 68 de la Classification type pour le commerce international (CTCI), révision 2).

période⁴. Le Nigéria a connu un taux annuel moyen de croissance du PIB de 10,8 % entre 2003 et 2009, alors que la pauvreté est restée constante, touchant 53,5 % de la population⁵.

L'évolution des prix des produits de base peut générer un impact préjudiciable au développement économique et humain dans les pays en développement tributaires des produits de base par de multiples voies, tant au niveau macroéconomique que microéconomique. La volatilité des prix peut influencer sur les efforts déployés pour atteindre les ODD, notamment en raison de leur impact sur le revenu, l'investissement, l'emploi, l'inflation et la croissance. Dans la littérature économique, plusieurs études (voir, par exemple, Blattman et al., 2007) ont relevé, de manière empirique, une relation négative entre le niveau de spécialisation d'un pays dans les matières premières soumises à la volatilité des prix et le taux national de croissance économique. Les données économétriques présentées à la section 2 du présent chapitre confirment qu'en moyenne et à long terme, la dépendance à l'égard des produits de base nuit au développement humain. C'est pourquoi le présent

chapitre se concentre sur les effets négatifs de la dépendance des pays en développement tributaires des produits de base. En particulier, les prochaines sections explorent certaines des principales voies de transmission directes et indirectes des pressions externes sur le développement humain en raison de la dépendance à l'égard des produits de base.

2. DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN : QUE RÉVÈLENT LES DONNÉES ?

Cette section explore la relation empirique entre la dépendance aux produits de base (dépendance à l'égard des importations et des exportations) et le développement humain.

2.1 PREMIER COUP D'ŒIL SUR LES DONNÉES

L'analyse descriptive présentée dans cette section est fondée sur un échantillon de 189 États Membres de l'ONU pour lesquels des données sont disponibles dans les statistiques de la CNUCED, pour la période 1995-2014⁶.

⁴ D'après les données des *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale, relatives à la croissance annuelle du PIB et au pourcentage de pauvres vivant avec 1,90 dollar par jour (PPA 2011).

⁵ D'après les données des *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale, relatives à la croissance annuelle du PIB et au pourcentage de pauvres vivant avec 1,90 dollar par jour (PPA 2011).

⁶ Les données pour le Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin et le Sud-Soudan n'étaient pas disponibles.

Le lien entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement humain est un aspect déterminant de la politique de développement, car 64 % des pays en développement dépendent des exportations de ces produits et 45 % des importations de ces produits. Soixante-seize pour cent d'entre eux sont tributaires soit des exportations soit des importations de produits de base, et 33 % le sont des deux. La dépendance à l'égard des produits de base est particulièrement répandue au sein du groupe des pays les moins avancés (PMA), dont 79 % étaient tributaires des exportations de produits de

base et 56 % des importations de produits de base au cours de la période considérée.

Les pays sont regroupés en quatre catégories, selon leur dépendance à l'égard des exportations et des importations de produits de base. La répartition des pays selon les deux formes de dépendance à l'égard des produits de base (c'est-à-dire une forte dépendance à l'égard des exportations ou des importations de produits de base) est présentée dans le tableau 1 et la figure 3 ci-dessous.

Tableau 1. Pays ayant des taux de dépendance faibles et élevés à l'égard des produits de base, 1995-2014 (moyenne)

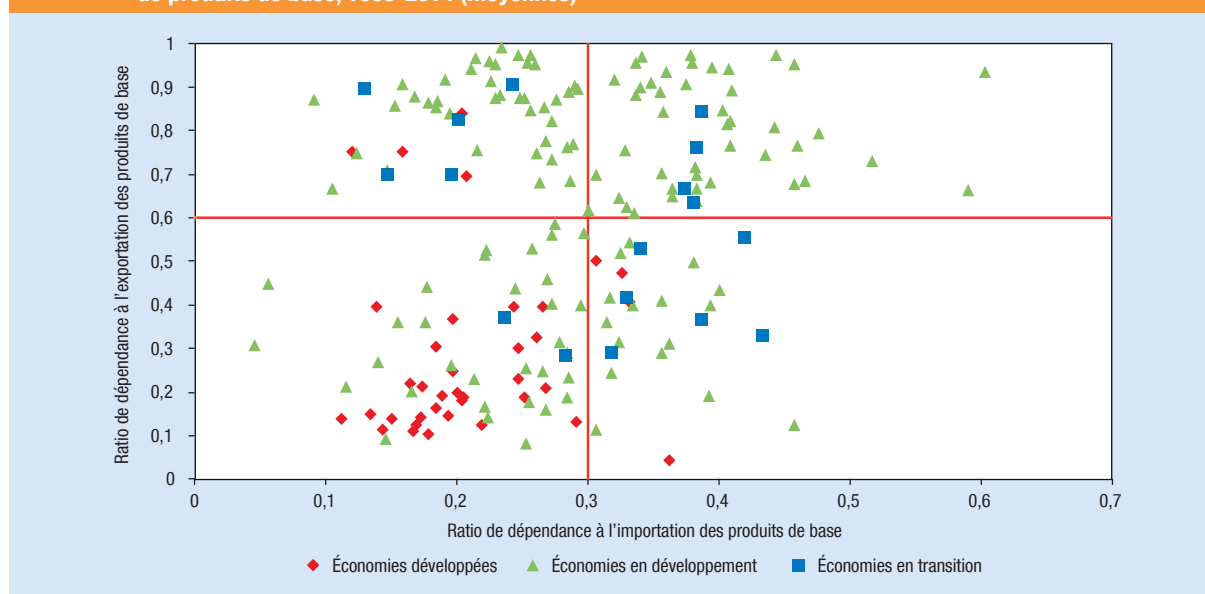
	Faible dépendance à l'égard des importations de produits de base		Forte dépendance à l'égard des importations de produits de base	
	Pays en développement	Pays développés et économies en transition	Pays en développement	Pays développés et économies en transition
Faible dépendance à l'égard des exportations de produits de base	Afrique du Sud	Allemagne	Bahamas	Albanie
	Antigua-et-Barbuda	Andorre	Barbade	Bélarus
	Bangladesh	Autriche	Cabo Verde	Bosnie-Herzégovine
	Bhoutan	Belgique	Dominique	Chypre
	Brésil	Bulgarie	Grenade	Géorgie
	Cambodge	Canada	Haïti	Grèce
	Chine	Croatie	Jordanie	Japon
	Costa Rica	Danemark	Liban	Lituanie
	Égypte	Espagne	Maroc	République de Moldova
	El Salvador	Estonie	Maurice	Ukraine
	Guatemala	États-Unis d'Amérique	Népal	(10)
	Honduras	Ex-République yougoslave de Macédoine	Pakistan	
	Îles Marshall		République de Corée	
	Inde	Finlande	République populaire démocratique de Corée	
	Indonésie	France		
	Lesotho	Hongrie	Samoa	
	Libéria	Irlande	Swaziland	
	Madagascar	Israël	(16)	
	Malaisie	Italie		
	Mexique	Lettonie		
	Panama	Luxembourg		
	Philippines	Malte		
	République dominicaine	Pays-Bas		
	Saint-Kitts-et-Nevis	Pologne		
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Portugal		
	Singapour	République tchèque		
	Sri Lanka	Roumanie		
	Thaïlande	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		
	Tunisie			
	Turquie	Serbie		
	Tuvalu	Slovaquie		
	Viet Nam	Slovénie		
(32)	Suède			
	Suisse			
	(32)			

Tableau 1. Pays ayant des taux de dépendance faibles et élevés à l'égard des produits de base, 1995-2014 (moyenne) (suite)				
	Faible dépendance à l'égard des importations de produits de base		Forte dépendance à l'égard des importations de produits de base	
	Pays en développement	Pays développés et économies en transition	Pays en développement	Pays développés et économies en transition
Forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base	Algérie	Australie	Afghanistan	Arménie
	Angola	Azerbaïdjan	Belize	Kirghizistan
	Arabie saoudite	Fédération de Russie	Bénin	Monténégro
	Argentine	Islande	Burkina Faso	Tadjikistan
	Bahreïn	Kazakhstan	Cameroun	(4)
	Bolivie (État plurinational de)	Norvège	Comores	
	Botswana	Nouvelle-Zélande	Côte d'Ivoire	
	Brunéi Darussalam	Ouzbékistan	Cuba	
	Burundi	Turkménistan	Djibouti	
	Chili	(9)	Érythrée	
	Colombie		Fidji	
	Congo		Gambie	
	Émirats arabes unis		Guinée	
	Équateur		Guinée-Bissau	
	Éthiopie		Guyana	
	Gabon		Îles Salomon	
	Ghana		Iraq	
	Guinée équatoriale		Jamaïque	
	Iran (République islamique d')		Kenya	
	Koweït		Kiribati	
	Libye		Maldives	
	Malawi		Mali	
	Myanmar		Mauritanie	
	Namibie		Micronésie (États fédérés de)	
	Nigéria		Mongolie	
	Oman		Mozambique	
	Ouganda		Nauru	
	Paraguay		Nicaragua	
	Pérou		Niger	
	Qatar		Palau	
	République arabe syrienne		Papouasie-Nouvelle-Guinée	
	République démocratique populaire lao		République centrafricaine	
	République-Unie de Tanzanie		République démocratique du Congo	
	Rwanda		Sainte-Lucie	
	Soudan		Sao Tomé-et-Principe	
	Suriname		Sénégal	
	Tchad		Seychelles	
	Uruguay		Sierra Leone	
	Vanuatu		Somalie	
	Venezuela (République bolivarienne du)		Timor-Leste	
	Zambie		Togo	
	Zimbabwe		Tonga	
(42)		Trinité-et-Tobago		
		Yémen		
		(44)		

Source : D'après des données statistiques de la CNUCED.

Note : Les données n'étaient pas disponibles pour toutes les années et pour tous les pays. Par conséquent, le calcul est basé sur la moyenne de tous les points de données disponibles pour la période 1995-2014. Concernant le Soudan, la moyenne comprend les ratios de dépendance à l'égard des produits de base incluant le Sud-Soudan pour la période 1995-2011 et sans le Sud-Soudan pour la période 2012-2014 ; le fait de ne retenir que la première ou la dernière période ne modifie pas la position du Soudan dans le tableau.

Figure 3. Répartition des pays en fonction de leur dépendance à l'égard des exportations et des importations de produits de base, 1995-2014 (moyennes)



Source : D'après des données statistiques de la CNUCED.

Note : Voir note du tableau 1.

Le quadrant inférieur droit (c'est-à-dire le groupe des pays tributaires à la fois des exportations et des importations de produits de base) se compose exclusivement de pays en développement et d'économies en transition. La plupart des pays développés (30 sur les 38 de l'échantillon) se situent dans le quadrant supérieur gauche (c'est-à-dire dans le groupe des pays qui ne dépendent ni des exportations ni des importations de produits de base). Cela laisse à penser que les problèmes liés à cette dépendance concernent principalement les pays en développement. Le quadrant inférieur gauche (pays tributaires des exportations, mais non des importations) comprend un certain nombre de grands exportateurs de pétrole et de gaz, comme l'Algérie, l'Angola, le Gabon, le Koweït et le Nigéria, ainsi que des pays exportateurs de minéraux et de métaux, comme l'État plurinational de Bolivie, le Chili, le Pérou et la Zambie. Le quadrant supérieur droit (dépendant des importations, mais non des exportations) comprend les pays en développement tels qu'Haïti, la Jordanie, le Liban, le Maroc et le Pakistan, mais aussi des pays développés comme Chypre, la Grèce et le Japon.

Notre définition susmentionnée de la dépendance à l'égard des produits de base fait uniquement référence aux produits exportés et importés et n'englobe pas les situations où les régimes alimentaires nationaux sont fortement tributaires d'un ou de quelques aliments de base, produits et consommés au niveau national. Dans de nombreux pays asiatiques, par exemple, le riz est la culture la plus répandue et un aliment de base essentiel,

mais il est également commercialisé dans le monde entier. Bien que ces pays ne dépendent pas des produits de base, l'évolution des prix du riz sur les marchés mondiaux peut avoir un impact significatif sur leurs revenus, leur pauvreté et leur sécurité alimentaire. Ainsi, plusieurs des voies de transmission de la dépendance à l'égard des produits de base présentées dans les sections 3.1 à 3.3 sont également applicables à ce groupe de pays.

2.2 ÉTABLIR UN LIEN DE CAUSALITÉ ENTRE LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Dans la présente section, nous ferons appel à trois ensembles de modèles de régression pour vérifier l'existence d'un lien systématique et statistiquement significatif entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement humain.

L'analyse économétrique suivante est fondée sur un échantillon de 161 pays et couvre la période 1995-2013⁷. L'IDH, mesure composite de l'espérance de vie, de l'éducation et du revenu national brut (RNB) par habitant, est la principale variable dépendante. Les dépendances à l'égard des exportations et importations sont les principales variables explicatives intéressantes.

⁷ Les pays de moins de 500 000 habitants ont été exclus de l'échantillon décrit dans la section précédente ; de même, au moment de l'analyse, l'IDH, principale variable dépendante, n'était pas encore disponible pour 2014.

La figure 4 montre deux diagrammes de dispersion accompagnés de lignes de régression ajustées entre l'IDH et les ratios de dépendance à l'égard des exportations et des importations de produits de base. Les graphiques révèlent une relation négative entre l'IDH et les deux mesures de dépendance⁸. En outre, la pente de la ligne de régression ajustée est plus accentuée pour la dépendance à l'égard des importations, suggérant une association négative plus marquée entre le développement humain et la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et de combustibles.

Les résultats des analyses de régression simples confirment les corrélations qui se dégagent de l'inspection des diagrammes de dispersion. Pour les pays en développement, les données multipays illustrées dans la figure 4 traduisent une relation négative entre le développement humain et la dépendance à l'égard des exportations et importations de produits de base, cette dernière forme de dépendance ayant un effet plus marqué. Toutefois, la relation inverse semble prévaloir pour les pays développés⁹. Cela montre que la dépendance à l'égard des produits de base n'a pas nécessairement un impact négatif sur le développement, et que ces produits peuvent même stimuler le développement humain, comme observé historiquement en Australie, au Canada et aux États-Unis d'Amérique par exemple.

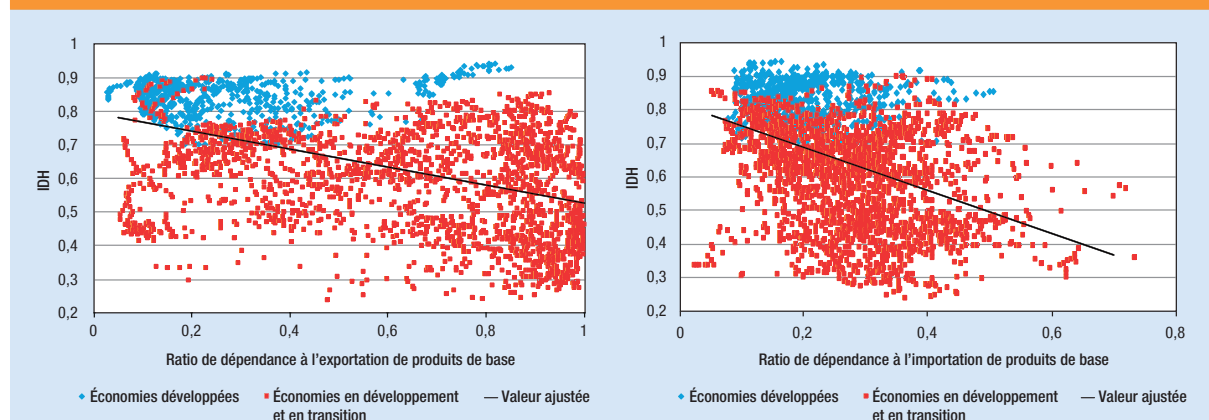
Dans un deuxième ensemble d'analyses économétriques, axées cette fois-ci sur les pays en développement, des facteurs explicatifs supplémentaires sont ajoutés aux équations de régression afin d'affiner et de confirmer la robustesse des résultats précédents. Des techniques de

régression quantile sont également appliquées pour vérifier si la dépendance à l'égard des produits de base affecte différemment le développement humain dans les pays à divers niveaux de développement. Les résultats montrent que la dépendance à l'égard des exportations de produits de base est plus étroitement associée à un développement humain faible dans les pays en développement affichant un IDH faible. Dans le cas de la dépendance à l'égard des importations de produits de base, la relation globale est également négative, mais le rapport avec le stade de développement est moins évident.

Dans la troisième phase de l'analyse, nous avons utilisé des modèles dynamiques de données de panel pour tenir compte d'éventuels problèmes d'endogénéité. Les résultats corroborent les conclusions des deux séries d'estimations précédentes : la dépendance à l'égard des exportations et des importations de produits de base est associée à un développement humain plus faible. On estime par exemple qu'une réduction de 10 % de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base est associée à une augmentation de 0,055 % de l'IDH (voir annexe A), ce qui correspond à la différence en termes d'IDH entre l'Algérie et le Gabon. Ces résultats sont également conformes à une étude de Carmignani et Avom (2010), qui montre que la dépendance à l'exportation des produits de base affecte négativement les indicateurs de développement relatifs à la santé et à l'éducation.

D'autres résultats révèlent une relation positive mais précaire entre la qualité institutionnelle et le développement humain. L'ouverture commerciale et les dépenses publiques se révèlent statistiquement insignifiantes. C'est probablement lié au fait que ces variables ne prennent pas correctement en compte les effets qu'elles sont censées mesurer. Par exemple, il a été constaté que les dépenses publiques consacrées aux filets et programmes de sécurité sociale avaient un

Figure 4. Diagrammes de dispersion de l'IDH et des ratios de dépendance à l'exportation et à l'importation des produits de base



Sources : D'après des données statistiques de la CNUCED (pour les données commerciales) et du PNUD (pour les données relatives à l'IDH).

impact positif important sur la réduction de la pauvreté. Nous en voulons pour preuve le programme brésilien *Bolsa Família*, qui fait l'objet d'une étude de cas dans cette publication et a été salué comme une avancée dans la lutte contre la pauvreté (Tepperman, 2016). En outre, bien que la récente flambée des prix des produits de base ait contribué au développement humain dans les pays en développement tributaires de ces produits, l'effet a été relativement faible. Cela laisse entrevoir que les prix élevés de ces produits ne se traduisent pas nécessairement par des gains de développement. En outre, comme de nombreux pays en développement sont marqués par une double dépendance (aux importations et aux exportations) à l'égard des produits de base, les avantages potentiels liés aux exportations risquent d'être annulés, en période d'envolée des prix, par le coût plus élevé des importations de denrées alimentaires et de combustibles. En fait, en période de flambée des prix alimentaires, les personnes pauvres et vulnérables peuvent être affectées de manière disproportionnée.

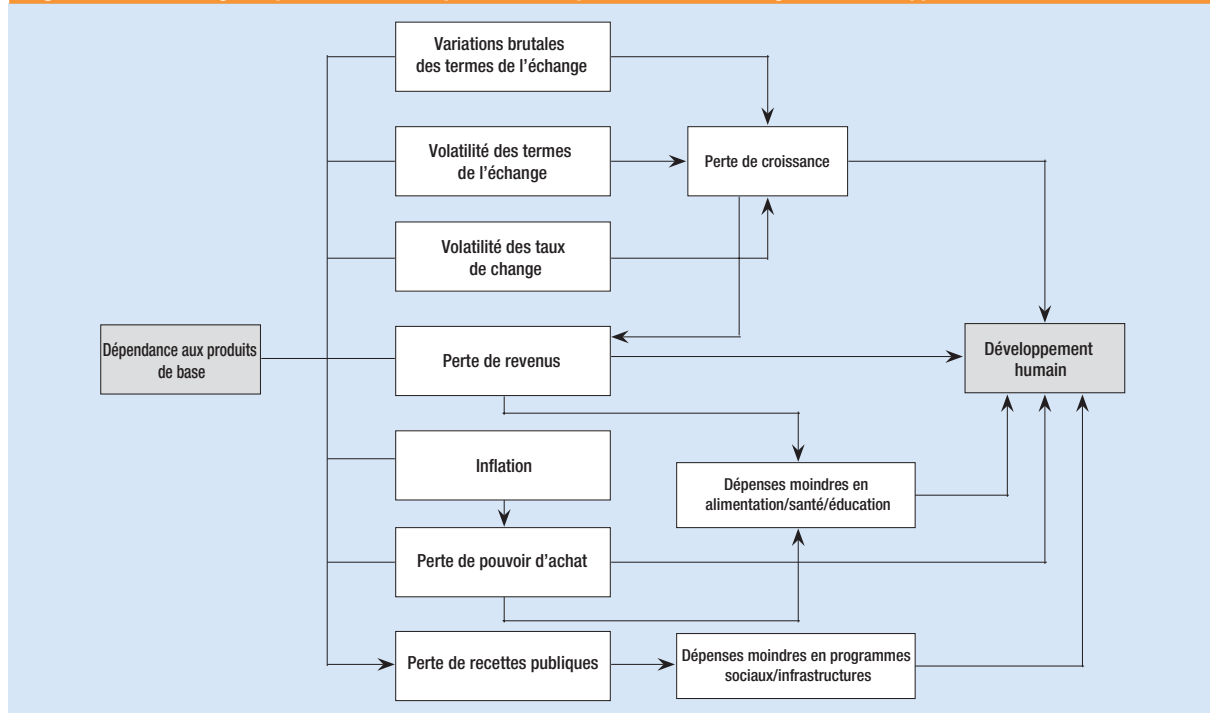
Les résultats empiriques mis en lumière dans cette section pointent tous dans la même direction : la dépendance à l'égard des produits de base est fortement et négativement associée au développement humain dans les pays en développement. Des stratégies pour surmonter la dépendance à l'égard de ces produits devront donc être incluses dans les plans de développement à grande échelle pour atteindre

les objectifs de développement durable fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, les défis politiques et les enseignements tirés d'un certain nombre de pays en développement sont mis en exergue au Chapitre IV.

3. DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT : VOIES DE TRANSMISSION

Comme le souligne l'analyse statistique de la section précédente, la dépendance à l'égard des produits de base pose des problèmes particuliers aux pays en développement. Dans cette section, nous mettrons en lumière certaines des principales voies par lesquelles cette dépendance affecte de manière négative les résultats du développement. Elles englobent un certain nombre de liens directs, alors que d'autres effets sont transmis de façon indirecte par les conditions macroéconomiques dans les pays en développement. Les hausses brutales, les tendances négatives et la variabilité globale des prix contribuent à expliquer le rapport entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement humain. La figure 5 ci-dessous présente une vue d'ensemble simplifiée et très stylisée des différentes voies de transmission par lesquelles la dépendance à l'égard des produits de base peut affecter négativement le développement humain.

Figure 5. Effets négatifs potentiels de la dépendance des produits de base à l'égard du développement : voies de transmission



Sources : CNUCED et FAO.

3.1 TERMES DE L'ÉCHANGE

Dans leur hypothèse, Prebisch et Singer font valoir que les termes de l'échange des économies dépendantes des produits primaires ont tendance à se dégrader à long terme en raison du déclin séculaire des cours des produits de base par rapport aux prix des articles manufacturés (Singer, 1950; Prebisch, 1950). La principale raison en est que les produits manufacturés ont une plus grande élasticité de la demande par rapport au revenu que les produits primaires. Cela signifie qu'avec l'augmentation des revenus, des parts plus faibles de ces revenus sont consacrées aux biens primaires. Par conséquent, la dépendance des pays en développement à l'égard des exportations de produits de base n'est pas un fondement viable de stratégie de développement à long terme, puisque la valeur relative de ces exportations suit une tendance baissière. En d'autres termes, le pouvoir d'achat des exportations de produits de base, exprimé en valeur des importations, diminue avec le temps.

Afin de vérifier la validité de l'hypothèse de Prebisch-Singer pour différents types de produits de base, les tests économétriques ont généralement montré que l'hypothèse tient, malgré certaines périodes relativement courtes de flambées des prix des produits de base (Lutz, 1999; Harvey et al., 2010), comme évoqué au Chapitre II. L'examen de l'hypothèse de Prebisch-Singer met également en lumière une importante voie de transmission des chocs de prix aux pays en développement tributaires des produits de base. Les dégradations brutales des termes de l'échange (les baisses de prix sur les marchés internationaux des produits de base) peuvent avoir de fortes répercussions négatives sur leurs performances économiques. En fait, elles expliquent une bonne part des écarts de taux de croissance d'un pays à l'autre (Easterly et al., 1993). Pour les pays en développement, ce sont les détériorations brutales des termes de l'échange qui, dans l'éventail des divers chocs extérieurs, entraînent les coûts de production les plus élevés (Becker and Mauro, 2006). Cette préoccupation prend une résonance toute particulière pour les pays à faible revenu, qui subissent des variations brutales des termes de l'échange presque six fois plus souvent que les pays développés (IMF, 2011). Les analyses transnationales ayant établi qu'en moyenne, la croissance économique améliore les revenus des pauvres (voir, par exemple, Dollar and Kraay, 2002; et Kraay, 2006), ces variations brutales ont un effet direct sur l'IDH et un effet indirect sur la pauvreté.

Ce ne sont pas seulement les chocs des termes de l'échange, mais aussi la variabilité des termes de l'échange qui impactent négativement la croissance économique (Mendoza, 1997). Par ailleurs, la volatilité des cours mondiaux des produits de base affaiblit la croissance à long terme des pays riches en ressources naturelles (van der Ploeg and Poelhekke, 2009). Cette relation repose

sur le lien entre la volatilité des prix des produits de base et la croissance de la production, associé à des taux de croissance plus faibles (Ramey and Ramey, 1995). Il s'agit d'une importante voie de transmission pour les pays en développement tributaires des produits de base, dont la croissance est généralement étroitement liée aux termes de l'échange. La pauvreté étant inversement corrélée à la croissance du PIB et positivement corrélée à la volatilité de la croissance du PIB (Bourguignon, 2012), la dépendance à l'égard des produits de base finit par entraver le développement humain dans les pays en développement.

En résumé, outre les effets négatifs des tendances à long terme des termes de l'échange sur le développement des pays en développement tributaires des produits de base, ce groupe de pays est exposé aux aléas des variations brutales et de la volatilité des termes de l'échange et à leur impact négatif sur la croissance économique, et donc sur le développement humain. Les prix des produits de base étant déterminés sur les marchés internationaux, la seule façon pour les pays en développement tributaires de ces produits de réduire ou de fermer ce canal de transmission consiste à diminuer le poids des produits de base dans leurs paniers d'exportation et d'importation ; en d'autres termes, pour atténuer leur dépendance à l'égard des produits de base, il leur faut diversifier la composition de leur panier d'exportation et y diminuer la part de ces produits.

3.2 LES DÉFIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE

Les fortes fluctuations des flux de capitaux dues aux variations des cours des produits de base peuvent peser sur la balance des paiements des pays en développement tributaires des produits de base. Ces pays sont donc constamment confrontés au défi d'éviter les perturbations économiques engendrées par ces pressions et volatilités extérieures.

La dépendance à l'égard des exportations de produits de base instaure un lien direct entre l'évolution des marchés internationaux de ces produits (sur laquelle les pays en développement individuels n'ont aucune influence) et les recettes publiques. Dans les pays en développement tributaires des produits de base, où les recettes publiques dépendent dans une large mesure des exportations, les variations brutales des cours sur les marchés mondiaux ont un impact direct sur l'espace politique des gouvernements. Et la volatilité des prix sur ces marchés crée un déséquilibre budgétaire entraînant une volatilité des dépenses publiques. Dans bon nombre de pays en développement, une telle situation risque de compromettre la pérennité des programmes sociaux, le développement des infrastructures et d'autres composantes des plans de développement économique et social (voir encadré 2).

Encadré 2. L'effondrement des prix des produits de base, les effets des termes de l'échange et les finances publiques dans les pays en développement tributaires des produits de base

La baisse des prix des produits de base depuis 2011 a entraîné une dégradation des finances publiques des pays en développement tributaires de ces produits. Cette détérioration de leur équilibre budgétaire s'explique par la diminution des recettes d'exportation de produits de base, la dépréciation des monnaies nationales et des termes de l'échange défavorables. Ainsi, les recettes publiques des pays africains en développement tributaires des produits de base, qui représentaient en moyenne 26,1 % du PIB au cours de la période 2004-2007, ne représentaient plus que 21,2 % du PIB en 2011-2014. Cela explique en partie pourquoi les soldes budgétaires primaires moyens de ces pays sont passés d'un excédent de 3,6 % du PIB à un déficit de 1,8 % du PIB entre ces deux périodes. Par voie de conséquence, bon nombre de ces pays ont augmenté ou envisagent d'augmenter leurs emprunts afin de consolider leurs finances.

L'effondrement des prix des matières premières a eu l'effet le plus désastreux dans les pays dont l'équilibre budgétaire reposait sur un prix élevé du pétrole. En Algérie et en Arabie saoudite, par exemple, le seuil de rentabilité du pétrole se situait à 129,80 dollars et 111,30 dollars le baril, respectivement, en 2014 (IMF, 2015). Malgré ces seuils trop élevés, le fossé entre les prix réels et le seuil de rentabilité s'est encore creusé en 2015. Le baril de pétrole s'échangeait en moyenne à 62 dollars en juin 2015 et à 46 dollars en septembre 2016. En conséquence, de nombreux pays exportateurs de pétrole (Algérie, Angola, Iraq, Nigéria, Arabie saoudite et République bolivarienne du Venezuela) ont été contraints de réduire leurs dépenses et les investissements publics. L'Arabie saoudite, qui avait accumulé d'importantes réserves de devises pendant la flambée des cours des matières premières, a puisé dans ses réserves pour combler le manque de recettes pétrolières en 2015¹. D'autres exportateurs de pétrole ont été confrontés à la même pression sur leurs réserves internationales.

L'effondrement des prix des produits de base a également eu des incidences budgétaires similaires pour les pays exportateurs de produits de base non pétroliers. En juillet 2015, le Chili, premier producteur mondial de cuivre, a réduit de moitié le taux de croissance de ses prévisions de recettes fiscales, passant d'une estimation initiale de 5 % à 2,4 %. Cette révision reflétait la baisse continue du cours du cuivre, qui est passé de 3,12 dollars à 2,75 dollars la livre (Quiroga, 2015). En Zambie, où les exportations de cuivre représentent le gros des recettes d'exportation et 25 à 30 % des recettes publiques, la baisse du prix du cuivre a contribué au creusement du déficit budgétaire.

La chute des prix des produits de base a été associée à d'importantes dépréciations monétaires dans un certain nombre de pays en développement tributaires de ces produits. En 2015, les monnaies de beaucoup de ces pays, notamment le kwacha zambien, le kwanza angolais et le naira nigérian, ont enregistré certaines de leurs plus fortes dépréciations par rapport au dollar des États-Unis en plusieurs années. Cette situation a fait grimper les prix des importations de produits autres que les produits de base, amplifiant encore la forte détérioration des termes de l'échange de ces pays. Compte tenu de leur capacité limitée à remplacer les importations par des biens nationaux, il est probable que de nombreux pays en développement tributaires des produits de base connaîtront une détérioration à court ou à moyen terme de leur balance courante et de leurs budgets publics. Les pays ayant financé leurs déficits budgétaires par des emprunts extérieurs sont exposés à des risques de change, ce qui peut compromettre la viabilité de leur dette. À court terme, la perspective d'un double déficit est susceptible d'affecter négativement la position de ces pays en termes de risque souverain et de notation de crédit.

La pression actuelle sur les budgets gouvernementaux des pays en développement tributaires des produits de base laisse entrevoir la nécessité de prendre des mesures énergiques pour améliorer la gouvernance du secteur de ces produits. On ne saurait assez insister sur le besoin impératif pour ces pays d'adopter des règles budgétaires contracycliques les obligeant à épargner pendant les périodes de flambée des prix et à puiser dans l'épargne lorsque les prix s'effondrent. L'expérience actuelle souligne également l'importance de la diversification économique et budgétaire pour réduire leur exposition aux aléas des cycles du marché des produits de base. En outre, les difficultés actuelles de ces pays donnent à penser que, dans la mesure du possible, la communauté internationale devrait adopter des mesures appropriées pour réduire l'instabilité excessive des cours sur ces marchés. Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) – une initiative du Groupe des Vingt (G20) créée au lendemain de la crise alimentaire de 2007-2008 – est un bon exemple d'une mesure internationale visant à traiter collectivement la question des fluctuations excessives des prix des denrées alimentaires.

¹ D'avril à septembre 2015, la banque centrale du pays a retiré environ 70 milliards de dollars aux gestionnaires d'actifs opérant à l'échelle mondiale (Financial Times, 28 septembre 2015).

Source : Nations Unies, 2016.

Les pays en développement tributaires des importations de produits de base sont exposés au risque d'inflation importée pendant les périodes d'envolée des prix de ces produits. Comme les aliments obèrent généralement une part importante des dépenses des ménages dans les pays en développement, l'inflation importée peut éroder les revenus réels. La flambée des prix des carburants et des denrées alimentaires en 2007-2008 a entraîné une hausse sensible de l'inflation globale dans les économies de marché émergentes et les pays à faible revenu, les prix des denrées alimentaires contribuant largement à l'inflation dans ces derniers. Le Viet Nam, par exemple, a vu son taux d'inflation sur douze mois augmenter de 12,6 % entre fin 2007 et mai 2008 (IMF, 2008).

Le taux de change est une autre voie potentielle de transmission des fluctuations des prix des produits de base à l'économie réelle. En particulier, dans les économies au faible niveau de développement financier, la volatilité des taux de change peut affecter négativement la croissance à long terme de la productivité (Aghion et al., 2009). Les chocs de prix positifs peuvent également poser problème aux pays en développement tributaires des importations de produits de base, qui auront à choisir entre la dévaluation (contribuant potentiellement encore davantage à l'inflation) et l'érosion de leurs réserves de change. Ces pays courent par ailleurs un risque supplémentaire : le syndrome hollandais. Il a frappé plusieurs pays en développement, dont le Gabon et la Malaisie, où le boom pétrolier a entraîné une baisse de la production manufacturière (Ismail, 2010).

Par ailleurs, l'appropriation des rentes provenant de l'exploitation des ressources constitue un autre défi pour les pays en développement tributaires des produits de base. Beaucoup ne tirent pas profit des exportations de ces produits autant qu'il serait souhaitable, du fait d'arrangements fiscaux défavorables conclus avec les entreprises opérant dans ces secteurs, en particulier lorsqu'il s'agit de multinationales (UNCTAD, 2012).

3.3 IMPACTS AU NIVEAU MICROÉCONOMIQUE

Les producteurs individuels des pays en développement tributaires des produits de base pour leurs revenus et leurs moyens de subsistance, tout comme l'économie dans son ensemble, subissent les effets négatifs de la volatilité et des variations brutales des prix de ces produits. L'imprévisibilité des revenus rend toute planification financière difficile, notamment pour les ménages pauvres ne disposant pas d'épargne ou d'accès au crédit pour lisser la consommation ou réaliser les investissements nécessaires. Une chute soudaine des prix peut les obliger à renoncer à des dépenses importantes, par exemple en matière de santé ou d'éducation, avec des répercussions à long terme sur

le développement du capital humain. Si l'incidence de l'évolution des prix internationaux sur les prix locaux à la production varie en fonction des produits, des pays et au fil du temps (UNCTAD, 2015), les variations des prix mondiaux ont néanmoins un impact direct sur les producteurs individuels. À titre d'exemple, au cours de la période de baisse des prix du café entre 1995 et 2000, les prix payés aux producteurs ont diminué de plus de 50 % dans 10 PMA (UNCTAD, 2012).

Les consommateurs des pays en développement sont aussi directement touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant. Cette voie de transmission à l'échelon microéconomique est particulièrement sensible pour les pays importateurs de ces produits. L'augmentation des prix des denrées alimentaires affecte de diverses manières les revenus de différents segments de la population des pays en développement. Dans ce contexte, il convient d'établir deux distinctions principales entre acheteurs et vendeurs nets de denrées alimentaires, et entre les effets à court et à long terme. Pour les acheteurs nets pauvres de denrées alimentaires, l'effet est direct à court terme : les hausses de prix ont un effet négatif immédiat, car elles se traduisent pour ces ménages par une baisse immédiate du pouvoir d'achat. Les ménages pauvres s'enfoncent encore davantage dans le dénuement et ceux qui vivent légèrement au-dessus du seuil de pauvreté deviennent pauvres. Pour les vendeurs nets de denrées alimentaires, la relation est moins évidente, en particulier lorsque les prix des denrées alimentaires et du carburant augmentent simultanément (FAO, 2011). Globalement, l'effet à court terme de la hausse des prix des denrées alimentaires semble exacerber la pauvreté pratiquement partout dans le monde en développement (Ivanic and Martin, 2014).

À moyen terme, des processus d'ajustement peuvent atténuer la première vague d'incidences sur la pauvreté, les producteurs du secteur agricole réagissant aux signaux de prix par une augmentation de la production. Cet effet sur les revenus profite aux populations pauvres des zones rurales – mais pas nécessairement à celles des zones urbaines – sous forme de hausse des salaires et d'accroissement des possibilités d'emploi dans le secteur agricole. La propriété des facteurs de production détermine en partie le profit tiré par les divers groupes de population de l'expansion du secteur agricole. Ainsi, les propriétaires de terres agricoles bénéficient de la hausse de la production agricole. En outre, la disponibilité de facteurs locaux de production et d'autres conditions affectant l'élasticité relative de l'offre de production nationale par rapport aux importations détermine les modalités de partage des bénéfices résultant d'une expansion de la production alimentaire entre les agriculteurs nationaux et étrangers. L'effet global de la hausse des prix alimentaires sur les revenus

des populations pauvres dans les pays tributaires des importations de produits de base dépend par ailleurs d'autres facteurs, tels que les possibilités offertes aux ménages pauvres de substituer des produits alimentaires moins chers aux denrées plus coûteuses et les mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires peut également engendrer ou exacerber l'insécurité alimentaire dans les pays en développement tributaires des importations de produits de base, entraînant une sous-alimentation chronique, la malnutrition et de graves effets négatifs à long terme sur la santé, et donc le capital humain. On estime par exemple que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a considérablement augmenté, passant de 820 millions en 2007 à plus d'un milliard en 2009 (FAO, 2011). La hausse des prix alimentaires risque de limiter la capacité des ménages les plus vulnérables de satisfaire leurs besoins nutritionnels de base et de contraindre les ménages pauvres à consommer moins d'aliments de qualité, voire des aliments de qualité moindre, et à limiter la diversité de leur régime alimentaire. Ce phénomène peut avoir de graves conséquences sanitaires, notamment la dénutrition et une augmentation de la mortalité infantile. L'envolée des prix des denrées alimentaires au Bangladesh a ainsi entraîné une diminution de la diversité du panier alimentaire et, par conséquent, une détérioration de l'état nutritionnel, en particulier des enfants (Sulaiman et al., 2009).

La vente d'actifs productifs, comme les terres ou le cheptel, est une autre stratégie d'adaptation en période de prix alimentaires élevés. La consommation alimentaire peut être stabilisée par la vente d'actifs à court terme, mais les producteurs risquent de tomber dans le piège de la pauvreté persistante à moyen terme du fait de la baisse des revenus. La demande d'aliments de base n'étant pas élastique, la perte de pouvoir d'achat des ménages pauvres peut également provoquer une diminution des dépenses consacrées à la santé et l'éducation. Ces stratégies d'adaptation sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives à long terme pour les populations touchées en cas, par exemple, d'abandon ou de réduction de la scolarisation ou des vaccinations.

Dans les pays en développement, les prix des carburants sont également en lien avec la pauvreté, bien que la voie

de transmission soit quelque peu différente de celle des prix alimentaires. En général, les ménages pauvres de ces pays consacrent une part relativement faible de leurs revenus directement au carburant. Mais le carburant étant un intrant pour la production d'un large éventail de biens et de services consommés par les pauvres, il y a un effet indirect : toute hausse du prix du carburant a un impact sur le pouvoir d'achat des pauvres. À titre d'exemple, chaque augmentation des coûts de transport due à la hausse des prix du pétrole se répercute généralement sur le prix des denrées alimentaires. Cet effet indirect sur le revenu peut parfois être plus important que l'effet direct (Coady and Newhouse, 2006; Arze del Granado et al., 2012).

4. CONCLUSIONS

L'évolution des prix des produits de base affecte par divers canaux les pays en développement, qu'ils soient tributaires des exportations ou des importations de produits de base. Il s'agit notamment des effets directs à l'échelon microéconomique et des effets indirects transmis par les conditions macroéconomiques. Toutes ces voies de transmission tissent un lien étroit entre la dépendance à l'égard des produits de base et le développement économique, social et humain.

L'analyse empirique présentée dans ce chapitre laisse entrevoir que la dépendance à l'égard des produits de base influe négativement sur le développement humain et qu'elle constitue à ce titre un obstacle à la réalisation des objectifs fondamentaux de développement. Cette dépendance doit de ce fait être considérée comme un défi fondamental pour le développement et traitée dans le cadre de stratégies de développement plus larges visant à réaliser la transformation économique structurelle et à atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Chapitre IV sera l'occasion d'examiner quelques mesures susceptibles d'atténuer l'impact de la dépendance des produits de base sur le développement. Il s'agit notamment des politiques budgétaires, industrielles et sociales qui ciblent les diverses voies de transmission. Sur un plan général, l'absence de transformation structurelle et de diversification économique demeure le principal défi que doivent relever les pays en développement tributaires des exportations et des importations de produits de base dans leurs efforts pour parvenir à un développement durable et inclusif.

ANNEXE A

Tableau A1. Résultats des estimations de données de panel dynamique (GMM) avec l'IDH comme variable dépendante

Variables	(I)	(II)	(III)
Valeur décalée, IDH	0,9874***	0,9867***	0,9811***
Dépendance à l'exportation	-0,0055**	-0,0072***	-0,0103***
Dépendance à l'importation	-0,0161***	-0,0152***	-0,0118***
Variable fictive, pour le boom des matières premières	0,0019***	0,0021***	0,0023***
Qualité institutionnelle		0,0007	0,0004***
Ouverture commerciale			0,000
Dépenses publiques			0,000
Constante	0,0192***	0,0202***	0,0244***

Niveaux de signification : 1 %*** ; 5 %** ; 10 %*.

Description des variables :

IDH : indice de développement humain (Source : PNUD).

Dépendance à l'exportation : ratio des exportations de produits primaires (produits agricoles, minéraux, minerais et métaux ; et pétrole : c'est-à-dire, CTCI 0+1+2+3+4+68+667+971) par rapport aux exportations totales de marchandises, en termes monétaires (Source : statistiques de la CNUCED).

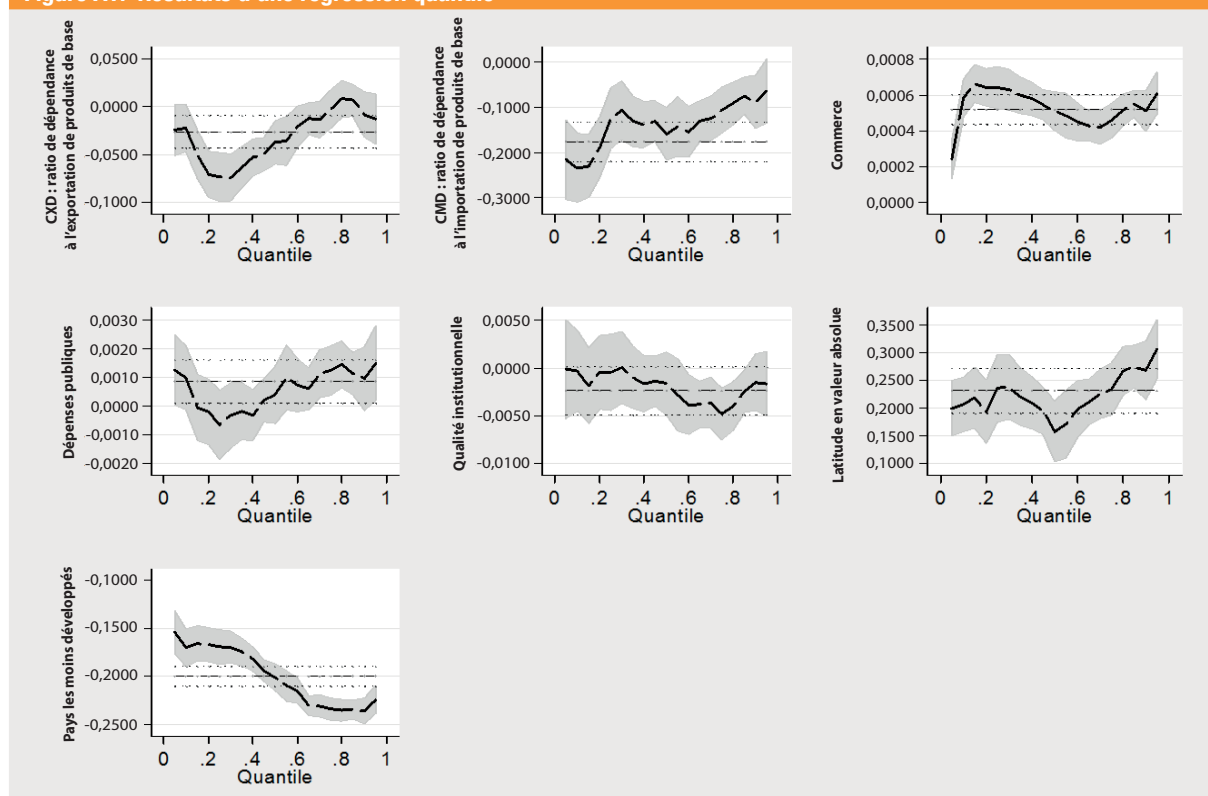
Dépendance à l'importation : ratio des importations de denrées alimentaires (c'est-à-dire CTCI 0+1+22+4) et de combustibles (CTCI 3) par rapport au total des importations de marchandises, en termes monétaires (Source : statistiques de la CNUCED).

Qualité institutionnelle : indice de la qualité institutionnelle construit à partir de six indicateurs individuels, à savoir l'expression de l'opinion et la redevabilité, l'instabilité politique et la violence, l'efficacité gouvernementale, le fardeau de la réglementation, la primauté du droit et le contrôle de la corruption (Source : Banque mondiale, *Indicateurs de gouvernance mondiaux*, 2015).

Ouverture commerciale : exportations plus importations de biens et services en pourcentage du PIB (Source : Banque mondiale, *Indicateurs de gouvernance mondiaux*, 2014).

Dépenses publiques : dépenses totales de l'ensemble des administrations publiques en biens et services (y compris la rémunération des employés) en pourcentage du PIB (Source : Banque mondiale, *Indicateurs de gouvernance mondiaux*, 2015).

Figure A1. Résultats d'une régression quantile



Note : CXD et CMD représentent respectivement le ratio de dépendance à l'égard des exportations de produits de base et le ratio de dépendance à l'égard des importations de produits de base.

CHAPITRE II

LE COMPORTEMENT DES PRIX DES PRODUITS DE BASE : SIMULATION DES TENDANCES À LONG TERME ET DES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES



1. LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES ET LA THÈSE DE PREBISCH-SINGER

Les tendances et la volatilité des prix des produits de base continuent d'inquiéter l'économie mondiale¹⁰. Les produits primaires représentent environ 25 % du commerce mondial de marchandises. Sur les 189 États Membres de l'ONU pour lesquels des données sont disponibles dans les statistiques de la CNUCED pour la période allant de 1995 à 2014, 64 % des pays en développement sont tributaires des produits de base, les pays les plus vulnérables affichant la plus forte dépendance à l'égard des exportations de ces produits. Parmi les PMA, 79 % sont tributaires des produits de base. Comme évoqué au Chapitre I, la dépendance à l'égard des produits de base est associée à des résultats économiques médiocres et à des niveaux de développement humain faibles.

D'après l'approche traditionnelle, les prix des produits de base connaîtraient un déclin annuel à long terme d'environ 1 % en termes réels ou par rapport au prix des produits manufacturés. Dans leur thèse, Prebisch et Singer établissent que la baisse des prix relatifs se

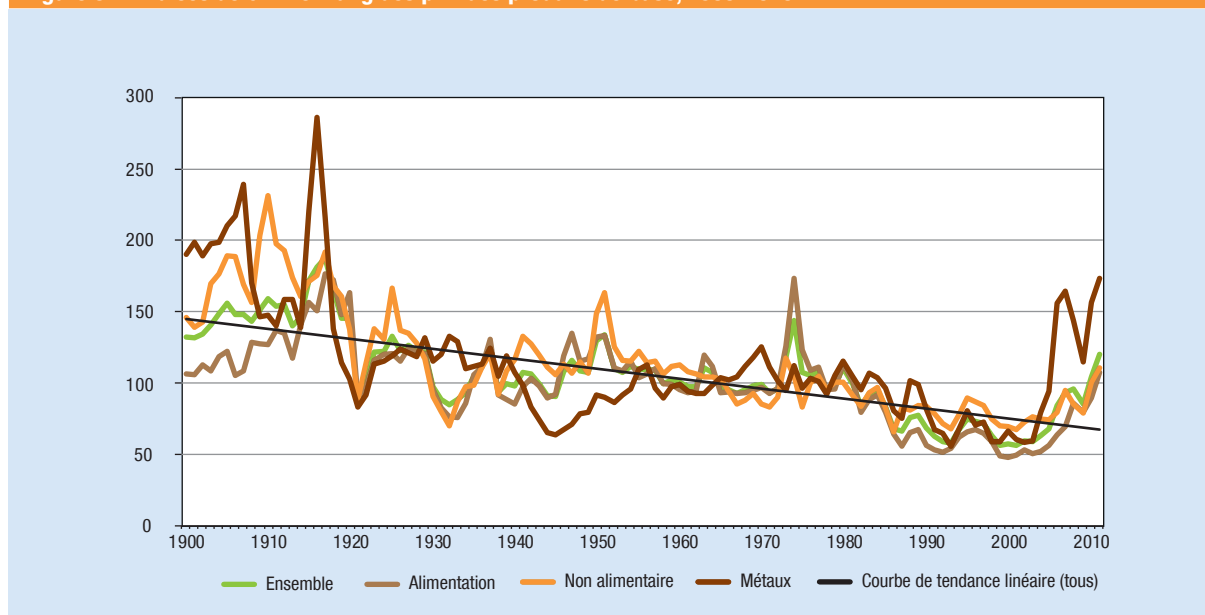
traduit par une dégradation des termes de l'échange des pays en développement tributaires des produits de base, sapant ainsi la croissance de leur PIB (voir Chap. I). En outre, la faible demande de produits de base et les prix bas conduisent à des perspectives économiques pessimistes pour ces produits et les pays qui en dépendent. Un examen rapide des données de la figure 6 semble étayer cet avis.

Les prix des produits de base suivent une tendance à long terme baissière par rapport à ceux des produits manufacturés, avec des hausses soudaines, comme les flambées subites des prix observées au cours du récent boom des produits de base dans les années 2000. Partant de l'hypothèse que les pays en développement exportent généralement des produits de base et importent des produits manufacturés, les prix relatifs des produits de base peuvent être considérés comme une indication de la situation économique des exportateurs de produits de base.

Hans Singer a attribué la dégradation des termes de l'échange à la faiblesse des prix et à l'élasticité de la demande de produits primaires par rapport au revenu. La demande de denrées alimentaires et de matières premières étant moins élastique que la demande de produits finis manufacturés, une offre abondante des

¹⁰ Cette section est basée sur Hallam, 2017.

Figure 6. Indices de Grilli et Yang des prix des produits de base, 1900-2010



Source : Hallam, 2017.

Note : Les indices des prix des produits de base de Grilli et Yang sont pondérés en fonction des échanges commerciaux et déflatés par un indice de valeurs unitaires des produits manufacturés. Le principal indice des prix des produits de base englobe 24 produits : aluminium, bananes, bœuf, cacao, café, cuivre, coton, peaux, jute, agneau, plomb, maïs, huile de palme, riz, caoutchouc, argent, sucre, thé, bois, étain, tabac, blé, laine et zinc. Ces indices servent également à construire trois sous-indices pour les produits de base agricoles, les produits agricoles non alimentaires et les métaux. Alors que la série originale de Grilli et Yang couvrait la période 1900-1986, elle a été mise à jour par un certain nombre de chercheurs (voir, par exemple Pfaffenzeller et al., 2007). La mise à jour ci-dessus est tirée de Hallam, 2017.

premières entraîne une baisse des prix, mais ne génère pas une augmentation proportionnelle de la demande. En ce qui concerne les denrées alimentaires, la demande est par ailleurs limitée par la loi d'Engel : la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires est d'autant plus faible que le revenu est élevé. Les progrès technologiques qui créent des produits de remplacement synthétiques (ou accroissent l'efficacité de la transformation des produits de base) freinent eux aussi la croissance de la demande de matières premières. Le ralentissement subséquent des exportations de produits primaires affaiblit la balance des paiements des pays en développement tributaires des produits de base, ce qui conduit à une dépréciation de la monnaie et donc à une nouvelle détérioration des termes de l'échange (Nations Unies, 2016, encadré 2).

La thèse de Prebisch est axée principalement sur les effets des différentes structures de marché sur les gains de productivité des pays exportateurs de produits de base de la périphérie par opposition aux pays industrialisés du centre. Dans les pays en développement, les marchés étaient compétitifs et l'offre de main-d'œuvre « illimitée », permettant de maintenir les salaires à un bas niveau, comme dans le modèle de Lewis (Lewis, 1954) ; les gains de productivité se sont traduits par une baisse des prix. Dans les économies industrialisées, du fait du pouvoir de marché, des prix de revient majorés et de la puissance des syndicats, les gains de productivité ont entraîné une hausse des salaires et des bénéfices plutôt qu'une baisse des prix. Les profits et les salaires ont pu être défendus dans les économies industrialisées face au ralentissement de la demande, ce qui a finalement obligé les pays en développement exportateurs de produits de base à ajuster leurs prix. En substance, les deux hypothèses proposées par Prebisch et Singer ont fait ressortir une détérioration des termes de l'échange pour les exportations des pays en développement, dont les prix relatifs des produits de base ont donné une indication.

Certaines analyses de la thèse de Prebisch-Singer ont révélé des divergences d'opinion quant à la nature de la tendance baissière, voire à son existence même. La plupart des spécialistes sont partis du même ensemble de données (collecté par Grilli et Yang comme dans la figure 6), d'une qualité relativement bonne, mais ont adopté un large éventail de techniques économétriques. Bon nombre de ces analyses ont semblé corroborer la thèse de Prebisch-Singer. Par exemple, Spraos (1980), Sarkar (1986), Scandizzo et Diakosavvas (1987), Grilli et Yang (1988) ont tous constaté une tendance significative à la baisse, de -0,3 à -1 % par an, avec une estimation moyenne d'environ -0,6 % par an. Ardeni et Wright (1992), utilisant une approche statistique différente, ont également conclu à une tendance déterministe linéaire, là encore de -0,6 % par an.

L'élaboration de nouvelles techniques de traitement des séries économétriques chronologiques pour les séries de données non stationnaires a permis une analyse plus approfondie des tendances des prix des produits de base. Cuddington et Urzua (1989), analysant l'indice de Grilli et Yang, ont constaté un tassement en 1921, mais aucune tendance significative de part et d'autre de cette rupture structurelle. Powell (1991) a également relevé l'absence d'une tendance baissière régulière, mais a identifié trois ruptures structurelles : en 1921, 1935 et 1974. Cuddington *et al.* (2002) ont conclu à une rupture de niveau de l'indice de Grilli et Yang en 1921 et à l'absence de dérive significative de part et d'autre. Ocampo et Parra (2010) ont noté des discontinuités dans les termes de l'échange au cours des années 1920 et 1980. Cashin et McDermott (2006) ont estimé qu'aucun élément tangible ne venait étayer une dégradation à long terme des termes de l'échange des produits de base et n'ont pas relevé de preuve statistique d'une rupture structurelle de l'indice de Grilli et Yang.

En plus d'analyser l'indice de Grilli et Yang, de nombreuses recherches se sont concentrées sur les tendances des prix individuels des produits de base. Leon et Soto (1997) ont constaté que sur les 24 produits de base étudiés, 17 étaient sur une pente négative, trois ne présentaient aucune tendance et quatre connaissaient des tendances positives. Arezki *et al.* (2013) ont utilisé un ensemble de données historiques pour 25 produits de base, certaines séries remontant à l'année 1650. Leurs résultats variaient selon la sous-période étudiée, mais en ce qui concerne la période 1900-2005, les tendances des prix des produits de base étaient pour moitié négatives et significatives, corroborant ainsi l'hypothèse de Prebisch-Singer.

En dépit des nombreuses tentatives de vérification de cette hypothèse au moyen d'analyses économétriques, la grande variabilité des prix des produits de base rend difficile l'établissement d'une distinction entre les comportements à long et à court terme. Au final, malgré ces résultats mitigés, l'hypothèse est généralement acceptée dans beaucoup de milieux politiques et a influencé l'élaboration des politiques pour les pays en développement tributaires des produits de base pendant plusieurs décennies (Hallam, 2017).

Dans les années 2000, la flambée des prix des matières premières a ravivé l'intérêt international pour le sujet et rouvert les débats à propos de la thèse de Prebisch-Singer. Cette période a été caractérisée par une tendance haussière des prix des produits de base accompagnée d'une flambée rapide des prix. Cela contredisait les idées reçues, d'après lesquelles les prix réels des produits de base suivent une tendance à long terme négative, comme observée au cours des trente dernières années.

Ces événements ont fait l'objet d'au moins trois interprétations différentes. Selon la première, les hausses brutales de prix ont été parfaitement cohérentes avec le comportement passé des prix des produits de base – et la thèse de Prebisch-Singer – et ne sont que les plus récentes dans le droit fil du modèle historique des pics de courte durée avant que la tendance baissière de longue date ne se confirme à nouveau. D'après la deuxième interprétation, il s'agirait d'une rupture structurelle dans le comportement des prix, ceux-ci augmentant en raison de la croissance rapide des revenus dans les économies émergentes et des nouvelles demandes de production de biocarburants affectant les prix des céréales. La forte demande a également fait grimper les prix des produits de base non agricoles. Toutefois, les baisses ultérieures des prix des produits de base donnent à penser que cette rupture de tendance n'était pas structurelle (ou permanente). La troisième interprétation considère les prix élevés comme le signe d'une reprise du dernier « supercycle » qui, pour l'heure, aurait (ou pas) atteint un sommet.

Le terme « supercycle », lancé en 2005 par Alan Heap, ancien Directeur général de Citigroup, désigne une tendance prolongée (d'au moins dix ans) à l'augmentation des prix réels des matières premières causée par l'urbanisation et l'industrialisation d'une « grande économie » (Heap, 2005). Les supercycles sont donc déterminés par la demande, bien que ce soit l'interaction entre la demande et l'offre, et plus précisément la dynamique de l'ajustement de l'offre¹¹, qui détermine la durée et l'ampleur d'un supercycle. Heap estimait que les hausses dureraient de dix à trente-cinq ans et un cycle complet jusqu'à soixante-dix ans. Il a identifié deux supercycles au cours des 150 dernières années : l'un de la fin des années 1800 jusqu'au début des années 1900, associé à la croissance économique aux États-Unis, et l'autre entre 1945 et 1957, généré par la reconstruction d'après guerre en Europe et au Japon. La croissance de la demande chinoise de matières premières a été perçue comme le déclencheur d'un nouveau supercycle à partir du début des années 2000.

Ces périodes d'envolée des prix liées à la demande durent jusqu'à ce que les producteurs, motivés par la hausse des prix, réagissent en augmentant la production, d'où un rattrapage de l'offre. Les supercycles n'ont « aucune forme historique prédéterminée » (Canuto, 2014). Selon la définition de Heap, la thèse du supercycle est compatible

¹¹ Les hausses de prix sont une incitation forte à augmenter la production. Cependant, la capacité des producteurs d'accroître leur production en réponse à une demande et à des prix plus élevés dépend d'un certain nombre de facteurs liés au cycle de production de chaque produit de base, comme l'élaboration du projet, la disponibilité des terres, la capacité de production, l'offre de main-d'œuvre et la durée du cycle des cultures.

avec la volatilité historique des prix des produits de base. Les analyses des supercycles menées par Ocampo et Parra (2010) et Erten et Ocampo (2012) ont montré que l'amplitude des supercycles identifiés s'est progressivement réduite, ce qui corrobore également l'hypothèse générale d'une tendance baissière à long terme des termes de l'échange des produits de base.

Le débat résumé ci-dessus est d'un intérêt considérable pour les pays en développement tributaires des produits de base, car la compréhension de l'évolution des prix des produits primaires qu'ils exportent est un fondement essentiel de l'élaboration des politiques nationales et des stratégies de développement. Les tendances à long terme et les variations à court terme de ces prix, et donc des recettes d'exportation, ont des impacts majeurs sur le plan macroéconomique, sur la croissance et le développement, du fait de leurs effets sur les revenus, l'emploi et les recettes publiques. Un certain nombre d'études de cas du présent rapport (par exemple l'analyse de l'impact des prix du pétrole sur l'économie nigérienne et des prix du soja sur les économies argentine et brésilienne) soulignent l'importance des prix des produits de base. Il est donc essentiel de comprendre leurs tendances pour formuler des politiques et stratégies macroéconomiques, sectorielles et de développement appropriées.

Les divergences d'opinions sur le comportement récent des prix des produits de base décrites ci-dessus ont des implications politiques et stratégiques pour les pays en développement tributaires des produits de base. Si les récentes flambées des prix ne sont que les dernières en date dans la poursuite de la tendance historique de pics à court terme dans le contexte plus général d'une tendance à la baisse à long terme, on pourrait en déduire sur le plan politique que les pays en développement n'ont d'autre choix que de se diversifier en dehors des produits de base sous peine de creuser encore leur retard. Toutefois, on pourrait formuler une conclusion politique contraire si les prix des produits de base sont censés avoir atteint un nouveau niveau supérieur, ou si un rebond du supercycle reste encore à venir. Différentes interprétations du même comportement des prix ont toujours cours, et les données empiriques ne fournissent pas de base concluante pour juger de la plus plausible. En l'absence de conclusion sans équivoque, les pays en développement tributaires des produits de base ont tout intérêt à poursuivre des politiques de diversification. Celles-ci sont abordées au Chapitre IV du présent rapport et englobent la promotion de l'investissement dans les secteurs autres que ceux des produits de base, l'élargissement de l'espace politique à la disposition des gouvernements et la création de mécanismes de protection sociale pour favoriser la transformation structurelle.

2. UNE EXPÉRIENCE DE SIMULATION : ÉVOLUTION DES PRIX ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les prix et leur évolution jouent un rôle important dans la détermination des motivations sous-tendant l'allocation des ressources et l'adoption de technologies pour accroître la productivité¹². Pour les pays en développement tributaires des produits de base, le comportement tendanciel à long terme des prix et leurs envolées périodiques ont un effet déterminant sur la croissance économique par le biais du commerce, de la balance des paiements et des revenus, modelant ainsi leurs trajectoires de développement. Les prix des produits de base peuvent également influencer sur les indicateurs de développement, tels que la pauvreté, la répartition des revenus, la sécurité alimentaire et le niveau global de développement humain, dans de nombreux pays en développement, comme nous l'avons constaté au Chapitre I.

Les variations de prix peuvent également avoir une incidence forte sur les secteurs des produits de base des économies développées. À titre d'exemple, l'effondrement des prix du pétrole en 2014 a nui à la production de schistes bitumineux nouvellement développée (et très coûteuse) en Amérique du Nord ainsi qu'à d'autres acteurs mondiaux tributaires des exportations de pétrole. Dans le même temps, un pétrole à bas prix peut stimuler la croissance économique mondiale en réduisant le coût du système mondial de production basé sur les combustibles fossiles, et profite directement aux consommateurs qui paient moins à la pompe. Les variations des prix des produits de base ont également un impact sur les recettes publiques, les investissements et les variables macroéconomiques telles que les termes de l'échange, la balance des paiements, le taux de change réel et l'inflation. Le présent rapport présente plusieurs études de cas illustrant la propagation des effets des prix des produits de base sur la croissance et le développement par les canaux macroéconomiques (prix du nickel en Indonésie et prix du cuivre en Zambie, par exemple).

Le rôle des prix des produits de base agricoles et alimentaires est également fondamental pour le développement durable, en particulier pour les pays tributaires des exportations agricoles (voir par exemple l'étude de cas sur le coton au Burkina Faso) ou ceux dont l'agriculture est un secteur important de l'économie et les produits alimentaires de base représentent une part significative des dépenses des ménages (voir par exemple l'étude de cas sur le riz au Bangladesh).

L'agriculture jouit de solides multiplicateurs de revenu dans les grands secteurs ruraux des économies en développement où vivent la plupart des populations pauvres. Il convient cependant de trouver un juste équilibre entre l'impact négatif à court terme des prix alimentaires élevés sur la capacité des pauvres à acheter de la nourriture (effet prix) et l'impact positif à long terme des opportunités d'emplois agricoles qui s'offrent aux pauvres des zones rurales (effet revenu) (Timmer, 1983). La question de savoir si une hausse des prix réduit ou améliore le bien-être d'un ménage dépend du fait qu'il soit acheteur ou vendeur net de denrées alimentaires.

Une façon d'étudier les effets à long terme des prix des produits de base sur la croissance économique et certains indicateurs de développement consiste à simuler l'impact des trajectoires de prix au moyen d'une analyse de scénarios. Pour ce faire, des projections sont réalisées à l'aide du modèle MAGNET (Modular Applied General Equilibrium Tool). Elles s'étendent de l'année de base 2010 à l'année 2030, explorent l'évolution des prix et mettent en lumière leurs impacts sur les revenus, les dépenses et d'autres indicateurs. Comme tous les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) employés dans l'analyse des politiques, MAGNET est conçu pour suivre quantitativement les ajustements directs et indirects à l'échelle de l'économie qui sont déclenchés par des changements dans les politiques nationales, la croissance démographique et d'autres facteurs. Il couvre l'économie mondiale et recense toutes les transactions économiques reflétées dans les statistiques nationales. Il détaille les liens domestiques entre les secteurs via l'utilisation de la production d'autres secteurs (demande intermédiaire), la concurrence pour les terres agricoles (susceptibles d'expansion) et d'autres facteurs de production comme le travail et le capital (et leur rendement), et la substitution des produits de base dans les décisions de consommation des ménages et des gouvernements (demande finale). Les demandes intermédiaire et finale sont également liées à l'évolution dans d'autres pays par l'intermédiaire du commerce bilatéral et international. Cet exercice n'a pas pour objectif de prédire l'avenir, mais plutôt d'analyser le processus de détermination des prix des produits de base par des facteurs clefs (demande et offre) et les effets qui en découlent pour l'économie mondiale en termes de revenu, d'emploi et de prix des facteurs de production, y compris la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée.

À l'instar du monde réel, dans le modèle, les prix des produits de base et les fluctuations des prix ont d'importantes implications sur l'allocation des ressources, dont le travail et le capital, sur les salaires, la répartition des revenus et la pauvreté. Le modèle analyse les prix de produits alimentaires primaires, de produits alimentaires transformés et de l'énergie (pétrole brut),

¹² Cette section est basée sur Kuiper *et al.*, 2017.

ainsi que le prix d'un produit composite constitué de produits non alimentaires (par exemple des minéraux), de produits manufacturés et de services. Les variations de prix sont fonction à la fois de la demande et des facteurs de production. La croissance démographique stimule la demande de biens et services et exerce une pression à la hausse sur leurs prix. L'augmentation des revenus accentue encore cette pression. À mesure que les habitants s'enrichissent, ils consomment non seulement un panier différent de biens, notamment davantage d'énergie, de biens industriels et de services, mais ils remplacent également des aliments de base traditionnels par des produits d'origine animale. Ainsi, la croissance démographique et l'augmentation des revenus peuvent avoir un impact significatif sur les pays en développement dotés d'importants secteurs des produits de base.

L'analyse place davantage l'accent sur les produits de base agricoles et repose sur un certain nombre d'hypothèses qui ne divergent pas grandement des tendances historiques : pas de grands changements technologiques, et une croissance modérée de la démographie et du PIB – deux moteurs importants de la demande de produits de base¹³. Le modèle prévoit une augmentation de la population mondiale de l'ordre de 20 % entre 2010 et 2030, les pays et les régions suivant tous une tendance haussière mais à des rythmes différents. Cette population mondiale devrait ainsi atteindre les 8,3 milliards de personnes d'ici à 2030. La croissance du PIB mondial devrait s'élever en moyenne à 3,2 % par an. Pour chaque région ou pays, les taux de croissance projetés du PIB reposent sur

¹³ Le document complet présente également deux scénarios alternatifs pour une demande et des prix élevés et bas, respectivement (Kuiper et al., 2017).

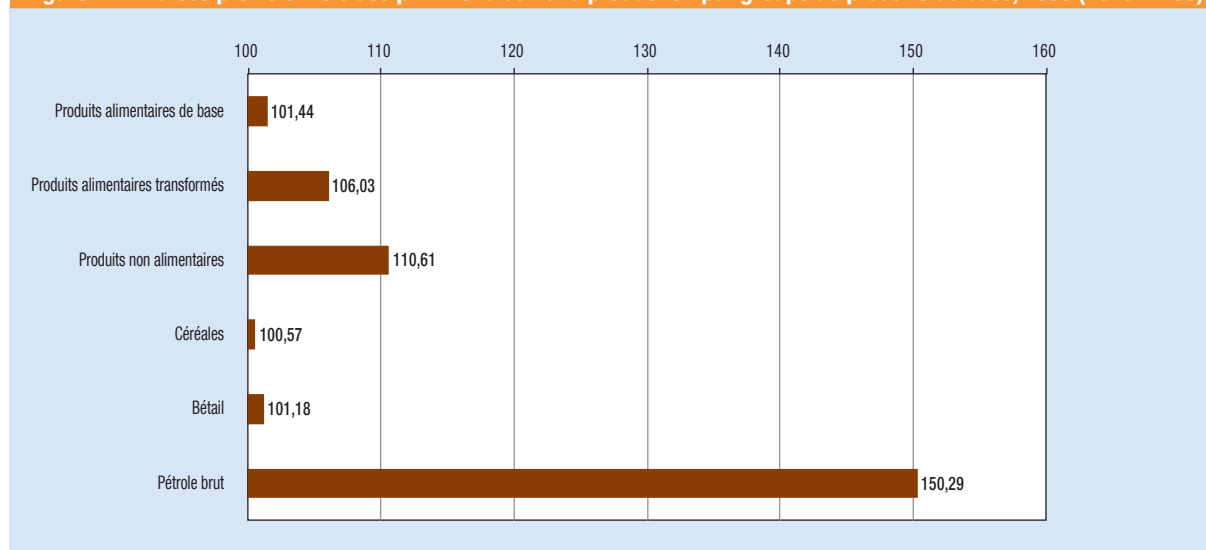
des hypothèses de convergence (par exemple que la croissance ralentit lorsque le PIB augmente). Il en résulte des taux de croissance plus élevés pour les premières années (période 2010-2020) et plus faibles par la suite, notamment pour la Chine. Les projections du PIB et de la population sont tirées du scénario SSP2 (la variante la plus probable) de la base de données des profils socioéconomiques communs de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués¹⁴. L'évolution attendue des rendements des cultures et de l'élevage est tirée d'Alexandratos et Bruinsma (2012). L'évolution des marchés du pétrole brut, du gaz et du charbon est tirée des hypothèses du scénario 4DS (4°C) de l'étude de l'Agence internationale de l'énergie : 2015 Energy Technology Perspectives (IEA, 2015).

2.1 ÉVOLUTION PRÉVUE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE JUSQU'EN 2030

Dans la simulation, les prix agrégés des denrées alimentaires primaires restent largement stables au niveau mondial, avec une hausse de 1,4 % d'ici à 2030 (fig. 7). Cette tendance reste atone car l'agriculture mondiale répond à la demande supplémentaire découlant de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus en intensifiant la production, d'où une tendance prévisionnelle haussière des rendements. La croissance démographique mondiale de 20 %, conjuguée à l'augmentation des revenus, renforce également la demande de produits de base non alimentaires, de produits manufacturés et de services, dont les prix devraient connaître une hausse notable.

¹⁴ Voir : <https://tntcat.iiasa.ac.at/SspDb>.

Figure 7. Indices prévisionnels des prix mondiaux à la production par groupe de produits de base, 2030 (2010 = 100)



Source : Kuiper et al., 2017.

Au niveau mondial, l'accroissement de la productivité agricole maintient la production au niveau de la demande et n'entraîne que des hausses modestes du prix des céréales. Les prix du bétail progressent aussi modérément, car les secteurs de la volaille et du porc répondent à une demande plus forte en augmentant l'efficacité de l'alimentation animale.

Avec l'augmentation des revenus, la consommation se détourne davantage des produits alimentaires primaires au profit d'aliments transformés et de produits non alimentaires (qui englobent des produits de base non alimentaires, des produits manufacturés et des services) ; le prix des produits non alimentaires composites progresse de 10,6 % entre 2010 et 2030. La demande de pétrole brut répond à la croissance à la fois démographique et économique, avec une hausse des prix de 50,3 % entre 2010 et 2030 (fig. 7). La croissance économique favorise une réorientation structurelle de l'économie mondiale, qui s'écarte davantage de l'agriculture. Globalement, la part des produits de base non alimentaires, des produits manufacturés et des services dans la consommation privée totale passe de 87 % en 2010 à 91 % en 2030.

Ces résultats globaux agrégés masquent des tendances différentes aux niveaux régional et national. Les écarts de prix entre régions et pays persistent et le commerce international ne les élimine pas complètement. En effet, le modèle repose sur l'hypothèse que les biens importés et ceux produits au plan national ne sont pas totalement interchangeables.

En Afrique, le modèle prévoit une chute brutale des prix des denrées alimentaires, due en grande partie à la baisse des prix des céréales et du bétail entraînée par l'intensification de la production et l'expansion des terres agricoles. Les prix des produits alimentaires transformés augmentent parallèlement à la progression des revenus, tandis que les prix des produits de base non alimentaires, des produits manufacturés et des services restent aux niveaux de 2010. En Asie du Sud, la demande fait pression sur les prix des denrées alimentaires primaires, qui devraient grimper de 18,5 % malgré la hausse rapide des rendements de blé prévue en Inde. En Asie de l'Est, les prix des céréales augmentent considérablement, alors que ceux de la viande réagissent plus mollement. D'après les prévisions, l'alimentation animale devrait gagner rapidement en efficacité, mais ces gains de productivité sont contrebalancés par une demande plus forte résultant de la hausse rapide des revenus en Chine. En dépit d'une forte demande tirée par une croissance économique rapide dans toutes les régions asiatiques, l'accroissement de la productivité dans les produits de base non alimentaires, les produits manufacturés et les services se traduit par des baisses de prix régulières durant la période 2010-2030. En Amérique du Nord, la demande alimentée par la croissance

économique provoque une hausse des prix des produits alimentaires primaires (3,7 %), des produits alimentaires transformés (9,2 %) et des produits composites constitués de produits de base non alimentaires, de produits manufacturés et de services (17 %). Les projections laissent entrevoir une forte hausse des prix des produits de base non alimentaires, des produits manufacturés et des services en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

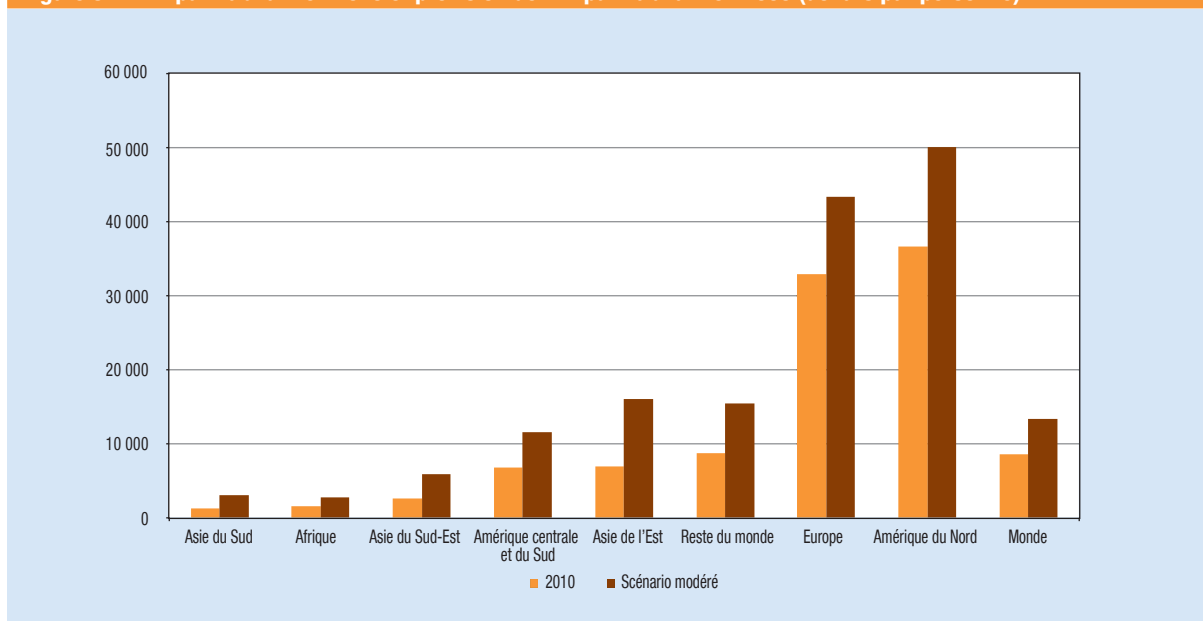
Comme le commerce international n'est pas en mesure d'éliminer totalement les écarts tarifaires entre régions ou pays, les prix régionaux et nationaux sont déterminés par les forces fondamentales de l'offre et de la demande intérieures, elles-mêmes influencées par des variables comme les facteurs de production. Dans les pays dont la croissance démographique est censée augmenter plus vite que la moyenne mondiale et où de nouvelles améliorations de la productivité ne sont pas envisageables, la hausse des prix est plus rapide. De même, lorsque le taux d'augmentation de la production ou de la productivité est supérieur à celui de la croissance de la demande, les prix d'un ou plusieurs produits baissent.

Le cas de l'Ouganda, où les prix des denrées alimentaires primaires sont censés doubler d'ici à 2030 par rapport à leurs niveaux de 2010, illustre les raisons de la persistance des écarts de prix. Ces fortes hausses sont le résultat de l'interaction entre une forte croissance démographique (78 % entre 2010 et 2030) et la rareté des terres – une augmentation de 10 % des prix des denrées alimentaires primaires peut entraîner une augmentation de 0,5 % des terres utilisées pour l'agriculture. La croissance démographique crée une forte demande de denrées alimentaires, ce qui à son tour provoque une demande accrue de terres agricoles. Le commerce ne pouvant pas répondre pleinement aux changements de prix, et les terres susceptibles d'être mises en production étant limitées, la seule réaction possible à la hausse de la demande est une augmentation des prix des denrées alimentaires primaires (Kuiper et al., 2017).

2.2 CROISSANCE DU PIB, FACTEURS DE PRODUCTION ET DÉPENSES DES MÉNAGES

Sur la base des hypothèses de la section précédente concernant les tendances futures du PIB et de la population au plan mondial, l'analyse donne à penser que dans les régions à faible revenu en développement le PIB par habitant augmentera sensiblement. L'Asie de l'Est, et en particulier la Chine, devrait connaître une croissance particulièrement rapide, à un taux annuel moyen de 4,5 %, dépassant largement le « reste du monde ». Le PIB par habitant des trois régions les plus pauvres (Afrique, Asie du Sud et Asie du Sud-Est) devrait doubler, mais restera bien en deçà des niveaux de 2010 dans les autres régions (fig. 8).

Figure 8. PIB par habitant en 2010 et prévision de PIB par habitant en 2030 (dollars par personne)



Source : Kuiper *et al.*, 2017.

Note : Le reste du monde comprend l'Asie centrale, le Moyen-Orient, l'Océanie, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Ukraine.

La hausse des revenus modifie l'importance relative des secteurs économiques. Au niveau mondial, en dépit de prévisions faisant état d'une augmentation de près de 35 % entre 2010 et 2030 de la valeur de la production du secteur des produits alimentaires primaires, l'importance économique de ce secteur pourrait diminuer et passer de 2,5 % à 2,1 % de la valeur totale de la production, alors que la part des secteurs non alimentaires et du pétrole brut grimperait sensiblement. Au plan mondial, la croissance économique sera à la fois la résultante et le déclencheur de la transformation structurelle, avec une place de l'agriculture plus faible dans la production économique et l'emploi et une activité économique urbaine plus prépondérante dans l'industrie et les services modernes.

De telles hausses du PIB sont censées contribuer à la réduction de la pauvreté. Néanmoins, c'est la répartition des gains qui détermine la mesure dans laquelle le développement économique profite aux pauvres (voir l'étude de cas de la Zambie). L'allocation du revenu est régie par la propriété des facteurs de production, la répartition de la main-d'œuvre, des terres et du capital aidant à déterminer le caractère inclusif de la croissance économique. Le revenu généré par ces facteurs change en raison de la variation des dotations et des prix. Ainsi, l'évolution démographique déterminera l'offre de main-d'œuvre, alors que l'offre de terres peut être figée si toutes les terres appropriées sont déjà en culture, et ces évolutions détermineront le niveau des salaires et le prix des terres.

La main-d'œuvre qualifiée et la main-d'œuvre non qualifiée sont censées progresser au même rythme que la croissance démographique, mais l'évolution des salaires varie en fonction du type de main-d'œuvre répondant aux changements de structure économique (fig. 9). Globalement, l'augmentation des salaires de la main-d'œuvre non qualifiée (de 28 % entre 2010 et 2030, selon les prévisions) devrait contribuer à la réduction de la pauvreté. Mais il semblerait qu'en Afrique, aux Amériques et en Asie du Sud, la hausse des salaires serait plus importante pour la main-d'œuvre qualifiée que pour les travailleurs non qualifiés. Par exemple, en Afrique, les salaires du personnel qualifié devraient progresser de 43 % d'ici à 2030, contre 27 % pour la main-d'œuvre non qualifiée, avec pour conséquence une détérioration de la répartition des revenus du travail.

La tendance inverse serait observée en Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et dans le monde entier, les salaires des travailleurs non qualifiés augmentant davantage, en pourcentage, que ceux de la main-d'œuvre qualifiée. En Asie de l'Est, par exemple, les salaires des emplois non qualifiés devraient augmenter de 54 % d'ici à 2030, contre 42 % pour ceux des emplois qualifiés. Ainsi, l'accroissement de la population et la croissance économique auront une incidence sur la rémunération du travail, ce qui réduira la pauvreté au plan mondial, mais les améliorations en termes d'égalité des revenus semblent limitées à l'Asie de l'Est et du Sud-Est. En Afrique et en Asie du Sud, les indicateurs d'inégalité pourraient se dégrader, comme indiqué plus haut.

Figure 9. Prévisions de variations des prix des facteurs de production en 2030 (2010 = 100)

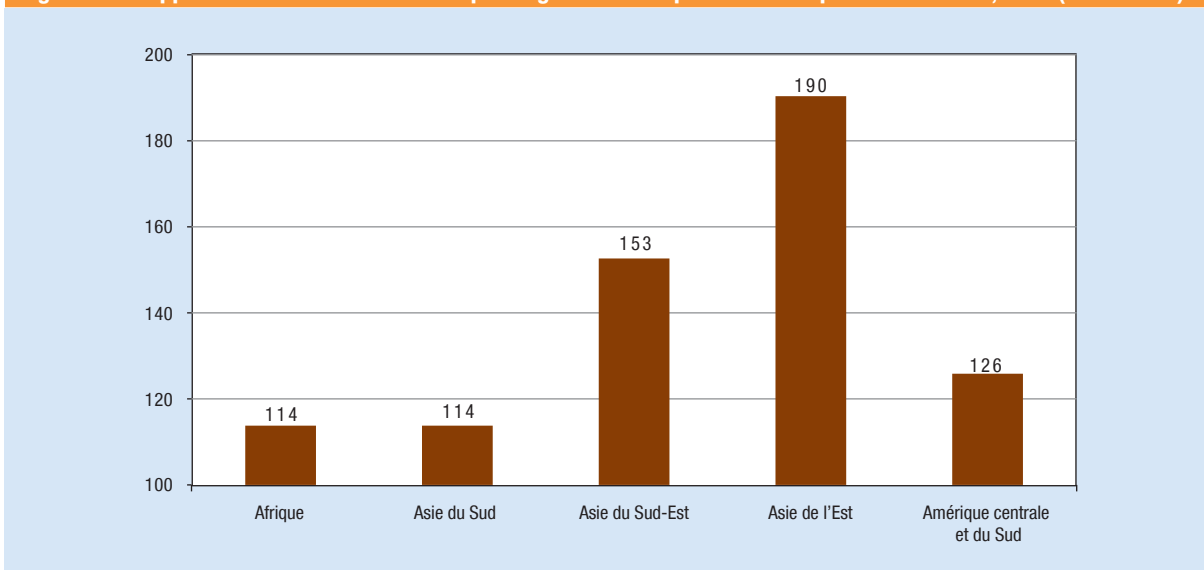


Source : Kuiper et al., 2017.

Avec une importance moindre du secteur alimentaire primaire dans les économies des pays – une tendance cohérente avec l’augmentation du PIB par habitant et les transformations structurelles – l’emploi agricole devrait accuser un recul (Kuiper et al., 2017). Malgré la croissance démographique, le déplacement de la main-d’œuvre agricole vers d’autres secteurs risque d’entraîner une hausse des salaires des emplois agricoles non qualifiés plus rapide que les prix des céréales, dont la progression serait modeste entre 2010 et 2030 (fig. 10). Le pouvoir d’achat des ménages les plus pauvres – la main-d’œuvre

non qualifiée – devrait s’en trouver amélioré dans toutes les régions, d’où une atténuation de la pauvreté et un renforcement de la sécurité alimentaire. En Afrique et en Asie du Sud, le rapport entre les salaires de la main-d’œuvre agricole non qualifiée et les prix des céréales – indicateur du pouvoir d’achat des ménages les plus pauvres et donc de l’accès à l’alimentation – devrait grimper de 14 % entre 2010 et 2030 (fig. 10). Des gains significatifs en matière d’accès à l’alimentation sont également attendus en Asie du Sud-Est et en Asie de l’Est, où les ratios devraient progresser respectivement de 53 % et 90 %.

Figure 10. Rapport entre les salaires des emplois agricoles non qualifiés et les prix des céréales, 2030 (2010 = 100)



Source : Kuiper et al., 2017.

Une forte demande de produits alimentaires provoque une hausse du prix des terres. Globalement, l'augmentation des terres cultivées entre 2010 et 2030 serait limitée à 4 %. En Afrique, une extension de 20 % de la superficie des terres agricoles (uniquement dépassée par une progression de 23 % en Asie du Sud-Est) risque de ne pas suffire pour maintenir les prix des terres aux alentours de leur niveau de 2010. En Ouganda en particulier, on s'attend à une flambée du prix des terres en raison de la conjonction d'une forte croissance démographique et d'une offre limitée de terres. Cette situation pourrait avoir un impact majeur sur le développement rural et les niveaux de pauvreté, et profiterait aux ménages ruraux propriétaires de terres.

Par rapport à la main-d'œuvre et aux terres, l'évolution du coût du capital suivrait de près les taux de croissance du PIB. Les régions à forte croissance du PIB connaîtront une hausse relativement plus forte du coût du capital et, par conséquent, des revenus du capital. Si les régions les plus pauvres sont censées croître plus rapidement et réduire ainsi la pauvreté à l'échelle mondiale, la répartition des revenus risque fort d'empirer au niveau national car le capital est généralement aux mains des ménages les plus riches.

Globalement, d'après les prévisions, le revenu moyen des ménages devrait augmenter. Dans l'analyse, le revenu des ménages se traduit dans leurs dépenses, qui, combinées aux dépenses publiques et à l'épargne, constituent le PIB. Ces grandes composantes macroéconomiques du PIB sont les voies par lesquelles les variations des prix des produits de base peuvent influencer sur l'économie. À titre d'exemple, en Argentine et au Brésil, la hausse des prix du soja a contribué à l'augmentation des dépenses publiques dans les années 2000. Dans d'autres pays en développement, comme le Bangladesh, le Ghana et le Mali, les prix du riz, du cacao

et du sorgho ont eu un impact sur la consommation des ménages, les revenus et les salaires (voir les études de cas correspondantes au Chapitre III).

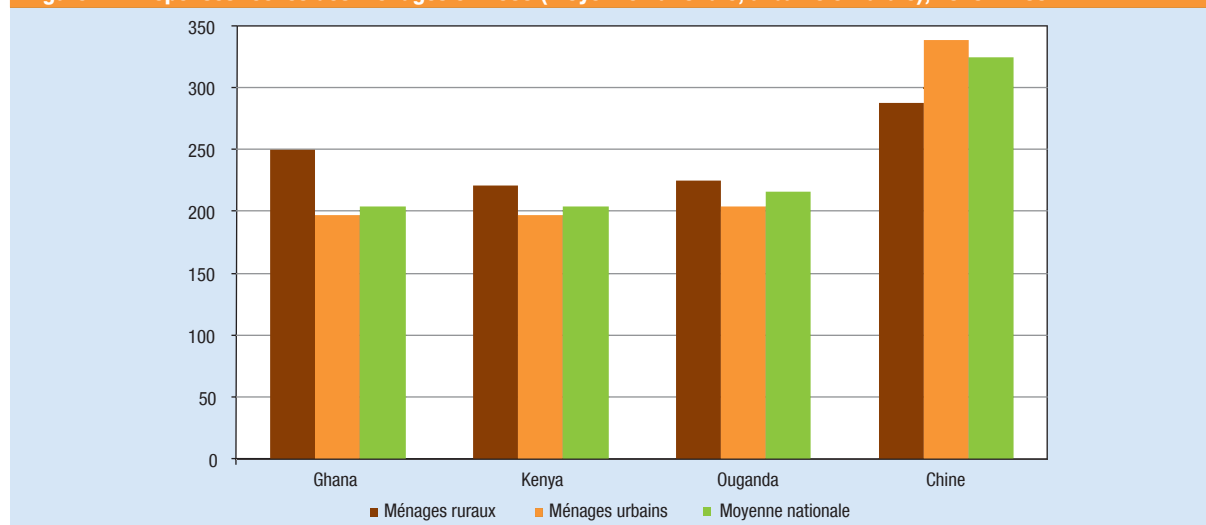
Dans l'ensemble, les dépenses réelles des ménages devraient augmenter de 45 % entre 2010 et 2030. Dans les régions plus pauvres, à mesure que leur croissance du PIB rattrape la moyenne nationale, les dépenses réelles des ménages devraient augmenter à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale – de 130 % en Asie du Sud, 110 % en Asie du Sud-Est et 78 % en Afrique. Toutefois, ces variations cumulées des dépenses réelles des ménages ne reflètent pas la répartition du revenu entre les ménages. Comme évoqué précédemment, la répartition des gains entre les ménages dépend des dotations en facteurs de production.

La figure 11 montre l'évolution des dépenses réelles des ménages (moyenne nationale, urbaine et rurale) dans certains pays¹⁵. Les dépenses des ménages ruraux au Ghana, au Kenya et en Ouganda devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne nationale, alors qu'en Asie leur progression sera plus lente que la moyenne. En Chine, elles devraient augmenter nettement moins que les dépenses des ménages urbains.

Ces évolutions différentielles sont dues aux variations des dotations des ménages en facteurs de production. Par exemple, en Afrique, on s'attend à ce que le prix des terres augmente considérablement, ce qui profiterait aux ménages ruraux. Au Ghana, les ménages urbains

¹⁵ MAGNET permet une analyse par type de ménage, et comprend plusieurs types de ménages représentatifs pour six pays : Chine, Ghana, Inde, Indonésie, Kenya et Ouganda. Les résultats présentés ici correspondent à la Chine, au Ghana, au Kenya et à l'Ouganda. Pour l'Indonésie et l'Inde, les données de base ne fournissent pas de détails sur la propriété foncière par type de ménage.

Figure 11. Dépenses réelles des ménages en 2030 (moyenne nationale, urbaine et rurale), 2010 = 100



Source : Kuiper *et al.*, 2017.

ne possèdent pas de terres, au Kenya, ils en détiennent une très petite quantité, tandis qu'en Ouganda, ils n'en possèdent qu'une faible proportion. Les revenus tirés de la hausse des prix des terres et de l'extension de la superficie des terres agricoles en Afrique iront donc principalement aux ménages ruraux et se traduiront par un gain de revenu supérieur à la moyenne.

En Chine, les dépenses réelles des ménages ruraux devraient croître à un rythme inférieur à la moyenne nationale. Cette évolution s'explique par le fait que les prix des terres devraient connaître une augmentation modeste (voir fig. 11) inférieure cependant à la hausse des salaires de la main-d'œuvre non qualifiée. Toutefois, les résultats ventilés suggèrent qu'en Chine, contrairement à l'Asie de l'Est, les salaires de la main-d'œuvre qualifiée augmenteront davantage que ceux des travailleurs non qualifiés, reflétant une croissance plus forte des produits de base non alimentaires, des produits manufacturés et des services. Les prix du foncier augmentent moins vite que les salaires de la main-d'œuvre qualifiée. La main-d'œuvre qualifiée chinoise étant essentiellement urbaine, les dépenses réelles des ménages de cette catégorie progresseront par rapport à celles des ménages ruraux.

3. CONCLUSIONS

La thèse de Prebisch-Singer offre un point de vue généralement accepté et très convaincant sur les tendances à long terme des termes de l'échange des produits de base, communiquant un message politique clair aux pays en développement tributaires des produits de base : il est impératif qu'ils se diversifient. De nombreuses diversifications au sein des produits de base ont été couronnées de succès, soit par la modification de la gamme de produits, soit par la captation des marges et de la valeur ajoutée du fait d'une intégration verticale (voir, par exemple, l'étude de cas sur le Costa Rica, qui s'est diversifié en passant du café et des bananes aux produits manufacturés de haute technologie et aux fruits tropicaux).

En l'absence d'événements exogènes conduisant à une hausse ou baisse brutale des prix des matières premières, les projections présentées ci-dessus envisagent une augmentation modeste des prix mondiaux jusqu'en 2030, à l'exception du pétrole brut. Sur la base d'hypothèses qui ne reflètent aucune divergence majeure par rapport aux évolutions historiques, cette tendance peut être considérée comme compatible avec la théorie économique d'une baisse à long terme des prix réels des produits de base, s'agissant en particulier de ceux du secteur alimentaire. Bien que le niveau d'agrégation puisse brouiller la projection des tendances des prix et leur incidence sur l'économie (les produits non alimentaires comprenant les produits de base non alimentaires, les produits manufacturés et les services), les résultats donnent à penser que la croissance démographique et la hausse des revenus pourraient entraîner une détérioration des termes de l'échange pour les produits primaires. Néanmoins, cet exercice de

simulation, fondé sur des hypothèses spécifiques, ne confirme pas plus qu'il ne réfute la thèse de Prebisch et Singer, mais fournit plutôt une description stylisée de l'influence des tendances des prix sur une économie.

Les simulations montrent qu'il est important de tenir compte des variations dans la répartition des dotations – tant entre les pays qu'au sein d'un même pays – lors de l'évaluation de l'incidence de l'évolution des prix à long terme. Des dotations relatives différentes en termes de terres et de main-d'œuvre se traduisent par des trajectoires différentes des prix des produits de base primaires dans les régions d'Afrique et d'Asie. Les changements dans la distribution de ces dotations clés entre les types de ménages, combinés à des rythmes différents de changement structurel au sein de l'économie, ajoutent un autre niveau de variabilité : les revenus des ménages ruraux rattrapent ceux des ménages urbains dans plusieurs pays africains, tandis qu'en Chine, les ménages urbains gagnent plus que la moyenne grâce à une augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur manufacturier et les services.

Certaines prescriptions de politique générale relatives à l'évolution des prix des produits de base sont pertinentes, quelles que soient les données contrastées sur les tendances à long terme. De toute évidence, les arguments en faveur d'une optimisation des recettes de la production et de l'exportation de produits de base grâce à des institutions efficaces, des améliorations de la productivité, de la différenciation et de l'amélioration des produits, et de la captation de la valeur ajoutée ne changent pas avec l'orientation d'une tendance à long terme (par exemple, voir le cas du développement institutionnel dans le secteur du diamant au Botswana). La question de la répartition de ces bénéfices entre les producteurs, les entreprises multinationales, les gouvernements des pays exportateurs et les consommateurs des pays développés, par exemple, doit être une considération clé de toute réforme politique. En mettant en place les politiques adaptées, les gouvernements peuvent encourager l'investissement du secteur privé, favoriser le développement et redistribuer les revenus, comme l'a fait le Brésil avec son programme *Bolsa Família*.

De même, quelle que soit la trajectoire des prix réels des produits de base, il appartient aux pays en développement qui en sont tributaires de mieux gérer la hausse inattendue des recettes dans les périodes de rebond, souvent de courte durée, en vue d'un développement stratégique. Les décideurs politiques de ces pays tentent souvent d'élaborer des politiques conciliant et satisfaisant aux besoins concurrents des producteurs, des consommateurs et des contribuables dans un contexte de volatilité et de baisse des prix des produits de base. Pour mieux faire face aux conséquences de cette volatilité, les pays devront élaborer des politiques souples permettant l'expansion et la contraction des dépenses publiques de manière contracyclique.

CHAPITRE III
ÉTUDES DE CAS



Ce chapitre présente une série d'études de cas¹⁶ qui illustrent la contribution des produits de base à la croissance économique et au développement dans 12 pays. Les études de cas couvrent un large éventail de produits de base – depuis le pétrole au Nigéria jusqu'au sorgho au Mali. Elles analysent également différents impacts : de la dépendance de la Zambie à l'égard des exportations de cuivre jusqu'aux liens étroits entre les salaires des travailleurs non qualifiés et le prix du riz au Bangladesh. Cette section détaille l'impact, par diverses voies, des produits de base sur les économies nationales, ainsi que les réponses politiques visant à renforcer la résilience des prix de ces produits aux chocs mondiaux, tout en tirant parti de la contribution de ce secteur au développement, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Les études de cas dressent un tableau d'ensemble de la manière dont certains pays ont réussi à mettre à profit des produits de base pour promouvoir une croissance et un développement inclusifs, alors que dans d'autres, la dépendance à l'égard de ces produits a entravé les perspectives de croissance en raison de la faiblesse de la gouvernance. Des enseignements sont à tirer des exemples de réussite, mais aussi des échecs, lorsque des économies continuent de souffrir des conséquences négatives de la dépendance à l'égard des produits de base.

Le chapitre commence par une discussion sur la façon dont l'Argentine et le Brésil ont capté, géré et redistribué les recettes fiscales de leurs industries du soja pour dynamiser la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale. Les deux pays ont profité d'une période de forte demande mondiale de produits de base pour mettre en œuvre des politiques de croissance inclusive. Comme la production de soja dans les deux pays repose sur des exploitations agricoles à moyenne et grande échelle, les politiques sociales ont joué un rôle important dans la redistribution des bénéfices et la réalisation de progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. L'étude de cas traite également des problèmes liés aux taxes sur les exportations de produits de base. Bien qu'elles garantissent qu'une part des recettes d'exportation revienne au Gouvernement, ces taxes peuvent affaiblir les motivations à long terme des producteurs.

Comme évoqué au Chapitre II, on s'attend à ce que les prix des produits de base n'augmentent que marginalement d'ici à 2030 (hormis des événements imprévus). Ils demeurent le principal moteur des décisions d'investissement des producteurs. Il est donc essentiel que les producteurs récupèrent une juste part des prix du marché mondial. Les études de cas sur le secteur du coton au Burkina Faso et la filière du cacao au Ghana traitent des politiques de prix dans ces pays et des avantages qui découlent de l'augmentation de la part des prix internationaux revenant aux

producteurs. Lorsque les incitations par les prix stimulent l'investissement, la productivité augmente. Dans le cas des produits agricoles, les gains de productivité contribuent à la hausse des revenus, ce qui stimule la demande de biens non agricoles et contribue à accroître les avantages économiques plus généraux, la réduction de la pauvreté et le développement rural.

Les politiques peuvent également jouer un rôle actif dans la promotion de la diversification et la stimulation du développement industriel. L'étude de cas sur le Costa Rica illustre la façon dont les pays en développement peuvent promouvoir la diversification dans le secteur des produits de base et au-delà. Un vaste train de mesures, dont des incitations budgétaires et une plus grande ouverture économique, a incité les producteurs agricoles à se diversifier au-delà du café et de la banane et à se consacrer à des cultures à plus forte valeur ajoutée destinées à l'exportation. Il a également favorisé la diversification de l'économie et son engagement dans des activités industrielles de haute technologie. Cette étude de cas présente des enseignements intéressants sur la manière dont la diversification peut être facilitée, mais aussi sur les difficultés rencontrées pour parvenir à une croissance inclusive.

Les discussions à propos du sorgho au Mali et du riz au Bangladesh explorent une catégorie particulière de produits de base : les denrées alimentaires de base produites à l'échelon national et qui occupent une place importante dans les dépenses de consommation des pauvres. Ces produits subissent également l'influence des marchés internationaux et de leurs développements. Ainsi, l'évolution des prix sur les marchés mondiaux peut avoir un impact significatif sur les revenus, les salaires, la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les fluctuations des prix des denrées alimentaires de base peuvent également influencer sur les variables macroéconomiques telles que l'inflation. Les politiques d'amélioration de la productivité – investissements dans la recherche-développement, les infrastructures et la technologie, par exemple – sont importantes pour plusieurs raisons : elles facilitent l'adaptation des producteurs au rythme de la croissance de la demande et peuvent indirectement contribuer au développement d'autres secteurs en préservant la stabilité des prix des denrées alimentaires et, partant, l'inflation globale et des salaires bas.

Comme évoqué au Chapitre I, la dépendance à l'égard des produits de base est souvent associée à un faible développement humain. Le cas du Botswana montre que la bonne gouvernance et des institutions solides peuvent aider à relever les défis liés à la dépendance vis-à-vis des produits de base et à promouvoir le développement humain. Le Botswana a fait appel à des politiques anticycliques pour gérer ses revenus tirés des diamants et a redistribué les gains de l'industrie extractive en investissant dans l'éducation, la santé, les routes et d'autres infrastructures de base. Le pays se diversifie également et se lance dans la taille et le polissage des

¹⁶ Les études de cas présentées dans ce chapitre sont des résumés de documents de travail consultables sur les sites www.unctad.org/commodities et www.fao.org.

diamants, un moyen de créer de la valeur ajoutée pour son industrie extractive. Cette combinaison de politiques a contribué à assurer la stabilité macroéconomique et l'amélioration relative des indicateurs de pauvreté. En Sierra Leone, le secteur du diamant n'a pas contribué au développement humain, en raison de choix politiques différents et des difficultés inhérentes au pays.

L'étude de cas du nickel en Indonésie met en lumière les limites du recours à la politique commerciale pour stimuler l'investissement privé et la création de valeur ajoutée dans un pays en développement. De telles politiques peuvent s'avérer risquées car elles ébranlent la confiance des investisseurs et peuvent avoir des effets négatifs sur les marchés et les prix.

Les secteurs à forte intensité capitaliste ont généralement des liens fragiles avec l'économie nationale, ce qui soulève des problèmes particuliers. L'étude du secteur pétrolier nigérian décrit les tentatives du pays de nouer des liens plus étroits avec l'économie nationale en imposant aux sociétés étrangères d'extraction pétrolière de respecter les exigences en matière de contenu local afin de générer des opportunités économiques par le biais d'achats locaux et de promouvoir l'entrepreneuriat local. Toutefois, cette politique n'a permis que des améliorations limitées et témoigne de la nécessité d'une mise en œuvre efficace des politiques et d'un programme d'action plus large pour réussir à favoriser la transformation structurelle. L'étude de cas sur le secteur du cuivre en Zambie conforte cette constatation : en l'absence de liens étroits avec l'économie au sens large, des taux élevés de croissance économique ont coexisté avec une pauvreté croissante dans le pays pendant le boom des produits de base. Des

politiques de protection sociale adaptées aux conditions locales auraient pu contribuer à une redistribution plus équitable des bénéfices générés durant ces années, tandis que des politiques anticycliques auraient pu renforcer la résilience de l'économie nationale.

Les études de cas ci-dessous complètent la discussion des chapitres précédents en analysant plus en détail dans quelle mesure et par quels canaux les variations des prix des produits de base influent sur la réalisation du développement socioéconomique des pays.

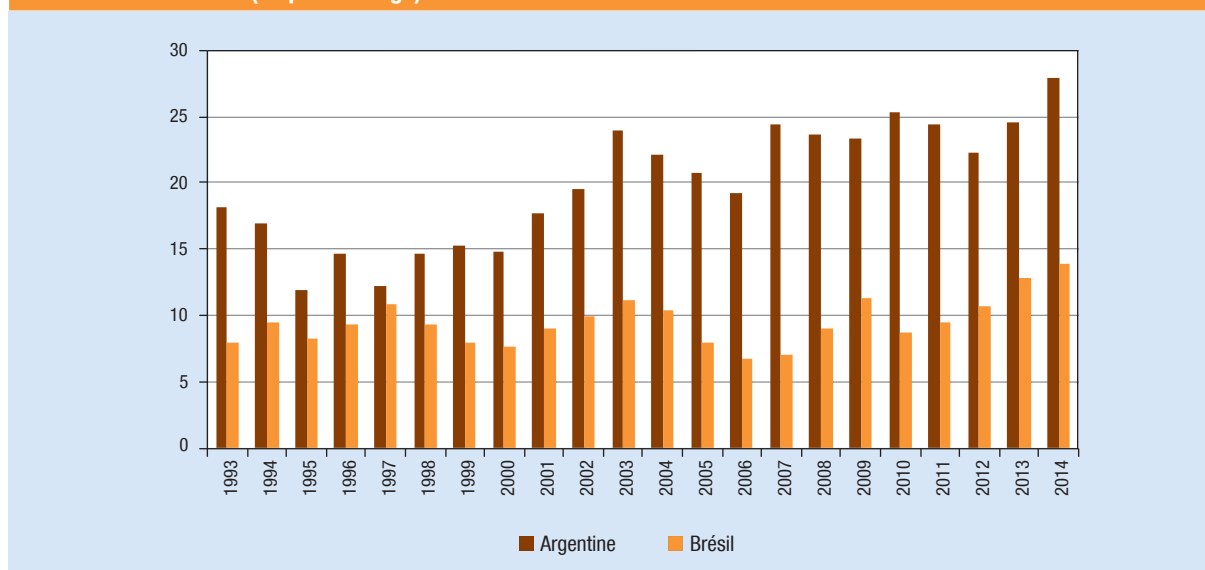
1. L'INDUSTRIE DU SOJA EN ARGENTINE ET AU BRÉSIL

L'Argentine et le Brésil comptent parmi les principaux producteurs et exportateurs mondiaux de soja et de produits dérivés du soja¹⁷. Ensemble, ils représentent près de la moitié de la superficie de culture et de la production mondiales de soja, près de la moitié des exportations de soja, les deux tiers des exportations de tourteaux de soja et 60 % des exportations d'huile de soja. Les deux industries sont également d'importants contributeurs de l'économie nationale, le complexe du soja¹⁸ représentant 5,5 % du PIB et 2,6 % de l'emploi en Argentine et 2,4 % du PIB et 1,6 % de l'emploi au Brésil. En 2014, le soja et les produits à base de soja représentaient à eux seuls 28 % des exportations totales de l'Argentine et 14 % de celles du Brésil (fig. 12).

¹⁷ Cette étude de cas est basée sur Bianchi et Szpak, 2017.

¹⁸ L'expression « complexe du soja » fait référence à la concentration d'entreprises agroalimentaires engagées dans la culture et la production de fèves de soja et de produits dérivés (comme la farine de soja, l'huile de soja et le tourteau de soja).

Figure 12. Exportations totales du complexe du soja en pourcentage des exportations totales de produits de base, 1993-2014 (en pourcentage)



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la base statistique sur le commerce des marchandises de l'ONU, en tant que part de la valeur combinée des exportations totales de soja (HS 1201), de farine de soja (HS 120810), d'huile de soja (HS 1507) et de tourteau de soja (HS 2304) dans les exportations totales.

La croissance de l'industrie du soja dans les deux pays a été stimulée par la dynamique des marchés internationaux et l'évolution des politiques nationales respectives. Les prix élevés du soja ont fortement accéléré l'expansion de cette industrie, ce qui a eu des répercussions positives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU SOJA EN ARGENTINE ET AU BRÉSIL

Dans les années 1950, l'Argentine et le Brésil ont appliqué des stratégies d'industrialisation de substitution des importations, qui ont lourdement taxé le secteur agricole pour faciliter le développement d'une industrie nationale. Les quotas, licences et taxes d'exportation ont permis de contrôler les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur et d'accroître les recettes publiques. Les importations d'intrants et de machines agricoles ont fait l'objet de restrictions, d'où une augmentation des coûts de production agricole. Les monnaies surévaluées ont également eu un effet dissuasif sur la production et le commerce agricoles.

Les perspectives de l'industrie du soja ont commencé à s'améliorer dans les années 1960, lorsqu'une conjonction de facteurs a amené le Brésil à promouvoir la culture du soja (Warnken, 1999). La hausse de la production de soja était censée réduire les dépenses en devises à court terme sur les importations d'huile végétale. L'huile végétale étant un élément majeur du régime alimentaire brésilien, en particulier pour les pauvres, la baisse de son prix était considérée comme un moyen d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de réduire le coût du panier alimentaire. Et comme l'huile végétale était une composante importante de l'indice des prix à la consommation (IPC), la réduction de ses coûts permettait de maîtriser l'inflation. De plus, à moyen et à long terme, la production accrue de soja pour l'exportation devait générer des recettes en devises étrangères. Le soja a également été promu en raison de son potentiel de création de valeur ajoutée : sa production en tant que produit primaire et le développement simultané d'un secteur de la transformation pour en extraire la farine et l'huile devaient créer des emplois et favoriser la croissance économique. En parallèle, le Gouvernement a commencé à promouvoir la production avicole en tant que protéine animale à faible coût pour les consommateurs nationaux, avec la farine de soja comme intrant clef de ce processus. Enfin, l'implantation de la production de soja dans les États du centre-ouest du pays devait faciliter leur intégration dans l'économie nationale.

Le Gouvernement brésilien a adopté divers mécanismes pour encourager la production de soja. Dans les années 1970, l'Entreprise brésilienne de recherche agricole

(Embrapa) a réussi à développer de nouvelles variétés plus productives en adaptant cette culture, destinée à l'origine aux climats tempérés, aux conditions tropicales en vigueur dans une grande partie du pays. Outre la recherche-développement (R-D) financée par des fonds publics, le développement du secteur du broyage a été stimulé par des politiques de prix minimum, des prêts à la production et la commercialisation, la subvention des intrants, le développement des infrastructures, des politiques fiscales de soutien et des structures fiscales différenciées à l'exportation. Ces mesures politiques et une tendance à la hausse des prix se sont traduites par une expansion continue de la surface de culture du soja et de la production.

Les conditions favorables du marché mondial des années 1970 et 1980 ont contribué au développement de l'industrie du soja en Argentine et à sa consolidation au Brésil. Les pénuries de production dues aux mauvaises conditions climatiques dans d'autres parties du monde ont entraîné une baisse des stocks et une hausse des prix sur les principaux marchés de céréales et d'oléagineux. Les restrictions à l'exportation imposées par les États-Unis ont incité les pays importateurs à rechercher d'autres marchés et profité au secteur du soja brésilien. Le Japon a décidé d'investir dans l'industrie brésilienne du soja et les producteurs locaux ont commencé à étendre leurs plantations.

Entre le début des années 1970 et le début des années 1980, la production de soja brésilienne a augmenté de plus de 200 %. La flambée des prix mondiaux a également stimulé la production en Argentine, pays qui ne connaissait pratiquement pas le soja avant les années 1970 (il cultivait essentiellement des céréales et des céréales fourragères). À la fin des années 1980, l'Argentine produisait 8,2 millions de tonnes de soja, tandis que la production brésilienne dépassait les 18 millions de tonnes. Cette croissance est intervenue malgré des conditions macroéconomiques défavorables dans les deux pays, notamment une inflation élevée, un endettement lourd et la taxation des exportations. Dans les années 1990, le Brésil et l'Argentine s'étaient affirmés comme des puissances commerciales du soja, leurs exportations d'huile et de farine de soja représentant 86 % et 70 %, respectivement, du commerce mondial de ces produits et, conjointement, près d'un tiers des exportations mondiales de soja.

Les réformes favorables aux marchés entreprises en Argentine et au Brésil, notamment l'abaissement des barrières à l'importation sur les intrants agricoles et la suppression des taxes et restrictions quantitatives à l'exportation, ont favorisé la production en renforçant la transmission des prix du marché mondial aux agriculteurs et en diminuant les coûts de production. L'amélioration de la transmission des prix pendant une période de prix

mondiaux élevés au milieu des années 1990 a stimulé l'industrie et attiré des investissements dans le secteur du broyage, y compris de grandes multinationales agricoles. Les producteurs argentins ont profité de l'arrivée du soja biotechnologique à la fin des années 1990 pour réduire les coûts de production et améliorer leur compétitivité. Le cadre juridique de la culture biotechnologique au Brésil a été approuvé en 2005. L'adoption de la biotechnologie, considérée comme un « modèle agro-industriel », a impliqué l'emploi spécialisé de produits agrochimiques et l'utilisation accrue de pratiques et de technologies agricoles sans labour qui ont favorisé l'augmentation des rendements d'échelle et l'établissement de fermes de taille moyenne à grande. Par la suite, le développement du secteur a été marqué par la prédominance croissante des terres agricoles louées, des accords entre entreprises de production et commerçants/broyeurs pour mieux gérer les risques de production, et l'allocation de ressources plus importantes à la R-D, tant dans le public que dans le privé.

La production de soja a donné lieu à l'établissement d'un certain nombre de liens complémentaires, en amont et en aval, avec des agents indépendants et des activités spécialisées. Et pendant la majeure partie des dernières décennies, la dynamique du marché a permis d'améliorer dans les deux pays la productivité, l'efficacité et la compétitivité tout au long de la chaîne de valeur. Les industries du soja d'Argentine et du Brésil, qui ont été façonnées par les politiques gouvernementales et la dynamique des marchés internationaux, présentent aujourd'hui un certain nombre de caractéristiques distinctives. La recherche de l'efficacité a mené à la restructuration des exploitations agricoles dans le

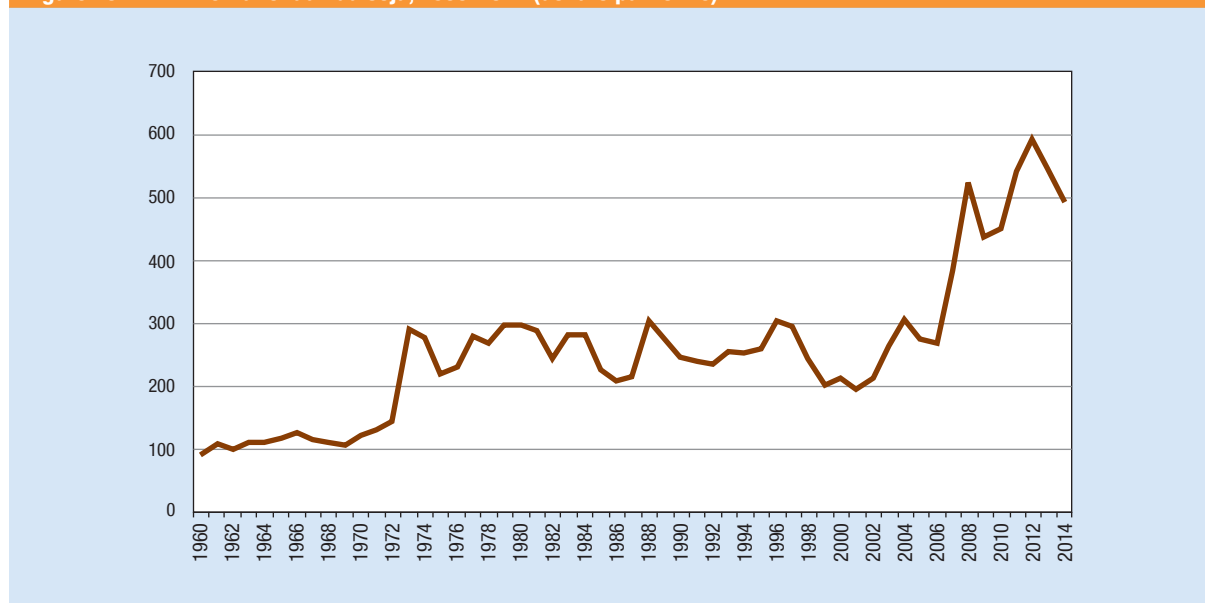
secteur et stimulé la croissance de petites et moyennes entreprises spécialisées, en particulier des fournisseurs d'intrants et de services (comme le moissonnage à forfait ou les services de commercialisation personnalisés).

LES PRIX DU SOJA ET LA MACROÉCONOMIE

La hausse de la demande mondiale au cours des années 2000, en particulier pour l'alimentation animale en Chine et en Inde, a entraîné des prix du soja substantiellement plus élevés à la fin de la décennie, ce qui a contribué à une flambée des prix sur le marché mondial au cours de la période 2002-2012 (fig. 13). Les prix plus élevés, conjugués à un environnement macroéconomique favorable en Argentine et au Brésil, ont amené les deux pays à accumuler des excédents budgétaires et commerciaux. Le Brésil en a profité pour réduire sa dette extérieure, tandis que l'Argentine a entamé un processus de restructuration de sa dette en 2005. L'amélioration de leur situation budgétaire les a également aidés à renforcer leurs programmes de protection sociale (voir ci-dessous).

Les liens entre les prix du soja et la croissance économique sont faciles à déceler dans les deux pays, bien que de manière indirecte, car cette légumineuse n'est pas produite dans de petites exploitations familiales où le revenu des ménages serait directement impacté par des prix plus élevés. Les vastes programmes brésiliens de réduction de la pauvreté ont accru le pouvoir d'achat des plus pauvres, stimulant ainsi la demande de biens et de services, ce qui a contribué à la croissance et à la réduction des inégalités. L'amélioration des conditions

Figure 13. Prix internationaux du soja, 1960-2014 (dollars par tonne)



Source : D'après des données statistiques de la CNUCED.

macroéconomiques, la hausse des prix du soja et l'augmentation des exportations de soja ont directement ou indirectement mené à une amélioration des termes de l'échange (fig. 14). C'est toute la différence par rapport aux expériences précédentes de croissance économique (Bianchi and Szpak, 2017).

Ainsi, entre 2003 et 2011, le RNB par habitant au Brésil a augmenté à un taux annuel moyen de 3,5 %, dont 0,8 point de pourcentage attribuable aux termes de l'échange favorables (ECLAC, 2013). Jusqu'à la crise financière internationale, la hausse des recettes d'exportation a permis au Brésil et à l'Argentine d'accumuler d'importantes réserves de devises.

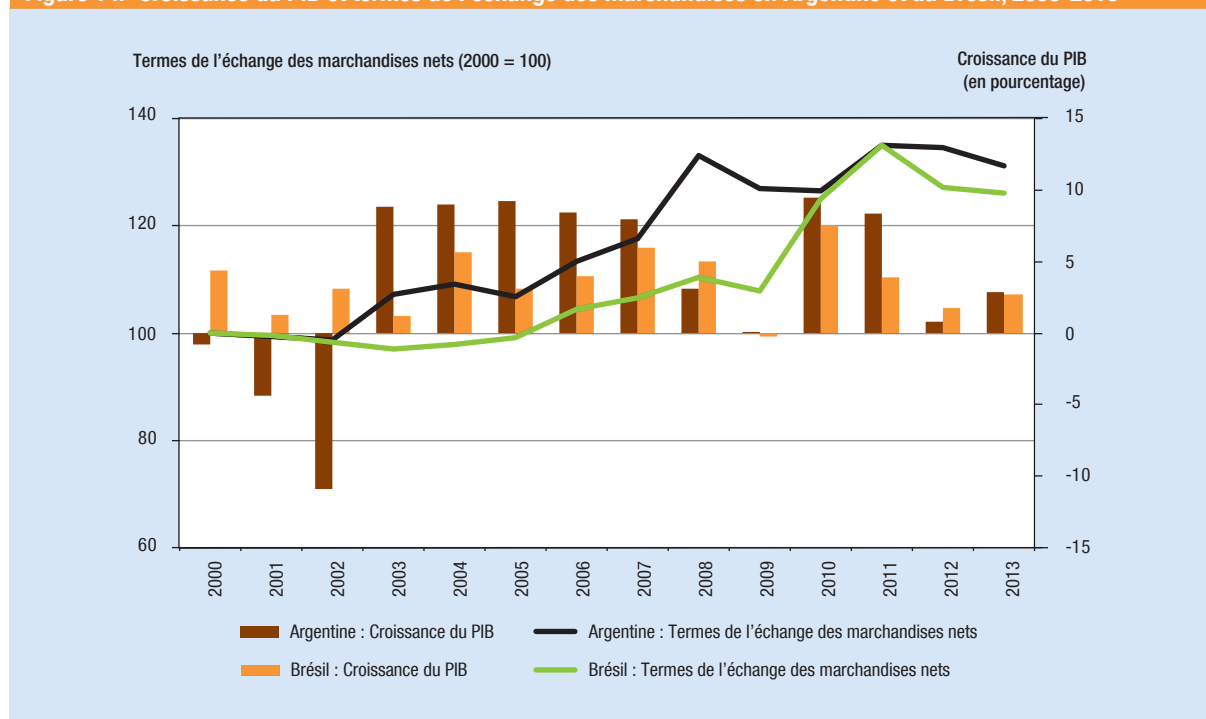
Au Brésil, les prix élevés du soja à l'échelle internationale se sont traduits par une expansion importante de la chaîne de valeur du soja, facteur de croissance économique et donc d'une augmentation des recettes fiscales. La proportion des prix internationaux revenant aux producteurs était plus élevée au Brésil, mais en Argentine, les taxes à l'exportation – appliquées depuis 2002 et revues à la hausse à quatre reprises par la suite – ont limité la transmission des prix mondiaux aux producteurs. L'Argentine a appliqué des taux d'imposition différentiels sur les exportations (par exemple des taxes

plus élevées sur le soja et moins élevées sur la farine et l'huile) afin de stimuler la transformation nationale du soja. Ces taxes à l'exportation ont également été utilisées pour générer des recettes et faciliter le contrôle des hausses des prix intérieurs, en particulier de la farine de soja, qui est un intrant majeur de la production de viande bovine, aliment de base du régime alimentaire argentin.

Les taux de change ont été un autre facteur macroéconomique clef ayant une incidence sur les incitations de prix en Argentine et au Brésil. Les monnaies surévaluées compensent les hausses des prix internationaux sur les marchés intérieurs et risquent d'entraver les exportations, tandis que les monnaies sous-évaluées favorisent les exportateurs. L'impact des taux de change a été observé à plusieurs reprises dans les deux pays au cours des dernières décennies. Par exemple, la réimposition des taxes à l'exportation en Argentine en 2002 a été précédée d'une dévaluation monétaire visant à maintenir la stabilité du prix intérieur du soja.

En 2013, la situation macroéconomique des deux pays s'est détériorée, avec une inflation élevée et de fortes contraintes budgétaires. Les prix du soja ont diminué en

Figure 14. Croissance du PIB et termes de l'échange des marchandises en Argentine et au Brésil, 2000-2013



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*, 2015.

Note : Le 1^{er} février 2013, le Conseil d'administration du FMI a publié une déclaration de censure contre l'Argentine, accusant le pays de truquer ses données officielles d'IPC et de PIB. Cette déclaration a été levée le 9 novembre 2016, en reconnaissance des améliorations mises en œuvre pour produire des données fiables (pour plus de détails, voir : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2016/11/09/PR16497-Argentina-IMF-Executive-Board-Removes-Declaration-of-Censure>, consulté le 31 juillet 2017).

2014-2015 et le PIB s'est contracté dans les deux pays en 2015. Le Brésil a connu une croissance économique négative en 2015, tendance qui s'est poursuivie en 2016. Ces évolutions ont conduit à un renforcement de la pauvreté. Plus récemment, en Argentine, la nouvelle administration, entrée en fonctions en décembre 2015, a supprimé toutes les restrictions quantitatives et les taxes à l'exportation, sauf pour les produits du soja, qu'elle a réduites de 5 points de pourcentage.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ : LE CAS DE L'ARGENTINE

Malgré des similitudes dans les effets des prix du soja, l'ampleur de ces effets sur la croissance et la réduction de la pauvreté dans les deux pays a varié en raison des politiques menées au plan national.

En Argentine, les liens entre les prix, la croissance et la réduction de la pauvreté ont été plus directs, les recettes fiscales servant à financer les programmes de protection sociale et les transferts en espèces, comme l'allocation universelle par enfant, destinée aux chômeurs et à leurs enfants.

De 2002 à 2012, les taxes sur les exportations de soja ont représenté au moins 8 % du total des recettes fiscales annuelles du pays, avec un pic de 11 % en 2008. Dans le même temps, la croissance économique et la santé du secteur du soja ont contribué à accroître les recettes fiscales (impôts fonciers et taxes sur la valeur ajoutée), ce qui a permis d'accroître les dépenses publiques. La croissance économique et la forte demande de main-d'œuvre ont exercé une pression haussière sur les salaires des travailleurs non qualifiés et, conjuguée aux transferts en espèces des programmes de protection sociale, cette situation a entraîné une atténuation de l'inégalité des revenus. Le coefficient de Gini de l'Argentine est passé de 0,53 en 2002 à 0,42 en 2012 (World Bank, 2017a). On estime que 60 % de cette baisse est attribuable à la redistribution et 40 % à la croissance économique.

Avec la flambée des prix des denrées alimentaires en 2007-2008, l'Argentine a adopté diverses mesures politiques visant à freiner la hausse des prix intérieurs de ces produits, notamment des taxes à l'exportation, des restrictions quantitatives à l'exportation (pour accroître l'offre intérieure) et un contrôle des prix à la consommation. Les restrictions à l'exportation ont contribué au contrôle du prix de la viande, composante majeure du régime alimentaire argentin, mais n'ont pas permis de contenir efficacement la hausse des prix d'autres denrées alimentaires, de sorte que, dans l'ensemble, l'inflation alimentaire est restée élevée.

L'application prolongée de taxes et restrictions à l'exportation et d'un taux de change surévalué, conjuguée à une hausse des coûts de production, a érodé au fil du temps les profits et la motivation des producteurs de soja. Avec la chute de la plupart des prix des produits de base à partir de 2012, l'industrie argentine du soja a vu sa rentabilité et ses retombées positives diminuer, près de la moitié des surfaces consacrées au soja dans le pays étant cultivées à perte.

Ainsi, malgré les gains en termes de réduction de la pauvreté et des inégalités (financés en partie par la hausse des prix du soja), les prix internationaux plus bas et les taxes sur les exportations de soja ont altéré les bénéfices et affaibli les incitations à la production. Une nouvelle baisse de l'activité du soja en Argentine aurait des répercussions économiques plus graves qu'un ralentissement au Brésil, car le soja représente une part plus importante des exportations totales du pays et de son économie sur un plan général.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ : LE CAS DU BRÉSIL

Au Brésil, le Gouvernement a mis en place des filets de sécurité sociale et des programmes de transferts monétaires pour permettre aux personnes vulnérables de bénéficier du processus de croissance économique. Il a développé de grands programmes sociaux, tels que *Bolsa Familia*, un programme de transferts monétaires conditionnels par lequel les parents recevaient une allocation mensuelle en échange de la scolarisation de leurs enfants et du respect des exigences en matière de bilans de santé. L'expansion du secteur du soja reposant sur de grandes exploitations commerciales, le Gouvernement a lancé des programmes visant à en faire profiter aussi le secteur des petites exploitations familiales.

Comme en Argentine, la combinaison de ces politiques a contribué à réduire les inégalités de revenus et la pauvreté d'environ 18,4 % entre 2003 et 2011, 35 % de cette baisse étant imputable à la redistribution et 65 % à la croissance économique. Le coefficient de Gini du Brésil a augmenté de 3,7 % entre 1985 et 2001, mais a diminué de 6,1 % entre 2001 et 2011 (Bianchi and Szpak, 2017, d'après les données de la Banque mondiale).

Le fléchissement de la demande internationale de soja a ralenti la croissance économique du Brésil, ce qui s'est traduit par des sérieuses contraintes budgétaires. Toutefois, en dépit des prix mondiaux plus bas, la surface cultivée en soja continue d'augmenter, un phénomène alimenté principalement par la hausse des prix intérieurs (en partie du fait de la dépréciation monétaire) et la meilleure rentabilité du soja comparativement aux autres cultures.

CONCLUSIONS

La hausse des prix du soja a contribué à la croissance économique de l'Argentine et du Brésil, principalement grâce aux excédents budgétaires et commerciaux ainsi dégagés. Dans les deux pays, les politiques et les interventions gouvernementales, en particulier avant la flambée des prix alimentaires de 2007-2008, ont facilité le développement du secteur. L'Argentine a pu développer un secteur agro-industriel orienté vers l'exportation, composé d'exploitations agricoles moyennes et grandes et d'une industrie de transformation. Dans les deux pays, le secteur du soja contribue beaucoup plus au PIB et à l'emploi que les secteurs agricoles des autres économies émergentes. Les deux pays ont mis en œuvre des programmes sociaux et des transferts de fonds afin de faire profiter les populations pauvres et vulnérables, telles que les petits agriculteurs familiaux, des bénéfices de la croissance économique.

Ces politiques, adoptées dans des conditions économiques favorables, ont conduit à des résultats différents dans les deux pays, dans un contexte de baisse des prix des produits de base et de ralentissement de la croissance. Plusieurs enseignements sont à tirer de ces deux expériences, quant à la manière de préserver la compétitivité sur les marchés internationaux des produits de base tout en favorisant les priorités politiques nationales et les objectifs de réduction de la pauvreté.

Les prix plus élevés des produits de base ne se répercutent pas nécessairement sur les populations les plus pauvres ou ne se traduisent pas nécessairement par une répartition plus équitable des revenus au sein de l'économie. Cette répartition inégale des bénéfices doit être corrigée par des politiques budgétaires et sociales afin d'assurer un meilleur partage des revenus, la durabilité sociale et politique du développement et une sécurité alimentaire renforcée. En effet, l'atténuation de la pauvreté et des inégalités dans la plupart des pays d'Amérique latine est principalement mue par la dynamique du marché du travail, sachant que 80 % des revenus des ménages proviennent d'activités liées au travail.

Il est important que les décideurs politiques prêtent attention à l'évolution des prix, car la politique budgétaire a tendance à réagir aux hausses des prix des produits de base par une augmentation des dépenses publiques. L'établissement d'un lien entre les cycles de prix et l'économie nationale peut s'avérer risqué car, dans les pays tributaires des exportations de matières premières, la volatilité des prix est transmise à l'économie nationale. Les résultats d'une analyse incluant la flambée des prix des produits de base des années 1970 donnent à penser que, malgré les conseils des spécialistes de la macroéconomie, la politique budgétaire de ces pays

a généralement été procyclique (Bova et al., 2016). Toutefois, il apparaît également qu'au cours de la récente flambée des prix, les politiques ont pris un caractère plus anticyclique. De nombreux pays ont considérablement augmenté leurs dépenses pendant la phase d'expansion économique, et ont été contraints de procéder à des coupes procycliques pendant la récession (Frankel et al., 2013).

Il est important par ailleurs que les pays tributaires des produits de base primaires élargissent leur marge d'action afin de pouvoir adopter des mesures anticycliques et une politique budgétaire globale susceptible de répondre à la volatilité des prix et à l'incertitude des marchés. La diversification de l'économie, et donc de l'assiette fiscale, et la constitution d'une épargne de précaution sous forme de fonds de stabilisation font partie de ces mesures.

2. PRIX DU COTON, CROISSANCE ET REVENUS AGRICOLES AU BURKINA FASO

Depuis l'indépendance du Burkina Faso, la filière cotonnière a joué un rôle important dans le développement de ce pays¹⁹. S'agissant de l'un des rares secteurs économiques formels du pays, le coton a grandement contribué à l'emploi et plus généralement à l'économie. Selon les statistiques de FAOStat, la base de données de la FAO, les revenus des exportations de coton ont représenté environ 2,5 % du PIB en moyenne au cours de la dernière décennie et le coton a été le principal produit d'exportation primaire du pays pendant la majeure partie des quarante dernières années.

Doté d'un climat aride et de rares ressources, durant la période postcoloniale, le Burkina Faso s'est largement développé au plan agricole sur la base du coton, avec des organismes tels que le Centre français de recherche agricole pour le développement international (CIRAD) qui a encouragé l'utilisation d'intrants modernes, de semences améliorées et de la traction animale. Avant le début des réformes politiques des années 1990, les secteurs de la transformation et de la commercialisation étaient exploités par la SOFITEX, société paraétatique du Gouvernement burkinabé, en coopération avec la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT). Cette dernière a fourni tous les intrants aux producteurs avant la plantation, puis a maintenu les droits sur le coton-graine récolté, en offrant un prix garanti annoncé avant la récolte pour l'ensemble du territoire (Teft, 2004; Baffes et al., 2004). La facilité d'accès aux marchés des intrants, au crédit, aux services de vulgarisation et aux prix garantis protégeait les producteurs des risques liés aux prix du marché,

¹⁹ Cette étude de cas est basée sur Vitale, 2017a.

mais réduisait en même temps leur part du prix mondial qui n'était, certaines années, que de 25 %.

ÉVOLUTION DES PRIX DU COTON ET RÉFORMES POLITIQUES

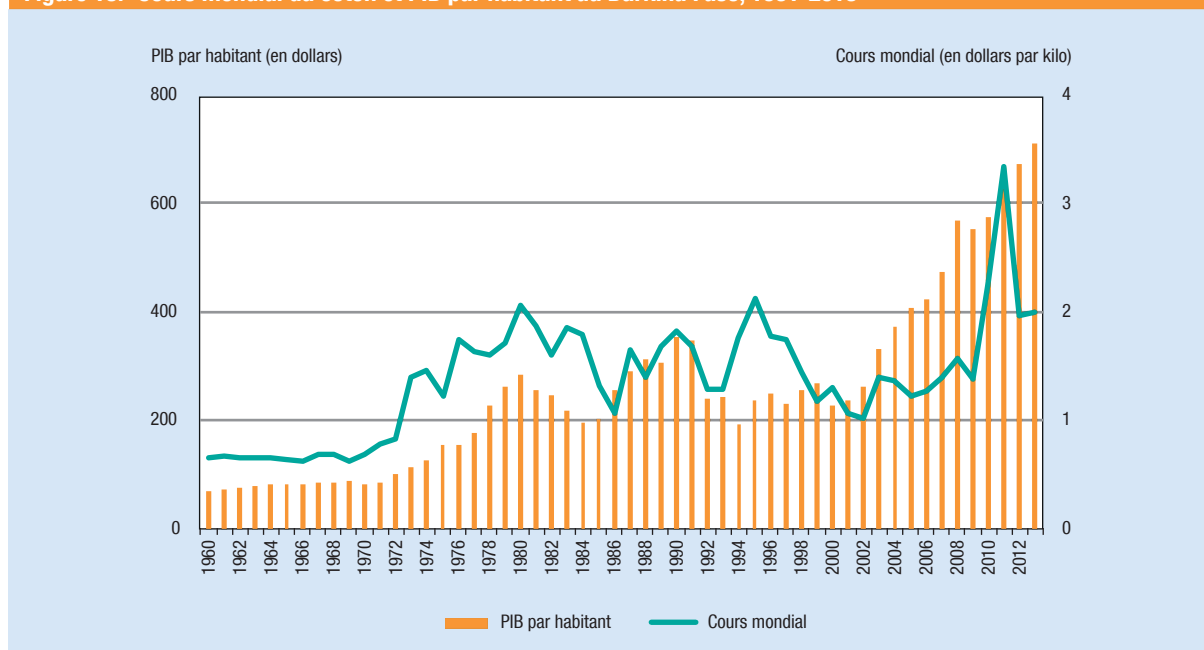
Le secteur a engagé de modestes réformes au milieu des années 1990, à la suite d'une crise due à une période de prix mondiaux bas. À ce jour, l'ampleur de ces réformes a dépassé les mesures prises dans de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest, avec en particulier le désengagement partiel du Gouvernement de la SOFITEX. Aujourd'hui, le secteur de la transformation et de la commercialisation du coton est toujours détenu conjointement par le Gouvernement, une entreprise textile privée française et l'Union nationale des sociétés coopératives de producteurs de coton du Burkina. La fixation des prix pour l'ensemble du territoire est toujours en vigueur, mais les prix sont désormais négociés avec la participation des producteurs. Une autre réussite des réformes a été la création d'un fonds de stabilisation (mise de côté d'une partie des bénéfices lorsque les prix sont élevés, en prévision de périodes de prix bas) et d'un mécanisme de partage des bénéfices entre les trois parties prenantes (OECD, 2006; World Bank, 2004).

Dans les années qui ont suivi la réforme, le secteur cotonnier a concentré ses efforts sur le renforcement de la compétitivité dans un environnement marqué par une croissance plus lente des rendements et, par conséquent, par un écart croissant de rendement entre l'Afrique de l'Ouest et les autres grandes régions productrices

de coton. Dans les régions cotonnières burkinabé, les conditions climatiques exposent les cultures aux infestations de ravageurs, une situation qui risque fort de s'aggraver encore avec les changements climatiques. Les infestations graves sont devenues monnaie courante et ont souvent conduit à l'abandon des champs de coton, les stratégies conventionnelles de lutte antiparasitaire se révélant de plus en plus inefficaces. Cette évolution a incité les acteurs de l'industrie à envisager de nouvelles technologies pour améliorer la productivité du coton. Après une longue période d'examen et d'essais, le cultivar de cotonnier de type « Bt », génétiquement modifié (GM) par l'ajout du gène lui conférant la capacité de produire un insecticide, a été approuvé pour commercialisation en 2009. En l'espace de six ans, au vu des avantages offerts en termes de rendement, le coton Bt a été adopté par près de 80 % des producteurs de coton burkinabé²⁰. Sur les marchés internationaux, le prix du coton a fluctué depuis les années 1970 (fig. 15) en raison de facteurs divers et variés. Du côté de l'offre, la Chine et l'Asie centrale ont accru leur production dans les années 1980, entraînant une augmentation des superficies mondiales consacrées à la production de coton, qui a exercé une pression à la baisse sur les prix du coton. Dans les années 1990, malgré une réduction des surfaces cultivées en coton, la productivité du coton

²⁰ Cependant, alors que la productivité augmentait, la qualité des peluches se détériorait, entraînant une baisse des prix du coton burkinabé sur les marchés internationaux. Cette situation a amené les sociétés cotonnières du pays à éliminer progressivement le coton Bt en 2016.

Figure 15. Cours mondial du coton et PIB par habitant au Burkina Faso, 1961-2013



Source : D'après les données de *Cotton Outlook* et de la Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*, diverses années.

a fortement progressé grâce à l'amélioration des variétés, aux nouvelles technologies (dont le coton génétiquement modifié) et à l'expansion de l'irrigation. Du côté de la demande, le coton est confronté à la concurrence croissante des fibres synthétiques, qui sont aujourd'hui plus largement utilisées que le fil de coton. Le marché mondial du coton a connu d'importantes fluctuations de prix au cours des dernières décennies, mais la tendance générale est sans conteste baissière. Ces fluctuations sont en partie liées au niveau des stocks sur le marché mondial : en période de faiblesse des stocks par rapport à la demande totale, les prix ont tendance à augmenter alors qu'ils baissent lorsque l'offre mondiale augmente. Ainsi, l'augmentation de l'offre mondiale en réponse à la hausse des prix du coton dans les années 1970, combinée à des politiques de subventions dans les pays développés, a amené les prix du coton à baisser.

Les producteurs burkinabé ont été largement à l'abri des tendances et de la volatilité des prix mondiaux grâce au mécanisme de fixation des prix pour l'ensemble du territoire, mais les cours ainsi établis étaient nettement inférieurs aux prix internationaux. Avant le milieu des années 1980, les producteurs de coton du Burkina Faso n'ont jamais perçu plus de 55 % du prix mondial et certaines années, ils n'en recevaient que 25 %. La part des prix mondiaux leur revenant a fluctué afin de préserver la stabilité des prix sur le marché intérieur. La part des producteurs a progressé au début des années 1990, au moment de la chute des prix mondiaux, mais a diminué à nouveau lorsque ces derniers ont rebondi de 1993 à 1995. À la suite de la dévaluation du franc CFA en 1994, la part des producteurs a recommencé à augmenter, mais en raison essentiellement de la chute des cours mondiaux. Les estimations du soutien nominal à la production²¹ à partir de 1970 suggèrent que les producteurs étaient implicitement imposés en vertu du système paraétatique et de la tarification au niveau de l'ensemble du territoire ; hormis durant les années 2000, ces estimations laissent entrevoir que cette aide était presque entièrement négative (Vitale, 2017a).

En 2006, le pouvoir de négociation des producteurs, pour discuter des prix intérieurs du coton, a été renforcé. En outre, la création d'un fonds de stabilisation a permis d'assouplir le mécanisme de fixation des prix et d'établir un lien plus étroit entre les prix pratiqués sur les marchés mondial et national.

PRIX DU COTON ET CROISSANCE

Les prix du coton et la croissance du PIB au Burkina Faso ont globalement suivi la même évolution au cours des

dernières décennies, et les deux sont liés par divers mécanismes (fig. 15).

Les prix du coton ont commencé à contribuer à la croissance économique du Burkina Faso dans les années 1970. L'évolution positive des prix, conjuguée à une hausse des rendements, a accru les revenus tout au long de la chaîne d'approvisionnement ainsi que les recettes d'exportation. La production de coton a plus que doublé au cours des années 1970 grâce à l'augmentation des rendements résultant : i) de l'introduction de nouvelles technologies, notamment la traction animale, l'amélioration des semences et l'utilisation accrue d'engrais ; et ii) du déplacement de la zone de production dans la vallée fluviale plus fertile, ciblée pour la réinstallation suite au succès du programme national d'éradication de la cécité des rivières.

La hausse des recettes d'exportation du coton, conjuguée à celle des recettes fiscales de l'État, a vraisemblablement contribué à la croissance du pays. La différence entre les prix à la production mondiaux et nationaux a été captée par le secteur de l'égrenage, qui a réalisé des bénéfices substantiels et investi une partie de ces gains dans les infrastructures, la recherche et les services de vulgarisation. Mais le bénéfice de ces investissements pour le pays n'a pas été optimal du fait d'une gestion inefficace de la part de la société paraétatique. Les zones traditionnelles productrices de coton profitent néanmoins de l'expansion des infrastructures routières et la productivité du coton est supérieure à celle des autres cultures du fait de l'attention qu'il exige.

Le Gouvernement burkinabé a utilisé une partie de ses recettes fiscales tirées du coton pour financer des projets de développement des infrastructures agricoles et rurales, bien que la plupart des investissements dans le pays aient été financés par des prêts multilatéraux et bilatéraux. La croissance du secteur du coton a également favorisé l'augmentation de la demande de produits manufacturés nationaux, un secteur qui a bénéficié d'une politique de substitution à l'importation, contribuant ainsi à la croissance du PIB.

Cette décennie de forte croissance économique du Burkina Faso a été interrompue par la chute des prix internationaux du coton dans les années 1980, qui s'est traduite par une récession économique. Malgré une augmentation de près de 60 % du volume des exportations de coton entre 1980 et 1986, les gains n'ont pas suffi à compenser les pertes. Les recettes des exportations ont chuté de près d'un quart, entraînant dans leur sillage les recettes publiques et la demande intérieure de biens et de services.

Les répercussions les plus importantes de la chute des prix mondiaux du coton dans les années 1980

²¹ Le soutien nominal à la production est le rendement des producteurs de coton qui dépasse ce que seraient ces rendements sans l'intervention de l'État sur le marché du coton.

se sont fait sentir dans le secteur de l'égrenage, alors que la part des prix intérieurs revenant aux producteurs – déterminée par les sociétés parapubliques – a augmenté. Malgré cela, le PIB par habitant a diminué parallèlement aux cours mondiaux. Ceux-ci ont renversé leur tendance à la baisse en 1986, entraînant une hausse des recettes d'exportation et une amélioration des termes de l'échange, stimulant une nouvelle fois la croissance économique (fig. 16).

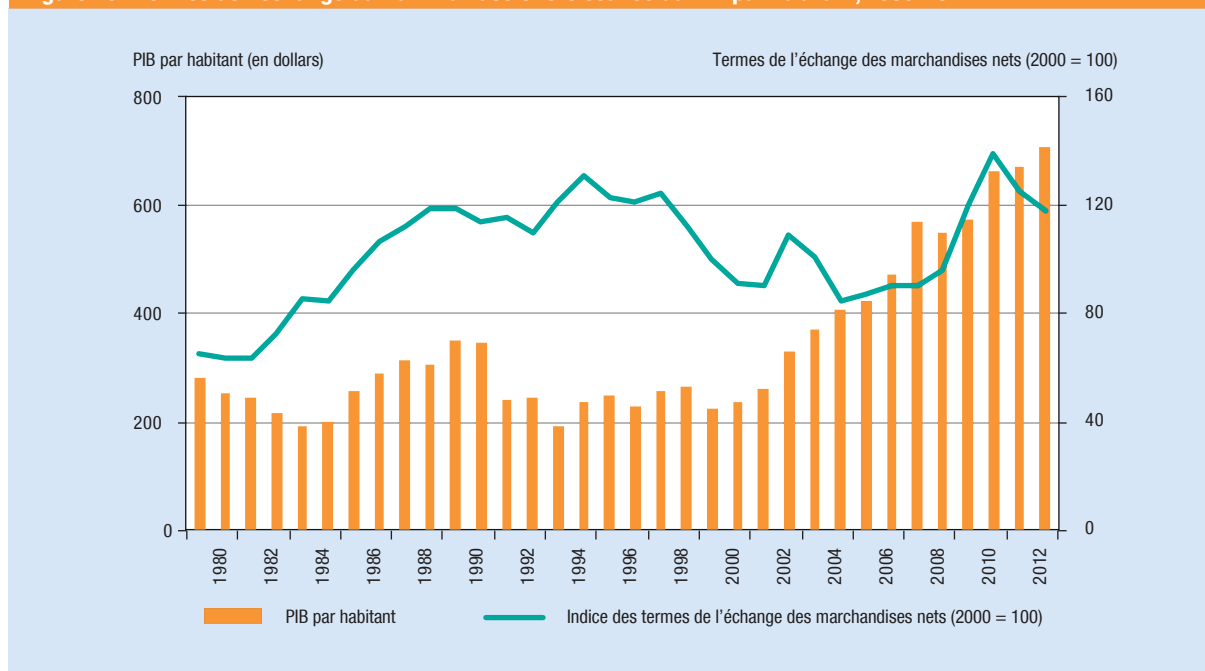
Compte tenu de l'amélioration des conditions économiques, le Gouvernement burkinabé et la communauté des donateurs ont entamé des discussions sur la nécessité de procéder à des ajustements macroéconomiques structurels. Au début des années 1990, les autorités du pays se sont engagées à renforcer la responsabilité fiscale, à privatiser les entreprises d'État (y compris la SOFITEX) et à dévaluer la monnaie nationale. Ces mesures ont eu des incidences significatives sur l'économie nationale, notamment l'élimination des inefficacités qui caractérisaient la société parapublique et le renforcement du lien entre l'évolution des prix du coton et les investissements. L'investissement intérieur en pourcentage du PIB a augmenté au cours de cette période.

Grâce à la privatisation, la part des prix internationaux revenant aux producteurs de coton a augmenté et la participation de ces derniers à la fixation des prix intérieurs a été renforcée. Sous l'effet combiné de la privatisation et de la dévaluation monétaire, les prix à la production

ont été quasiment multipliés par deux sur une période de quatre ans. Par voie de conséquence, les surfaces cultivées en coton ont doublé entre 1994 et 2002, avec pour corollaire une augmentation substantielle de la production pendant une période où les rendements étaient pour la plupart stagnants. La dévaluation de la monnaie a renchéri le coût des importations et amélioré la compétitivité des produits locaux sur le marché local. Les termes de l'échange se sont nettement améliorés, contribuant à une croissance économique positive jusqu'à la fin des années 1990, malgré la baisse des cours mondiaux du coton.

Dans les années 2000, les prix mondiaux ont retrouvé une tendance à la hausse et la production locale de coton a continué de croître en réaction à la progression des prix. Cependant, avec la baisse de l'efficacité des méthodes de lutte antiparasitaire conventionnelles, les gains de rendement ont été largement rognés, dégradant la compétitivité des producteurs burkinabé sur le marché mondial (Oerke, 2002). En réponse, l'industrie cotonnière burkinabé a exploré la possibilité de cultiver du coton génétiquement modifié, option finalement retenue en 2009, comme mentionné précédemment. Les agriculteurs qui se sont tournés vers le coton Bt ont fait état de gains de rendement de 22 % par rapport aux variétés conventionnelles, ce qui s'est traduit par des revenus moyens plus élevés (Vitale and Greenplate, 2014). Cette technologie a contribué à améliorer la compétitivité du pays, même lorsque les prix mondiaux

Figure 16. Termes de l'échange du Burkina Faso et croissance du PIB par habitant, 1980-2012



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* (diverses années).

ont chuté après 2011. Cependant, la mauvaise qualité du coton Bt a entraîné une baisse des cours sur les marchés internationaux. En dépit d'une productivité plus élevée, il a été décidé, à partir de la campagne 2015/16, d'arrêter progressivement l'utilisation de semences de coton Bt (Dowd-Uribe and Schnurr, 2016).

Depuis 2008, le Burkina Faso s'efforce de diversifier ses exportations, en vendant à l'étranger des quantités substantielles d'or. De ce fait, les variations des prix du coton ont désormais un impact plus faible sur les variables macroéconomiques. En 2005, le coton a représenté les trois quarts des recettes totales d'exportation du pays, mais en 2013, bien que les recettes provenant des exportations de coton aient doublé par rapport au niveau de 2005, elles représentaient moins de 18 % des recettes d'exportation du pays. Les exportations d'or, en revanche, ont constitué 51 % des recettes d'exportation, et celles de pétrole et d'oléagineux (principalement de graines de sésame) ont également gagné en importance.

PRIX DU COTON ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le coton a été un déterminant essentiel de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, non seulement en raison des liens du secteur avec la macroéconomie, mais aussi grâce à un mécanisme de transmission indirect qui a amélioré la production alimentaire et les revenus et réduit la pauvreté, principalement chez les producteurs de coton.

La réinstallation des producteurs de coton dans les années 1970, dans les vallées fluviales plus humides et plus fertiles, a permis la rotation des cultures entre

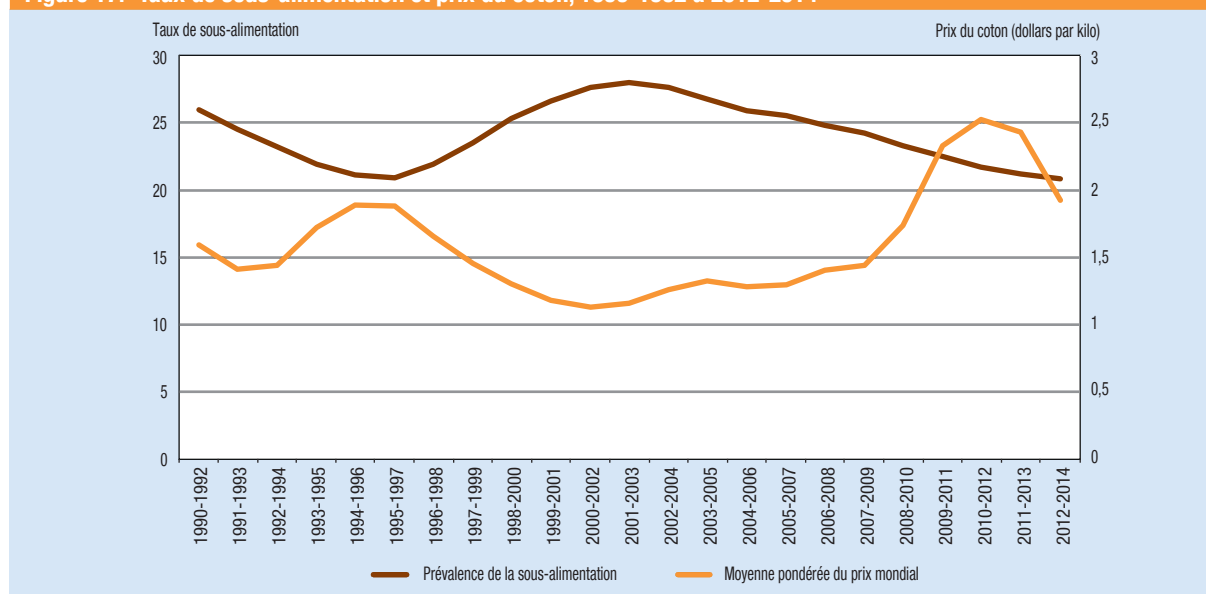
le coton et le maïs. Les cultures de maïs ont bénéficié des engrais résiduels, de la traction animale et d'autres intrants principalement employés dans la production de coton (Savagado et al., 1994). Cette pratique a contribué à améliorer la sécurité alimentaire en augmentant la productivité des cultures vivrières. Les rendements de maïs ont dépassé ceux du sorgho ou du mil, cultures traditionnelles des zones plus sèches, et les ménages ont pu produire plus de nourriture par unité de terre qu'auparavant.

Outre les effets susmentionnés, les prix du coton ont déterminé le revenu des producteurs et impacté les dépenses publiques et l'emploi, en particulier par leurs incidences sur les recettes fiscales, les niveaux d'investissement et les termes de l'échange. Les prix du coton ont également eu un double effet sur la sécurité alimentaire et la santé : du début des années 1990 jusqu'à la crise financière de 2007-2008, la hausse des prix mondiaux du coton s'est accompagnée d'une baisse du taux de sous-alimentation, ce dernier augmentant à nouveau au moment de la chute des prix du coton (fig. 17).

CONCLUSIONS

Le Burkina Faso a réussi à réformer progressivement sa filière cotonnière. La privatisation, l'adoption de nouvelles technologies et des politiques macroéconomiques saines ont toutes bénéficié au secteur et contribué à accroître la productivité et la sécurité alimentaire. À l'heure de la rédaction du présent rapport, les impacts de l'élimination progressive des semences de coton Bt sur les revenus,

Figure 17. Taux de sous-alimentation et prix du coton, 1990-1992 à 2012-2014



Source : D'après les données de *Cotton Outlook* et de FAOSTat (diverses années).

la pauvreté, la sécurité alimentaire et la macroéconomie n'étaient pas encore clairement établis. Afin de réduire sa forte dépendance à l'égard des exportations de coton, le Burkina Faso a décidé de développer ses exportations d'or, mais la diversification économique reste un défi.

3. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS DU COSTA RICA

Tout au long de la période d'après guerre, le Costa Rica a été fortement tributaire des exportations agricoles pour soutenir sa croissance économique²². L'agriculture représentait 41 % du PIB du pays et 55 % de l'emploi. Historiquement, les exportations du pays étaient largement concentrées sur quelques produits primaires, en particulier les bananes et le café, qui représentaient 90 % du total des exportations. Ces deux produits de base ont bénéficié de prix internationaux favorables et stimulé l'économie du Costa Rica durant les années 1950 et 1960.

Toutefois, cette forte dépendance du bien-être économique global du pays à l'égard des deux seuls produits de base a rendu le Costa Rica vulnérable aux chocs, tant intérieurs qu'extérieurs. Dans les années 1960, lorsque ces deux produits de base ont connu des prix stagnants ou en baisse, ils ont perdu de leur attractivité pour les investisseurs. La croissance des

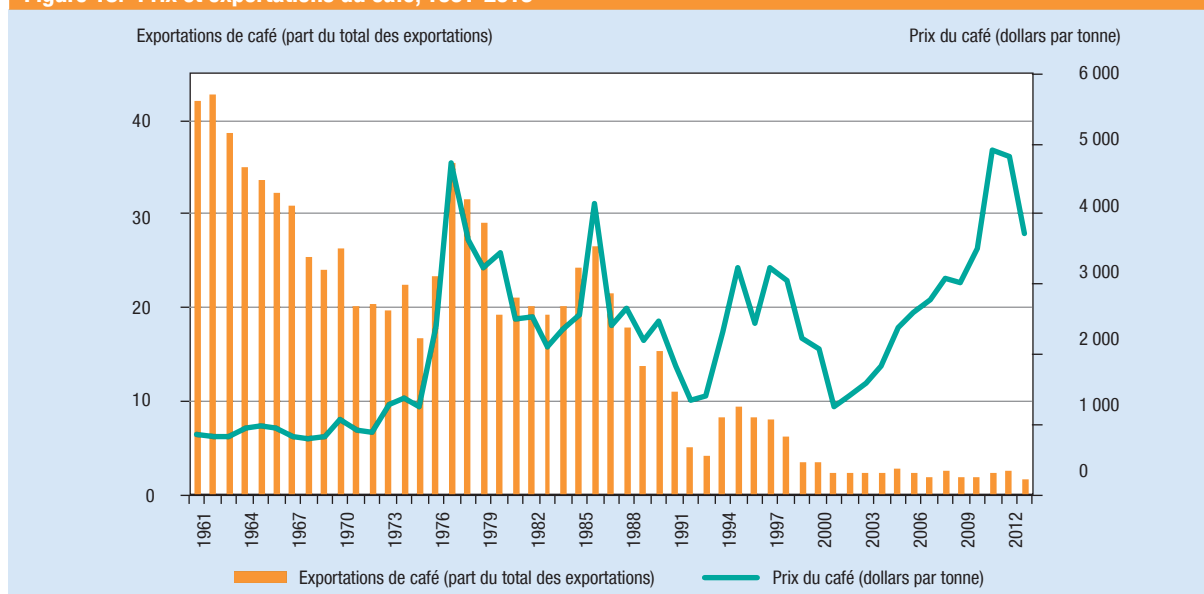
recettes d'exportation était due à une légère hausse de la production et des volumes d'exportation, mais la part du café dans les exportations totales a commencé à décliner (fig. 18).

En 1976, les prix du café ont grimpé brutalement, conduisant à une hausse des exportations en valeur et des recettes d'exportation et contribuant ainsi à une croissance économique globale plus forte. Les producteurs ont agrandi les plantations en prévision d'une nouvelle ère de prix élevés, mais celle-ci a fait long feu et les prix ont commencé à baisser en 1978 jusqu'au milieu des années 1980. La chute importante des prix mondiaux du café a eu un impact considérable sur les recettes d'exportation du pays et coïncidé avec un certain nombre d'autres événements économiques négatifs, notamment une forte dette extérieure et une hausse des taux d'intérêt. Cette situation s'est traduite par un déclin substantiel du PIB et des taux de chômage élevés.

La période allant du milieu des années 1980 au début de la flambée des prix des produits de base en 2003 a été marquée par une forte volatilité des prix du café, qui a eu des effets néfastes sur l'économie du Costa Rica et a poussé le Gouvernement à stimuler les exportations de produits non traditionnels. En conséquence, le pays a fait en sorte de diversifier ses exportations, ses produits les plus traditionnels, le café et les bananes, perdant en importance. En effet, comme illustré dans la figure 18, le secteur du café au Costa Rica et ses exportations n'ont pas augmenté en réaction à la hausse des prix du café à partir de 2001.

²² Cette étude de cas est basée sur Ferreira *et al.*, 2017.

Figure 18. Prix et exportations du café, 1961-2013



Sources : D'après les données de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et des *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale (diverses années).

POLITIQUES FAVORISANT LA DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS

Le Costa Rica a déployé un certain nombre de mesures pour réduire sa dépendance à l'égard des produits de base au début des années 1960, en adoptant un modèle d'industrialisation de substitution des importations destiné à développer son secteur industriel et détourner l'économie de sa finalité agricole. Des droits d'importation élevés sur les produits finaux et plus faibles sur les biens intermédiaires ainsi que des taxes à l'exportation sur certains produits ont été imposés et l'industrie nationale a été temporairement encouragée. Après son adhésion au Marché commun centraméricain en 1963, le Costa Rica a commencé à exporter des produits manufacturés vers les pays voisins. Cependant, malgré la croissance des produits manufacturés, les bananes et le café ont continué de dominer les exportations et d'influencer la performance économique du pays jusqu'au début des années 1980. La crainte d'une dépendance à l'égard d'un nombre limité de produits d'exportation a amené les décideurs politiques à envisager la substitution des importations comme stratégie de croissance, entre autres parce que le marché centraméricain était trop petit pour permettre aux entreprises manufacturières des économies d'échelle, mais aussi en raison du niveau insoutenable de la dette publique du pays.

L'échec du modèle d'industrialisation de substitution des importations au lendemain de la crise de la dette a incité le Gouvernement à repenser sa stratégie de croissance à long terme. Compte tenu de la taille réduite du marché intérieur du Costa Rica, les autorités ont estimé que la croissance et la diversification des exportations et l'attraction de l'investissement étranger direct (IED) étaient des mécanismes susceptibles de favoriser la croissance à long terme.

Les premières tentatives de diversification des exportations ont été entreprises au début des années 1970, devant l'atonie générale de la croissance des industries de la banane et du café. Le Gouvernement costaricien a proposé des incitations financières pour encourager la création d'industries d'exportation non traditionnelles. L'agriculture a été l'un des rares secteurs à tirer parti de ces premiers programmes, en expérimentant l'exportation de melons, de fleurs, de fraises et d'autres cultures spéciales.

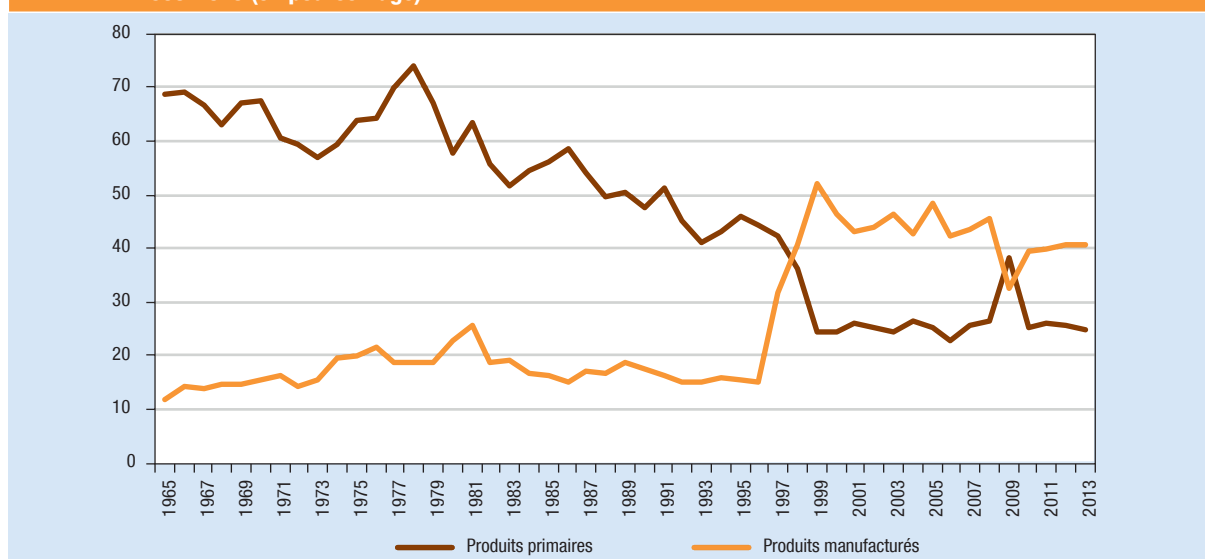
Au début des années 1980, un train de nouvelles politiques a été mis en œuvre parallèlement à un programme d'ajustement structurel impliquant une réduction des dépenses publiques et l'ouverture de l'économie. Un Ministère des exportations a été créé, ainsi que des centres de promotion des exportations et des investissements. En outre, le Gouvernement a mis en place des exonérations

fiscales pour certaines exportations, des subventions et d'autres mesures d'encouragement à l'exportation. L'un des premiers programmes de ce type, démarré en 1983, visait la promotion des exportations non traditionnelles, dont les textiles, les crevettes, les fleurs coupées et les ananas (Clark, 1995; Clark, 2001). En partie grâce à ces mesures, les exportations de produits non traditionnels ont connu une croissance supérieure à celle des produits traditionnels, les dépassant en valeur absolue en 1989. Les exportations d'ananas ont commencé dans les années 1980 et ont connu une progression exponentielle à partir du début des années 1990, le Costa Rica devenant le plus grand exportateur mondial avec des expéditions de plus de 1,8 million de tonnes en 2012 (statistiques de la FAO). La réussite de cette diversification vers d'autres produits non traditionnels a également été rendue possible par l'engagement de longue date du Costa Rica en faveur de l'éducation universelle, qui a permis d'atteindre un taux d'alphabétisation élevé et a bien préparé la main-d'œuvre nationale à l'abandon de la production de café et de bananes pour tirer parti des nouvelles possibilités offertes par d'autres cultures et secteurs.

Les exportations non traditionnelles ont par ailleurs été stimulées par la création de zones franches pour l'industrie d'exportation. Dans ces zones, les entreprises axées sur l'exportation (définies comme celles exportant au moins 75 % de leur production) ont bénéficié de diverses mesures incitatives, notamment des allègements fiscaux et une réduction des droits de douane sur les importations de matières premières. La création de ces zones franches a donné naissance à d'importants flux d'IED en provenance de sociétés de haute technologie et d'autres entreprises manufacturières. En 1997, Intel s'est installé dans le pays, ce qui a considérablement stimulé les exportations et accéléré la croissance économique. Grâce à Intel entre autres, les exportations de ces zones ont dépassé les exportations de produits traditionnels en 1997 et, en 2000, les composants informatiques représentaient 40 % des exportations du Costa Rica, permettant au pays d'enregistrer un excédent commercial pour la première fois en cinquante ans (fig. 19).

Des décennies de réformes et de politiques publiques destinées à relancer les exportations ont permis d'accroître à la fois le nombre d'industries exportatrices (diversification horizontale) et la complexité des produits exportés (diversification verticale, mesurée par la part des produits manufacturés dans les exportations totales). En 2013, les produits manufacturés représentaient plus de 40 % des exportations du Costa Rica et plus de 160 industries exportatrices étaient répertoriées, d'où un portefeuille nettement plus diversifié que dans les années 1950. La croissance des exportations du Costa Rica a

Figure 19. Part des produits primaires et des produits manufacturés dans les exportations totales du Costa Rica, 1965-2013 (en pourcentage)



Source : D'après les données de l'*Annuaire statistique* (diverses années) de la CEPALC et des *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale (diverses années).

été étroitement liée à celle de l'IED, en particulier dans les zones franches pour l'industrie d'exportation du pays. En effet, l'expansion de l'IED a été pratiquement ininterrompue de la fin des années 1980 jusqu'en 2007 – une tendance qui n'a été freinée que par la crise financière mondiale.

LE SECTEUR AGRICOLE, MOTEUR DE LA DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS

Malgré l'importance des industries de haute technologie, les secteurs alimentaire et agricole ont également joué un rôle clef dans la diversification des exportations du pays à partir des années 1980. Le Costa Rica a non seulement commencé à produire de nouveaux produits agricoles, tels que les ananas et les cœurs de palmier, mais il a également créé de nouvelles entreprises qui se sont lancées dans des activités à valeur ajoutée liées à l'agriculture, comme l'emballage, l'épluchage, le séchage et la production de jus. En 2009, le secteur de la transformation alimentaire représentait environ 35 % des emplois manufacturiers du pays et 4,2 % de l'emploi total. Le secteur est hautement dynamique et se compose principalement de petites et moyennes entreprises – dont 67 % occupent 10 personnes ou moins – aux mains de ressortissants nationaux, ou d'entreprises familiales (Nuchera et al., 2009).

L'industrie de l'ananas du Costa Rica a été un excellent exemple de diversification tant horizontale que verticale des exportations, facilitée par les nombreuses initiatives

politiques décrites ci-dessus. Cultivé au Costa Rica depuis des décennies, l'ananas ne représentait pas une industrie importante dans le pays avant la mise en place des programmes de diversification agricole au milieu des années 1980 et l'introduction ultérieure de nouvelles variétés. Le secteur a profité de la forte demande mondiale de fruits tropicaux et de la hausse des prix.

Outre les rendements attrayants, la croissance de l'industrie de l'ananas du Costa Rica a profité du dynamisme d'entreprises innovantes qui ont mis en place de nouvelles techniques de production et développé de nouveaux produits. Ces innovations ont attiré les investissements nationaux et étrangers, ce qui a favorisé la croissance. L'accroissement de la production a également été encouragé par l'introduction de contrats d'exportation, d'outils technologiques, d'informations sur la recherche et les marchés et par la création de zones franches pour l'industrie d'exportation (où les produits sont souvent transformés en vue de leur exportation). Aujourd'hui, cette industrie est composée d'un ensemble de petits, moyens et grands producteurs et compte près de 26 000 emplois directs. En fait, les producteurs indépendants représentent 65 % de la production, ce qui s'est traduit par un développement rural dans les zones de production d'ananas.

La production d'ananas entretient des relations étroites avec des industries à valeur ajoutée, y compris la production de jus, la conserverie et la découpe. À ce titre, outre les investissements productifs, d'importants investissements ont été réalisés dans les infrastructures

de transformation, d'emballage et de transport, avec des retombées positives pour les régions rurales. Comme déjà mentionné, le Costa Rica est désormais le premier exportateur mondial d'ananas et ce fruit est le principal produit agricole exporté par le pays. Bien que l'ananas et les industries connexes aient été le symbole de la diversification du Costa Rica, le pays a également progressé sur d'autres créneaux, par exemple des produits agricoles de grande valeur ou à valeur ajoutée comme le jus d'orange, le yucca et divers fruits transformés.

Cependant, bien que les secteurs des bananes et du café ne soient plus les mastodontes économiques des années 1960, ils restent importants pour l'économie du Costa Rica. Les bananes ont bénéficié de prix plus élevés à la fin des années 1980 et de certaines formes de soutien public, ce qui a entraîné une augmentation de la production et des exportations. Depuis les années 1990, la production a varié en fonction de l'évolution des prix mondiaux, des maladies ou des aléas climatiques. Malgré un système de production très concentré, fondé sur de grandes plantations contrôlées pour la plupart par trois entreprises, les emplois directs et indirects dans l'industrie bananière représentent environ 8 % de l'emploi total du pays. Aujourd'hui, les bananes constituent 2 % du PIB du Costa Rica, environ un tiers de son PIB agricole et près de 5 % de ses exportations.

L'expérience du secteur du café dans les années qui ont suivi la diversification a été beaucoup plus turbulente. La volatilité des prix a continué d'affecter les marchés mondiaux du café, et du fait de l'abondance des approvisionnements, les prix se sont effondrés avec l'échec de l'Accord international sur le café dans les années 1980. La production et les exportations ont diminué depuis les années 1990, en partie en raison de l'abandon des variétés Robusta au profit des variétés Arabica, ce qui a réduit la production de café dans toute l'Amérique centrale, et en partie en raison de la volatilité des prix qui a rendu les investissements dans le secteur plus risqués.

La volatilité des prix mondiaux a amené bon nombre de producteurs du pays à se tourner vers des cafés de qualité supérieure, qui peuvent être vendus à des prix nettement supérieurs. Les cours se sont redressés depuis l'an 2000, mais les exportations de café continuent de décliner du fait de la baisse de la production et des maladies. L'industrie emploie encore environ 32 000 caféiculteurs (dont la plupart cultivent moins de 5 hectares) et 200 000 autres travailleurs, soit 8 % de l'emploi total du pays. Aujourd'hui, le café représente moins de 2 % des exportations totales du Costa Rica.

Après le décollage des exportations de produits non traditionnels du Costa Rica, le café et les bananes ont progressivement perdu de leur importance pour l'économie du pays. Leur part cumulée dans le total des exportations, exprimée en pourcentage, est passée de 90 % dans les années 1950 à environ 7 % en 2013, comme indiqué plus haut. Cependant, si les variations des prix du café ou de la banane ont maintenant moins d'impact sur les indicateurs macroéconomiques et la croissance globale du pays, les deux industries peuvent néanmoins avoir des effets localisés considérables car elles emploient une main-d'œuvre nombreuse.

L'évolution des termes de l'échange du pays illustre en partie l'importance déclinante des recettes d'exportation de la banane et du café pour l'économie du pays. Lorsque le Costa Rica dépendait davantage des exportations de ces deux produits, ses termes de l'échange fluctuaient fortement en raison des variations des cours internationaux de ces deux produits. Avec la diversification horizontale et verticale des exportations, la volatilité des termes de l'échange du Costa Rica a régulièrement diminué, même si les prix du café et de la banane ont continué à connaître des périodes de fluctuation. Un autre facteur contribuant à une plus grande stabilité des termes de l'échange du pays a été le taux de change. Depuis l'ajustement structurel entrepris dans les années 1980, le Costa Rica a bénéficié d'une monnaie et d'un taux de change relativement stables avec ses principaux partenaires commerciaux, ce qui a contribué à l'augmentation constante des exportations et, par conséquent, à la croissance économique.

DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

D'un point de vue historique, les périodes de forte croissance économique globale du Costa Rica ont coïncidé avec des périodes de progression rapide des exportations, même si cette croissance n'est pas entièrement imputable aux exportations. Au cours de la période d'industrialisation de substitution des importations, le Costa Rica a connu ses taux de croissance économique les plus élevés, du fait entre autres des conditions initiales déplorables des années 1960 et 1970. À partir des années 1980, la plus grande part de la hausse des exportations est à mettre au crédit des industries, principalement celles basées sur des technologies à forte valeur ajoutée, et non des exportations traditionnelles de bananes et de café. Ainsi, la diversification hors de ces matières premières a coïncidé avec l'amélioration de la performance économique.

Outre la croissance économique, il convient de souligner les progrès réalisés par le pays dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies. Depuis la fin

des années 1980, les indicateurs de pauvreté (nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême ou modérée et acuité de la pauvreté) se sont améliorés à mesure que les exportations progressaient. Il est intéressant de noter que certains des principaux gains en matière de réduction de la pauvreté ont été enregistrés entre 1986 et 1994, soit avant l'arrivée d'Intel et la croissance des exportations technologiques (fig. 20). Cela donne à penser que le développement antérieur d'autres secteurs (y compris la diversification agricole et l'expansion de l'industrie agroalimentaire) a eu plus d'impact sur la réduction de la pauvreté que les secteurs de haute technologie qui dominent aujourd'hui les exportations.

La pauvreté a incontestablement diminué avec la croissance des exportations, mais cela étant, l'inégalité des revenus persiste au Costa Rica et est comparable à celle de ses voisins, même si l'économie costaricienne est la plus importante d'Amérique centrale. Cela donne à penser qu'en dépit de son succès dans la diversification des exportations, les déséquilibres structurels perdurent. Ils peuvent s'expliquer entre autres par le peu de rapports qu'entretiennent les entreprises des zones franches pour l'industrie d'exportation avec l'économie locale. En effet, si l'on exclut ces entreprises des calculs de l'activité économique, le taux de croissance du pays est beaucoup plus modeste.

CONCLUSIONS

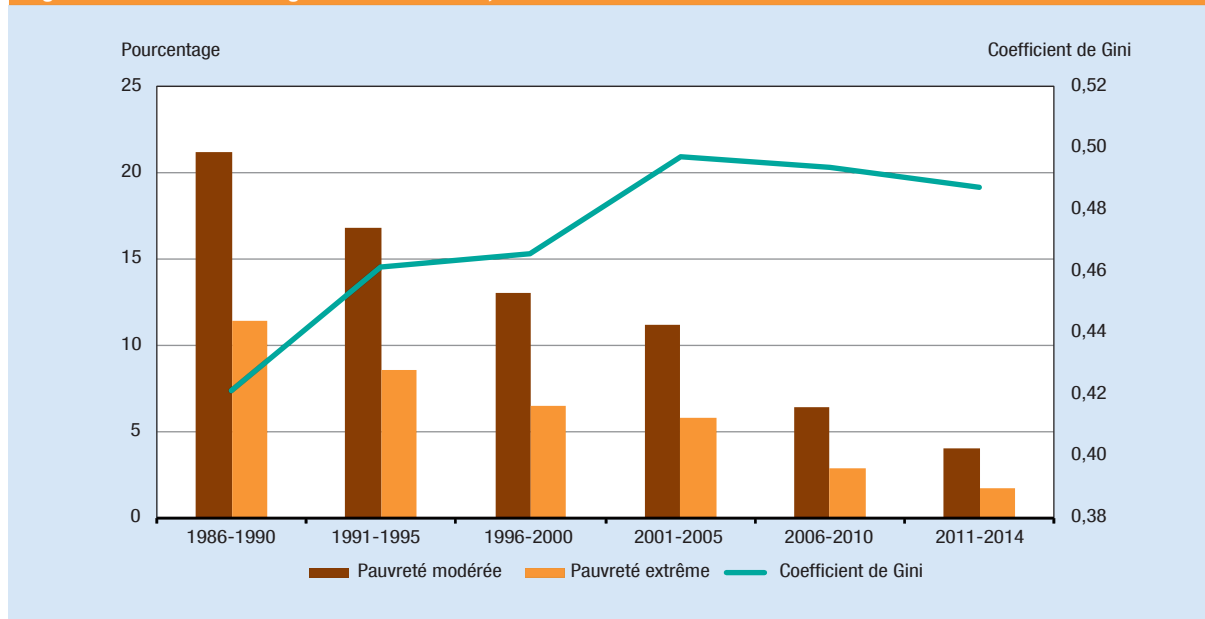
Le Costa Rica a réussi à diversifier ses exportations au fil du temps, non seulement en élargissant ses exportations

agricoles au-delà de ses produits traditionnels que sont la banane et le café, mais aussi en développant des entreprises manufacturières de pointe tournées vers l'exportation et le secteur des services. La part des industries du café et de la banane dans l'économie diminue à la suite de la diversification, l'économie dans son ensemble s'est trouvée moins vulnérable aux effets des variations des cours internationaux du café et de la banane. La meilleure preuve en est l'atténuation très sensible de la volatilité des termes de l'échange à compter des années 1980 (même en période de fluctuations considérables des prix du café et de la banane), conséquence de la diversification horizontale et verticale des exportations costariciennes. La croissance économique du Costa Rica a été corrélée à la progression des exportations, principalement de produits de base non traditionnels. Cette croissance a été tirée à la fois par les politiques publiques (notamment la mise en place d'institutions de promotion des exportations, des exonérations fiscales, des encouragements à l'exportation et, surtout, la création de zones franches pour l'industrie d'exportation) et par l'augmentation de l'IED.

4. PRIX DU CACAO ET REVENUS AGRICOLES AU GHANA

Malgré l'importance croissante des produits minéraux dans le panier d'exportation ghanéen, l'économie du pays au sens large reste fortement dépendante de l'agriculture, avec une place déterminante du cacao

Figure 20. Pauvreté et inégalité au Costa Rica, 1986-2014



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* (diverses années).

dans les zones rurales où il est produit²³. L'agriculture continue de générer près de 30 % du PIB du pays et d'occuper une bonne moitié de la main-d'œuvre. Le cacao représente à lui seul environ 10 % du PIB agricole et son impact économique sur les zones rurales est considérable, même si sa production reste traditionnelle et exige beaucoup de salariés.

Le Ghana est le deuxième producteur mondial de cacao, après la Côte d'Ivoire. Huit cent mille ménages cultivent des cacaoyers dans le pays, généralement au sein de petites exploitations. Le cacao est depuis longtemps l'une des principales exportations du pays, et jusqu'en 2010, le cacao et ses dérivés constituaient l'essentiel des exportations ghanéennes. Depuis lors, cette production a vu son importance relative baisser et en 2014, elle n'arrivait qu'au troisième rang des exportations en valeur du pays (derrière l'or et le pétrole). Le cacao a également joué un rôle important dans les stratégies globales de développement et de réduction de la pauvreté du pays depuis son indépendance.

Avant même l'accession du pays à l'indépendance en 1957, le Gouvernement ghanéen gérait le secteur du cacao par l'intermédiaire de l'Office national de commercialisation du cacao, également connu sous le nom de Cocobod, qui avait pour mission de centraliser les achats, de contrôler la qualité et de gérer les exportations. Les taxes gouvernementales sur les exportations de cacao représentaient environ 30 % des recettes publiques totales entre 1955 et 1975 (Frimpong-Ansah, 1992). Grâce notamment à la stabilité liée aux prix garantis par le Gouvernement, la production a explosé au début des années 1960, alors même que les cours mondiaux chutaient. Le Gouvernement a maintenu le niveau des prix intérieurs du cacao dans le contexte de cette baisse, d'où une diminution considérable des recettes fiscales au cours de la seconde moitié des années 1960 (Stryker, 1990). Les effets de la réduction des recettes ont été en partie compensés par une politique macroéconomique expansionniste, mais celle-ci a entraîné une forte inflation et une chute des prix réels revenant aux producteurs de cacao.

Les déficits budgétaires ont été financés par l'intermédiaire de prêts bancaires consentis à l'État et aux organes parapublics, ce qui a alimenté l'inflation. La forte pénurie de devises due à la volatilité des recettes d'exportation du cacao a limité la capacité d'importation des produits essentiels à la consommation et la production (Sowa and Kwakye, 1993). Les taux de change du marché étaient beaucoup plus élevés que le taux de change officiel, qui s'efforçait de préserver la surévaluation artificielle de la monnaie nationale, le cedi (GHC) (Stryker, 1990). Selon les estimations, près de 20 % de la récolte ghanéenne de

cacao ont été introduits clandestinement en Côte d'Ivoire entre les années 1970 et 1980, où les producteurs obtenaient des prix réels plus élevés (Bulir, 2002).

Le secteur a commencé à se redresser avec la mise en œuvre du programme de relance économique en 1983, grâce à un ensemble de politiques et de mesures macroéconomiques visant à stimuler la croissance économique. Grâce à ce programme, les prix offerts aux producteurs de cacao ont été revus à la hausse et la monnaie nationale a été dévaluée pour faciliter les exportations. En outre, les réformes de l'Office national de commercialisation du cacao et des actions d'amélioration des pratiques de production, conjuguées à une hausse des prix mondiaux du cacao, ont incité les producteurs à accroître leur production. En 2003, la production cacaoyère ghanéenne a dépassé le niveau record de 1964 et la hausse des prix mondiaux a continué à motiver les producteurs (fig. 21).

LES RÉFORMES POLITIQUES DANS LE SECTEUR DU CACAO

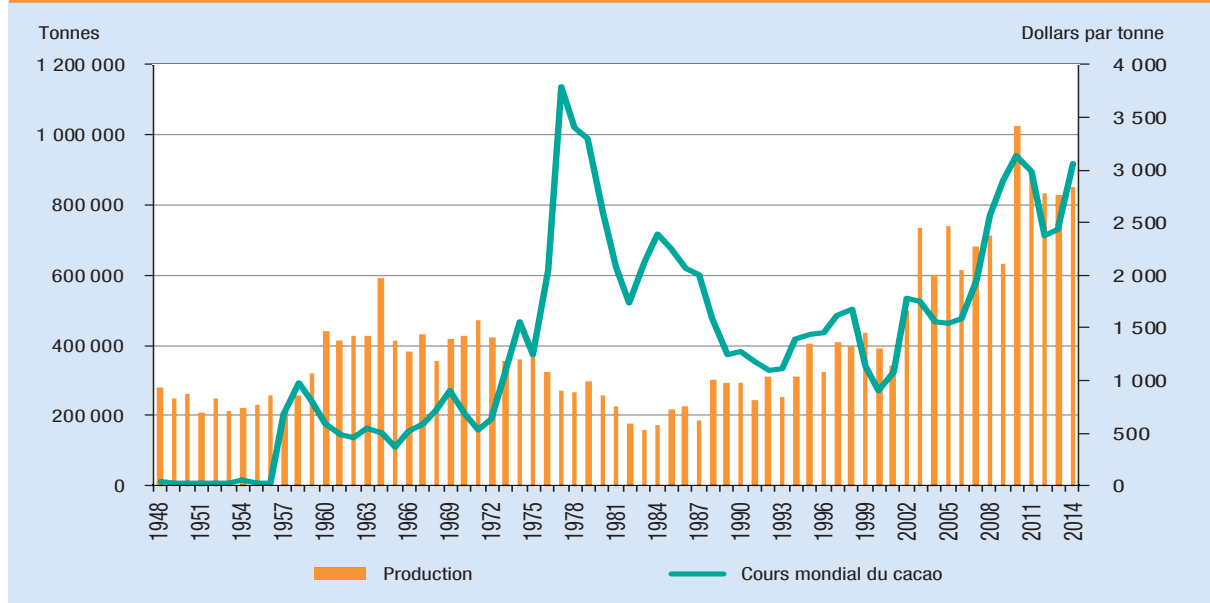
Les cours mondiaux du cacao ont connu d'importantes fluctuations au cours des dernières décennies, mais l'absence de transmission des prix aux producteurs ghanéens avant les années 1980 a déconnecté quasi totalement les décisions de production des prix du marché mondial, déterminés par les forces fondamentales de l'offre et de la demande. Du fait de l'inflation galopante et, parfois, d'un taux de change surévalué, les prix réels à la production au Ghana n'ont cessé de baisser à partir des années 1960, les producteurs ne bénéficiant parfois que d'un quart des cours mondiaux en dépit d'une hausse importante de ces derniers à la fin des années 1970.

Dans les années 1980, dans le cadre des réformes du secteur cacaoyer, le Gouvernement a réorganisé le mécanisme de détermination des prix aux producteurs. Cela s'est traduit par des prix réels plus élevés et une part plus importante des cours mondiaux revenant aux producteurs. À l'heure actuelle, les prix versés aux producteurs sont fixés chaque année par le Comité d'examen des prix à la production, au moyen d'un système attribuant des quotes-parts du prix « net » FOB (franco à bord) à toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur. Ce prix FOB net est obtenu en soustrayant des cours mondiaux les coûts de certaines initiatives à l'échelle de l'industrie cacaoyère qui profitent à tous les producteurs (tels que les subventions pour la pulvérisation et les engrais).

Grâce à ce mécanisme de fixation des prix intérieurs du cacao, les prix payés aux producteurs ont significativement augmenté, représentant environ 70 % du prix FOB contre 40 à 60 % avant la réforme (voire moins, comme le montre la figure 22). Cette part plus

²³ Cette étude de cas est basée sur Vigneri et Kolavalli, 2017.

Figure 21. Production cacaoyère du Ghana et cours mondiaux du cacao, 1948-2014



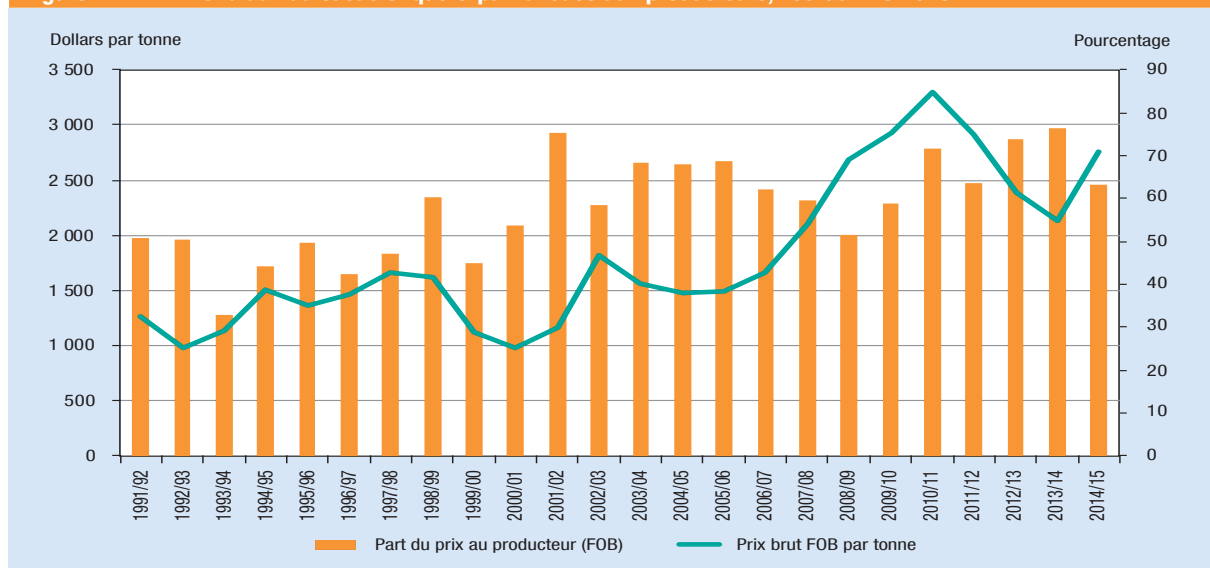
Source : D'après les données de l'Office national de commercialisation du cacao et du FMI, *Statistiques financières internationales* (diverses années).

élevée est également imputable à une réduction des taxes à l'exportation sur le cacao, rendue possible par une extension générale de l'assiette fiscale du Gouvernement. Cette dernière inclut de nouvelles sources de recettes fiscales, comme la production pétrolière, qui compensent l'impact de la réduction de la taxation du cacao sur les recettes publiques (Prichard, 2009; Kusi, 1998). Le cacao peut être acheté par le Cocobod ou par n'importe laquelle des compagnies

autorisées, à condition que le prix offert aux producteurs soit égal ou supérieur à celui fixé par le Comité d'examen des prix à la production.

Les cacaoculteurs ayant réussi à capter une part plus importante de la hausse des prix du marché mondial, ils ont répondu aux incitations par une augmentation sensible de leur production : celle-ci a triplé entre 1991 et 2005 et les recettes publiques ont été multipliées par un facteur de 3,8.

Figure 22. Prix mondiaux du cacao et quote-part allouée aux producteurs, 1991/92-2014/15



Source : D'après les données de l'Office national de commercialisation du cacao et du FMI, *Statistiques financières internationales* (diverses années).

PRIX DU CACAO ET CROISSANCE INCLUSIVE

Avant les réformes, les variations des cours internationaux du cacao se reflétaient dans les variables macroéconomiques nationales, établissant un lien direct entre les prix et la croissance. À la suite de ces réformes, ces variations ont été répercutées sur les variables microéconomiques, avec un impact plus direct sur les revenus des ménages et le taux de pauvreté. Ainsi, les prix plus élevés payés aux producteurs et leur capacité à répondre aux signaux du marché sont associés à la baisse du taux de pauvreté chez les ménages cultivant le cacao.

La hausse des prix payés aux producteurs de cacao après la réforme s'est traduite par une chute du taux de pauvreté parmi les ménages producteurs, qui est passé de 60 % en 1991/92 à 27 % en 2012/13 (même après la prise en compte d'une réévaluation de la mesure de la pauvreté dans l'enquête de 2012). Les revenus tirés de la cacaoculture ont donc été un facteur déterminant dans la réduction de la pauvreté des ménages de petits producteurs, ce qui a entraîné une diminution significative de l'indice numérique de pauvreté. Entre 2005/06 et 2012/13, la pauvreté dans les ménages producteurs de cacao a baissé de près de 20 %, alors qu'elle n'a diminué que de 6 % pour les ménages non producteurs de cacao (tableau 2).

Le Ghana a atteint ses objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la pauvreté et à la faim, la production cacaoyère et l'augmentation des revenus ayant contribué de manière significative à ces réalisations. Les ménages producteurs de cacao tirent plus de 67 % de leur revenu du cacao, et les hausses de revenu ont des retombées bénéfiques sur l'économie rurale (Vigneri, 2005; Barrientos and Asenso-Okyere,

2008). À titre d'exemple, dans la ceinture forestière méridionale du pays, où le cacao est produit, les données sur les ménages indiquent que tout au long des années 1990, les ménages qui cultivaient principalement du cacao, ainsi que ceux qui pratiquaient d'autres activités essentiellement axées sur l'exportation (comme la foresterie et l'exploitation minière) ont connu une nette amélioration de leurs conditions de vie, par rapport aux agriculteurs vivriers (Coulombe and McKay, 2003).

Malgré l'absence de données spécifiques sur la consommation alimentaire des ménages producteurs de cacao, un meilleur accès à l'alimentation en raison de l'augmentation des revenus de la cacaoculture a probablement eu un effet positif significatif sur leur sécurité alimentaire – en particulier du fait de la baisse des prix réels des denrées alimentaires – déflatés par l'IPC – 2000 et 2014. Au niveau national, des améliorations significatives des indicateurs de sécurité alimentaire ont été observées depuis 1990. Les pourcentages d'enfants de moins de 5 ans souffrant de carence alimentaire et d'insuffisance pondérale ont chuté de plus de moitié, passant à 4,7 % et 11 % respectivement. La prévalence globale de la sous-alimentation a diminué de façon encore plus spectaculaire : de 16 % en 2000-2002, elle est passée à moins de 5 % en 2010-2012.

LE RÔLE CRUCIAL DE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ

Comme évoqué plus haut, les revenus ont augmenté à la suite de la hausse des prix à la production et de la production. La figure 23 montre les prix et les quantités achetées par Cocobod (servant ici à estimer la production). De 2001 à 2010, la productivité des terres (exprimée en termes de rendements) a progressé de 5,5 % par an et représenté 80 % de la hausse de la production cacaoyère (Gockowski, 2012). Cette évolution remarquable de la

Tableau 2. La production de cacao et la pauvreté, 1991/92-2012/13

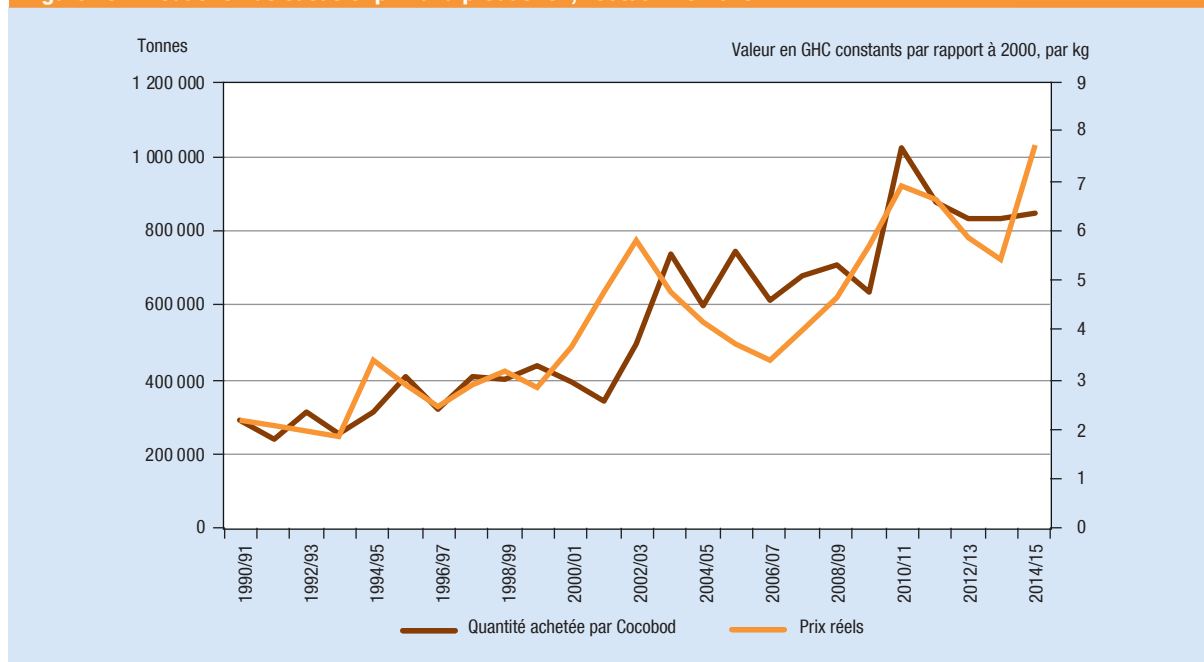
	Seuil de pauvreté initial			Nouveau seuil de pauvreté	
	1991/92	1998/99	2005/06	2005/06	2012/13
Production de cacao (tonnes)	242 817	397 636	740 458	740 458	832 054
Revenus des producteurs (en GHC constants de 2000)	2 432	5 964	11 732	11 732	23 076
Indice numérique de pauvreté : ménages producteurs de cacao	60,1	36,7	23,9	33,4	26,9
Indice numérique de pauvreté : ménages non producteurs de cacao*				34,6	32,3
Indice numérique de pauvreté : national	51,7	39,5	28,5	31,9	24,2

Source : Service de statistiques du Ghana, *Ghana Living Standards Survey*.

Notes : Le seuil de pauvreté utilisé jusqu'en 2005 était de 370,89 GHC ; il est passé à 1 314 GH en 2012. Les chiffres de 2005 sur la pauvreté ont été recalculés à l'aide de ce nouveau seuil de pauvreté afin de comparer les changements survenus au cours des deux dernières enquêtes *Ghana Living Standards Survey*, en 2005 et 2012.

* Ces taux de pauvreté ont été calculés à partir de données provenant uniquement des régions productrices de cacao : Ashanti, Brong Ahafo, Ouest, Centre, Est et Volta.

Figure 23. Production de cacao et prix à la production, 1990/91-2014/15



Source : D'après les données de l'Office national de commercialisation du cacao et du FMI, *Statistiques financières internationales* (diverses années).

productivité est le résultat d'avancées technologiques – et non d'une expansion des surfaces cultivées qui est intervenue dans les années 1990 – avec entre autres la distribution subventionnée d'engrais, une initiative de lutte contre les maladies et les ravageurs (y compris des pulvérisations massives pour lutter collectivement contre les ravageurs) et l'introduction de variétés de semences hybrides à rendement plus élevé, mises au point par le Cocoa Research Institute du Ghana.

Bien que les variétés de semences hybrides aient permis un quadruplement de la productivité par rapport aux semences locales utilisées précédemment et qu'elles aient constitué une avancée technologique importante pour la production à long terme, c'est l'utilisation plus intensive d'engrais et de produits agrochimiques qui a stimulé la croissance de la productivité au cours de cette décennie. Les données de panel de l'enquête sur les producteurs de cacao du Ghana, menée de février 2001 à octobre 2009, montrent qu'entre 2001 et 2010 la proportion des producteurs interrogés utilisant des engrais a augmenté de 48 points de pourcentage, représentant environ 57 % de l'effectif de cet échantillon, avec un taux d'adoption dans la région de l'ouest atteignant près de 80 %. Non seulement le nombre de producteurs utilisant des engrais a augmenté, mais la quantité d'engrais appliquée par hectare a elle aussi progressé de façon exponentielle au cours de cette période, passant de 4 kg par hectare en février 2001 à 122 kg par hectare en octobre 2009.

L'adoption généralisée des engrais a été le résultat d'incitations financières, du programme de subvention des intrants et d'une concurrence et efficacité accrues dans la chaîne de valeur des intrants. Avec la fixation par Cocobod de prix plus élevés pour l'ensemble du territoire, les entreprises qui commercialisaient habituellement le cacao et ne pouvaient plus faire face à la hausse des prix ont commencé à rivaliser dans la vente d'engrais à crédit, concluant par la même occasion des accords contractuels d'achat de la production de fèves de cacao des agriculteurs. Ce bouquet novateur d'intrants – engrais et crédits – a ouvert la voie à une intermédiation financière globale du secteur bancaire, considérablement allégé les contraintes de crédit auxquelles étaient confrontés les petits exploitants agricoles et contribué à améliorer l'accès aux intrants.

Outre l'augmentation de 62 % de la productivité des terres au cours des années 2000, la productivité du travail a plus que doublé, ce qui a largement contribué à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. L'accès accru aux intrants et les avancées technologiques ont permis aux petits exploitants d'intensifier la production et, dans de nombreux cas, le facteur travail a perdu en importance à mesure que les travailleurs quittaient les régions rurales pour profiter des possibilités offertes par d'autres secteurs de l'économie. Si l'augmentation de la productivité du travail est en soi un indicateur positif, cette tendance pose un problème d'envergure pour l'avenir du secteur cacaoyer au Ghana. La production

de fèves de cacao reste une activité à forte intensité de main-d'œuvre et, avec la migration des jeunes vers les zones urbaines, l'âge moyen des agriculteurs augmente. Par conséquent, les petites exploitations agricoles ont tendance à se rétrécir et ne peuvent compter que sur la main-d'œuvre familiale.

Les gains de productivité du travail à tous les niveaux démontrent que les réformes de la politique cacaoyère du Ghana ont généré une croissance équitable, les interventions profitant à tous les agriculteurs. Le mécanisme de fixation des prix a permis à tous les cultivateurs de vendre leur production au moins au même niveau de prix minimum, grâce aux pulvérisations massives les producteurs ont eu accès à des traitements phytosanitaires leur permettant de lutter contre les ravageurs et les maladies, et avec la distribution d'engrais à crédit par les acheteurs de cacao, les exploitations de toutes tailles ont pu tirer parti de la technologie.

CONCLUSIONS

Le cacao au Ghana est un exemple de secteur qui, bien que partiellement libéralisé, a su contribuer de manière substantielle à la réduction de la pauvreté des producteurs grâce à des efforts ciblés visant à augmenter la part des cours mondiaux revenant aux producteurs et à améliorer les rendements agricoles.

Contrairement à des pays comme la Côte d'Ivoire, où le rôle de l'État dans le secteur du cacao a été considérablement réduit, le Ghana continue de mener des politiques centralisées assurant la fixation des prix pour l'ensemble du territoire, la lutte contre les ravageurs et la distribution des engrais. Ces politiques ont réussi à améliorer les revenus d'une grande partie des producteurs de cacao grâce à des prix plus élevés, ce qui s'est traduit par des gains de productivité et un renforcement de la production. Ces gains ayant été obtenus en grande partie grâce à l'utilisation accrue d'engrais dans un contexte de hausse des cours mondiaux du cacao, de nouveaux investissements en recherche et développement varié pourraient permettre d'assurer une croissance à long terme des rendements.

5. PRODUCTION DE SORGHO AU MALI

Une grande partie de la littérature consacrée à la relation entre les prix des produits de base et la croissance économique est axée sur les minéraux ou les cultures de rente destinées à l'exportation, comme le café, le coton ou le thé²⁴. De nombreux mécanismes permettent aux cours internationaux des produits de base d'influer sur la croissance, notamment les termes de l'échange, les

effets budgétaires et les flux d'investissement. En outre, l'analyse des effets des fluctuations de prix peut être compliquée lorsque le produit concerné est un aliment de base essentiel pour la sécurité alimentaire et une composante majeure des dépenses de consommation, mais aussi une source importante de revenus pour les petits exploitants agricoles.

Le sorgho est l'un des principaux aliments de base au Mali et l'une des rares cultures vivrières pouvant être produites par les petits exploitants dans certaines des zones les plus arides du pays. Il joue un rôle vital dans l'économie rurale du Mali, où il constitue la principale source de revenus et d'alimentation des communautés agricoles. Il contribue également à la sécurité alimentaire nationale et réduit considérablement les besoins en importations alimentaires. Pour cette raison, les fluctuations de prix du sorgho peuvent avoir des effets notables sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et le développement rural, ainsi que plus généralement sur l'économie malienne.

LE CONTEXTE AGRICOLE MALIEN

Les agriculteurs maliens ont à faire face à de nombreuses contraintes (pénurie d'eau, pauvreté des sols et pressions spécifiques liées aux ravageurs) pour déterminer les types de cultures qu'ils sont susceptibles de produire. Le riz est cultivé dans les deltas fluviaux du pays, le maïs et le coton sont produits dans les régions relativement plus humides du sud, et le sorgho et le mil dominant dans les régions centrales où les précipitations sont minimales.

L'agriculture est le principal moteur économique et représentait 40 % du PIB du Mali en 2014. Le coton est traditionnellement considéré comme la culture la plus importante car il génère des recettes d'exportation, mais la production céréalière est tout aussi essentielle pour la croissance économique et la sécurité alimentaire. Le pays produit en moyenne près de 70 % de ses besoins alimentaires, sa dépendance à l'égard des importations alimentaires comptant parmi les plus faibles d'Afrique de l'Ouest (Terpend, 2006). Le sorgho et le mil couvrent environ 80 % des besoins de consommation céréalière du Mali (MAFAP, 2013), tandis que les importations alimentaires représentent en moyenne 4 % du PIB et se composent principalement de riz pour répondre à la demande des consommateurs urbains.

Pour l'heure, le secteur agricole a été en mesure de produire des denrées alimentaires à un coût relativement faible, mais le Mali fait actuellement face à une transformation structurelle. Sa population en croissance rapide se déplace vers les secteurs des services et de l'industrie, devient plus urbaine, gagne davantage et exige une alimentation plus diversifiée et riche en protéines. Il s'agit là d'un défi de taille, compte tenu de la

²⁴ Cette étude de cas est basée sur Vitale, 2017b.

fragilité des conditions agroécologiques et de l'utilisation limitée des techniques modernes de production agricole.

La production de sorgho, presque exclusivement le fait de petits exploitants agricoles pratiquant l'agriculture de subsistance, se caractérise par de faibles niveaux d'intrants et une productivité peu élevée. En 1984, le Mali a été le premier pays sahélien d'Afrique de l'Ouest à libéraliser ses marchés céréaliers, de sorte que le sorgho et d'autres cultures vivrières font désormais l'objet d'un commerce intérieur ouvert, par l'intermédiaire d'un réseau de négociants, marchands et vendeurs privés. Néanmoins, seule une petite partie de la production de sorgho (moins de 1 %) arrive sur le marché, le reste servant à la consommation des ménages.

Des infrastructures de transport médiocres, les taxes routières et les formalités administratives onéreuses augmentent considérablement les coûts de commercialisation et entravent le développement d'une chaîne de valeur. En outre, les piètres installations de stockage et le défaut d'accès au crédit obligent de nombreux ménages agricoles à vendre une partie du grain peu de temps après la récolte pour répondre aux besoins financiers et de consommation immédiats. En raison du marché restreint et d'un arbitrage temporel limité, les prix du sorgho subissent de fortes variations saisonnières.

Les efforts entrepris pour élargir du marché intérieur du sorgho en encourageant les industries brassicoles et de la boulangerie à utiliser davantage de cette céréale dans leurs processus de production et en incitant les exploitants avicoles à l'employer comme fourrage (Sanders et al., 2015) n'ont qu'à peine renforcé la chaîne de valeur. Mais ils ont également mis en lumière la nécessité de développer des variétés à valeur ajoutée adaptées aux besoins des industries agroalimentaires. Dans le passé, les possibilités d'exportation ont été entravées entre autres par la surévaluation de la monnaie.

Le soutien national à l'industrie du sorgho est très limité. Le Gouvernement s'efforce avant toute chose d'augmenter la production rizicole dans les deltas fluviaux du pays : entre 2006 et 2010, 61 % des financements publics et des donateurs pour l'agriculture ont été consacrés à la production de riz, le sorgho, le millet et le maïs combinés ne bénéficiant que de 7 % de cette manne (MAFAP, 2013). Malgré ce financement limité, le programme malien de sélection du sorgho, géré par la Station de recherche agronomique de Cinzana en conjonction avec un projet financé par l'USAID (INTSORMIL – Institute of Sorghum and Millet), a connu un grand succès dans la mise au point de nouvelles semences de sorgho basées sur des variétés locales améliorées (Vitale and Sanders, 2005). Les nouvelles technologies développées par le programme malien de sélection du sorgho devraient

générer 55 millions de dollars supplémentaires par an (Vitale, 2017b).

Au cours des deux dernières décennies, des actions ont été menées pour promouvoir un ensemble de nouvelles technologies combinant des variétés améliorées de semences de sorgho et le recours accru aux engrais inorganiques (Vitale and Sanders, 2015). Ces nouvelles technologies devraient porter les rendements de 565 kg par hectare (rendement moyen obtenu avec les technologies existantes) à 1 360 kg par hectare (Vitale and Sanders, 2005). Néanmoins, bien que la moitié des agriculteurs utilisent des semences améliorées, le maintien de la qualité des semences reste problématique et l'utilisation d'engrais inorganiques sur le sorgho demeure très peu développée. Depuis la flambée des prix alimentaires de 2008, et dans le cadre de l'Initiative malienne sur le riz, les efforts visant à accroître la production céréalère ont notamment consisté à soutenir l'utilisation d'engrais dans la production de sorgho.

VARIATIONS DE PRIX ET POLITIQUES TARIFAIRES

Sur le marché international, les prix du sorgho suivent de près ceux du maïs, le sorgho pouvant être facilement remplacé par le maïs dans l'alimentation animale. Néanmoins, les signaux de prix mondiaux du sorgho ne sont pas toujours transmis aux producteurs maliens et les prix intérieurs sont d'une extrême volatilité.

Bien que la libéralisation des marchés des produits alimentaires en 1984 ait renforcé les signaux de prix, la surévaluation de la monnaie malienne a maintenu les cours des denrées alimentaires importées à un niveau artificiellement bas et fait de ces produits une alternative économique viable pour satisfaire les besoins alimentaires. Par contre, cette situation n'a pas incité les producteurs maliens de produits alimentaires à investir, moderniser et adopter des méthodes de production plus intensives.

À l'instar de plusieurs pays sahéliens, la dépendance aux importations alimentaires a aggravé la balance des paiements et les termes de l'échange du Mali, jusqu'à menacer la solvabilité du pays. En 1994, la dévaluation du franc CFA de 50 % par rapport au franc français a renchéri les importations. Les prix domestiques du sorgho ont également augmenté de manière significative du fait de l'effet de la dévaluation sur les produits alimentaires importés concurrents, comme le riz, mais ils restent très volatils. Depuis la dévaluation de 1994, une politique de subventionnement des importations de riz et de maïs est en place pour protéger les consommateurs urbains lorsque les cours intérieurs de ces céréales augmentent. Étant donné le degré élevé de substitution entre les céréales consommées, le riz meilleur marché exerce une pression à la baisse sur les prix du sorgho et du mil.

Les analyses indiquent que les politiques actuelles imposent implicitement une taxe sur le sorgho (Dewbre and de Battisti, 2008; MAFAP, 2013; Vitale, 2017b). Les estimations de taux nominal de protection laissent entrevoir que, certaines années, les prix du sorgho produit localement ont été bien inférieurs aux prix du marché international. Entre 2005 et 2010, les subventions à l'importation de denrées alimentaires, conjuguées à la médiocrité des infrastructures et à la faiblesse du marché du sorgho, ont contribué à maintenir les prix intérieurs sous les prix du marché mondial. En moyenne, l'analyse du taux nominal de protection suggère que les producteurs maliens de sorgho ont effectivement été taxés pendant cette période (fig. 24), puisque les prix dont ils ont bénéficié représentaient à peine la moitié des cours internationaux, ajustés pour tenir compte de l'expédition et du transport terrestre (Vitale, 2017b).

PRIX, CROISSANCE ET PAUVRETÉ

À compter du milieu des années 1990 et après une longue période de croissance atone, le Mali a connu une progression rapide du PIB par habitant. Les prix du sorgho ont suivi cette tendance haussière jusqu'à la dévaluation du franc CFA en 1994, année où les prix ont commencé à afficher une forte volatilité en glissement annuel. Dans un pays en développement, les prix des denrées alimentaires de base affectent la croissance et la transformation structurelle et se reflètent principalement par la part de l'alimentation dans les dépenses totales

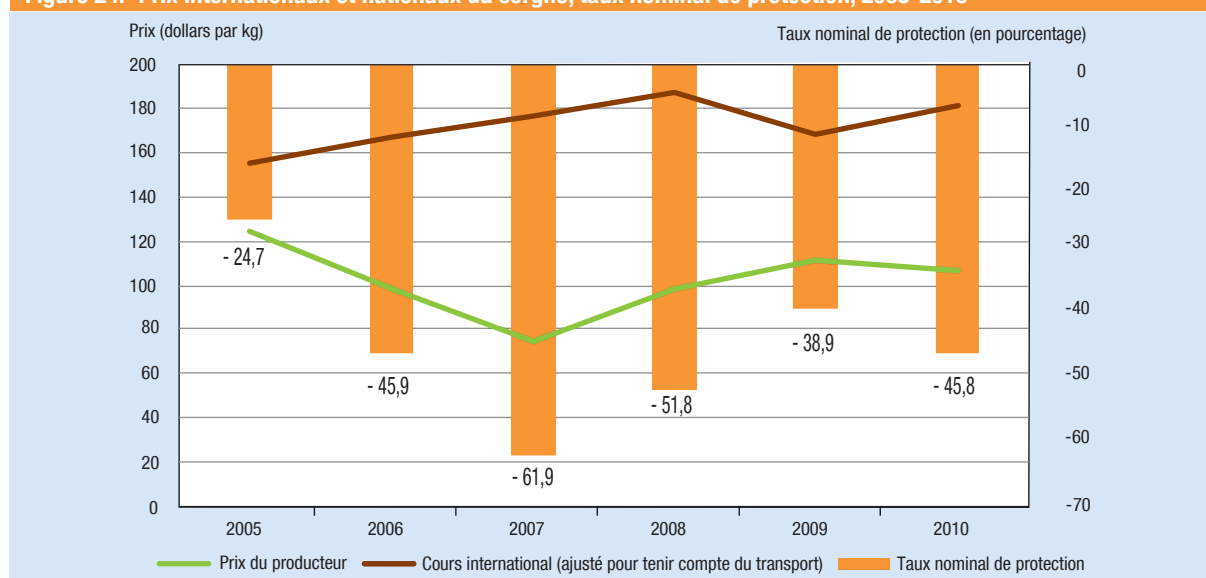
de consommation et les salaires de la main-d'œuvre non qualifiée.

La relation entre la malnutrition et les cours du sorgho au Mali illustre l'impact des tendances des prix des denrées alimentaires de base, comme dans de nombreux pays en développement (fig. 25). Les indicateurs de malnutrition et de cachexie se sont sensiblement améliorés entre 1996 et 2006, période au cours de laquelle les prix réels du sorgho ont augmenté de près de 25 %, le kilo passant de 101 francs CFA en 1996 à 124 francs CFA en 2006. En ajustant les prix du sorgho au PIB par habitant du Mali, il est possible d'évaluer le revenu annuel, reflétant le niveau des prix dans le contexte du pouvoir d'achat des consommateurs (Vitale, 2017b). En d'autres termes, si l'on tient compte du niveau plus élevé de revenu disponible généré par la croissance rapide du PIB, les ménages acheteurs nets de denrées alimentaires ont eu un meilleur accès à la nourriture malgré la hausse des cours du sorgho, et les vendeurs nets de denrées alimentaires ont profité de prix plus élevés.

IMPLICATIONS POLITIQUES

Une politique de maintien de prix alimentaires bas, du fait notamment d'importations à bon compte comme ce fut le cas au Mali, peut décourager les petits exploitants agricoles d'adopter de nouvelles technologies et d'investir dans leurs exploitations, des incitatifs prix étant un moteur essentiel de tout investissement. À plus long

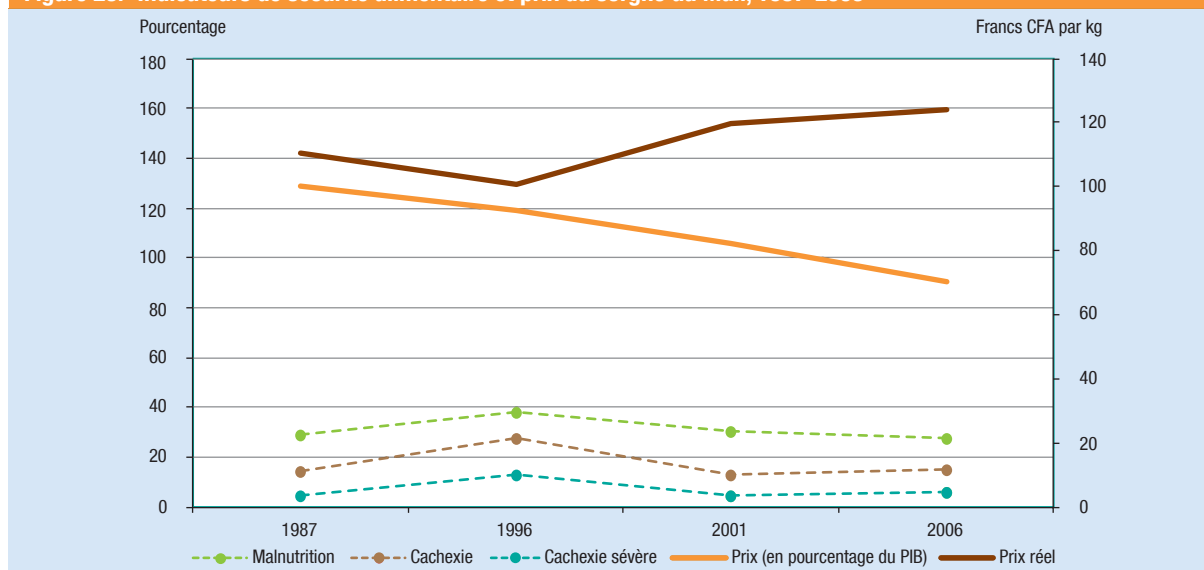
Figure 24. Prix internationaux et nationaux du sorgho, taux nominal de protection, 2005-2010



Source : Vitale, 2017b.

Note : Le taux nominal de protection reflète la différence entre le prix réel perçu par les producteurs à la ferme et le prix mondial qu'ils recevraient à la ferme après prise en compte du transport, des droits et taxes à la frontière et des pertes de fret. Des taux nominaux de protection positifs prouvent que l'environnement politique favorise les producteurs grâce à des prix intérieurs plus élevés que les prix du marché mondial, tandis que les valeurs négatives impliquent que les producteurs sont pénalisés en raison de prix intérieurs plus bas, profitant essentiellement aux consommateurs.

Figure 25. Indicateurs de sécurité alimentaire et prix du sorgho au Mali, 1987-2006



Source : Statistiques de la FAO et Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* (diverses années).

terme, une telle politique pourrait accroître l'écart de revenus entre les populations rurales et urbaines. Alors que les salaires augmentent dans des secteurs autres que l'agriculture, les revenus ruraux stagneront, voire diminueront, renforçant ainsi les pressions sociales et plaçant les décideurs politiques face à des défis épineux.

Les politiques tarifaires sont délicates du fait de la difficulté à trouver un équilibre entre des prix équitables pour les agriculteurs et des prix alimentaires abordables pour les acheteurs nets. Les producteurs de sorgho réagiraient très certainement à la hausse des prix en investissant davantage pour accroître leur productivité, ce qui contribuerait à la croissance économique globale et à la sécurité alimentaire du Mali. Une augmentation de l'offre intérieure de produits de base par le biais d'interventions visant à améliorer la productivité pourrait aider à maintenir des prix alimentaires bas. Elle contribuerait également à un meilleur équilibre entre les revenus ruraux et urbains, qui pourrait être encore renforcé par des mécanismes de protection sociale dans les zones rurales.

L'étude de cas suivante décrit la façon dont le Bangladesh a surmonté ces défis en développant son secteur rizicole au bénéfice des producteurs et des consommateurs, tout en diversifiant son économie.

6. COURS DU RIZ, CROISSANCE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AU BANGLADESH

Il existe d'importantes similitudes entre le rôle du sorgho dans l'économie malienne et celui du riz au Bangladesh²⁵.

²⁵ Cette étude de cas est basée sur Murshid et Yunus, 2017.

Le riz est un aliment de base clef au Bangladesh, en plus d'être la culture la plus importante. Historiquement, il a dominé l'agriculture et l'économie du pays, contribuant directement à la croissance du PIB par le biais de la quote-part importante de la production alimentaire dans l'économie nationale et de ses liens avec le commerce, la meunerie et la transformation en aval.

Le cours du riz a donc été une variable économique et politique de première importance mais hautement sensible, affectant la macroéconomie et la croissance au travers des salaires, de l'inflation, de la balance des paiements et du budget de l'État. Outre sa contribution majeure à la production agricole totale, la production rizicole est également une source primordiale d'emplois ruraux, tant pour les hommes que pour les femmes, puisqu'elle occupe près de la moitié de la main-d'œuvre rurale. Cette culture de base fournit l'essentiel de l'apport calorique des ménages ruraux et des protéines consommées par ce groupe de population, d'où son impact sur la sécurité alimentaire et la pauvreté au niveau des ménages.

Le déclin de l'importance relative du secteur rizicole dans l'économie est le résultat de la diversification de l'agriculture, de sa quote-part décroissante dans le PIB et de l'expansion du secteur manufacturier (textile) et des services. En 2013, le secteur rizicole représentait 7 à 8 % du PIB total, contre 18 % en 1996. Malgré son déclin progressif au fil du temps dans l'économie en général, le secteur du riz a contribué à la croissance d'autres secteurs économiques en assurant la sécurité alimentaire et en participant au maintien de l'inflation alimentaire à un bas niveau.

ÉVOLUTION ET RÉFORME DU SECTEUR RIZICOLE

Le riz, culture la plus répandue au Bangladesh, représente 75 % de la superficie totale des terres arables du pays et près de 70 % de son PIB agricole. Il est cultivé dans de petites exploitations familiales et récolté trois fois par an. Les deux récoltes de la saison des pluies, Aman et Aus, sont effectuées respectivement en novembre-décembre et en juillet-août, tandis que la récolte de la saison sèche, Boro, se déroule en mai-juin. Tributaire du riz et en ayant conscience, à partir de 1972 le Bangladesh a fait de cette culture la priorité de sa politique de développement agricole afin de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations de riz et de renforcer la sécurité alimentaire. Cette politique était axée sur la mise à disposition des technologies de la révolution verte (en particulier une variété de riz à haut rendement) pour les agriculteurs qui utilisaient les méthodes et les semences traditionnelles.

Les premiers efforts publics visaient les récoltes de la saison des pluies, Aman et Aus. Par la suite, l'accent a été placé sur Boro, la récolte de la saison sèche, qui nécessite une irrigation et un contrôle de l'eau. Au départ, Boro n'a guère contribué à la production totale, provoquant une saison de soudure et une grave famine dans les districts du nord du pays. Grâce à des investissements substantiels dans des techniques d'irrigation modernes, surtout à petite échelle, il est devenu possible de cultiver le riz de manière extensive, même durant la saison sèche. La surface totale cultivée du Bangladesh n'a pratiquement pas évolué entre 1972/73 et 2008/09, mais les niveaux de production saisonniers ont considérablement changé, la récolte de la saison sèche étant devenue la plus importante (tableau 3). La production de riz du Bangladesh a triplé, passant de 11 millions de tonnes en 1971 à 34 millions de tonnes en 2013 (Hossain, 2015), permettant au pays de devenir largement autosuffisant en riz.

Avec la croissance spectaculaire de la production rizicole, la culture est passée d'une activité largement axée sur la subsistance à une exploitation plus commerciale, et le commerce du riz a connu des changements importants. L'excédent de riz commercialisé représente environ

45 % de la production totale (Jabbar, 2010), soit environ 15 millions de tonnes entrant sur le marché chaque année, dont l'essentiel est vendu par seulement 14 % des exploitations agricoles (Bayes and Hossain, 2007).

La capacité de mouture a considérablement augmenté grâce à des investissements substantiels dans de vastes moulins automatisés (Reardon et al., 2014). Cette technologie a permis de dégager une valeur ajoutée importante en améliorant la qualité et l'apparence du produit final et en recourant à des techniques modernes d'ensachage et de marquage. Une partie du riz est vendue localement, mais l'essentiel de la production passe entre les mains de grossistes. L'amélioration de la productivité et de la qualité a donné naissance à deux circuits distincts sur le marché : un petit circuit local répondant à la demande et aux goûts de la population locale, et un secteur de gros satisfaisant la demande et les goûts urbains. Grâce à la diversification des types de produits finis, les meuniers ont vu leurs profits augmenter et sont incités à poursuivre leurs investissements dans ce secteur (Murshid, 2015).

Le Gouvernement bangladais a également promu de vastes changements institutionnels et politiques, avec un abandon des pratiques interventionnistes et une ouverture du marché intérieur au commerce. Durant des décennies, les politiques de sécurité alimentaire et commerciale du pays ont eu pour objectif de parvenir à l'autosuffisance alimentaire grâce au contrôle des prix du riz (Ahmed et al., 2000). Elles étaient en partie motivées par la nature du marché mondial du riz, considéré comme très limité et une source d'approvisionnement non fiable pour répondre à la demande nationale par le biais du commerce.

Outre les importants investissements qu'il a réalisés en matière de recherche agricole, d'irrigation et de réseau routier dans les zones rurales, le Gouvernement est intervenu dans la quasi-totalité des secteurs du marché – production, commerce, stocks, approvisionnement et distribution – dans le but de parvenir à l'autosuffisance et d'inciter les agriculteurs à produire, tout en garantissant des prix stables et abordables pour les consommateurs. À titre d'exemple, un vaste système de rationnement et de distribution publique, basé sur l'achat du riz aux agriculteurs et sa distribution aux consommateurs à des prix fixes, a été mis en place pour assurer un approvisionnement bon marché et stable aux consommateurs et garantir un débouché commercial aux producteurs. Les importations de denrées alimentaires étaient l'apanage des pouvoirs publics ; le commerce alimentaire privé était illégal, car censé se traduire par des prix trop élevés. Le Gouvernement a également constitué d'importantes réserves afin de garantir des approvisionnements alimentaires suffisants en période de pénurie.

Tableau 3. Taux de croissance annuelle du rendement des surfaces cultivées et du prix du riz, 1972/73-2008/09 (en pourcentage)

Récolte	Surface	Rendement	Prix
Aus	-3,92	1,86	-0,43
Aman	-0,11	1,83	-0,07
Boro	4,79	1,72	-0,22

Source : Yunus et Shahabuddin, 2013.

Dans les années 1990, devant le coût élevé de ces politiques et leur relative inefficacité, le Gouvernement a décidé d'engager progressivement un certain nombre de réformes pour améliorer la compétitivité du secteur rizicole et réduire l'intervention des pouvoirs publics. Il a autorisé les importations par le secteur privé, ce qui a permis de répondre plus rapidement à la demande du marché, en particulier en période de pénurie de production. Du côté des consommateurs, le système de rationnement a pris fin et la distribution publique a été considérablement réduite et transformée peu à peu en un système de filet de sécurité. Toutefois, les pouvoirs publics continuent de stocker d'importantes réserves de riz pour les situations d'urgence. Dans le cadre de la libéralisation du commerce, ils ont procédé à une diminution et rationalisation des subventions sur les intrants et à une réduction des droits sur le matériel agricole importé (ce qui a permis, entre autres, un accès plus facile aux pompes d'irrigation). Ces réformes se sont traduites par une baisse des prix des biens d'équipement et des intrants, une réduction des coûts de production et une augmentation des profits des producteurs (Ahmed, 1999).

Dans l'ensemble, ces initiatives ont contribué à renforcer la concurrence et l'efficacité dans le secteur rizicole ; le secteur privé a pris pied sur le marché de l'import-export, il a géré plus efficacement la distribution des intrants et a su réagir plus rapidement à l'évolution de la demande. En outre, les importations de riz ont joué un rôle important pour compléter l'approvisionnement en céréales vivrières et stabiliser les prix après les inondations de 1998, à

l'origine d'un déficit de 2,2 millions de tonnes dans la production de riz pendant la saison Aman (del Ninno et al., 2001; Dorosh, 2001). En 2008, lorsque l'Inde a interdit les exportations de riz dans le but de stabiliser les prix dans le pays, les cours ont fortement augmenté au Bangladesh, incitant fortement les agriculteurs à produire davantage, ce qui s'est traduit par une abondante récolte de Boro qui a calmé le marché.

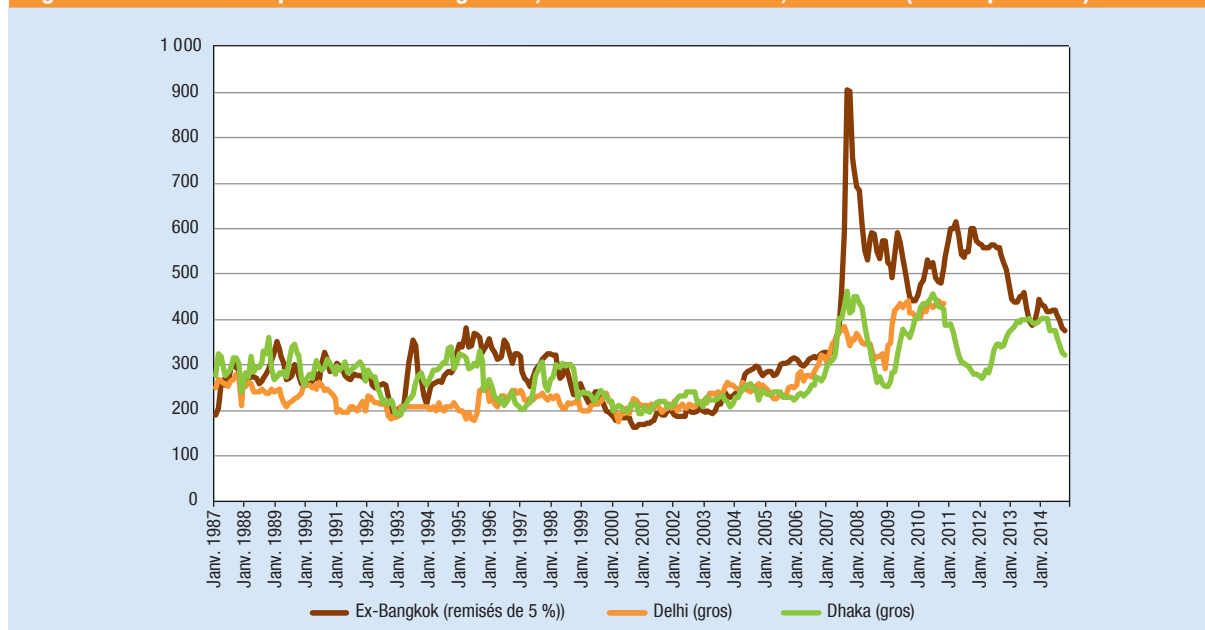
Les efforts de libéralisation des années 1990 ont ouvert le Bangladesh au marché mondial du riz, les prix intérieurs suivant plus étroitement au fil du temps les cours du marché mondial, malgré la tendance du riz bangladais à être plus cher que les cours mondiaux à qualité similaire (fig. 26).

LE SECTEUR RIZICOLE, PARTIE INTÉGRANTE DE L'ÉCONOMIE

Du fait de l'importance de l'industrie rizicole du Bangladesh et du riz dans la consommation globale du pays, l'évolution des cours du riz est liée à l'économie dans son ensemble via divers mécanismes, notamment l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi.

Le riz représente près de 20 % du panier de dépenses de l'IPC du pays. C'est pourquoi des variations substantielles des prix du riz peuvent influencer sur le taux d'inflation, avec des effets macroéconomiques potentiellement importants. Au bénéfice de l'économie bangladaise, les prix réels du riz, généralement peu élevés et suivant une tendance baissière, ont contribué

Figure 26. Évolution des prix du riz au Bangladesh, en Inde et en Thaïlande, 1987-2014 (dollars par tonne)



Source : Calculs basés sur les données de la Banque mondiale et du Bureau des statistiques du Bangladesh. Données relatives au prix de gros à Delhi fournies par Paul Dorosh.

à la faiblesse de l'inflation au cours des dernières décennies, les taux annuels n'excédant jamais 11 %. En fait, le taux d'inflation annuel moyen du Bangladesh, de 6,4 % entre 1987 et 2013, a été inférieur au taux moyen pour l'ensemble des PMA, de 8,1 % au cours de la même période. Cette inflation réduite a créé un climat propice à la croissance économique au Bangladesh grâce à une hausse des revenus réels, encourageant les investissements dans l'économie en général et favorisant l'industrialisation (fig. 27).

Les prix du riz ont également été liés de diverses manières à l'emploi et à la croissance économique globale. L'expansion de la production de riz pendant la Révolution verte bangladaise a permis la création d'un grand nombre d'emplois ruraux, stimulant ainsi la demande et dynamisant l'emploi.

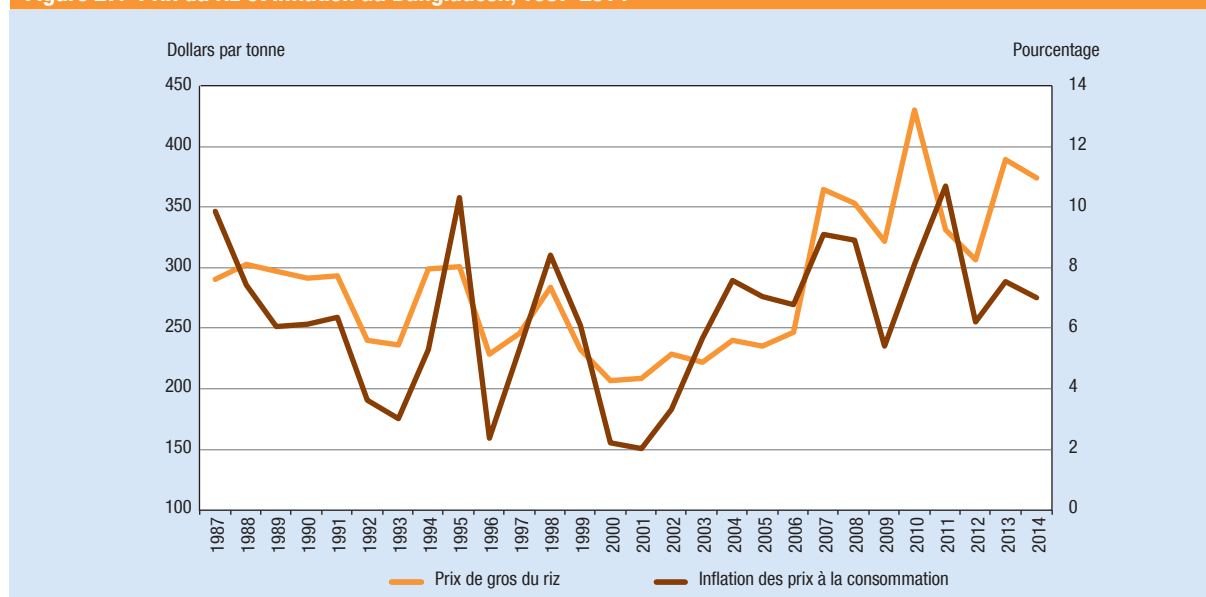
Dans le même temps, malgré l'augmentation de la production rizicole, les prix sont restés à un niveau bas, ce qui a permis l'augmentation des salaires réels et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Au final, en termes nominaux, l'élasticité du taux des salaires agricoles par rapport au prix du riz est estimée à 1,89, ce qui implique qu'une augmentation de 10 % du prix du riz entraîne une augmentation de près de 20 % des salaires agricoles. Autrement dit, les salaires agricoles ont augmenté plus rapidement que les prix du riz entre le début des années 1990 et 2014, d'où une sécurité alimentaire renforcée et une inflation alimentaire faible. Autre aspect des salaires agricoles : l'expansion de la culture du riz pendant la saison sèche a également atténué les effets saisonniers des prix du riz sur les

salaires et contribué à la réduction de la pauvreté. La hausse des salaires est probablement le résultat d'une combinaison de possibilités d'emploi plus nombreuses dans le secteur non agricole, en particulier dans le secteur manufacturier pour les femmes, et d'un volume plus important de transferts de fonds, principalement des travailleurs masculins à l'étranger (Zhang et al., 2013).

Les prix du riz ont eu un impact supplémentaire et immédiat sur la balance des paiements. La politique gouvernementale visait à constituer des stocks de riz par le biais des aides et à couvrir le déficit alimentaire restant par des importations. Mais elle a exercé une pression sur la balance des paiements, asséchant les réserves de devises et influençant le taux de change (Murshid, 1985). Aujourd'hui, cet impact sur la balance des paiements s'est atténué en raison des importantes réserves de devises étrangères détenues par la banque centrale et de la réduction des importations alimentaires indispensables.

De même, le prix du riz a eu des répercussions directes sur le budget de l'État. Les besoins financiers du système public de distribution des denrées alimentaires pour couvrir le coût des subventions alimentaires, des filets de sécurité alimentaire, des opérations d'approvisionnement et d'autres interventions, ont grevé les finances publiques. Au jour d'aujourd'hui, le budget reste impacté par ces opérations, mais la libéralisation du secteur, accompagnée d'une compression du système public de distribution des denrées alimentaires et d'une réduction des interventions gouvernementales, a considérablement atténué les pressions budgétaires (Murshid, 1998).

Figure 27. Prix du riz et inflation au Bangladesh, 1987-2014



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* pour les données sur le taux d'inflation ; données sur les prix dérivées de calculs à partir de chiffres du Bureau des statistiques du Bangladesh.

PRODUCTION DE RIZ ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

En jetant les bases d'un taux de croissance économique supérieur à 6 %, la croissance agricole tirée par le riz a entraîné une baisse du taux de pauvreté par habitant. Des études empiriques confirment que l'agriculture a été un moteur essentiel de la réduction de la pauvreté depuis 2000, même si aucun facteur ne peut expliquer à lui seul cette évolution ; la combinaison de plusieurs activités et sources de revenus semble essentielle pour diminuer la pauvreté (Khandker and Mahmud, 2012).

Historiquement, la saison maigre a toujours eu des répercussions fortement négatives sur les populations pauvres du fait des prix alimentaires élevés avant la récolte et du manque de travail concomitant. Elle a été associée à une situation proche de la famine dans les districts du nord du pays, poussant les paysans et les travailleurs pauvres à quitter ces régions pour chercher un emploi ailleurs. La suppression de la saison maigre, grâce à l'adoption de nouvelles technologies et aux investissements dans les systèmes d'irrigation, a de ce fait eu un effet particulièrement positif sur la réduction de la faim et de la pauvreté.

Si l'impact des cours du riz sur les ménages urbains – en supposant qu'ils ne produisent pas de riz – est évident, l'effet net est plus complexe pour les ménages ruraux. Les analyses laissent entrevoir qu'une hausse du prix du riz peut entraîner une légère réduction du taux national de pauvreté – une augmentation de 10 % des cours ferait passer la proportion des personnes vivant dans la pauvreté de 31,50 % de la population totale (en 2010) à 31,23 %. Les ménages ruraux, les habitants des régions excédentaires sur le plan vivrier (Khulna, Rajshahi, Rangpur et Sylhet), les agriculteurs et les ménages riches profitent d'une montée du prix du riz, tandis que les ménages urbains et les habitants des régions du sud du pays en sont les perdants.

Ces calculs ne tiennent pas compte des effets d'équilibre général, comme une augmentation de l'offre de riz qui générerait à son tour des emplois supplémentaires. Cette demande induite de main-d'œuvre exercerait une pression à la hausse sur les salaires et améliorerait ainsi le revenu du travail des salariés agricoles. Dans la mesure où les pauvres tirent une part importante de leurs revenus du travail agricole, l'effet « réducteur de pauvreté » de la hausse des prix du riz s'en trouverait renforcé. Le manque de terres et le recours à la main-d'œuvre salariée étant fréquents au Bangladesh, l'effet des prix du riz sur les revenus par le biais des salaires est probablement encore plus marqué.

CONCLUSIONS

Depuis les années 1970, les améliorations technologiques, les investissements dans les infrastructures rurales

et l'irrigation, et l'amélioration de l'accès des petits agriculteurs familiaux aux intrants et services ont contribué de manière significative à l'augmentation des rendements du riz. Le riz représentant une part considérable de l'apport calorique de la population, son prix est un facteur essentiel de la croissance économique et plus généralement du développement du Bangladesh.

Les réformes du secteur rizicole ont accru l'offre tout en maintenant de bas niveaux de prix, ce qui a contribué à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les gains en efficacité et productivité ont permis de poursuivre l'expansion de la production, même au plus bas des cours du riz pour les producteurs. Le niveau des prix a également contribué à une inflation plus faible, qui a instauré un environnement macroéconomique plus stable pour les investissements et propice à l'industrialisation et à la croissance économique. En parallèle, avec l'augmentation des salaires résultant de la transformation structurelle du pays, la stabilité des prix du riz s'est traduite par des gains proportionnellement plus élevés en termes réels, notamment pour les travailleurs pauvres et non qualifiés. Aujourd'hui, le secteur rizicole continue de jouer un rôle important dans l'économie, mais sa contribution à la croissance du PIB, à l'inflation, aux salaires et à l'emploi s'est atténuée au fil du temps en raison de la diversification économique.

7. EXPORTATIONS DE DIAMANTS DU BOTSWANA ET DE SIERRA LEONE : LE RÔLE DES INSTITUTIONS DANS L'ATTÉNUATION DE L'IMPACT DE LA DÉPENDANCE DES PRODUITS DE BASE SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

CONTEXTE

Le Botswana et la Sierra Leone sont tous deux tributaires de produits de base auxquels ils n'ajoutent aucune valeur significative avant de les exporter²⁶.

Le Botswana a relativement bien géré les recettes des exportations de diamants, s'en servant pour développer son économie et réduire la pauvreté. En conséquence, il est passé au cours des trois dernières décennies du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire supérieur. Son indice de pauvreté par habitant est tombé de 29,8 % en 2002 à 18,2 % en 2009 (pour un seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat). Cette performance est remarquable en comparaison avec d'autres pays africains, même

²⁶ D'après Boel, 2017.

si une grande partie de la population reste vulnérable, en particulier les enfants de moins de 15 ans. En effet, selon une récente évaluation de la pauvreté réalisée par la Banque mondiale, environ 31 % des pauvres ont été considérés comme vulnérables au cours de la période 2002-2010²⁷.

Malgré les difficultés auxquelles le Botswana est encore confronté, le pays a relativement bien géré son économie. Plusieurs facteurs ont contribué à son succès, notamment le cours du diamant, la gouvernance et la stabilité politique. En 2014, les exportations de diamants, perles, pierres précieuses et semi-précieuses constituaient 86 % des recettes totales d'exportation du pays.

En Sierra Leone, les produits de base représentaient 97 % des exportations totales de marchandises, dont 12 % consistaient en des diamants, perles, pierres précieuses et semi-précieuses en 2014-2015 (UNCTAD, 2017). Le pays a connu des niveaux de développement économique et humain très faibles en raison d'une longue guerre civile. Son indice de pauvreté par habitant n'a diminué que légèrement, passant selon les *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale de 58,5 % en 2003 à 52,3 % en 2011, et la Sierra Leone reste classée parmi les pays à faible revenu.

Cette étude de cas examine les principaux facteurs expliquant la contribution spécifique des diamants à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement dans ces deux pays.

Le Botswana exporte des diamants depuis le début des années 1970, alors que la Sierra Leone a démarré cette activité beaucoup plus tôt, dès les années 1930. Les deux pays comptent parmi les principaux producteurs de diamants, dont la quasi-totalité est exportée. En 2016, le Botswana a produit 20,5 millions de carats de diamants, contre 0,5 million pour la Sierra Leone. Les recettes d'exportation importantes, dues aux prix élevés du carat, devraient contribuer à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement humain dans les deux pays. Dans l'ensemble, si la valeur à l'exportation du carat est plus élevée en Sierra Leone, le volume de production de diamants du Botswana a toujours été nettement supérieur (tableau 4).

Le marché du diamant, en général, et celui de ces deux pays en particulier, présente des caractéristiques spécifiques qui le distinguent des marchés traditionnels des produits de base. Premièrement, les diamants ont une valeur symbolique sous-jacente qui va au-delà de leur utilité économique. Selon le Conseil mondial du diamant, les diamants portent en eux une signification émotionnelle profonde, ils sont considérés comme

²⁷ Voir : <http://www.worldbank.org/en/country/botswana/publication/botswana-poverty-assessment-december-2015>.

Tableau 4. Production et valeur à l'exportation des diamants industriels au Botswana et en Sierra Leone, 1999-2016

Année	Production (milliers de carats)		Valeur à l'exportation (dollars par carat)	
	Botswana	Sierra Leone	Botswana	Sierra Leone
1999	21 348	5	91	487
2000	24 635	42	74	32
2001	26 190	117	60	51
2002	28 368	205	70	84
2003	30 412	260	74	114
2004	31 036	692	89	183
2005	31 890	668	98	212
2006	34 293	603	97	208
2007	33 639	603	91	235
2008	32 276	371	110	266
2009	17 734	400	93	196
2010	22 018	438	121	242
2011	22 904	357	218	347
2012	20 554	541	171	302
2013	23 187	609	174	296
2014	24 668	620	188	357
2015	20 778	500	217	308
2016	20 501	549	178	289

Sources : D'après les statistiques de la CNUCED, des données des Nations Unies et la base de données en ligne du Processus de Kimberley (consultée le 14 septembre 2017).

précieux et symbolisent l'éternité. Deuxièmement, les gisements diamantifères alluviaux de la Sierra Leone (où les diamants sont dispersés dans le sable, le gravier et l'argile) sont exploités par de nombreux artisans mineurs dont l'activité n'est pas déclarée. Cette situation pose des problèmes de coordination et de supervision et a pu engendrer des processus de production laissant à désirer et une recrudescence d'activités illicites d'extraction minière et d'exportation. En revanche, au Botswana, les gisements de kimberlite (qui font l'objet d'une extraction en profondeur) sont concentrés dans l'espace et offrent peu de possibilités d'exploitation illicite. La production est donc plus centralisée, l'État et ses partenaires d'exploitation collectant toutes les recettes (Davies and Dessy, 2012)²⁸. Cela souligne l'importance cruciale de la géologie dans la production et l'exportation des diamants. Troisièmement, la stabilité politique et macroéconomique du Botswana a permis l'extraction de quantités importantes de pierres, alors que de nombreuses années de conflit en Sierra Leone ont découragé l'extraction.

²⁸ La Sierra Leone a commencé à exploiter des gisements de kimberlite en 2003, ce qui a stimulé la production entre 2004 et 2007.

CONTRIBUTION DES DIAMANTS À L'ÉCONOMIE ET À LA CRÉATION D'EMPLOIS

Tant au Botswana qu'en Sierra Leone, le secteur du diamant est un secteur économique clef, qui contribue aux recettes en devises, à la création d'emplois et aux recettes fiscales. Ainsi, au Botswana, la société multinationale De Beers (2015) affirme donner directement ou indirectement du travail à 34 160 personnes, soit 3 % de la population active totale estimée à 1 155 963 personnes. Les recettes du Gouvernement provenant des diamants s'élevaient à 2,2 milliards de dollars en 2014. Au 12 octobre 2015, les réserves de change accumulées, principalement des revenus tirés des diamants, étaient estimées à 8,3 milliards de dollars (Cohen, 2015). Les recettes en devises étrangères provenant des diamants reviennent à part égale au Gouvernement et à la société De Beers, qui ont créé une coentreprise d'extraction et de commercialisation.

En Sierra Leone, le Gouvernement ne possède pas de parts dans des sociétés minières. En outre, on estime qu'environ un million de personnes travaillent dans le secteur des diamants, le plus souvent en toute illégalité, sur une population active totale de 2 440 884 personnes. Près de la moitié de la population active totale serait ainsi employée dans le secteur informel lié au diamant.

Étonnamment, les pics d'exportations de diamants du Botswana ne correspondent pas aux pics de croissance du PIB (fig. 28). Le coefficient de corrélation entre les deux variables n'est que de 0,14, ce qui laisse entrevoir

que la contribution des exportations de diamants au PIB pourrait être influencée par d'autres facteurs, notamment la gouvernance. En effet, le Botswana est bien classé en termes de gouvernance, alors que la Sierra Leone est systématiquement en bas de liste²⁹.

En Sierra Leone, la croissance du PIB a été relativement forte, en particulier entre 2002 et 2013 (fig. 29), et la relation entre les exportations de diamants et cette croissance du PIB semble plus marquée qu'au Botswana, avec un coefficient de corrélation de 0,43.

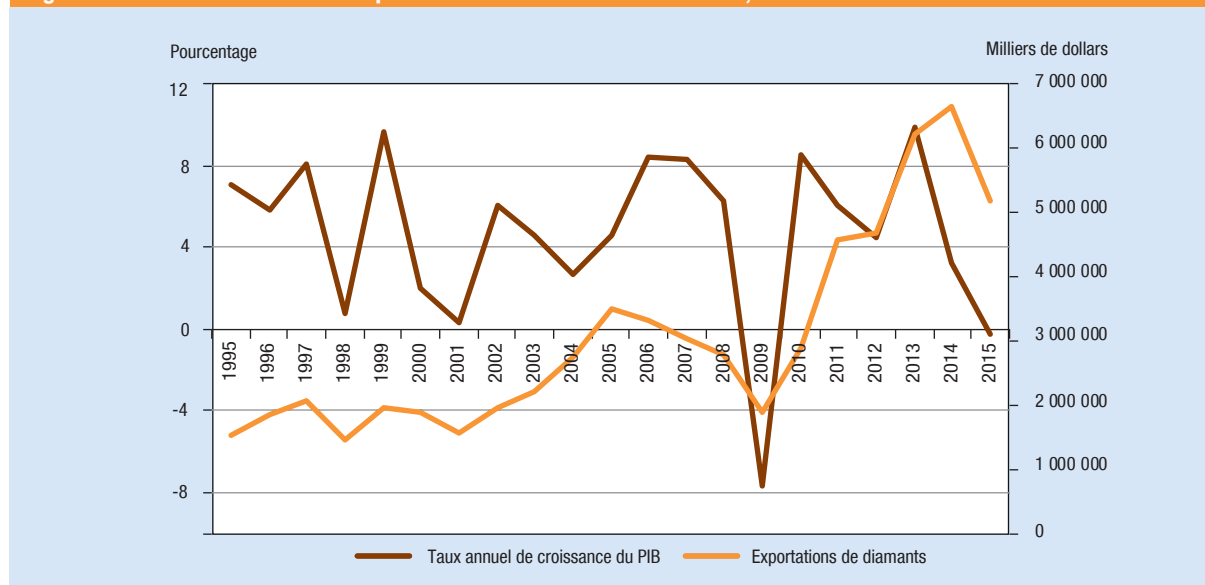
Les performances économiques du Botswana et de la Sierra Leone en réponse à l'évolution des prix des diamants traduisent, dans une certaine mesure, les différences dans la gouvernance institutionnelle des deux pays.

GÉRER LES REVENUS DU DIAMANT : LE RÔLE DES INSTITUTIONS

Au Botswana, trois fonds ont été mis en place depuis 1973 dans le but de stabiliser l'économie, d'assurer le service de la dette publique et de favoriser le développement local. Le premier, le Fonds de stabilisation des revenus, a pour objectif d'atténuer l'effet des fluctuations des cours internationaux du diamant, et par conséquent des revenus du Gouvernement, sur l'économie et d'accumuler des actifs pendant les périodes de

²⁹ *Indicateurs de développement dans le monde* : <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-de-gouvernance-mondiaux>.

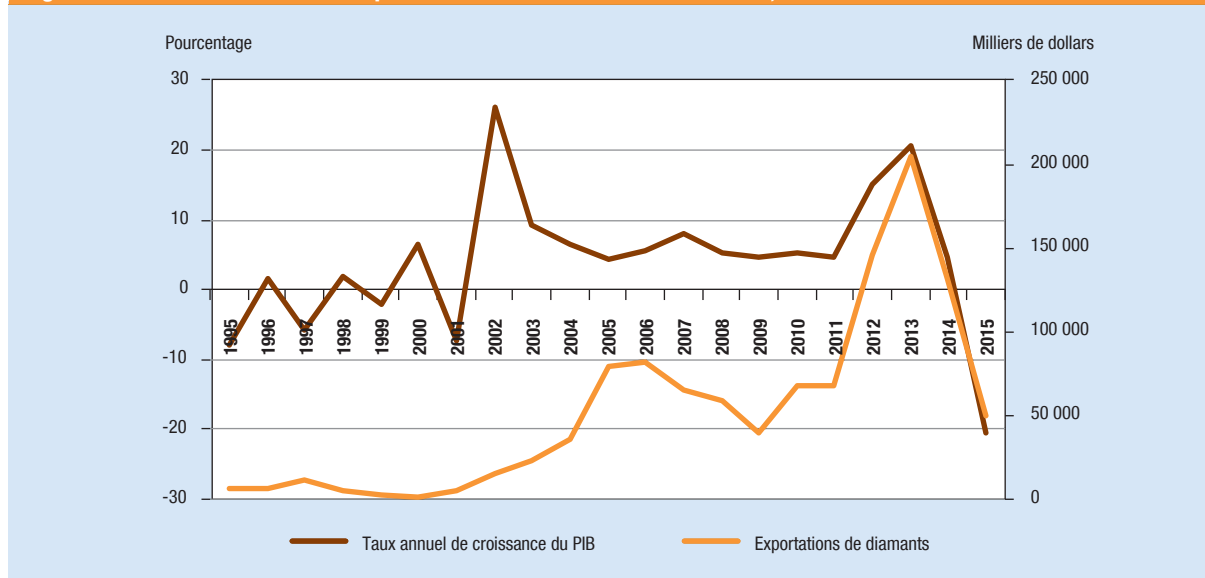
Figure 28. Croissance du PIB et exportations de diamants au Botswana, 1995-2015



Sources : D'après les statistiques de la CNUCED et la Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*.

Note : Les exportations de diamants correspondent au groupe 667 de la CTCL, révision 3 (Perles fines ou de culture, pierres gemmes et similaires).

Figure 29. Croissance du PIB et exportations de diamants en Sierra Leone, 1995-2015



Sources : D'après les statistiques de la CNUCED et la Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*.

Note : Les exportations de diamants correspondent au groupe 667 de la CTCL, révision 3 (Perles fines ou de culture, pierres gemmes et similaires).

prospérité. Le deuxième, le Fonds du service de la dette publique, est principalement chargé du service de la dette publique, mais il accorde également des prêts aux entreprises publiques. Le troisième, le Fonds national de développement, finance des projets de développement. Ces trois organes jouent un rôle essentiel car, grâce à leur action de stabilisation, ils permettent au Gouvernement du Botswana de planifier et de réaliser ses investissements avec certitude. Ils servent également de canaux efficaces pour la création d'emplois et contribuent à l'atteinte par le pays de ses quatre objectifs nationaux de développement, à savoir une croissance économique rapide, la justice sociale, l'indépendance économique et le développement durable (Maipose and Thapelo, 2009). Ces fonds permettent au pays de poursuivre une politique anticyclique, accumulant des réserves de change pendant les périodes de prix élevés des diamants et augmentant les dépenses publiques pendant les périodes de récession. Le succès global du Botswana a également été mis au crédit de la bonne gestion de l'État et de la stabilité des institutions politiques.

Le Botswana a par ailleurs réformé son processus politique de prise de décisions relatives à l'utilisation des revenus tirés des diamants. Son Parlement est chargé d'approuver les nouveaux projets d'investissement énoncés dans le Plan national de développement sexennal (actualisé tous les trois ans). En outre, le Parlement a décidé d'inclure dans les projets d'investissement du pays des dépenses récurrentes au titre de l'éducation, de la formation professionnelle et des services de santé.

Grâce à ce système, une part importante des revenus des diamants a été investie dans l'éducation, la santé, les routes et d'autres infrastructures de base. À titre d'exemple, en 2005 le Botswana a consacré près de 26 % de ses dépenses publiques totales à l'éducation, contre 15 % en Sierra Leone, et en 2013 il a affecté 3 % de son PIB à la santé, contre 1,7 % en Sierra Leone.

Le Botswana a récemment adopté des mesures lui permettant de grimper dans la chaîne de valeur du diamant, avec la création d'une industrie de taille et de polissage destinée à favoriser la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. En septembre 2013, 21 entreprises étaient actives dans ce secteur (Honde and Abraha, 2015), mais les effets de cette politique sur la réduction de la pauvreté et sur l'économie en général sont difficiles à évaluer, puisque les prix fluctuent en fonction de la disponibilité des différentes formes de diamants taillés³⁰.

En Sierra Leone, aucune institution n'a été créée pour atténuer les effets des fluctuations de cours. Toutefois, d'autres types d'institutions ou de fonds ont été mis en place. C'est le cas par exemple du Fonds pour le développement communautaire des zones diamantifères, établi en 2001 pour financer des projets de développement dans les régions productrices en restituant 0,75 % des droits de douane sur les exportations de diamants à ces régions (Maconachie and Binns, 2007; Kawamoto, 2012). Les secteurs

³⁰ <https://www.bluenile.com/education/diamonds/shape/price-comparison>.

couverts par le Fonds offraient davantage de possibilités d'emploi et disposaient d'infrastructures de meilleure qualité, mais étaient confrontés à des problèmes liés à la mauvaise gestion de ces ressources. Pour remédier à ces insuffisances, le Fonds a introduit de nouvelles procédures et directives opérationnelles en 2008 afin d'améliorer la participation locale à la gestion du Fonds et de renforcer les mécanismes de responsabilisation (Kawamoto, 2012).

La Sierra Leone a adhéré en 2003 au Système de certification du Processus de Kimberley soutenu par les Nations Unies (United Nations, 2001). Ce processus vise à prévenir le financement des conflits par les diamants, comme ce fut le cas dans le pays entre 1991 et 2001. Il a aidé la Sierra Leone dans sa période d'après conflit, même si l'objectif principal du programme est d'empêcher que les revenus tirés des diamants servent à l'achat d'armes. En outre, en 2007, la Sierra Leone a adhéré à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) dans le but d'améliorer sa transparence et sa responsabilité. En dépit des quelques résultats obtenus, cela ne s'est pas traduit par une réduction significative de la pauvreté. Un certain nombre de contraintes liées à la mise en œuvre, dont la capacité institutionnelle restreinte et le manque de participation effective de la société civile, notamment dans les phases de suivi et d'évaluation, ont limité les effets positifs de l'adhésion du pays à l'ITIE (Maconachie, 2008).

ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET CONCLUSIONS

Les différences intrinsèques entre le Botswana et la Sierra Leone et leurs choix politiques divergents expliquent, dans une large mesure, les écarts de croissance économique et de développement entre ces deux pays.

Quatre éléments ont facilité le développement du Botswana : i) l'afflux important d'aide étrangère ; ii) des réserves de diamants abondantes sous forme de gisements de kimberlite (contrairement aux diamants alluviaux de la Sierra Leone) ; iii) un partenariat fructueux avec une grande entreprise multinationale sur le marché du diamant ; et iv) une population peu nombreuse et homogène (Maipose, 2008).

En outre, les choix du Botswana illustrent bien les avantages des politiques publiques accordant la priorité aux investissements dans l'éducation, la santé, les routes et les infrastructures de base, qui ont contribué largement à son développement socioéconomique (Pegg, 2010). Le pays a bénéficié d'une stabilité macroéconomique, en partie grâce à une règle budgétaire limitant à 40 % le ratio dépenses publiques/PIB. Par les politiques anticycliques menées par son Gouvernement, le Botswana se

démarque de la plupart des autres pays africains riches en ressources naturelles, qui ont eu tendance à exagérer leurs dépenses en période d'expansion des prix des produits de base et à les réduire à l'excès, ou être contraints d'emprunter, en période de baisse des prix des produits de base (Honde and Abraha, 2015). Le Botswana a échappé à la plupart des symptômes du syndrome hollandais dont nombre de pays africains riches en ressources naturelles et a atténué de manière relativement efficace les risques associés à une forte dépendance vis-à-vis d'un produit de base unique.

Le pays peut progresser encore, en consolidant son industrie de la taille et du polissage des diamants, en poursuivant la diversification, en renforçant sa politique économique et en prenant des mesures pour diminuer les inégalités de revenus, qui comptent parmi les plus élevées au monde. En effet, si le Botswana réduisait de manière significative l'inégalité des revenus, la pauvreté pourrait tomber en dessous de 6 % de la population d'ici à 2030³¹.

Certaines des politiques fructueuses menées par le Botswana devraient éclairer les choix politiques de la Sierra Leone dans sa recherche d'un développement socioéconomique inclusif. Des institutions stables, la paix et la stabilité et une meilleure gouvernance pourraient accroître la contribution des diamants à la croissance économique et au développement humain en Sierra Leone.

8. UTILISATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE POUR CRÉER DE LA VALEUR AJOUTÉE : LEÇONS TIRÉES DE L'INTERDICTION DES EXPORTATIONS DE NICKEL DÉCRÉTÉE PAR L'INDONÉSIE

Cette étude de cas éclaire le débat plus large sur l'utilisation de la politique commerciale à l'appui des objectifs nationaux de développement³². De nombreux pays en développement tributaires des produits de base font état de leur frustration devant le fait qu'après des décennies de stratégies de développement orthodoxes fondées sur le libre-échange, ils ne parviennent toujours pas à diversifier leur économie (UNCTAD, 2015).

Le recours aux restrictions à l'exportation des produits de base a pris une ampleur considérable à l'occasion de la récente flambée des prix de ces produits. Ainsi,

³¹ <http://www.worldbank.org/en/country/botswana/publication/botswana-poverty-assessment-december-2015>.

³² D'après Terauds, 2017.

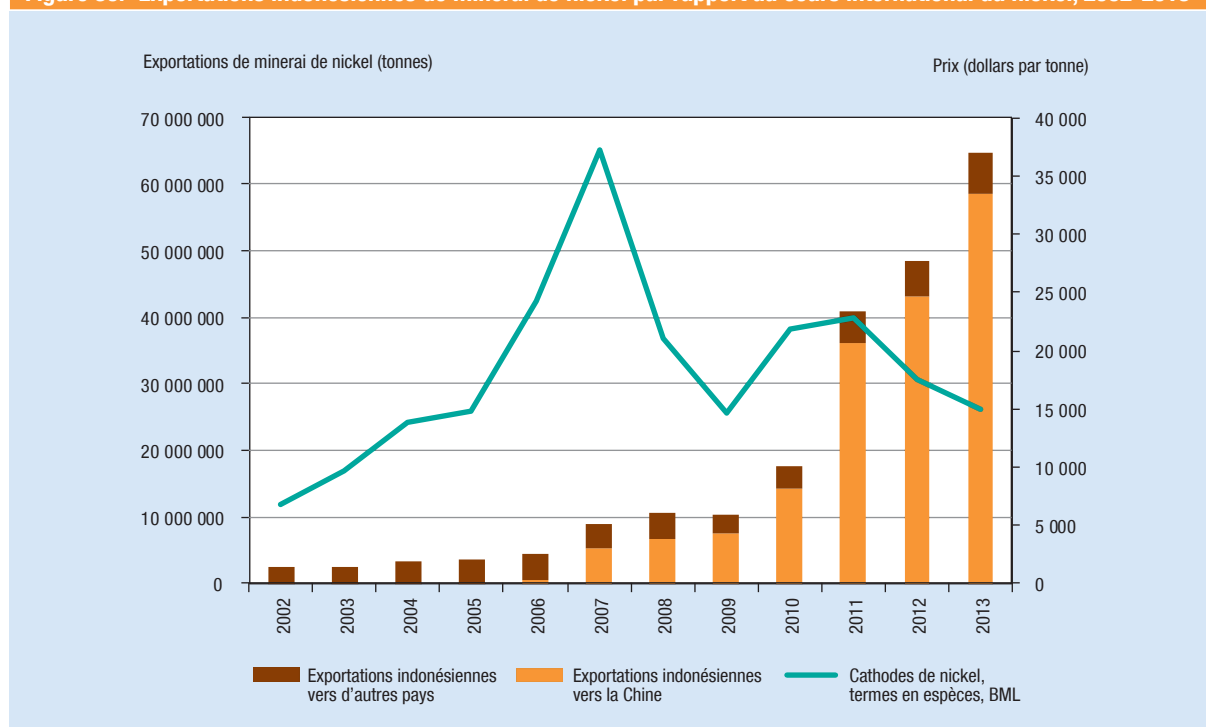
l'OCDE a constaté que sur les 2 000 restrictions à l'exportation de matières premières industrielles en vigueur dans le monde en 2012, plus de la moitié a été décrétée après 2009 (OECD, 2014). La volonté de tirer parti des prix élevés des produits de base explique en partie cette ruée vers les taxes ou restrictions à l'exportation. Les politiques commerciales poursuivant des objectifs de développement à long terme non liés aux prix, comme l'interdiction des exportations de minerais instaurée par l'Indonésie en 2014, représentent également une approche plus énergique de la part des pays exportateurs pour parvenir à des résultats de développement axés sur les produits de base qui leur ont largement échappé. D'autres pays ont suivi avec intérêt les résultats de l'interdiction indonésienne pour juger si une telle solution pouvait leur permettre d'obtenir des résultats similaires.

L'Indonésie a décrété l'interdiction d'exportation des minerais de nickel et de bauxite non transformés en janvier 2014, mettant ainsi en œuvre une disposition de la loi indonésienne de 2009 sur l'exploitation minière, qui stipule que les mineurs traitent leur minerai dans le pays. Par cette interdiction, le Gouvernement comptait obliger les mineurs et les transformateurs à construire des fonderies en Indonésie et augmenter ainsi la quote-part revenant au pays de la valeur ajoutée tirée de ses ressources minérales.

L'interdiction des exportations de nickel a été imposée par le Gouvernement indonésien en réaction à l'accélération drastique de son taux d'extraction de ce minerai, qui est passé d'un taux annuel de 5 millions de tonnes en 1996 à 10 millions de tonnes en 2006 et 71 millions de tonnes en 2013, à la veille de l'interdiction. Cette accélération a été provoquée par la demande de la Chine, en particulier des producteurs de fonte brute de nickel. Cette fonte est un produit primaire composé de nickel et de fer, utilisé comme intrant dans les aciéries chinoises. Le procédé de production de la fonte brute de nickel a été commercialisé en Chine au milieu des années 2000, après quoi la production a explosé pour répondre à la demande du secteur de l'acier. Avant l'interdiction d'exportation indonésienne, la majorité des usines chinoises de fonte brute de nickel étaient calibrées pour traiter le minerai de nickel indonésien, dont la teneur moyenne était plus élevée que celle de sources concurrentes. La figure 30 montre que l'accélération des exportations indonésiennes de minerai de nickel entre 2007 et 2013 est principalement due à la demande de la Chine et qu'elle est faiblement corrélée aux cours internationaux du nickel.

L'Indonésie disposant de vastes réserves de minerai de nickel, la préoccupation n'est pas liée à un éventuel épuisement de la ressource, mais plutôt au fait que les recettes d'exportation – estimées à 4,5 milliards de

Figure 30. Exportations indonésiennes de minerai de nickel par rapport au cours international du nickel, 2002-2013



Sources : D'après les statistiques de la CNUCED pour les prix ; *Annuaire statistique de l'Indonésie* pour les exportations de minerai de nickel.

dollars³³ – ne justifient pas l'abandon de la valeur ajoutée liée à l'exportation sous forme brute, ni les méthodes d'extraction invasives pour l'environnement, qui comptent parmi les principales causes de déforestation du pays (FWI, 2014)³⁴. En Indonésie, le nickel est généralement produit dans des exploitations à ciel ouvert.

Cela étant, l'interdiction comportait de nombreux coûts d'opportunité. Outre la perte de recettes d'exportation, l'interdiction a entraîné la fermeture de mines avec pour conséquence des pertes d'emplois. Les emplois dans le secteur minier indonésien étaient passés d'un million en moyenne au cours de la période 2004-2008 à 1,4 million en 2014. La CNUCED a utilisé la part du nickel dans les exportations indonésiennes totales (en valeur) de « minerais, métaux et charbon » (7,3 %) en 2012 pour estimer le nombre d'emplois générés par les mines de nickel. D'après ses calculs, 100 000 travailleurs y auraient été employés en 2013, dont 30 000 étaient venus grossir les effectifs au cours du boom des exportations de minerai de nickel entre 2009 et 2013. Bon nombre des nouveaux emplois créés dans les mines à ciel ouvert qui exportaient directement leur minerai ont été supprimés à la suite de la mise en œuvre de l'interdiction d'exporter des minerais en 2014.

Les recettes publiques représentaient un autre coût d'opportunité de cette interdiction d'exportation. Au cours de la période 2012-2014, le Gouvernement a perçu des recettes annuelles moyennes provenant de l'exploitation minière d'environ 51 000 milliards de roupies (4,8 milliards de dollars au taux de change moyen de 2013). En appliquant l'indice susmentionné de 7,3 %, la contribution annuelle approximative du nickel aux recettes publiques est estimée à 3 700 milliards de roupies (soit 350 millions de dollars) pour la période 2012-2014, dont 270 millions de dollars pour les exportations de minerai brut, représentant le coût d'opportunité de l'interdiction des recettes publiques.

À la veille de l'interdiction, l'Indonésie comptait trois fonderies de nickel en exploitation. Sur Sulawesi, les deux fonderies établies étaient l'usine de matte de nickel PT Vale à Soroako, d'une capacité de 80 000 tonnes d'équivalent nickel pur, et l'usine de ferro-nickel de PT Antam à Pomalaa, d'une capacité de 20 000 tonnes d'équivalent nickel pur. Sur Java, la petite usine d'électrolyse PT Indoferro a démarré ses activités en 2013, avec une capacité de 3 000 tonnes d'équivalent

nickel pur de fonte brute de nickel. Cette capacité totale de fusion du nickel d'environ 103 000 tonnes d'équivalent nickel pur a traité moins de 10 % du minerai de nickel produit en 2013. Dans les mois qui ont suivi l'interdiction, le Ministère de l'énergie et des ressources minérales a enregistré plus de 30 nouveaux projets de fonderie de nickel³⁵, presque exclusivement des usines de production de fonte brute de nickel. L'interdiction d'exportation a coupé l'approvisionnement en minerai des usines de fonte de nickel en Chine, ce qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement en acier de ce pays, du fait des exportations sous forme de fonte brute de nickel.

Début 2015, les prix du nickel se sont effondrés, passant de 16 000 dollars la tonne en décembre 2014 à moins de 9 000 dollars la tonne en décembre 2015. À ces niveaux de prix, de nombreux projets de fonderie en Indonésie sont devenus non rentables et ont été abandonnés. Néanmoins, fin 2016, le Jakarta Post signalait que neuf nouvelles fonderies de nickel, la plupart de petite taille, avaient démarré leurs activités. À pleine capacité, elles produiront au total environ 150 000 tonnes d'équivalent nickel pur, doublant ainsi la capacité totale de fusion du nickel en Indonésie pour atteindre 250 000 tonnes d'équivalent nickel pur. Cette capacité totale traitera environ 13,9 millions de tonnes de minerai de nickel d'une teneur moyenne de 1,8 % de nickel, soit 20 % de la production indonésienne de minerai en 2013. En outre, à pleine capacité, la CNUCED estime que les nouvelles fonderies créeront 25 000 nouveaux emplois, compte tenu du ratio moyen des fonderies indonésiennes qui s'élève à un emploi pour 6 tonnes d'équivalent nickel pur de capacité. Compte tenu de ces avantages, la politique a pu être considérée comme un succès net malgré les bas prix du nickel qui entravent de nombreux projets de fonderie.

En janvier 2017, le Gouvernement a surpris les marchés en assouplissant ses restrictions à l'exportation pour les minerais de bauxite et de nickel. Selon les nouvelles dispositions, les entreprises dotées de fonderies en construction seront autorisées à exporter des volumes limités de minerai de nickel brut, à condition de consacrer 30 % de leur capacité de fusion à des minerais de faible teneur (moins de 1,7 % de nickel), plus coûteux à traiter et donc souvent rejetés. Le Ministère de l'énergie et des ressources minérales a estimé que les exportations de minerai de nickel brut s'élèveraient à 5,2 millions de tonnes en 2017, ce qui ne représente qu'une petite partie des 64,8 millions de tonnes exportés par l'Indonésie en 2013.

³³ L'Indonésie a exporté 64,8 millions de tonnes de minerai de nickel brut en 2013 (Source : GEIN, Groupe d'étude international du nickel) à un prix moyen annuel, livré à Shanghai, de 70 dollars par tonne (Source : *Metal Bulletin*).

³⁴ Bien que l'un des objectifs de l'interdiction d'exporter des minerais était de réduire la déforestation et la pollution de l'eau, l'établissement d'une industrie nationale de la fusion constitue une menace grave pour l'environnement et les changements climatiques.

³⁵ La fusion et la production de fonte de nickel font appel à deux procédés pyrométallurgiques différents. Toutefois, pour simplifier, le terme « fonderie » désigne l'ensemble des installations qui utilisent les différents processus de transformation du minerai de nickel en produits métalliques primaires et intermédiaires à base de nickel.

S'est alors posée la question de savoir si la politique était effectivement un succès. Le Gouvernement a annoncé que son changement de politique avait pour but d'aider les investisseurs à financer la poursuite de la construction de leurs fonderies au moyen des recettes tirées de leurs exportations de minerai. La décision a toutefois été prise après une chute des recettes publiques, due en partie à l'effondrement généralisé des prix des produits de base entre mi-2014 et mi-2016. En ce qui concerne le secteur privé, les sociétés craignaient que la rentabilité de leurs projets de fonderie ne soit entravée par l'effet à la baisse sur les prix du nickel d'une reprise des exportations de minerai, ainsi que par la nouvelle exigence, coûteuse, de traiter le minerai de faible teneur. L'incertitude entourant les changements des politiques gouvernementales peut également inquiéter les investisseurs.

PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Sur le plan stratégique, il est peu probable que l'interdiction indonésienne des exportations de nickel soit reproduite par d'autres pays en développement, dans le cadre de leurs stratégies de développement. Son succès préliminaire s'explique en grande partie par la non-substituabilité du minerai de nickel latéritique indonésien dans le processus de production de fonte brute de nickel. L'interdiction par le Gouvernement d'exporter du minerai de bauxite est un parfait contre-exemple du succès relatif de l'interdiction d'exporter du nickel pour forcer la construction de nouvelles fonderies. Du fait de la disponibilité de substituts à la bauxite indonésienne, les raffineurs d'aluminium se sont tournés pour leurs approvisionnements vers d'autres pays, qui ont ainsi profité directement de l'interdiction indonésienne. De ce point de vue, l'expérience indonésienne sert d'avertissement aux autres pays en développement tributaires des produits de base, leur faisant prendre conscience des inconvénients d'une interdiction complète des exportations de produits de base pour lesquels des substituts existent sur le marché.

D'autre part, le Gouvernement a probablement choisi le nickel et la bauxite pour la première phase de son interdiction d'exportation entre autres parce que ces deux minéraux représentent une part relativement faible de son économie. À l'heure de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement s'efforçait de trouver un moyen d'appliquer une interdiction d'exportation pour des minéraux plus importants sur le plan économique et plus sensibles sur le plan politique, notamment le cuivre. Pour les pays en développement tributaires des produits de base dont les exportations de ces produits représentent une part stratégique de leur économie, il serait beaucoup plus risqué de parier sur une interdiction des exportations.

Concernant sa mise en œuvre, l'interdiction indonésienne d'exporter du nickel est un exemple réussi de politique commerciale nationaliste axée sur les ressources, qui ne va pas à l'encontre du droit commercial international. Avec beaucoup de sagesse, le Gouvernement a atténué le caractère nationaliste de l'interdiction, suggérant que la mesure visait à permettre aux Indonésiens de tirer un meilleur parti de leurs ressources minérales sans faire pour autant de discrimination à l'égard des investisseurs étrangers. L'interdiction ne remet nullement en cause les deux producteurs de nickel métal établis dans le pays – PT Vale et PT Antam – et l'Indonésie se félicite de l'arrivée de producteurs d'acier chinois en tant que principaux investisseurs étrangers dans les nouveaux projets de fonderie. L'interdiction d'exporter du nickel n'a donc pour l'heure été source d'aucun différend au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Toutefois, l'exemple indonésien devrait également servir de mise en garde contre toute mention de la conservation de l'environnement dans la formulation d'interdictions d'exportation de minéraux. Les préoccupations environnementales dans la chaîne de valeur des métaux mobilisent grandement les décideurs politiques, les producteurs et les consommateurs. Mais le compromis initial envisagé par l'interdiction indonésienne – moins d'extraction de minerais et plus de fonderies – implique un compromis environnemental connexe : d'une part, un taux d'extraction du nickel plus faible réduira – sans l'éliminer pour autant – le rôle de l'exploitation du nickel dans la déforestation, alors que d'un autre côté, les nouvelles fonderies produiront des déchets supplémentaires, sous forme de résidus miniers et de scories, et pollueront l'air et l'eau. L'impact environnemental net de cette politique est donc mitigé, et il est recommandé aux gouvernements d'envisager d'autres outils stratégiques pour répondre aux préoccupations environnementales dans la chaîne de valeur des métaux.

Ce choix politique risque également de nuire aux relations avec les partenaires commerciaux et les investisseurs étrangers. Pour compenser les pertes financières subies par les investisseurs, le Gouvernement pourrait remédier aux contraintes auxquelles ils sont confrontés. À titre d'exemple, le principal problème rencontré par les investisseurs qui construisent des fonderies dans les régions minières éloignées est la pénurie de routes, de ports, d'électricité et de main-d'œuvre qualifiée. Le Gouvernement aurait pu assortir son interdiction des exportations d'un ensemble cohérent de politiques, de programmes et d'investissements pour aider les investisseurs à surmonter ces difficultés. Cela aurait également contribué à la poursuite du développement des régions minières de nickel et envoyé un message fort aux investisseurs, signe que le pays est déterminé à développer le secteur. En l'état actuel des choses,

la plus grande part du fardeau de la politique a été supportée par des investisseurs privés dont les chaînes d'approvisionnement ont été menacées par l'interdiction. Cette politique sape la confiance des investisseurs et nuit aux éventuels partenariats à long terme mutuellement avantageux entre le Gouvernement et le secteur privé.

Enfin, ce type de politiques commerciales interventionnistes n'est envisageable que si les prix sont suffisamment élevés pour compenser les importants coûts d'opportunité de ces politiques.

9. LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONTENU LOCAL SONT-ELLES UN CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT ? LE CAS DU PÉTROLE AU NIGÉRIA

INTRODUCTION ET CONTEXTE

Pendant les quatre décennies qui ont précédé la crise pétrolière de 2014, le pétrole a représenté environ 80 % des recettes d'exportation annuelles du Nigéria et 70 % des recettes du Gouvernement fédéral³⁶. Cependant, le pétrole nigérian a longtemps été associé à la malédiction des ressources naturelles (Sala-i-Martin and Subramanian, 2003). Après les élections de 1999, le nouveau Gouvernement aurait été en mesure de remédier à cette situation. Il a adopté une politique relative au contenu local en 2000, accompagnée d'une série de directives visant à atteindre un objectif de 70 % de contenu local d'ici à 2010 (Ovadia, 2013). Au cours de la période 1999-2001, d'autres mesures phares ont été prises, notamment l'établissement d'une règle de dérivation de 13 % prévoyant des allocations budgétaires plus élevées aux États de la Fédération producteurs de pétrole, sur la base d'un principe de répartition des recettes en fonction de l'origine du pétrole. Ainsi, sur chaque dollar de revenus pétroliers, 13 cents sont alloués exclusivement aux huit États producteurs, 44 cents vont au Gouvernement fédéral et 43 cents sont répartis entre les gouvernements des États, les gouvernements locaux et les autorités de la capitale fédérale. Le Gouvernement a également instauré la Commission de développement du delta du Niger, financée par une redevance annuelle de 3 % prélevée sur les compagnies pétrolières. Cette commission est chargée d'assister les États producteurs de pétrole dans la formulation et la mise en œuvre de politiques destinées à assurer une gestion saine et efficace des ressources de la région du delta du Niger. En outre, un projet de loi sur la responsabilité financière, promulgué en 2007, prévoyait l'allocation des revenus

excédentaires, au-dessus d'un prix de référence de 60 dollars le baril, à un compte « d'excédent de pétrole brut » dans la banque centrale du pays.

En 2009, les pouvoirs publics ont adopté le plan de transformation économique à long terme « Nigeria Vision 20:2020 », destiné à faire du Nigéria un pays émergent d'ici à 2020. Ce plan détaillait les stratégies de croissance économique et de développement du pays pour la période 2009-2020 et énonçait des objectifs ambitieux pour l'élaboration de plans nationaux de développement à moyen terme et la fixation de cibles sectorielles. La diversification économique et l'industrialisation ont été retenues en tant que principaux moteurs stratégiques. Le plan soulignait par ailleurs la nécessité de renforcer les liens intersectoriels et d'optimiser les ressources humaines et naturelles pour une croissance économique rapide et équitable. Concernant l'industrie pétrolière, la Vision prévoyait expressément le déploiement d'efforts renouvelés pour que les investissements dans le secteur pétrolier et gazier produisent les retombées souhaitées sur l'économie et la population du pays. À cet effet, l'initiative relative au contenu local a été relancée dans ce secteur, avec comme point de départ l'adoption des projets de loi relatifs au contenu local et à l'industrie pétrolière (Government of Nigeria, 2009). Le plan insistait également sur l'accroissement de la production de pétrole brut et le renforcement de la capacité nationale de raffinage pour répondre à la demande intérieure et développer les exportations.

Les efforts déployés pour une meilleure institutionnalisation des politiques de contenu local ont abouti à l'adoption en 2010 de la *Nigerian Oil and Gas Industry Content Development Act* (dite la loi « NOGICD », loi nigérienne sur le développement du contenu de l'industrie pétrolière et gazière). Elle avait pour objectif de conforter l'impact économique et social du pétrole sur l'économie nigérienne grâce à la création de valeur ajoutée, au renforcement des capacités et à une plus forte participation locale tout au long de la chaîne de valeur. À ce titre, elle a suscité l'espoir d'une accélération de la dynamique de développement du Nigéria. Certaines de ses dispositions spécifiques visaient à renforcer la participation des Nigériens à l'industrie pétrolière et gazière du pays, y compris en imposant l'obligation d'accorder la priorité aux opérateurs indépendants nigériens lors de l'attribution des blocs pétroliers, des licences d'exploitation des gisements et des services d'extraction, ainsi que dans les programmes de recrutement et de formation. Sur le plan institutionnel, la loi NOGICD de 2010 a mis en place le Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB) et lui a confié la supervision, la coordination, l'administration, le suivi et la gestion du développement du contenu nigérian. Cet organe a également été chargé de superviser les activités de renforcement des capacités des contractants locaux et des entreprises nigériennes.

³⁶ D'après Chérel-Robson, 2017.

Le reste de cette étude de cas analyse l'efficacité limitée du cadre de contenu local du Nigéria dans la réalisation de son objectif déclaré d'un « effet de ruissellement du secteur pétrolier sur l'économie et la population nigérianes », et en avance quelques causes.

DES PROGRÈS LIMITÉS EN MATIÈRE DE CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

Concernant l'impact du cadre de contenu local sur les sociétés de services pétroliers autochtones du Nigéria, selon le NCDMB, la part captée par le pays des investissements annuels dans les secteurs pétrolier et gazier est passée de moins de 5 % en 2000 à environ 40 % en 2012. Ce progrès, tout considérable qu'il soit, n'est cependant pas comparable à ce qui s'est passé dans des pays comme le Brésil, la Malaisie et la République bolivarienne du Venezuela, où le contenu local oscille entre 45 et 75 % (Morris et al., 2012). Au Nigéria, au cours de la même période, cette part était d'environ 10 % dans l'industrie manufacturière, de 55 % dans la fabrication et de 90 % dans l'ingénierie. Concernant le renforcement des capacités, la compétitivité de quelques entreprises nigérianes aux niveaux national et international témoigne de l'impact des programmes nationaux de développement des compétences (Ovadia, 2013). La société Nigerdock, par exemple, construit des plateformes pétrolières complexes dont l'ingénierie et la fabrication sont 100 % nigérianes. Toutefois, le secteur pétrolier nigérian regroupe essentiellement des activités dans le segment d'aval ; la valeur ajoutée reste limitée. Avec seulement trois raffineries, fonctionnant par ailleurs bien en deçà de leurs capacités, le pays continue d'être un importateur net de pétrole raffiné (World Bank, 2014a).

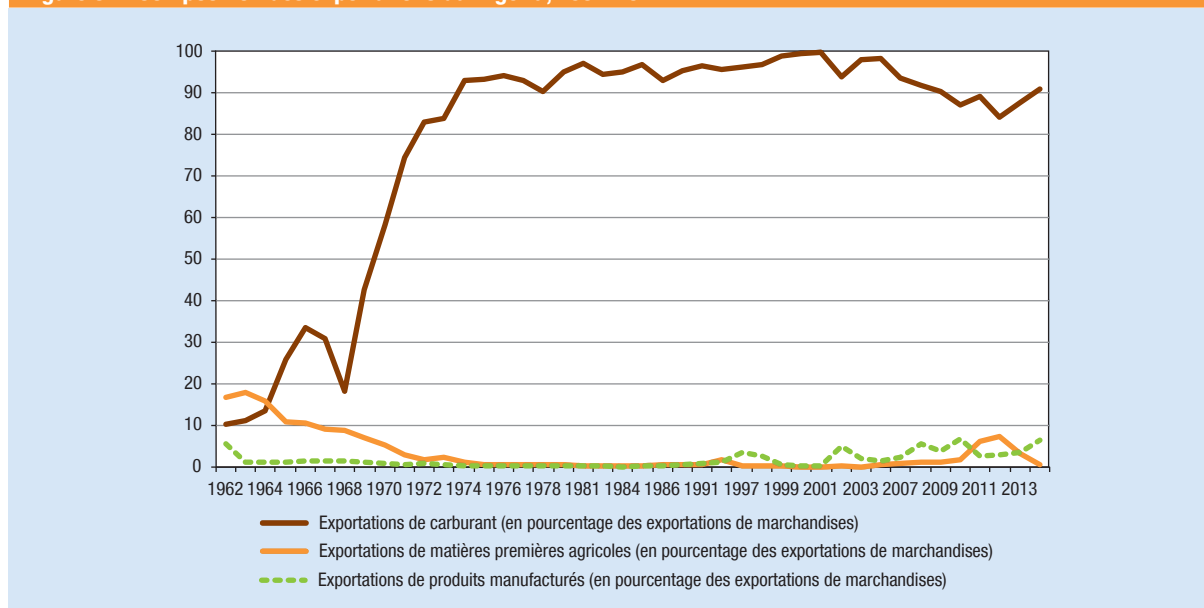
En termes de création d'emplois, comme on pouvait s'y attendre de la part de l'industrie pétrolière à forte intensité capitaliste, la politique de contenu local n'a produit que des résultats limités. Selon le Nigerian Content Development and Monitoring Board, les exigences en matière de contenu local auraient permis la création, en date de 2012, de plus de 30 000 nouveaux emplois, pour l'essentiel dans l'ingénierie, la production et les services pétroliers (Ovadia, 2013). Cependant, les travailleurs du secteur pétrolier représentent moins de 1 % de la main-d'œuvre totale et sont en majorité des expatriés (PWC and World Bank, 2015). S'agissant des liens intersectoriels, les contraintes structurelles posées au développement d'un secteur privé dynamique dans l'économie formelle ont limité les effets indirects du secteur pétrolier. Dans l'ensemble, le chômage global a progressé de 12,7 % en 2007 à 23,9 % en 2011 (World Bank, 2015). Le syndrome hollandais a participé au quasi-effondrement des secteurs manufacturier et agricole.

À titre d'exemple, les effectifs de l'industrie textile ont chuté de 350 000 personnes à son apogée, au milieu des années 1980, à 25 000 en 2010 (Treichel, 2010). Dans le secteur agricole, les décennies de négligence politique ont freiné les progrès, malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour relancer le secteur. La croissance agricole n'a été que de 2,9 % en 2013, un chiffre nettement inférieur au potentiel d'expansion du secteur (World Bank, 2014a). En outre, les dommages environnementaux causés par la pollution pétrolière dans le delta du Niger ont provoqué la disparition des moyens d'existence des familles d'agriculteurs et de pêcheurs de la région.

Sur le plan macroéconomique, après des décennies d'évolution erratique, le taux de croissance du PIB nigérian a oscillé entre 3 et 8 % au cours de la période 2000-2010. Après le démarrage du plan nigérian Vision 2020, la croissance du PIB est restée globalement stable, oscillant entre 4 % en 2010 et 5,5 % en 2013. Au cours de ces années, les politiques prudentes du Gouvernement en matière budgétaire, monétaire et de taux de change ont été saluées (World Bank, 2014a). Par ailleurs, la fixation d'une nouvelle base de calcul du PIB du Nigéria en 2014 a permis de constater que l'économie était plus diversifiée et plus complexe qu'estimé. En 2012, le pétrole ne représentait plus que 15,8 % du PIB, soit davantage que le secteur manufacturier (7,4 %) mais moins que l'agriculture (22,1 %)³⁷. Elle a également révélé que, paradoxalement, le secteur manufacturier était le principal contributeur à la croissance du PIB non pétrolier en 2013 (22,1 %). Le pétrole reste bien évidemment au cœur de l'économie nigériane, mais le secteur a souffert du vandalisme, des vols, de la hausse subséquente des coûts de la sécurité et des faibles niveaux d'investissement, facteurs encore aggravés par un environnement réglementaire incertain (World Bank, 2014a). Malgré ces difficultés, le pétrole a régulièrement représenté plus de 80 % des exportations de marchandises du Nigéria depuis 1972, alors que les parts de l'agriculture et de l'industrie manufacturière restent négligeables (voir fig. 31). La balance des paiements et le budget nigérian restant fortement tributaires du pétrole, le crash pétrolier de 2014 a eu un impact majeur sur les performances macroéconomiques du pays. La croissance du PIB a chuté de 6,3 % en 2014 à environ 2,7 % en 2015 (IMF, 2016), et en 2016, l'économie nigériane est entrée en récession (IMF, 2017). Cette évolution démontre l'efficacité limitée du projet de loi de 2007 sur la responsabilité financière, pour ce qui est de réduire l'impact de la vulnérabilité du Nigéria à l'égard des cours internationaux du pétrole.

³⁷ L'industrie manufacturière englobe les produits alimentaires et le tabac (4,4 % du PIB).

Figure 31. Composition des exportations du Nigéria, 1962-2014



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*.

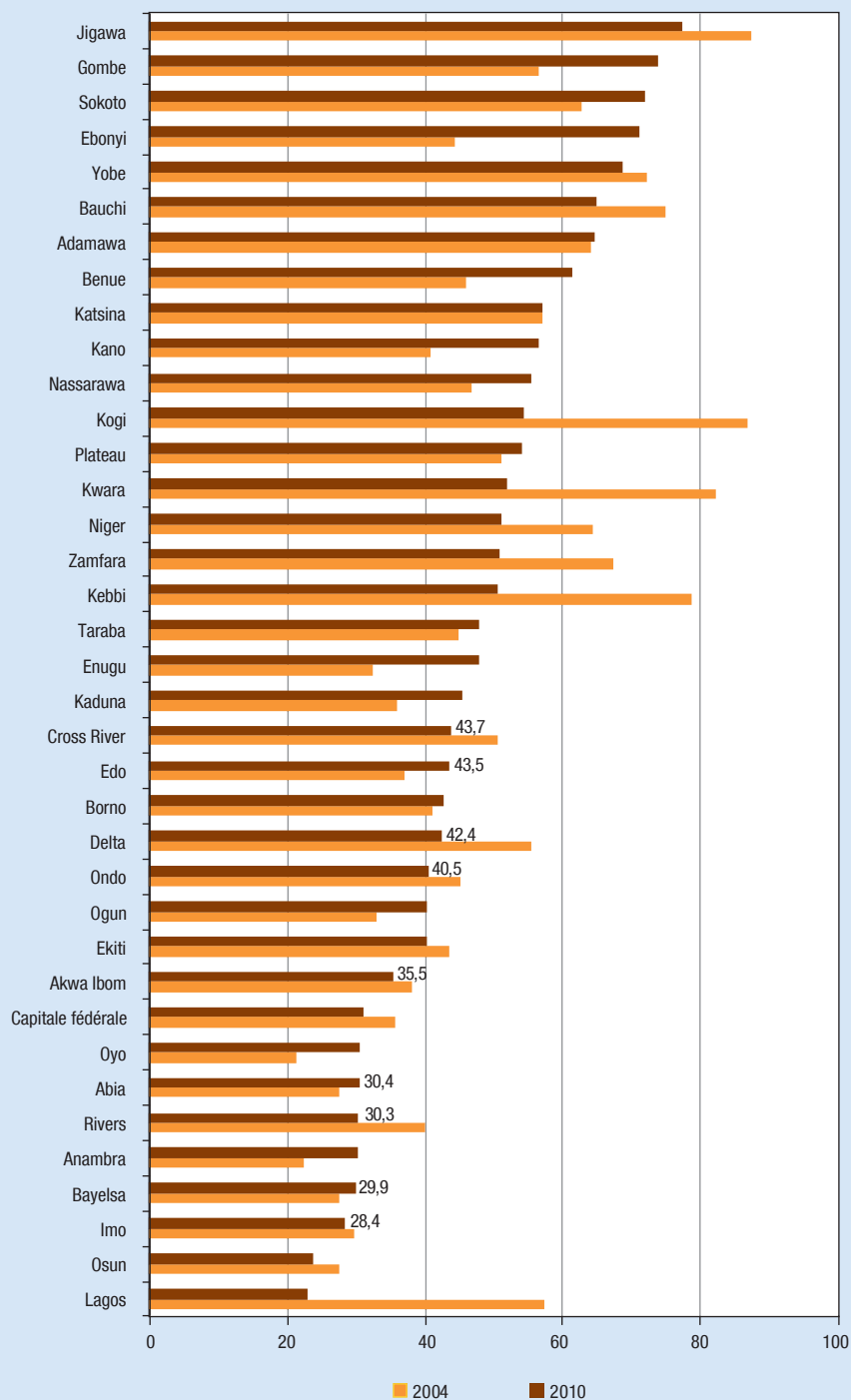
Les performances socioéconomiques du Nigéria au cours de la période 2004-2010 n'ont pas répondu aux attentes. Les données révisées du Bureau nigérian des statistiques, sur la base d'échelles d'équivalence pour les adultes, indiquent que l'incidence de la pauvreté absolue a légèrement diminué, passant de 48,4 % à 46 % au niveau national durant cette période. Malgré des conditions favorables, les progrès réalisés sont restés limités, alors qu'une série de mesures relatives au contenu local, conçues au cours de la période 2000-2004, a été mise en œuvre et que le prix du pétrole brut a progressé de 38 dollars le baril en 2004 à 79 dollars le baril en 2010. Au cours de cette période, l'incidence de la pauvreté a augmenté dans trois États producteurs de pétrole, à savoir Edo, Bayelsa et Abia, alors qu'elle a diminué dans le Delta, Cross Rivers, Rivers, Akwa-Ibom, Ondo et Imo, et que les inégalités se sont creusées dans la plupart des États (fig. 32)³⁸. Trois des cinq principaux États producteurs de pétrole, à savoir Delta, Cross River et Akwa Ibom, comptent parmi les 10 États affichant le coefficient de Gini le plus élevé en 2010. Sur le plan de la santé, les données officielles font état de progrès satisfaisants en matière de vaccination

des nourrissons, y compris dans les principaux États producteurs de pétrole. De même, les taux de mortalité infantile au niveau national ont sensiblement diminué, passant d'environ 100 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2003 à 69 en 2013 (Government of Nigeria and ICF International, 2013). En outre, des progrès notables ont été enregistrés en ce qui concerne les taux de mortalité maternelle, l'accès à l'eau potable et à l'éducation (Government of Nigeria and IFC International, 2013). Toutefois, comme en 2015, 30 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne dépassaient pas le stade de l'enseignement primaire et les taux d'analphabétisme étaient élevés dans de nombreux États, en particulier chez les filles des États du Nord.

Les pièges rencontrés par l'expérience nigériane sont fréquents en Afrique, où les liens entre le secteur extractif et l'économie au sens large restent ténus. Hors du continent africain, seuls quelques pays en développement bien pourvus en minéraux, comme le Chili et la Malaisie, ont réussi un développement reposant sur leurs produits de base. Pour une autre cohorte de pays, les résultats sont mitigés. L'Indonésie, par exemple, riche en pétrole, présentait des caractéristiques politiques, socioéconomiques et démographiques similaires à celles du Nigéria. Cependant, les options politiques très différentes retenues par ce pays, notamment la place prépondérante accordée à la stabilité macroéconomique et l'utilisation des recettes pétrolières pour développer les secteurs agricole et manufacturier, se sont traduites par des résultats socioéconomiques bien meilleurs que ceux du Nigéria (World Bank, 2014b).

³⁸ Cette section repose sur des chiffres révisés de pauvreté, extraits de la section des données ouvertes du site Web du Bureau nigérian des statistiques. Cependant, les avis divergent quant à ces chiffres de la pauvreté au Nigéria. Selon l'Oil Revenue Tracking Initiative (ORTI, Initiative de suivi des recettes pétrolières) par exemple, même si le Delta est censé s'en tirer un peu mieux en termes de développement humain et contrairement aux rapports faisant état d'une diminution de la pauvreté, plus de 75 % des habitants du Delta se considèrent eux-mêmes pauvres, qualifiant la pauvreté et le sous-développement dans la région de « paradoxe flagrant » (ORTI, 2013).

Figure 32. Incidence de la pauvreté dans les États nigériens, 2004-2010 (échelles d'équivalence pour les adultes)



Source : Bureau national des statistiques du Nigéria (données révisées).

CADRES INSTITUTIONNELS ET RÉGLEMENTAIRES

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les résultats inégaux des indicateurs socioéconomiques du Nigéria après la mise en œuvre des politiques relatives au contenu local. D'abord, bien que l'essentiel des recettes publiques proviennent du pétrole, la capacité fiscale s'est avérée insuffisante pour collecter les recettes provenant d'activités non pétrolières et seule une faible part des recettes pétrolières a été consacrée au secteur social. Malgré quelques succès initiaux dans l'affectation des crédits mobilisés pour alléger la dette aux efforts déployés par le Gouvernement pour parvenir aux OMD, les dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux sont restées modestes, reflétant l'absence de mécanismes spécifiques de promotion d'une croissance inclusive. Les dépenses de santé, par exemple, ne représentaient que 1,7 % du PIB en 2013 (World Bank, 2014a).

Deuxièmement, les lacunes du cadre juridique et institutionnel relatif au contenu local offraient des opportunités de corruption. La loi « NOGICD » de 2010, par exemple, stipule que le Ministre des ressources pétrolières a autorité sur l'octroi des blocs pétroliers, des licences d'exploitation et d'extraction de pétrole dans tous les contrats, et qu'il supervise les activités de tous les acteurs de l'industrie pétrolière, y compris la perception des redevances, taxes et loyers auprès des compagnies pétrolières (Government of Nigeria, 2010). Pourtant, ce texte n'a prévu aucune disposition instaurant des freins et contrepoids et aucun mécanisme de reddition de comptes.

Troisièmement, la loi « NOGICD » 2010 s'est contentée de réglementer l'industrie pétrolière et gazière. Elle plaçait essentiellement l'accent sur l'appropriation des entreprises par les Nigériens et sur le recrutement et la formation des Nigériens au niveau national ; elle ne contenait aucune référence au contenu local au niveau communautaire. Malgré l'importance accordée aux liens intersectoriels dans le schéma nigérian de transformation économique « Vision 20:2020 », le secteur agricole était le seul secteur productif à disposer d'un plan de transformation (Government of Nigeria, 2013). Les plans directeurs pour les autres secteurs, tels que le secteur manufacturier et les infrastructures, sont encore en cours d'élaboration ou n'en sont pas encore au stade de l'adoption par la voie parlementaire. Ces lacunes ont restreint les possibilités d'optimisation des liens entre le secteur pétrolier et le développement. Les questions de développement au niveau national ont été déléguées à la Commission du développement du delta du Niger, mais les signes d'une mise en œuvre rigoureuse du plan de développement régional du delta du Niger sont rares.

Quatrièmement, des facteurs exogènes, tels que l'absence de mécanismes appropriés de régulation des flux de capitaux illicites aux niveaux national et international, ont contribué au détournement de milliards de dollars de recettes pétrolières. Tout au long des années 2000, le Nigéria s'est toujours classé dans le dernier quart des pays analysés dans l'Indice de perception de la corruption, de Transparency International. Il se situe par ailleurs en tête de la liste des pays d'Afrique connaissant les taux de fuite des capitaux les plus élevés (Ndikumana et al., 2015). Le Gouvernement s'est efforcé de lutter contre la corruption en créant un comité présidentiel indépendant chargé d'enquêter sur les accusations de mauvaise gouvernance formulées à l'encontre de la Commission de développement du delta du Niger, ce qui a permis de mettre au jour le pillage des ressources liées aux contrats gouvernementaux (Government of Nigeria, 2013). En dépit de cette avancée notable, d'autres mesures, telles que la mise en place de l'Initiative nigériane de transparence des industries extractives, n'ont pas réussi à remédier aux causes fondamentales du détournement des recettes pétrolières nationales. En outre, au niveau international, les procédures judiciaires en cours à l'encontre d'anciens ministres des ressources pétrolières et du Gouverneur de l'État du Delta pour des faits perpétrés durant la période 2010-2015, ainsi que les enquêtes judiciaires sur les faits de corruption des sociétés multinationales, sont autant de preuve de l'insuffisance des réglementations nationales et internationales visant à prévenir la corruption et les détournements liés au pétrole.

CONCLUSIONS

L'initiative du Nigéria en matière de contenu local a permis d'accroître ce dernier et de créer quelques compagnies pétrolières compétitives dans le pays. Mais l'effet de ruissellement du développement socioéconomique a été limité et inégal. En tant que tel, l'initiative n'a pas été le bon catalyseur pour favoriser les liens intersectoriels en vue d'une diversification économique et d'une industrialisation durables. Cet échec, dû aux spécificités nigérianes, corrobore un certain nombre d'affirmations concernant la malédiction des ressources naturelles. Malgré des progrès substantiels dans la gestion macroéconomique au cours de la période considérée, le taux de croissance du PIB n'a jamais atteint les 13,8 % fixés dans le plan de transformation économique pour la période 2009-2020. En outre, la persistance des vols de pétrole, les violences incessantes dans le delta du Niger et la menace de Boko Haram dans la région nord montrent que le secteur pétrolier continue de perpétuer des carences institutionnelles profondes, la recherche de rentes et le favoritisme politique (Sala-i-Martin and Subramanian, 2003). La disparition de l'agriculture et les contraintes qui pèsent sur la poursuite du

développement de l'industrie manufacturière sont pour le Nigéria autant d'occasions manquées de stimuler son développement industriel et de faire son entrée dans la catégorie des pays émergents d'ici à 2020. Enfin, l'exemple du Nigéria montre que les politiques relatives au contenu local dans les pays en développement dotés d'importantes ressources naturelles ne suffisent pas à convertir cette richesse en ressources naturelles en avantages de développement. En fait, ces politiques de contenu local doivent être intégrées dans le cadre plus large d'une politique de développement englobant des plans de mise en œuvre et des mécanismes de suivi soigneusement conçus.

10. LE CHÂINON MANQUANT ENTRE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE LA ZAMBIE, TRIBUTAIRE DU CUIVRE

Malgré une croissance économique substantielle et une stabilité macroéconomique durant l'essor des produits de base de 2003-2011, la Zambie, riche en cuivre, n'a pas réussi à réduire la pauvreté et à parvenir à un développement durable³⁹. Bien au contraire, la part de sa population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour a considérablement augmenté, l'inégalité des revenus s'est aggravée et la sous-alimentation a atteint des niveaux records. Ces obstacles au développement durable sont inextricablement liés à la forte dépendance du pays à l'égard des exportations de cuivre⁴⁰. Si certains des pays en développement tributaires des produits de base ont saisi l'occasion offerte par les cours élevés de ces produits pour engager des programmes d'assistance ciblant les plus vulnérables, la Zambie a été entravée dans ce processus par des lacunes institutionnelles et politiques, que nous allons examiner ci-après. En conséquence, les bénéfices de la croissance économique n'ont pas été répercutés sur la majorité de la population.

³⁹ D'après un document d'information de Jales, 2017.

⁴⁰ Le cuivre a représenté 72,5 % des recettes d'exportation de marchandises zambiennes en 2011. La même année, seuls cinq autres pays en développement ont tiré plus de 20 % du total des recettes d'exportation de marchandises du cuivre : le Chili (54,6 %), la Mongolie (51,6 %), la République démocratique du Congo (48,9 %), la République démocratique populaire lao (39,1 %) et le Pérou (24,0 %). Les quatre plus grandes sociétés minières de Zambie représentaient 80 % de la production nationale de cuivre en 2015 : Barrick Lumwana (propriété exclusive de la société canadienne Barrick), FQM Kansanshi (détenue majoritairement par la société canadienne First Quantum Minerals), Konkola Copper Mines (détenue majoritairement par la société anglo-indienne Vedanta Resources) et Mopani Copper Mines (détenue majoritairement par la société anglo-suisse Glencore).

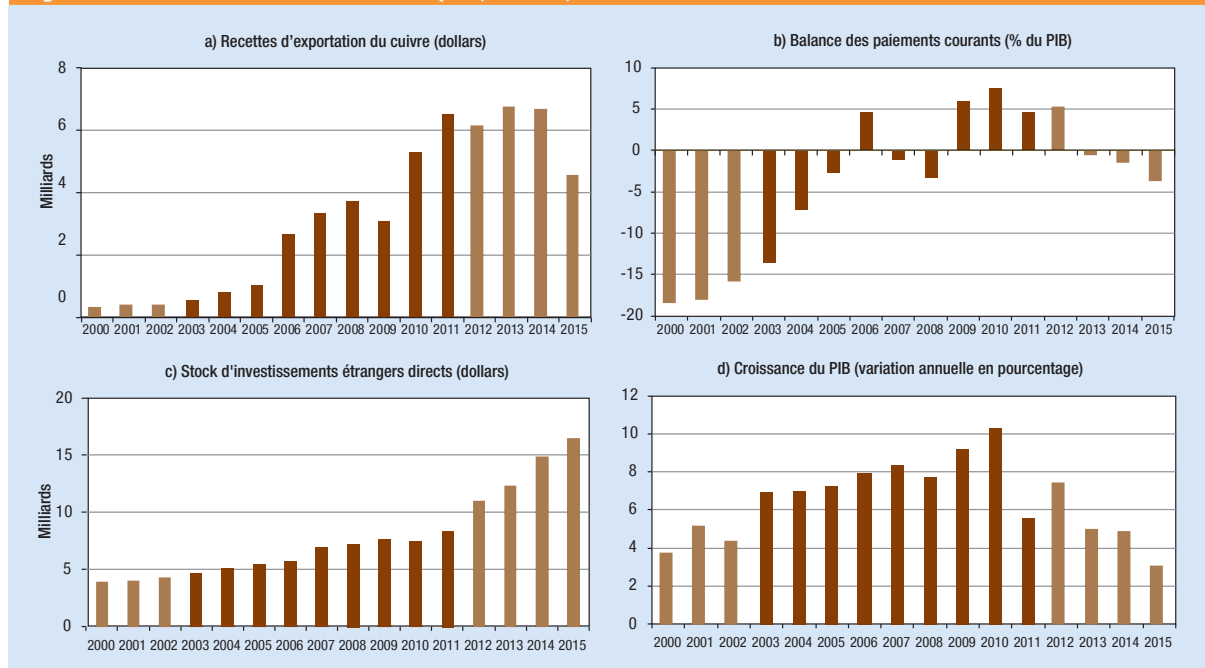
Cette étude de cas analyse les effets de la flambée des prix des produits de base sur le développement, en se fondant sur les performances de la Zambie durant le boom économique de 2003-2011, comparativement à d'autres pays en développement tributaires des exportations de cuivre. Elle identifie les lacunes de la stratégie zambienne de développement qui ont provoqué une détérioration des indicateurs de pauvreté malgré l'envolée des recettes d'exportation des produits de base et les taux élevés de croissance économique. Pour que tous les citoyens puissent bénéficier sur un pied d'égalité des bienfaits du développement, un certain nombre de facteurs sont incontournables, dont une croissance économique inclusive, accordant la priorité à la création d'emplois pour les femmes et les hommes pauvres, les liens intersectoriels forts, des services gouvernementaux efficaces et une gouvernance de qualité.

DES PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES SOLIDES

La flambée des produits de base a joué un rôle déterminant dans l'amélioration des résultats macroéconomiques de la Zambie entre 2003 et 2011. Le pays a réalisé des gains exceptionnels importants lors de la progression du prix du cuivre (Grade A cathodes, London Metal Exchange) d'une moyenne de 1 779 dollars la tonne en 2003 à 8 822 dollars la tonne en 2011. Grâce à ces prix, les recettes d'exportation du cuivre ont plus que décuplé, passant de 518 millions de dollars en 2003 à 6,5 milliards de dollars en 2011 (fig. 33 a)). En conséquence, le déficit de 13,5 % du PIB de la balance des opérations courantes en 2003 s'est mué en un excédent de 4,7 % du PIB en 2011 (fig. 33 b)). La hausse des prix des produits de base a également attiré des investissements, en particulier dans les industries extractives : le stock total d'IED de la Zambie est passé de 4,7 à 8,4 milliards de dollars au cours de la même période (fig. 33 c)). Stimulée par la hausse des recettes d'exportation et les flux d'investissement, l'économie zambienne a connu un taux de croissance annuel moyen du PIB de 7,8 % entre 2003 et 2011 (fig. 33 d)), le septième plus élevé d'Afrique.

La Zambie a par ailleurs profité d'importantes réserves de change, d'une inflation faible, de la stabilité politique et d'un programme d'allègement de la dette qui a permis d'apurer la majeure partie de la dette extérieure du pays. Ses progrès macroéconomiques apparents ont culminé avec le reclassement de la Zambie comme pays à revenu intermédiaire par la Banque mondiale, en 2011. Simultanément, le pays s'est vu attribuer une note de crédit souveraine B+ par Fitch et Standard & Poor's, lui ouvrant ainsi la voie à l'émission d'obligations souveraines en 2012 et en faisant l'un des 11 seuls pays d'Afrique subsaharienne émetteurs de telles obligations internationales.

Figure 33. Certains indicateurs économiques, Zambie, 2000-2015



Sources : Statistiques de la CNUCED et Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*.

Note : Les années de flambée des produits de base (2003-2011) sont représentées en marron foncé.

Le boom des produits de base a mis en lumière la répartition très inéquitable des loyers des mines de cuivre en Zambie et facilité l'augmentation de la fiscalité du secteur. Compte tenu des gros investissements initiaux requis et des longues périodes de retour sur investissement nécessaires pour relancer le secteur minier après le processus de privatisation de la fin des années 1990, les accords de développement signés entre le Gouvernement et les sociétés minières ont été très défavorables aux recettes publiques. Le taux de redevance minière était par exemple fixé à 0,6 %, l'un des plus bas au monde. Par ailleurs, l'impôt sur les bénéfices des sociétés, au taux de 25 %, n'a souvent pas été perçu du fait du report des pertes⁴¹ et de la déduction des investissements du montant des revenus imposables. Au point que de 2000 à 2007, l'industrie minière n'a pas payé d'impôt sur les sociétés. Alors que le secteur représentait près de 6,2 % du PIB en 2000-2007, sa contribution aux recettes budgétaires représentait moins de 0,1 % de ce PIB (IMF, 2015).

Le partage inégal des rentes minières a alimenté des protestations et des grèves, en particulier au moment de la flambée des prix du cuivre, ce qui a incité les autorités zambiennes à modifier le régime fiscal. En 2007, le

Gouvernement a relevé le taux d'imposition des sociétés à 30 % et le taux des redevances à 3 %. En 2008, le pays a instauré un impôt progressif sur les bénéfices exceptionnels et réduit le taux d'amortissement des dépenses en immobilisations pour les activités non exploratoires. En 2009, après des menaces d'action en justice et de désinvestissement de l'industrie minière, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels a été remplacé par un nouveau régime basé sur un taux d'imposition effectif de 47 %. Ces changements réglementaires, conjugués à l'augmentation des prix et de la production du cuivre, ont fait passer la contribution directe du secteur minier aux recettes publiques à près de 3 % du PIB en 2010 (IMF, 2015). Plus remarquable encore, la part des recettes publiques dans les rentes provenant de l'industrie du cuivre a progressé de 0,8 % en 2004 à 30,5 % en 2011, un niveau nettement plus proche de la norme observée dans les secteurs du cuivre au Pérou (33,7 %) et au Chili (38,3 % parmi les 10 plus grandes entreprises privées), ou dans les secteurs aurifères du Pérou (28,1 %), du Mali (28,3 %) et du Ghana (31,1 %) (UNCTAD, 2014).

Les performances macroéconomiques se sont fortement détériorées après 2011. La croissance annuelle du PIB, qui avait culminé à 10,3 % en 2010, est tombée à 3,2 % en 2015. L'excédent de la balance courante de 7,5 % en 2010 est devenu un déficit de 3,6 % en 2015. Les recettes d'exportation du cuivre sont restées stables

⁴¹ Le report de pertes est une technique comptable qui permet aux sociétés d'imputer les pertes d'exploitation nettes courantes sur les bénéfices futurs, ce qui se traduit par une réduction des impôts à payer.

en 2012-2014, les augmentations de la production atténuant la baisse des prix, mais ont diminué de près d'un tiers en 2015 en raison de la réduction des opérations minières. Malgré ce ralentissement, l'investissement à long terme a conservé un certain attrait : le stock d'IED de la Zambie a presque doublé, passant de 8,4 milliards de dollars en 2011 à 16,5 milliards de dollars en 2015. Néanmoins, les comptes budgétaires se sont fortement détériorés en raison de recettes inférieures aux prévisions et de dépenses plus élevées au titre des subventions et des salaires. Confronté à une forte dépréciation de la monnaie, à une inflation élevée et à une baisse de la confiance des investisseurs, le Gouvernement n'a pas disposé de la marge de manœuvre budgétaire suffisante pour compenser le ralentissement de la croissance. La détérioration macroéconomique soutenue a atteint son point le plus bas avec la demande d'aide adressée par la Zambie au FMI en 2017.

DES RÉSULTATS DÉCEVANTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Malgré les perspectives macroéconomiques positives de la Zambie, le chemin vers le développement restait jonché d'obstacles entre 2003 et 2011. Le pays était notamment dans l'incapacité de réduire la pauvreté et les inégalités et d'éradiquer la faim. Alors que le RNB par habitant est passé de 400 dollars en 2003 à 1 390 dollars en 2011, l'indice de pauvreté de 1,90 dollar par jour (PPA en 2011) a grimpé de 49,4 % de la population en 2002 à 64,4 % en 2010 (fig. 34 a)). Du fait de la forte croissance démographique durant cette période, les 5,7 millions de Zambiens vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2002 sont devenus 9 millions en 2010.

Une nutrition adéquate étant la pierre angulaire de la survie, de la santé et du développement, le piètre bilan de la Zambie en matière d'éradication de la faim est très préoccupant. La prévalence de la sous-alimentation a progressé, passant de 48,2 % de la population en 2003 à 53,5 % en 2008 et 50,3 % en 2011 (fig. 34 a)). Ce taux est le plus élevé des pays pour lesquels des

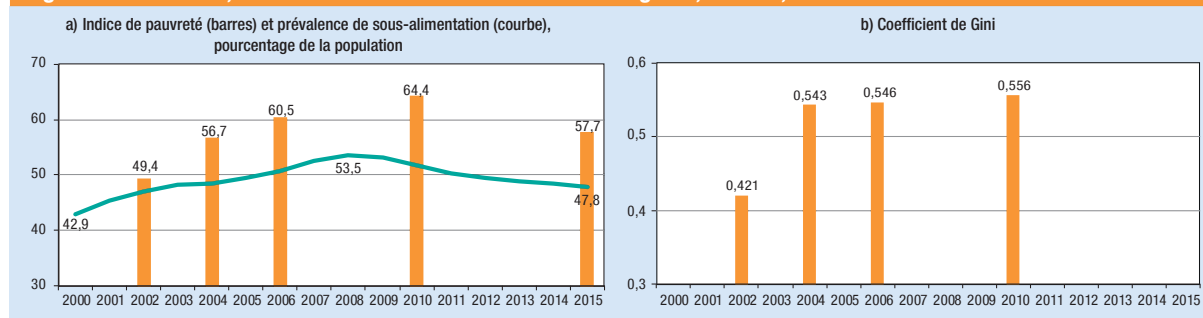
données sont disponibles⁴². Selon les *Indicateurs de développement dans le monde* de la Banque mondiale, le nombre absolu de Zambiens souffrant de la faim est passé de 5,5 millions en 2003 à 7,2 millions en 2011, et le déficit alimentaire a grimpé de 368 à 442 kilocalories par personne et par jour au cours de la même période. Malgré une diminution du pourcentage de population sous-alimentée après la flambée du cuivre, en 2015 la Zambie continuait d'afficher le deuxième taux le plus élevé (47,8 %) après celui d'Haïti (53,4 %).

Les progrès macroéconomiques de la Zambie en 2003-2011 ont également masqué d'importantes inégalités dans la répartition des gains de bien-être au sein de la population. Parallèlement à la croissance asymétrique du PIB, le coefficient de Gini s'est considérablement détérioré, passant de 0,421 en 2002 à 0,556 en 2010 (fig. 34 b)). Selon les *Indicateurs de développement dans le monde*, la part de la consommation des 10 % les plus pauvres a chuté de 6,1 % en 2002 à 3,8 % en 2010, tandis que la part comparable des 10 % les plus riches a progressé de 33,7 % à 45,2 %. Ainsi, l'expansion économique soutenue, tirée par l'essor du cuivre, a bénéficié principalement à une minorité de Zambiens.

Parmi les six pays en développement qui ont tiré du cuivre au moins 20 % de leurs recettes totales d'exportation de marchandises en 2011, la Zambie a enregistré le deuxième taux de croissance annuel moyen du PIB le plus élevé au cours de la période 2003-2011, mais a réalisé la pire performance en termes de réduction de la pauvreté, d'éradication de la faim et de réduction des inégalités (tableau 5). Hormis la Zambie, tous les pays en développement tributaires des exportations de cuivre ont réussi à réduire leur taux de pauvreté pendant la flambée des prix des produits de base. Si la part de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour a diminué d'au moins 10 points de pourcentage en République

⁴² Les exceptions notables sont la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Somalie, le Sud-Soudan, le Soudan et la République arabe syrienne.

Figure 34. Pauvreté, sécurité alimentaire et indicateurs d'inégalité, Zambie, 2000-2015



Sources : Banque mondiale, *PovcalNet* et *Indicateurs de développement dans le monde*, et Banque mondiale, 2017b.

Notes : Les ratios de pauvreté et les coefficients de Gini étaient disponibles pour 2002, 2004, 2006 et 2010.

Tableau 5. Certains indicateurs socioéconomiques dans les pays en développement tributaires des exportations de cuivre, 2003-2011

	Taux de croissance annuel moyen du PIB (%)	Indice de pauvreté (%)		Prévalence de la sous-alimentation (%)		Coefficient de Gini	
	2003-2011	2003*	2011**	2003	2011	2003*	2011**
République démocratique du Congo	5,9	94,1	77,1	n.d.	n.d.	0,422	0,421
Zambie	7,8	49,4	64,4	48,2	50,3	0,421	0,556
République démocratique populaire lao	5,8	26,1	16,7	34,8	21,4	0,347	0,379
Pérou	6,3	12,2	4,3	20,9	10,7	0,537	0,455
Chili	4,3	2,8	1,3	<5,0	<5,0	0,546	0,508
Mongolie	8,3	10,6	0,6	34,7	24,5	0,329	0,339

Sources : Banque mondiale, *PovcalNet* et *Indicateurs de développement dans le monde*.

Notes : Les pays sont classés par ordre décroissant de l'indice de pauvreté en 2011.

* Données de 2002 pour la République démocratique populaire lao, la Mongolie et la Zambie ; données de 2004 pour la République démocratique du Congo.

** Données de 2010 pour la Zambie ; données de 2012 pour la République démocratique du Congo et la République démocratique populaire lao.

démocratique du Congo, en République démocratique populaire lao et en Mongolie, elle a augmenté de plus de 15 points de pourcentage en Zambie. Une tendance similaire a été observée pour la prévalence de la sous-alimentation⁴³. Le bilan des inégalités dans les pays en développement tributaires de l'exportation du cuivre est plus hétérogène : ces inégalités ont diminué en Amérique latine (Chili et Pérou), sont restées pratiquement stables en République démocratique du Congo, ont augmenté en Asie (République démocratique populaire lao et Mongolie) et ont explosé en Zambie. En conséquence, la Zambie a affiché en 2011 l'inégalité des revenus la plus élevée de l'ensemble des pays en développement tributaires des exportations de cuivre.

Néanmoins, tous les indicateurs sociaux ne se sont pas détériorés pendant le boom des matières premières de 2003-2011. L'espérance de vie à la naissance a progressé de 49,5 ans en 2005 à 57,5 ans en 2011. Le taux de mortalité des moins de 5 ans est passé de 126,8 à 95,9 pour 1 000 naissances vivantes au cours de la même période. Le nombre moyen d'années de scolarisation des adultes de plus de 25 ans est passé de 6,3 à 6,6 et le nombre prévu d'années de scolarisation des enfants d'âge scolaire a augmenté de 11,7 à 13,2. En outre, la participation des femmes à la prise de décisions au sein du ménage a progressé de 18 % des femmes actuellement mariées âgées de 15 à 49 ans en 2002 à 39 % en 2007 et à 54 % en 2014. Selon le rapport intermédiaire de 2013 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, la Zambie a enregistré

des avancées significatives dans la réalisation des huit OMD en 2006-2010, en particulier en matière de scolarisation dans le primaire, de malnutrition infantile et de lutte contre le paludisme. Cependant, des efforts supplémentaires sont à déployer pour réduire la pauvreté et la mortalité infantile, prévenir de nouvelles infections au VIH, faire en sorte que les élèves achèvent leur scolarité dans le secondaire, améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et assurer la durabilité environnementale (UNDP, 2013).

LES CHÂÎNONS MANQUANTS : LACUNES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

La croissance économique est une condition indispensable mais non suffisante pour réduire la pauvreté (Deininger and Squire, 1997; Dollar and Kraay, 2002; Bourguignon, 2004; Ravallion, 2007). Certaines caractéristiques d'un modèle de croissance – par exemple sa capacité à intégrer les réserves de main-d'œuvre dans le système productif et à répartir équitablement les gains découlant de l'amélioration de la productivité – sont essentielles pour assurer un développement inclusif et durable. Le piètre bilan de la Zambie en matière de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire et de réduction des inégalités, en dépit d'une performance macroéconomique remarquable, est le résultat de déficiences politiques et institutionnelles, notamment de la faiblesse des liens intersectoriels, de la médiocrité du climat des affaires, d'une gouvernance insatisfaisante, d'une mauvaise répartition des gains de bien-être et de l'absence d'un filet de sécurité sociale solide pour protéger les plus vulnérables.

⁴³ Les données relatives à la sous-alimentation pour la République démocratique du Congo n'étaient pas disponibles.

La création d'emplois constitue un lien essentiel entre croissance économique et réduction de la pauvreté. Une stratégie de développement axée sur la promotion d'une croissance inclusive se doit de créer des emplois pour les groupes de population défavorisés et d'accroître leur capacité productive en investissant dans le développement des compétences et des infrastructures. Toutefois, la composition structurelle de l'économie zambienne a contribué à la persistance des inégalités. Bien que l'industrie extractive soit à l'origine de 22 % du PIB en 2011, elle représente une part modeste et décroissante de l'emploi total : 2 % en 2008, 1,6 % en 2012 et 1,4 % en 2014, une baisse plus que sensible par rapport aux 15 % enregistrés en 1990 (Kalinda and Floro, 1992; CSO, 2011; CSO, 2013; CSO, 2016). Compte tenu de l'intensité capitalistique croissante du secteur du cuivre, l'important afflux d'IED au cours de l'essor économique de 2003-2011 a fourni des emplois à une main-d'œuvre peu nombreuse, bien rémunérée et qualifiée, mais créé peu d'opportunités pour la grande majorité de la population (plus de 60 % en 2011) vivant dans les zones rurales et principalement tributaires de l'agriculture de subsistance.

La vulnérabilité structurelle de l'économie zambienne est exacerbée par l'absence de liens importants en amont et en aval de l'extraction du cuivre. De ce fait, le pays ne tire pas suffisamment parti des retombées potentielles que le secteur du cuivre pourrait engendrer. La propriété directe de l'État, l'approvisionnement préférentiel et l'industrialisation par substitution des importations se sont traduits par la création d'un groupe diversifié de fournisseurs locaux dans les années 1970, mais la mauvaise gestion de la société minière de cuivre dans les années 1980 et sa privatisation ultérieure dans les années 1990 ont réduit les capacités de production locale et considérablement affaibli la chaîne d'approvisionnement minière (Fessehaie, 2012). Actuellement, les sociétés minières privées dépendent en grande partie d'importations directes et d'approvisionnements par un réseau d'agents et de filiales (Fessehaie et al., 2016). Bien que les grandes mines se procurent entre 60 % et 86 % des biens et services nécessaires à leurs opérations au plan national, la grande majorité des fournisseurs locaux ne sont en réalité que des intermédiaires importateurs (AfDB et al., 2013). Par conséquent, le groupe de fournisseurs locaux zambiens est réduit en termes de contenu à valeur ajoutée et ne représente qu'environ 4 % du total des approvisionnements locaux, estimés entre 2,5 et 4 milliards de dollars en 2012 (ICMM, 2014; World Bank, 2014c). La politique de développement des ressources minérales de 2013 a bien instauré un cadre pour le développement des liens reposant sur des exigences de contenu local pour l'octroi et la détention des droits miniers, mais les intérêts particuliers des intermédiaires

et des importateurs ont limité la portée et l'efficacité des réformes (Ramdoo, 2016). La rareté des compétences et la faiblesse de la base manufacturière constituent autant d'obstacles supplémentaires à l'expansion du contenu local, comme le montre également l'étude de cas sur le Nigéria.

L'incapacité de la Zambie à établir des liens entre le secteur de l'extraction du cuivre et les autres secteurs contraste avec le succès du Chili dans la promotion du développement de contenu local et de l'emploi. Premier producteur et exportateur mondial de cuivre, le Chili a réussi à utiliser ses richesses minérales pour diversifier l'économie locale et développer des industries innovantes telles que l'ingénierie. Sans imposer explicitement des exigences en matière de contenu local, le pays a noué des liens en aval en établissant un environnement propice et une culture de collaboration public-privé. De plus, le géant public Codelco – la plus importante société minière de cuivre au monde – a contribué au développement du capital humain et des industries locales du Chili par le biais d'une politique interne de promotion de la participation des acteurs locaux. Grâce à ces mesures, la proportion des services d'ingénierie assurés par les entreprises chiliennes a progressé de 10 % dans les années 1970 à 90 % dans les années 1990 (Havro and Santiso, 2008). Plus récemment, des sociétés minières privées exploitant le cuivre se sont également associées à Codelco pour soutenir les fournisseurs locaux et renforcer leur compétitivité à l'échelle mondiale. Gagnant en compétitivité, les fournisseurs chiliens de l'industrie du cuivre ont commencé à s'attaquer aux marchés internationaux : 345 d'entre eux ont exporté des biens et services d'une valeur de 654 millions de dollars en 2012 (Fundación Chile, 2016).

La Zambie souffre également d'un climat des affaires délétère et d'une gouvernance globalement défaillante. Le pays n'a guère évolué au-delà de l'introduction de mesures de libéralisation du commerce et des investissements, alors que le Chili a déployé des efforts considérables pour renforcer ses institutions et créer un environnement favorable aux entreprises. Les coûts financiers et frontaliers élevés, les infrastructures de qualité médiocre, les faibles niveaux de capital humain et le manque de capacités en matière de R-D comptent parmi les contraintes qui renforcent la vulnérabilité du secteur privé zambien face aux fluctuations du prix du cuivre et entravent les perspectives de transformation structurelle. Les données du projet *Doing Business* de la Banque mondiale laissent entrevoir que le climat des affaires s'est détérioré depuis la flambée des produits de base de 2003 à 2011 : la Zambie a été reléguée de la 80^e place mondiale en 2011 à la 111^e place en 2015⁴⁴.

⁴⁴ Les rapports de 2011 et 2015 classaient 182 et 189 pays, respectivement.

Les divergences de trajectoires en matière de pauvreté de la Zambie et du Chili reflètent dans une certaine mesure celles de leurs stratégies de développement. Alors que la Zambie privatisait le secteur du cuivre et accordait un rôle de premier plan aux politiques de laissez-faire sur le plan économique et social, les pouvoirs publics chiliens conservaient la mainmise sur la principale société minière du pays, élargissaient les régimes d'aide au revenu pour les familles à faible revenu et augmentaient l'investissement public dans les services sociaux. Les inégalités socioéconomiques zambiennes ont été exacerbées par la réduction des dépenses publiques de santé (de 4,2 % du PIB en 2003 à 2,1 % en 2011) et d'éducation (de 2,5 % du PIB en 2004 à 1,1 % en 2008). Pendant ce temps, au Chili, les dépenses publiques en pourcentage du PIB ont augmenté à la fois dans le secteur de la santé (de 2,7 % en 2003 à 3,3 % en 2011) et dans celui de l'éducation (de 3,8 % en 2003 à 4,1 % en 2011). Contrairement au Chili, qui s'est efforcé d'établir un équilibre entre l'efficacité économique et intervention des pouvoirs publics en faveur du développement humain, la Zambie n'a pas réussi à promouvoir l'inclusion sociale et à améliorer l'accès de la population aux opportunités économiques.

L'augmentation de la prévalence de la sous-alimentation et de la pauvreté en Zambie est également inextricablement liée à la hausse des prix des denrées alimentaires. Selon l'outil de suivi et d'analyse des prix des produits alimentaires de la FAO, le prix de détail moyen national du maïs blanc, principale denrée alimentaire de base du pays et couvrant près de la moitié des surfaces cultivées, a plus que doublé entre janvier 2004 (0,75 kwacha par kg) et mars 2009 (1,79 kwacha par kg). La flambée relative des prix (140 %) ayant dépassé le taux d'inflation cumulé des prix à la consommation au cours de cette période (125 %), l'aggravation de l'insécurité alimentaire a eu un impact disproportionné sur les plus vulnérables.

Le prix de détail moyen du maïs blanc en Zambie a continué de progresser plus rapidement que

l'inflation, même après l'essor des matières premières de 2003-2011, pour atteindre le niveau record de 2,74 kwachas/kg en mars 2016. Les filets de sécurité, censés jouer un rôle essentiel dans le partage des gains de prospérité découlant de la croissance économique, ne couvrent que 1 ou 2 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Zambie (World Bank, 2013). La majorité de la population zambienne reste ainsi sans protection contre les brusques variations des prix des denrées alimentaires.

Enfin, la vulnérabilité de la Zambie aux effets des changements climatiques a encore érodé les fragiles gains économiques réalisés pendant le boom des produits de base. La grave sécheresse, amplifiée par le réchauffement climatique, a réduit les niveaux d'eau dans les rivières et les barrages pour atteindre une sécheresse record en 2016, perturbant gravement l'agriculture, la production d'électricité et l'exploitation minière. Les agriculteurs aux ressources limitées, qui dépendent de la pluie et ne disposent pas d'installations d'irrigation, ont été particulièrement touchés. Quatre-vingt-quinze pour cent de l'énergie zambienne sont d'origine hydroélectrique et les bas niveaux d'eau ont contraint les autorités à procéder à des coupures d'électricité, augmentant ainsi les coûts de production et réduisant l'emploi dans un secteur du cuivre extrêmement gourmand sur le plan énergétique.

CONCLUSIONS

La croissance inclusive est au cœur des défis socioéconomiques auxquels est confrontée la Zambie. Les bons résultats macroéconomiques du pays durant la flambée des produits de base de 2003-2011 n'ont pas profité à la grande majorité de sa population, ce qui a aggravé la pauvreté, la sous-alimentation et les inégalités de revenus. La conversion de l'abondance des ressources naturelles de la Zambie en prospérité nationale nécessitera un engagement politique, des réformes institutionnelles et une transformation économique structurelle.

CHAPITRE IV

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS POLITIQUES



Dans cette publication, nous avons passé en revue les relations entre les marchés des produits de base et le développement. La dépendance à l'égard de ces produits est en rapport étroit avec un développement humain faible dans les pays en développement et peut entraver leurs progrès dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation de ses objectifs. La transmission de la volatilité des prix des produits de base des marchés internationaux aux économies nationales a posé problème de manière récurrente aux décideurs des pays en développement tributaires des produits de base.

Le présent rapport s'est appuyé sur un modèle d'équilibre général calculable pour prévoir les tendances des prix des produits de base jusqu'en 2030 et leurs implications pour la croissance économique et d'autres variables susceptibles d'influer sur le développement et l'inégalité, dont le PIB par habitant, les prix des facteurs de production, les salaires et les dépenses des ménages dans diverses régions du monde. En général, les résultats sont déterminés par la loi fondamentale de l'offre et de la demande.

Des voies multiples permettent aux prix des produits de base d'affecter les économies des pays en développement tributaires de ces produits au niveau macroéconomique, notamment les termes de l'échange, les effets budgétaires et les flux d'investissement. Une bonne compréhension de ces mécanismes est indispensable pour permettre aux décideurs de bâtir des économies résilientes et réduire leur vulnérabilité à la volatilité des prix des produits de base, par exemple en tirant un parti optimum d'une flambée des prix et en maîtrisant habilement les effets de la chute des prix. Dans les pays en développement tributaires des produits de base, des institutions efficaces peuvent assurer une certaine stabilité des taux de croissance et promouvoir le développement et la réduction de la pauvreté, à condition d'être capables de mettre en œuvre des politiques anticycliques favorisant la diversification économique.

Pour nombre de ces pays, le défi consiste à la fois à élargir et renforcer les liens entre les secteurs des produits de base et les autres secteurs de l'économie, de manière à promouvoir une croissance inclusive, la diversification, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Au niveau microéconomique, les liens avec l'économie locale sont souvent ténus. C'est particulièrement le cas des secteurs à forte intensité capitaliste, tels que le pétrole et les minéraux, qui opèrent généralement comme des enclaves et génèrent peu d'emplois directs pour l'économie locale. Les produits agricoles de base sont plus directement liés à la croissance inclusive, car le secteur jouit de puissants multiplicateurs avec l'économie rurale. Dans les pays où les produits alimentaires de base constituent une part importante du

régime alimentaire et des dépenses de consommation nationales, les fluctuations des prix de ces denrées, même produites localement, peuvent également affecter la macroéconomie.

L'incitation à la création de valeur ajoutée et l'adoption de mesures politiques renforçant les liens de développement comptent parmi les politiques judicieuses, indispensables pour renforcer la contribution du secteur des produits de base à la croissance inclusive. En outre, il convient d'investir davantage dans l'éducation et la santé, ainsi que dans les mécanismes de protection sociale, à l'instar de la *Bolsa Família* au Brésil (qui dispose également de composantes « santé » et « éducation »).

Le renforcement des liens existants du secteur des produits de base par l'amélioration de l'efficacité et de la productivité peut avoir un impact positif et non négligeable sur la croissance. S'agissant en particulier des produits de base agricoles, l'amélioration de la transparence des marchés – notamment des prix des produits locaux – et la promotion de la participation des producteurs aux processus décisionnels sont des options politiques susceptibles d'apporter des avantages appréciables et de favoriser une croissance et un développement inclusifs. Dans le secteur extractif, le renforcement des capacités nationales de prestation de services sur le terrain, tels que la restauration et les transports, et la sous-traitance de certains services de maintenance peuvent générer des avantages substantiels en termes d'emplois et de revenus pour le pays. L'ajout de valeur ajoutée aux produits primaires, par exemple par le biais de chaînes de valeur, constitue également, lorsqu'il est économiquement viable, une voie de diversification. L'étude de cas du Costa Rica illustre la façon d'y parvenir.

1. BÂTIR UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE

1.1 ASSURER LES RECETTES DE L'ÉTAT

Il est impératif que les gouvernements captent une part adéquate des recettes d'exportation pour stimuler la croissance. Des recettes insuffisantes peuvent miner la capacité nationale à mettre en œuvre des politiques anticycliques, à assurer des filets de sécurité sociale, à promouvoir la diversification et à renforcer les institutions. Et pourtant, de nombreux pays en développement tributaires des produits de base ont encore du mal à générer des recettes budgétaires suffisantes.

La sous-imposition des industries extractives pour attirer les investisseurs étrangers permet d'obtenir des gains immédiats au détriment des bénéfices nationaux à long terme, comme le montre l'étude de cas sur la Zambie. Dans de telles situations, il convient de revoir les dispositions contractuelles et la réglementation fiscale afin

d'assurer un équilibre entre les intérêts privés et publics. Des politiques budgétaires efficaces peuvent permettre aux gouvernements de percevoir une part adéquate des recettes d'exportation des produits de base pour promouvoir une croissance et un développement plus larges, sans compromettre pour autant la viabilité du secteur. Pour les industries extractives, la capacité du secteur public à négocier, administrer et faire appliquer les arrangements contractuels et les politiques fiscales devient un facteur déterminant pour la préservation des budgets publics et la stabilité macroéconomique. Les mesures de lutte contre l'évasion fiscale ont également leur importance, en particulier pour combattre les prix de transfert illégaux et la facturation abusive des exportations de produits de base, souvent utilisés pour transférer des fonds à l'étranger.

En même temps, le fait de veiller au bon fonctionnement des marchés et à la perception par les producteurs d'une juste part des cours mondiaux est une incitation fondamentale pour soutenir la production et stimuler l'investissement. Dans le cas des produits agricoles, les gouvernements devraient s'abstenir de tenter de capter une part trop importante de la valeur de la production au détriment des producteurs. Plusieurs études de cas présentées dans ce rapport illustrent les risques associés à de telles pratiques, qui peuvent saper la motivation des producteurs et la viabilité du secteur des produits de base.

Promouvoir et favoriser la diversification économique permettent d'élargir l'assiette fiscale du gouvernement et de réduire sa dépendance à l'égard d'un ou de quelques produits de base. En effet, la diversification réduit l'exposition des budgets publics aux fluctuations des prix des produits de base.

1.2 LA RECHERCHE D'UNE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS EN DEHORS DES PRODUITS PRIMAIRES

En réduisant la part des produits de base dans leur panier d'exportation, les pays peuvent contenir les effets négatifs de la volatilité des prix de ces produits sur leur économie et promouvoir une croissance durable. En diversifiant l'économie et en augmentant la production et les exportations de produits de base et autres, les pays en développement tributaires de ces produits peuvent en réduire le poids dans leurs termes de l'échange, leurs recettes publiques et leurs entrées de devises, comme l'illustre le cas du Costa Rica. La vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs des prix des produits de base s'en trouve améliorée et sa résilience renforcée. La diversification des exportations en faveur des produits manufacturés et des services peut par ailleurs soutenir la croissance économique à long terme en stoppant la

détérioration des termes de l'échange liée à la baisse tendancielle à long terme des prix réels des produits de base, comme évoqué au Chapitre II.

Les études de cas consacrées au Nigéria et à la Zambie révèlent la vulnérabilité des pays en développement tributaires des produits de base face à l'alternance de hausses et de baisses des prix de ces produits. Par exemple, le pétrole représentait 80 % des recettes d'exportation annuelles du Nigéria en 2014, tandis que le cuivre représentait 79 % des exportations totales de marchandises de la Zambie en 2014-2015. En raison de cette forte dépendance des économies nigériane et zambienne, la chute des prix de ces deux produits de base a eu un impact significatif sur leurs performances économiques et donc sur leurs perspectives de développement.

Les politiques qui favorisent la diversification des économies nationales et de leurs paniers d'exportation contribuent grandement à relever ces défis. Ainsi, les politiques fiscales sont susceptibles d'attirer les investissements du secteur privé dans d'autres secteurs. L'étude de cas du Costa Rica illustre bien la façon de mener de telles politiques. Les incitations fiscales octroyées aux nouvelles entreprises ont permis de diversifier la base économique en dehors de la production et de l'exportation de bananes et de café. Une ouverture plus large, combinée à des incitations fiscales et à la création d'une zone franche industrielle pour l'exportation, a attiré les investissements étrangers et facilité le développement d'un secteur de haute technologie. Au fil des ans, le pays a réussi à réduire sa dépendance historique à l'égard des exportations de café et de bananes et à promouvoir la croissance, ce qui a permis de diminuer sensiblement la pauvreté.

1.3 POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET DÉPENSES ANTICYCLIQUES

Dans les pays en développement tributaires des produits de base, le lien étroit entre la performance économique et les marchés internationaux expose les économies nationales à l'incertitude budgétaire. Leurs gouvernements ont souvent adopté des politiques budgétaires expansionnistes en période de forte demande et de prix élevés des produits de base, en d'autres termes des politiques procycliques. Elles ont eu pour effet de stimuler une croissance économique rapide, suivie d'un ralentissement spectaculaire et même d'une récession au moment de la chute des prix. De nombreux pays exportateurs de pétrole, dont l'Angola, le Nigéria et la République bolivarienne du Venezuela, ont récemment expérimenté ce phénomène.

Pour promouvoir un taux de croissance plus stable – c'est-à-dire une croissance potentiellement inférieure

à celle tirée par l'envolée des prix des produits de base, mais sur des périodes plus longues – les pouvoirs publics devraient adopter des politiques budgétaires contracycliques, accumuler de l'épargne en période de flambée des prix et augmenter les dépenses publiques en période de faiblesse des prix pour compenser le ralentissement économique. Cette démarche exige un véritable engagement politique, sachant que les pressions en faveur de l'augmentation des dépenses sont souvent exercées pendant les périodes de recettes exceptionnelles.

Il a été démontré que les fonds de stabilisation des recettes pouvaient contribuer à lisser les dépenses publiques (Sugawara, 2014) et à éviter l'appréciation du taux de change réel et le syndrome hollandais qui y est associé (UNCTAD, 2012). En ce sens, ces fonds contribuent à réguler la volatilité externe générée par les fluctuations des prix des produits de base. En outre, ils sont un moyen de transférer les revenus courants aux générations futures et de participer ainsi à l'équité intergénérationnelle, en particulier si les revenus reposent sur des matières premières limitées ou non renouvelables. Toutefois, ces fonds de stabilisation ne sont efficaces que s'ils sont correctement gérés et si les règles en matière de dépenses et d'épargne sont bien conçues et respectées.

L'étude de cas sur la gestion par le Botswana de ses revenus tirés des diamants montre qu'un large consensus sur la politique économique et des institutions solides sont essentiels. Trois institutions différentes dotées de mandats complémentaires ont atténué les effets des fluctuations des recettes d'exportation de diamants sur l'économie, assuré le service de la dette nationale et financé des projets de développement. Le pays a également légiféré sur une règle budgétaire limitant les dépenses à 40 % du PIB, facilitant ainsi les politiques anticycliques et renforçant la résistance aux fluctuations des cours des diamants. Ces politiques servent de stabilisateurs et contribuent aux stratégies nationales de développement. En accumulant des revenus en période de fortes recettes d'exportation, le Botswana est en mesure de planifier des investissements à plus long terme.

1.4 BONNE GOUVERNANCE

L'existence d'un environnement favorable est une condition transversale préalable à la conception et à la mise en œuvre des politiques décrites ci-dessus. Les institutions nationales en charge de la gestion du secteur des produits de base doivent disposer du mandat, des capacités techniques et de l'autonomie nécessaires pour mettre en œuvre des politiques favorisant les intérêts nationaux à long terme. À cet égard, la cohérence des politiques et un engagement durable des décideurs

sont essentiels pour instaurer un environnement propice à la diversification économique et à la transformation structurelle des pays en développement tributaires des produits de base. Le succès limité de la politique nigériane en matière de contenu local montre qu'une fois adoptées, les politiques doivent s'accompagner de mécanismes de mise en œuvre adéquats pour obtenir les résultats souhaités.

Il est essentiel d'intégrer les mécanismes régissant le secteur des produits de base à des processus politiques façonnant le développement. Au Botswana, par exemple, les recettes tirées des exportations de diamants sont employées conformément au Plan national de développement pour financer des projets d'investissement et des dépenses dans l'éducation, la formation professionnelle et les services de santé, entre autres.

2. RENFORCER LES LIENS ENTRE LE SECTEUR DES PRODUITS DE BASE ET LE RESTE DE L'ÉCONOMIE POUR PROMOUVOIR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

2.1 AJOUTER DE LA VALEUR PAR DES LIAISONS EN AMONT ET EN AVAL

Le renforcement des liens entre le secteur des produits de base, les industries manufacturières et les services peut favoriser la création d'emplois et de recettes. Ces liens peuvent être établis aussi bien en amont qu'en aval. Au Costa Rica par exemple, les politiques et les incitations fiscales ont favorisé la diversification de l'économie nationale, mais aussi de l'agriculture, qui délaisse progressivement les exportations traditionnelles de bananes et de café au profit de produits plus variés. En réponse aux incitations, les producteurs costariciens ont par ailleurs entrepris une production agricole à valeur ajoutée axée sur l'exportation, permettant au pays de devenir un producteur fiable de fruits tropicaux frais et transformés sur le marché mondial.

Au Botswana, la création d'une industrie de taille et de polissage de diamants est un exemple de lien industriel en aval du secteur minier. En Zambie, par contre, les liens en amont et en aval entre le secteur du cuivre et le reste de l'économie sont ténus. Les politiques de contenu local pourraient aider à nouer des liens pour promouvoir l'emploi et la croissance. Au Nigéria, ces politiques ont, dans une certaine mesure, favorisé les liens en amont, les compagnies pétrolières internationales qui opèrent dans le pays s'appuyant sur des entreprises nationales

de technologies de l'information et des communications. Cependant, si les exigences en matière de contenu local sont susceptibles d'accroître la participation nationale dans l'industrie, elles sont insuffisantes pour promouvoir des liens de développement plus larges et l'inclusion sociale, comme le montre le cas du Nigéria. La limitation des liens intrasectoriels et la concentration de nombreux produits de base miniers dans une ou quelques régions géographiques en sont des explications. Les effets de ruissellement sont de ce fait insuffisants pour l'ensemble de la population. Les politiques de contenu local doivent s'intégrer dans un ensemble plus large de stratégies politiques nationales pour aboutir à une transformation structurelle.

Les politiques commerciales, et plus particulièrement les restrictions à l'exportation, ont également été utilisées pour stimuler la création de valeur ajoutée et établir des liens en aval. Cependant, l'étude de cas sur le nickel en Indonésie montre que cette option peut être risquée. Les pays en développement tributaires des produits de base ne peuvent que rarement se permettre d'imposer une interdiction d'exportation ou disposer d'un levier suffisant pour contraindre le secteur privé à investir dans un secteur spécifique. En Indonésie, l'interdiction des exportations de nickel en 2014 s'est traduite par une augmentation du potentiel national de fonte, bien que la baisse subséquente des prix du nickel ait compromis la durabilité de ces liens à terme. Par contre, l'interdiction a entraîné la perte d'emplois dans le secteur minier et de recettes d'exportation. Il convient de souligner que l'Indonésie pouvait se permettre une telle interdiction, car les exportations de nickel ne représentaient qu'une part relativement faible des exportations totales du pays. Pour un pays en développement ne dépendant que d'un ou deux produits de base pour ses recettes d'exportation, comme c'est souvent le cas, une telle interdiction d'exportation serait difficile, voire risquée.

2.2 MÉCANISMES DE PROTECTION SOCIALE

La croissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante pour réduire la pauvreté et les inégalités. Les gouvernements ont besoin de politiques et de mesures proactives ciblant les pauvres et leur permettant de participer à la croissance économique et aux processus de transformation structurelle et d'en tirer parti. Pour les pays en développement tributaires de produits de base, il est difficile de s'assurer que les gouvernements obtiennent une part équitable des recettes provenant des exportations de produits de base. C'est particulièrement vrai pour les produits de base à forte intensité capitalistique, à l'instar des exportations de minéraux et de pétrole. Souvent, la croissance économique stimulée par les exportations de

produits de base ne se traduit pas par une réduction de la pauvreté et des inégalités : en Zambie par exemple, les indicateurs de sécurité alimentaire et de pauvreté se sont considérablement détériorés entre 2003 et 2011, malgré une forte croissance du PIB.

Les politiques de protection sociale qui ciblent les plus pauvres, transfèrent des revenus et promeuvent l'inclusion sociale, peuvent venir compléter celles favorisant la stabilité macroéconomique, associant ainsi les personnes pauvres et vulnérables à la croissance, réduisant la pauvreté et l'inégalité et renforçant la sécurité alimentaire. Les filets de sécurité et les transferts en espèces, lorsqu'ils sont liés à des fonds de stabilisation qui atténuent les effets des fluctuations des recettes d'exportation, peuvent également aider à garantir l'accès à la nourriture en période de baisse des prix des produits de base. Et pendant les périodes de hausse des prix des denrées alimentaires de base, les mécanismes de protection sociale contribuent de manière significative à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des résultats nutritionnels des pauvres. Les filets de sécurité sociale sont efficaces s'ils sont globaux et bien ciblés, et s'ils répondent le plus directement possible à l'objectif politique.

Dans les pays en développement tributaires des importations de produits de base, les filets de sécurité sociale peuvent aider à maintenir l'accès à la nourriture en période de turbulence ou de flambée des prix. Par exemple, en réaction à la hausse des prix alimentaires de 2008, 23 pays ont mis en place ou intensifié des programmes de transferts monétaires, 19 pays ont introduit ou renforcé des programmes d'aide alimentaire et 16 pays ont pris des mesures pour accroître les revenus disponibles (FAO, 2009). Bon nombre de ces pays étaient tributaires des importations de produits de base. Idéalement, des mesures ciblées sont nécessaires dans le cadre des filets de sécurité sociale visant à maintenir les revenus réels des pauvres. Les subventions globales pour les denrées alimentaires ou d'autres biens de consommation essentiels sont souvent de nature régressive et peuvent impliquer des coûts budgétaires énormes en période de prix élevés. Cependant, un ciblage approprié exige une capacité administrative adéquate et a un coût (Ravallion, 2008). La promotion d'une croissance inclusive est particulièrement importante pour les pays où le secteur des produits de base a peu de liens avec l'économie locale, des pays généralement caractérisés par l'exploitation de minéraux ou une production agricole par les grandes entreprises commerciales, comme c'est le cas du soja en Argentine et au Brésil. Ces deux pays ont mis en œuvre avec succès des politiques de protection sociale, en réduisant notamment l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les inégalités. Le programme brésilien de transferts monétaires conditionnels *Bolsa Família*, qui

exige des parents qu'ils veillent à ce que leurs enfants aillent à l'école et fassent l'objet de bilans de santé réguliers, est devenu une référence pour les pays en développement du monde entier.

L'affectation des recettes d'exportation des produits de base aux investissements dans l'éducation et la santé, ainsi qu'au développement des infrastructures, peut également contribuer à l'inclusion des pauvres au processus de croissance. La performance du Botswana en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté est attribuable aux politiques anticycliques bien conçues, qui ont affecté les recettes tirées des exportations de diamants à d'importants investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Mais malgré ces succès, la société botswanaise reste très inégale et affiche un coefficient de Gini supérieur à 0,5 parmi les plus élevés au monde. Cet exemple est une parfaite illustration du défi à relever pour parvenir à une croissance inclusive, même avec une bonne gestion des revenus des produits de base, et renforce les arguments en faveur du recours aux mécanismes de protection sociale.

3. PROMOUVOIR UNE CROISSANCE INCLUSIVE EN RENFORÇANT LES LIENS EXISTANTS ENTRE LE SECTEUR DES PRODUITS DE BASE ET LE RESTE DE L'ÉCONOMIE

3.1 RENFORCER LA PRODUCTIVITÉ

Le renforcement de la productivité dans le secteur des produits agricoles de base dans les pays en développement tributaires de ces produits peut accroître les recettes d'exportation et soutenir les actions de promotion de la croissance et de la transformation structurelle. En tant que tel, il contribue à la croissance inclusive dans les pays qui dépendent des exportations, par exemple au Ghana avec le cacao, ou dans les pays où les denrées alimentaires de base jouent un rôle central dans l'économie nationale, comme le Bangladesh avec le riz.

Les améliorations durables de la productivité se traduisent par une hausse des revenus des petits exploitants agricoles et de la demande de biens non alimentaires et favorisent l'emploi et l'augmentation des salaires non qualifiés, amorçant ainsi le développement économique rural.

L'adoption de technologies (par exemple, l'utilisation de semences à haut rendement, de niveaux adéquats

d'engrais et de l'irrigation) a été le principal facteur contribuant à l'augmentation des rendements du riz au Bangladesh. Combinée à la libéralisation progressive du marché national du riz, elle a fourni aux agriculteurs les incitations nécessaires pour produire et développer la culture de cette céréale. Compte tenu de l'importance du riz dans le régime alimentaire local, l'augmentation de la productivité a amélioré les niveaux nutritionnels et les revenus ruraux et contribué à stimuler le développement d'autres secteurs, notamment en favorisant l'industrialisation du Bangladesh. En outre, la disponibilité de services agricoles basés sur les TIC peut améliorer l'efficacité du secteur agricole en diffusant des informations sur les prix du marché, les prévisions météorologiques et d'autres données pertinentes (UNCTAD, 2015).

La création de zones franches industrielles pour l'exportation peut favoriser les industries fabriquant des biens autres que des produits de base destinés à l'exportation. Les industries de haute technologie créées au Costa Rica à la fin des années 1990, qui ont désormais dépassé les secteurs traditionnels en termes de recettes d'exportation, en sont un parfait exemple. Toutefois, il convient de noter que ces zones, qui stimulent la croissance macroéconomique et les recettes d'exportation, ne contribuent directement à la réduction de la pauvreté et à l'égalité des revenus que si leurs liens avec l'économie locale sont relativement forts. Le Costa Rica a également investi dans la production de produits alimentaires à forte valeur ajoutée et dans la diversification de son secteur agricole et de son panier d'exportation de produits alimentaires, qui ont tous joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté.

Pour sa part, le Ghana a grandement amélioré sa situation socioéconomique, en partie grâce à une augmentation considérable de la productivité dans son secteur cacaoyer. Il y est parvenu en mettant en œuvre un train complet de mesures visant à renforcer l'utilisation d'engrais, la lutte contre les ravageurs et l'adoption de variétés de cacao à haut rendement. L'augmentation des prix à la production, la transparence des marchés et l'amélioration de l'information sur les marchés ont également contribué à accroître la production. Le changement de politique, qui a permis aux producteurs d'obtenir une part plus élevée des prix internationaux, a été un incitatif important pour les agriculteurs ghanéens et comme l'agriculture ghanéenne est principalement constituée de petites exploitations, les gains de revenus des agriculteurs ont eu un impact direct important sur la réduction de la pauvreté au niveau national. Pour soutenir ces gains de productivité à long terme, il est indispensable que les pays renouvellent leur engagement d'investir dans la recherche agricole et dans des programmes d'intensification de la production agricole

durable répondant aux défis actuels et émergents, en particulier à ceux liés aux changements climatiques.

Au Mali, la production de sorgho reste largement une culture de subsistance, en partie du fait du manque d'incitation des agriculteurs à augmenter la production. La politique malienne visant à maintenir le prix du riz – un aliment de base importé – à un bas niveau pour satisfaire les consommateurs urbains semble avoir eu un impact négatif sur la production de sorgho. Au vu de l'importance du sorgho pour la sécurité alimentaire et l'implication d'un grand nombre de petits agriculteurs des zones rurales, cette politique risque de poser à long terme des problèmes majeurs pour la sécurité alimentaire et la macroéconomie du pays.

3.2 METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE PRIX TRANSPARENTES

Le prix est une incitation importante pour les producteurs et joue un rôle clef dans leurs processus de prise de décisions. Une fiscalité excessive et des politiques monétaires maintenant des taux de change artificiellement surévalués découragent grandement l'investissement.

La détermination d'un niveau optimal d'imposition – stimulant les recettes publiques, sans pour autant saper la rentabilité et nuire aux intérêts des investisseurs pour le secteur des produits de base – est un exercice intrinsèquement délicat, susceptible de modification au fil du temps, à mesure que la productivité, les conditions du marché et les économies évoluent. Dans le cas des denrées alimentaires de base, cet exercice est d'autant plus complexe que les prix optimaux pour les producteurs et les acheteurs nets d'aliments rivalisent dans des directions opposées.

L'étude de cas consacrée à l'industrie du soja en Argentine illustre bien la difficulté de maintenir un équilibre entre les revenus du Gouvernement et ceux des producteurs durant les périodes de conjoncture économique défavorable. Avec la baisse des prix internationaux du soja, les taxes sur les exportations de ce produit ont été maintenues à des niveaux insoutenables, rendant la production de soja non rentable pour les agriculteurs. Après révision de ces politiques, le secteur s'est redressé. Avant 1983, le secteur du cacao au Ghana souffrait également d'une politique de prix non transparente qui transférait aux producteurs une

part exagérément faible des cours internationaux. Au final, les agriculteurs n'étaient pas incités à poursuivre ou à accroître la production de cacao. Cette politique a par la suite été modifiée afin de motiver les producteurs et de relancer le secteur, en associant notamment les agriculteurs (représentés par un « agriculteur en chef ») aux processus décisionnels, en leur allouant une part plus importante des prix mondiaux du cacao et en améliorant la concurrence en autorisant l'achat de cacao par des sociétés agréées (en plus de l'office de commercialisation parapublic).

4. CONCLUSIONS

En l'absence d'événements imprévus, les prix des produits de base ne devraient augmenter que marginalement jusqu'en 2030 (à l'exception peut-être des prix du pétrole). Une tendance à la baisse à long terme des prix, occasionnellement interrompue par quelques pics, continue de souligner la nécessité d'une saine gestion des recettes d'exportation des produits de base. Il est indispensable pour les pays en développement tributaires des produits de base d'explorer la marge d'action dont ils disposent pour surmonter les obstacles à leur transformation structurelle.

Pour ce faire, il faudra améliorer la gouvernance en créant un environnement propice et concevoir et mettre en œuvre un ensemble de politiques et de mesures empêchant que la volatilité des prix des produits de base ne se répercute sur les économies nationales. Il s'agit notamment de politiques budgétaires, sectorielles et sociales, dont un grand nombre ont été examinées plus haut.

La mise en œuvre réussie du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des ODD nécessiteront des efforts concertés de la part des gouvernements, des milieux universitaires, du secteur privé et de la société civile. Les mesures politiques prises dans les pays en développement tributaires des produits de base devront aller au-delà d'une saine gestion macroéconomique. Par-dessus tout, l'adoption et la mise en œuvre de politiques de redistribution restent un défi majeur pour les gouvernements de ces pays. Les mesures économiques décrites ci-dessus seront à compléter par des initiatives de promotion de l'inclusion sociale, l'alimentation, la santé et l'éducation pour garantir que la transformation structurelle ne laisse personne à l'écart.

RÉFÉRENCES

- AfDB, OECD, UNDP and ECA (2013). African Economic Outlook 2013: Structural Transformation and Natural Resources. OECD, Paris.
- Aghion P, Bacchetta P, Ranciere R and Rogoff K (2009). Exchange rate volatility and productivity growth: The role of financial development. *Journal of Monetary Economics*, 56: 494–513.
- Ahmed R (1999). Liberalization of agricultural input markets in Bangladesh. In: Sidhu SS and Mudahar MS, eds. *Privatization and Deregulation: Needed Policy Reforms for Agribusiness Development*. Dordrecht, Kluwer Academic Publishers: 175–190.
- Ahmed R, Haggblade S and Chowdhury TE (2000). *Out of the Shadow of Famine: Evolving Food Markets and Food Policy in Bangladesh*. Johns Hopkins University Press (in collaboration with International Food Policy Research Institute), Baltimore.
- Alexandratos N and Bruinsma J (2012). World Agriculture Towards 2030/2050: The 2012 Revision. FAO, Rome.
- Ardeni PG and Wright B (1992). The Prebisch-Singer hypothesis: A reappraisal independent of stationarity hypotheses. *Economic Journal*, 102: 803–812.
- Arezki R, Hadri K, Loungani P and Rao Y (2013). Testing the Prebisch-Singer hypothesis since 1650: Evidence from panel techniques that allow for multiple breaks. IMF Working Paper WP/13/180, IMF, Washington, DC.
- Arze del Granado F, Coady D, and Gillingham R (2012). The unequal benefits of fuel subsidies: A review of evidence for developing countries. *World Development*, 40(11): 2234–2248.
- Baffes J, Badiane O, Nash J (2004). Cotton: Market structure, policies and development issues. Presented at the WTO African Regional Workshop on Cotton in Cotonou in March 2004.
- Bangladesh Bureau of Statistics (2011). Report of the Household Income and Expenditure Survey 2010. Bangladesh Bureau of Statistics (BBS), Ministry of Planning, Dhaka.
- Barrientos SW and Asenso-Okyere K (2008). Mapping sustainable production in Ghanaian cocoa: Report to Cadbury. Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, and University of Ghana, Accra.
- Bayes A and Hossain M (2007). Gramer Manush – Grameen Arthaninithi – Jiban Jibikar Poribortan Parjalochona. Writers Foundation, Dhaka.
- Becker T and Mauro P (2006). Output drops and the shocks that matter. IMF Working Paper 06/172, IMF, Washington, DC.
- Bianchi E and Szpak C (2017). Soybean prices, economic growth and poverty in Argentina and Brazil. Commodities and Trade Policy Research Working Papers, Trade and Markets Division, FAO, Rome
- Blattman C, Hwang J and Williamson JG (2007). Winners and losers in the commodity lottery: The impact of terms of trade growth and volatility in the periphery 1870-1939. *Journal of Development Economics*, 82: 156–179.
- Boel T (2017). Diamond exports from Botswana and Sierra Leone: The role of institutions in mitigating the impact of commodity dependence on human development. Background paper for the *Commodities and Development Report 2017*. UNCTAD, Geneva.
- Bourguignon F (2004). The poverty-growth-inequality triangle. World Bank, Washington, DC.
- Bourguignon F (2012). Commodity price volatility, poverty, and growth inclusiveness in sub-Saharan African countries. In: Arezki R, Quintyn M, Pattillo CA, Zhu M, and IMF, eds. *Commodity Price Volatility and Inclusive Growth in Low-Income Countries* Washington, DC. International Monetary Fund: 205–222.
- Bova E, Ruiz-Arranz M, Toscan, F and Elif Ture H (2016). The fiscal costs of contingent liabilities: A new dataset. Working Paper WP/16/14, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bulir A (2002). Can price incentive to smuggle explain the contraction of the cocoa supply in Ghana? *Journal of African Economies*, 11(3): 413–439.
- Canuto O (2014). The commodity super cycle: Is this time different? Economic Premise No. 150, World Bank, Washington, DC.
- Carmignani F and Avom D (2010). The social development effects of primary commodity export dependence. *Ecological Economics*, 70(2), 317–330.
- Cashin P and McDermott CJ (2006). Properties of international commodity prices: Identifying trends, cycles and shocks. In: Sarris A and Hallam D, eds. *Agricultural Commodity Markets and Trade*. Cheltenham, Edward Elgar: 16–30.
- Chérel-Robson M (2017). Is local content a catalyst for development? The case of oil in Nigeria. Background paper for the *Commodities and Development Report 2017*. UNCTAD, Geneva.
- Clark MA (1995). Nontraditional export promotion in Costa Rica: Sustaining export-led growth. *Journal of Inter-American Studies and World Affairs*, 37(2): 181–223.

- Clark MA (2001). *Gradual Economic Reform in Latin America: The Costa Rican Experience*. State University of New York Press, Albany, NY.
- Coady D and Newhouse D (2006). Ghana: Evaluating the fiscal and social costs of increases. In: Coudouel A, Dani AA and Paternostro S, eds. *Analyzing the Distributional Impact of Reforms: Operational Experience in Implementing Poverty and Social Impact Analysis*. Washington, DC, World Bank: 387–413.
- Cohen M (2015). Diamonds aren't forever for Botswana as mining boom fades away. *Bloomberg Business*, 5 November.
- Coulombe H and McKay A (2003). Selective poverty reduction in a slow growth environment: Ghana in the 1990s. Human Development Network, World Bank, Washington, DC.
- CSO (2011). *Labour Force Survey Report 2008*. Central Statistical Office, Lusaka.
- CSO (2013). *Zambia Labour Force Survey Report 2012*. Central Statistical Office, Lusaka.
- CSO (2016). *2014 Labour Force Survey Report: Key indicators*. Central Statistical Office, Lusaka.
- Cuddington JT and Urzua CM (1989). Trends and cycles in the net barter terms of trade: A new approach, *Economic Journal*, 99: 426–442.
- Cuddington JT, Ludema R and Jayasuriya SA (2002). Prebisch-Singer redux. Economics Working Paper 2006-06-A, United States International Trade Commission, Washington, DC.
- Davies VAB and Dessy S (2012). The political economy of government revenues in post-conflict resource-rich Africa: Liberia and Sierra Leone. NBER Working Paper 18539, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- De Beers (2015). Turning finite resources into enduring opportunity: The economic contribution to Botswana of the partnership between the Government of the Republic of Botswana and De Beers.
- Deininger K and Squire L (1997). Economic growth and income inequality: Re-examining the links. *Finance & Development*, 34(1): 38–41.
- del Ninno C, Dorosh PA, Smith LG and Roy DK (2001). The 1998 floods in Bangladesh: Disaster impacts, household coping strategies and response. Research Report No. 122, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Dewbre J and Borot de Battisti A (2008). Agricultural progress in Cameroon, Ghana and Mali: Why It happened and how to sustain it. OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers, No. 9, OECD Publishing, Paris.
- Dollar D and Kraay A (2002). Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3): 195–225.
- Dollar D and Kraay A (2002). Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7: 195–225.
- Dorosh PA (2001). Trade liberalization and national food security: Rice trade between Bangladesh and India. *World Development*, 29(4): 673–689.
- Dowd-Urbe B and Schnurr MA (2016). Briefing: Burkina Faso's reversal on genetically modified cotton and the implications for Africa. *African Affairs*, 15(458):161-172.
- Easterly W, Kremer M, Pritchett L and Summers LH (1993). Good policy or good luck? Country growth performance and temporary shocks. *Journal of Monetary Economics*, 32: 459–483.
- ECLAC (2000). The fiscal impact of trade liberalization and commodity price fluctuation: The case of Costa Rica, 1980-1998. United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Santiago, Chile.
- ECLAC (2002). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2001-2002*. Santiago, Chile.
- ECLAC (2004). *Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean 2003*. Santiago, Chile.
- ECLAC (2013). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2013*. Santiago, Chile.
- Erten B and Ocampo JA (2012). Super-cycles and commodities prices since the mid-nineteenth century. Working Paper 110, United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA), New York.
- FAO (2009). Country responses to the food security crisis: Nature and preliminary implications. Initiative on Soaring Food Prices. Rome.
- FAO (2011). The state of food insecurity in the world: How does international price volatility affect domestic economies and food security? Rome.
- Ferreira GFC, Fuentes PAG and Ferreira JPC (2017). The successes and shortcoming of Costa Rica exports diversification policies. Commodities and Trade Policy Research Working Papers, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Fessehaie J (2012). What determines the breadth and depth of Zambia's backward linkages to copper mining? The role of public policy and value chain dynamics. *Resources Policy*, 37: 443–451.
- Fessehaie J, Rustomjee Z and Kaziboni L (2016). Can mining promote industrialization? A comparative analysis of policy frameworks in three Southern African countries. WIDER Working Paper No. 2016/83, United Nations University World Institute for Economic Development Research, Helsinki.
-

- Frankel JA, Vegh CA, Vuletinc G (2013). On graduation from fiscal procyclicality. *Journal of Development Economics*, 100(1): 32–47.
- Frimpong-Ansah J (1992). *The Vampire State in Africa: The Political Economy of Decline in Ghana*. Africa World Press and James Currey, Trenton, NJ and London.
- Fundación Chile (2016). From copper to innovation: Mining Technology Roadmap 2035. Santiago, Chile.
- FWI (2014). The state of forest report in Indonesia. Bogo, Forest Watch Indonesia.
- Gockowski J (2012). Policy-led intensification and returns to input use among Ghanaian cocoa farmers. Sustainable Tree Crops Program of the International Institute of Tropical Agriculture, Accra.
- Government of Nigeria (2009). Nigeria Vision 20:2020. Economic Transformation Blueprint. National Planning Commission, Abuja.
- Government of Nigeria (2010). National Content Development Act. Abuja.
- Government of Nigeria (2013). Mid-term report on the Transformation Agenda. Abuja.
- Government of Nigeria and ICF International (2013). Demographic and Health Survey 2013: Nigeria. National Population Commission, Abuja and Rockville, MD.
- Grilli E and Yang MC (1988). Primary commodity prices, manufactured goods prices, and the terms of trade of developing countries: What the long run shows. *The World Bank Economic Review*, 2: 1–47, World Bank, Washington DC.
- Hallam D (2017). Revisiting Prebisch-Singer: What can the long-term trends in commodity prices tell us about the future of CDDCs? Commodities and Trade Policy Research Working Papers, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Harvey D, Kellard N, Madsen J and Wohar M (2010). The Prebisch-Singer hypothesis: Four centuries of evidence. *Review of Economics and Statistics*, 92(2): 367–377.
- Havro G and Santiso J (2008). To benefit from plenty: Lessons from Chile and Norway. OECD Development Centre Policy Brief No. 37, OECD, Paris.
- Heap A (2005). China: The engine of a commodities super cycle. Citigroup Smith Barney, New York.
- Honde GJ and Abraha FG (2015). Botswana 2015 Country Note. AfDB, OECD, UNDP, Paris. Hossain M (2015). Sustaining food security: Achievements and challenges. In: Ahmed S, Alamgir M, Mujeri MK and Rahman A, eds. *Bangladesh Vision 2030*. Dhaka, Bangladesh Institute of Bank Management: 401–415
- ICMM (2014). Enhancing mining's contribution to the Zambian economy and society. International Council on Mining and Metals, London, .
- IEA (International Energy Agency) (2015). *Energy Technology Perspectives 2015: Mobilising Innovation to Accelerate Climate Action*. Available at: <http://www.iea.org/etp/etpmodel/assumptions/>.
- IMF (2008). *Food and Fuel Prices – Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses*. Paper prepared by the Fiscal Affairs, Policy Development and Review, and Research Departments. Washington, DC.
- IMF (2011). *Managing Volatility: A Vulnerability Exercise for Low-Income Countries*. Prepared by the Strategy, Policy, and Review, Fiscal Affairs, and Research Departments in consultation with Area Departments. Washington, DC.
- IMF (2015). Regional Economic Outlook update: Middle East and Central Asia. Statistical appendix. Washington, DC.
- IMF (2015). Zambia: Selected issues. IMF Country Report No. 15/153, Washington, DC.
- IMF (2016). IMF Executive Board concludes 2016 article IV consultation with Nigeria. Press release no. 16/146. Washington, DC.
- IMF (2017). IMF Executive Board concludes 2017 article IV consultation with Nigeria. Press Release No. 17/105. Washington, DC.
- Ismail K (2010). The structural manifestation of the 'Dutch disease': The case of oil exporting countries. IMF Working Paper WP/10/103, IMF, Washington, DC.
- Ivanic M and Martin W (2014). Short- and long-run impacts of food price changes on poverty. World Bank Policy Research Policy Paper 7011, World Bank, Washington, DC.
- Jabbar MA (2010). Empirical estimation of marketed surplus of rice in Bangladesh: A critical review. *Bangladesh Journal of Agricultural Economics*, 33(1 and 2): 1–22.
- Jales M (2017). The missing link between economic growth and development: The case of copper-dependent Zambia. Background paper for the *Commodities and Development Report 2017*. UNCTAD, Geneva.
- Kalinda B and Floro M (1992). Zambia in the 1980s: A review of national and urban level economic reforms. INURD Working Paper No. 18, World Bank, Washington, DC.
-

- Kawamoto K (2012). Diamonds in war, diamonds for peace: Diamond sector management and kimberlite mining in Sierra Leone. In: Lujala P and Rustand SA, eds. *High-Value Natural Resources and Peacebuilding*. London, Earthscan: 121–145.
- Khandker S and Mahmud W (2012). Seasonal hunger and public policies: Evidence from northwest Bangladesh. World Bank, Washington, DC.
- Kraay A (2006). When is growth pro-poor? Evidence from a panel of countries. *Journal of Development Economics*, 80(1): 198–227.
- Kuiper M, Shutes L, Verma M, van Meiji H and Tabeau A (2017). Exploring the impact of alternative population projections on prices, growth and poverty developments. Commodities and Trade Policy Research Working Papers, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Kusi NK (1998). Tax reform and revenue productivity in Ghana. AERC Research Paper 74, African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Leon J and Soto R (1997). Structural breaks and long-run trends in commodity prices. *Journal of International Development*, 9: 247–266.
- Lewis, A (1954). Economic Development with Unlimited Supplies of Labor, Manchester School of Economic and Social Studies, 22: 139–191.
- Lutz M (1999). A general test of the Prebisch-Singer hypothesis. *Review of Development Economics*, 3(1): 44–57.
- Maconachie R (2008). Diamond mining, governance initiatives and post-conflict development in Sierra Leone. BWPI Working Paper No. 50, University of Manchester, Manchester.
- Maconachie R and Binns T (2007). Beyond the resource curse? Diamond mining, development and post-conflict reconstruction in Sierra Leone. *Resources Policy*, 32(3): 104–115.
- MAFAP (2013). Review of food and agricultural policies in Mali. MAFAP Country Report Series, FAO, Rome.
- Maipose G (2008). Institutional dynamics of sustained rapid economic growth with limited impact on poverty reduction. United Nations Research Institute for Social Development, Geneva.
- Maipose GS and Thapelo CM (2009). The indigenous developmental state and growth in Botswana. In: Ndulu B, O’Connell SA, Bates RH, Collier P and Chukwuma S, eds. *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960–2000, Vol. 2: Country Case Studies*. Cambridge, Cambridge University Press: 511–546.
- Mendoza E (1997). Terms of trade uncertainty and economic growth. *Journal of Economic Development*, 54: 323–356.
- Morris M, Kaplinsky R and Kaplan D (2012). One thing leads to another: Promoting industrialization by making the most of the commodity boom in sub-Saharan Africa. Open University, London.
- Murshid KAS (1985). Instability in foodgrain production: Causes, adjustments, policy – A case study of Bangladesh. PhD dissertation, Cambridge University, Cambridge.
- Murshid KAS (1998). Fiscal implications of food policy. IFPRI–FMRSP Working Paper 6, Government of Bangladesh, Dhaka.
- Murshid KAS (2015). Exploring transition and change in a complex traditional market: The case of the rice market in Bangladesh. *Journal of Agrarian Change*, 15(4): 480–498.
- Murshid KAS and Yunus M (2017). Rice prices, growth and poverty reduction in Bangladesh. Commodities and Trade Policy Research Working Papers, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Ndikumana L, Boyce JK and Ndiaye AS (2015). Capital flight from Africa: Measurement and drivers. In: Ajayi SI and Ndikumana L, eds. *Capital Flight from Africa: Causes, Effects and Policy Issues*. Oxford, Oxford University Press: 15–54.
- Nkurunziza JD, Cazzaniga S and Tsowou K (2017). Commodity dependence and human development. *African Development Review*, 29(S1): 27–41.
- Nuchera AH, González RH, Rodríguez VL and López GV (2009). El Sector de la industria alimenticia de Costa Rica: Una perspectiva desde la cadena de valor. University of Costa Rica, San Pedro Montes de Oca..
- Ocampo JA and Parra-Lancourt M (2010). The terms of trade for commodities since the mid-19th century. *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History*, 28(1): 11–43.
- OECD (2014). Export restrictions in raw materials trade: Facts, fallacies and better practices. Paris.
- Oerke EC (2002). Crop losses due to pests in major crops. CAB International, Wallingford.
- ORTI (2013). Oil producing states in Nigeria. Abuja.
- Ovadia JS (2013). Measurement and implementation of local content in Nigeria: A framework for working with stakeholders to increase the effectiveness of local content monitoring and development. Facility for Oil Sector Transparency and Reform in Nigeria. Lagos, Department for International Development.
- Pegg S (2010). Is there a Dutch Disease in Botswana? *Resources Policy*, 3(5): 14–19.
-

- Pfaffenzeller S, Newbold P and Rayner AJ (2007). A short note on updating the Grilli and Yang Commodity Price Index. *World Bank Economic Review*, 21:1–13.
- Powell A (1991). Commodity and developing country terms of trade: What does the long-run show? *Economic Journal*, 101: 1485–1496.
- Prebisch R (1950). *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*. United Nations, New York.
- Prichard W (2009). *The politics of taxation and implications for accountability in Ghana, 1981–2008*. IDS Working Paper 330, Institute of Development Studies, Brighton.
- PwC and World Bank (2015). *Paying taxes: The global picture. The changing face of tax compliance in 189 economies worldwide*. Washington, DC.
- Quiroga J (2015). Chile's economic outlook takes turn for worse, Valdes says. *Bloomberg Business*, 7 July.
- Ramdoo I (2016). *Local content policies in mineral-rich countries: An overview*. Discussion Paper No. 193, European Centre for Development Policy Management, Maastricht.
- Ramey G and Ramey VA (1995). Cross-country evidence on the link between volatility and growth. *American Economic Review*, 85(5): 1138–1151.
- Ravallion M (2007). Inequality is bad for the poor. In: Jenkins S and Micklewright J, eds. *Inequality and Poverty Re-examined*. Oxford, Oxford University Press: 37–61.
- Ravallion M (2008). *Bailing out the world's poorest*. Policy Research Working Paper 4763, World Bank, Washington, DC.
- Reardon T, Chen KZ, Minten B, Adriano L, Dao TA, Wang J and Gupta SD (2014). The quiet revolution in Asia's rice value chains. *Annals of the New York Academy of Sciences*, 44: 1–13.
- Sala-i-Martin X and Subramanian A (2013). *Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria*. NBER Working Paper, No. 9804, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Sanders JH, Berthe A and Ouendeba B (2015). *Feed grains as a secondary market for sorghum in Mali?* Working paper, Purdue University, West Lafayette, IN.
- Sarkar P (1986). The Singer-Prebisch hypothesis: A statistical evaluation, *Cambridge Journal of Economics*, 10: 355–371.
- Savagado K, Reardon T and Pietola K (1994). Farm productivity in Burkina Faso: Effects of animal traction and non-farm income. *American Journal of Agricultural Economics*, 76: 608–612.
- Scandizzo PL and Diakosavvas D (1987). *Instability in the terms of trade of primary commodities, 1900–1982*. FAO Economic and Social Development Paper 64, FAO, Rome.
- Singer HW (1950). U.S. foreign investment in underdeveloped areas: The distribution of gains between investing and borrowing countries. *American Economic Review, Papers and Proceedings*, 40(2): 473–485.
- Sowa NK and Kwakye JK (1993). *Inflationary trends and control in Ghana*. Research Paper 22, African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Spraos J (1980). The statistical debate on the net barter terms of trade between primary commodities and manufactures. *Economic Journal*, 90: 107–128.
- Stryker JD (1990). *Trade, exchange rate, and agricultural policies in Ghana*. World Bank Comparative Studies, World Bank, Washington, DC.
- Sugawara N (2014). *From volatility to stability in expenditure: Stabilization funds in resource-rich countries*. IMF Working Paper WP/14/43, IMF, Washington, DC.
- Sulaiman M, Parveen M and Narayan CD (2009). *Impact of the food price hike on nutritional status of women and children*. Research Monograph Series No. 38, BRAC, Dhaka.
- Teft J (2004). *Mali's white revolution: Smallholder cotton from 1960 to 2003*. Policy Brief, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Tepperman J (2016). Brazil's antipoverty breakthrough. The surprising success of Bolsa Familia. *Foreign Affairs*, 95(1): 34–44.
- Terauds K (2017). *Using trade policy to drive value addition: Lessons from Indonesia's ban on nickel exports*. Background paper for the *Commodities and Development Report 2017*. UNCTAD, Geneva.
- Terpend N (2006). *An assessment of knowledge about trade and markets related to food security in West Africa*. FEWS Net/ United Nations World Food Programme, Rome.
- Timmer CP (1983). *Food Policy Analysis*. World Bank, Washington, DC.
- Treichel V (2010). *Putting Nigeria to work: A strategy for employment and growth*. World Bank, Washington, DC.
- UNCTAD (2002). *Least Developed Countries Report 2002: Escaping the Poverty Trap*. United Nations; New York and Geneva.
- UNCTAD (2012). *Excessive Commodity Price Volatility: Macroeconomic Effects on Growth and Policy Options*. Contribution of the UNCTAD secretariat to the G20 Commodity Markets Working Group.
-

- UNCTAD (2014). *Trade and Development Report, 2014: Global Governance and Policy Space for Development*. United Nations publication, sales no. E.14.II.D.4, New York and Geneva.
- UNCTAD (2015). *Commodities and Development Report 2015: Smallholder Farmers and Sustainable Commodity Development*. United Nations publication, New York and Geneva.
- UNCTAD (2015). *Report of the Global Commodities Forum 2015*. UNCTAD/SUC/2015/1. Geneva and New York.
- UNCTAD (2017). *The State of Commodity Dependence 2016*. United Nations publication, sales no. E.17.II.D.9, New York and Geneva.
- UNDP (2013). *Millennium Development Goals progress report – Zambia*. Lusaka.
- United Nations (2001). General Assembly resolution 55/56. The role of diamonds in fuelling conflict: Breaking the link between the illicit transaction of rough diamonds and armed conflict as a contribution to prevention and settlement of conflicts, A/RES/55/56 (29 January). Available at: http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/55/56.
- United Nations (2016). *World Economic Situation and Prospects 2016*. New York.
- van der Ploeg F and Poelhekke S (2009). Volatility and the natural resource curse. *Oxford Economic Papers*, 61: 727–760.
- Vigneri M (2005). Trade liberalization and agricultural performance: Micro and macro evidence on cash crop production in sub-Saharan Africa. DPhil thesis, Oxford University, Oxford.
- Vigneri M and Kolavalli S (2017). Growth through pricing policy: The case of cocoa in Ghana. *Commodities and Trade Policy Research Working Papers*, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Vitale J (2017a). The economic importance of cotton in Burkina Faso. *Commodities and Trade Policy Research Working Papers*, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Vitale J (2017b). The importance of sorghum in the Mali economy: The role of prices in growth, agricultural productivity and food security. *Commodities and Trade Policy Research Working Papers*, Trade and Markets Division, FAO, Rome.
- Vitale J and Greenplate J (2014). The role of biotechnology in sustainable agriculture of the twenty-first century: The commercial introduction of Bollgard II in Burkina Faso. In: Songstad DD, Hatfield JL and Tomes DT, eds. *Convergence of Food Security, Energy Security and Sustainable Agriculture*. Heidelberg and New York: 239–293.
- Vitale J and Sanders JH (2005). New markets and technological change for the traditional cereals in semiarid sub-Saharan Africa: the Malian case. *Agricultural Economics*, 32: 111–129.
- Warnken P (1999). *The Development and Growth of the Soybean Industry in Brazil*. Iowa State University Press, Ames, IA.
- World Bank (2004). *Cotton cultivation in Burkina Faso: A 30-year success story*. Washington, DC. Available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/702071468769846607/cotton-cultivation-in-burkina-faso-a-30-year-success-story>.
- World Bank (2006). *The impact of Intel in Costa Rica: Nine years after the decision to invest*. Investing in Development Series. Washington, DC.
- World Bank (2013). *Using social safety nets to accelerate poverty reduction and share prosperity in Zambia*. Washington, DC.
- World Bank (2014a). *Nigeria economic report, No. 2*. Washington, DC.
- World Bank (2014b). *Indonesia development policy review: Avoiding the trap*. Washington, DC.
- World Bank (2014c). *Promoting trade and competitiveness: What can Zambia do?* Zambia Economic Brief No. 3. Washington, DC.
- World Bank (2015). *More, and more productive jobs for Nigeria: A profile of work and workers*. Washington, DC.
- World Bank (2017a). *Argentina: Country overview*. Available at: <http://www.worldbank.org/en/country/argentina/overview> (accessed 28 April 2017).
- World Bank (2017b). *Macro poverty outlook for Zambia*. Washington, DC.
- Yunus M and Shahabuddin Q (2013). *Farmers' supply response to prices and non-price factors in Bangladesh*. Report prepared for IFPRI under the Policy Research and Strategy Support Program (mimeo). Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), Dhaka.
- Zhang X, Rashid S, Ahmad K, Mueller V, Lee HL, Lemma S, Belal S and Ahmed A (2013). *Rising wages in Bangladesh*. IFPRI Discussion Paper No. 01249, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
-

